

Perspectives locales de la diversité biologique 3

Les contributions vitales des Peuples Autochtones et des communautés locales sont essentielles à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

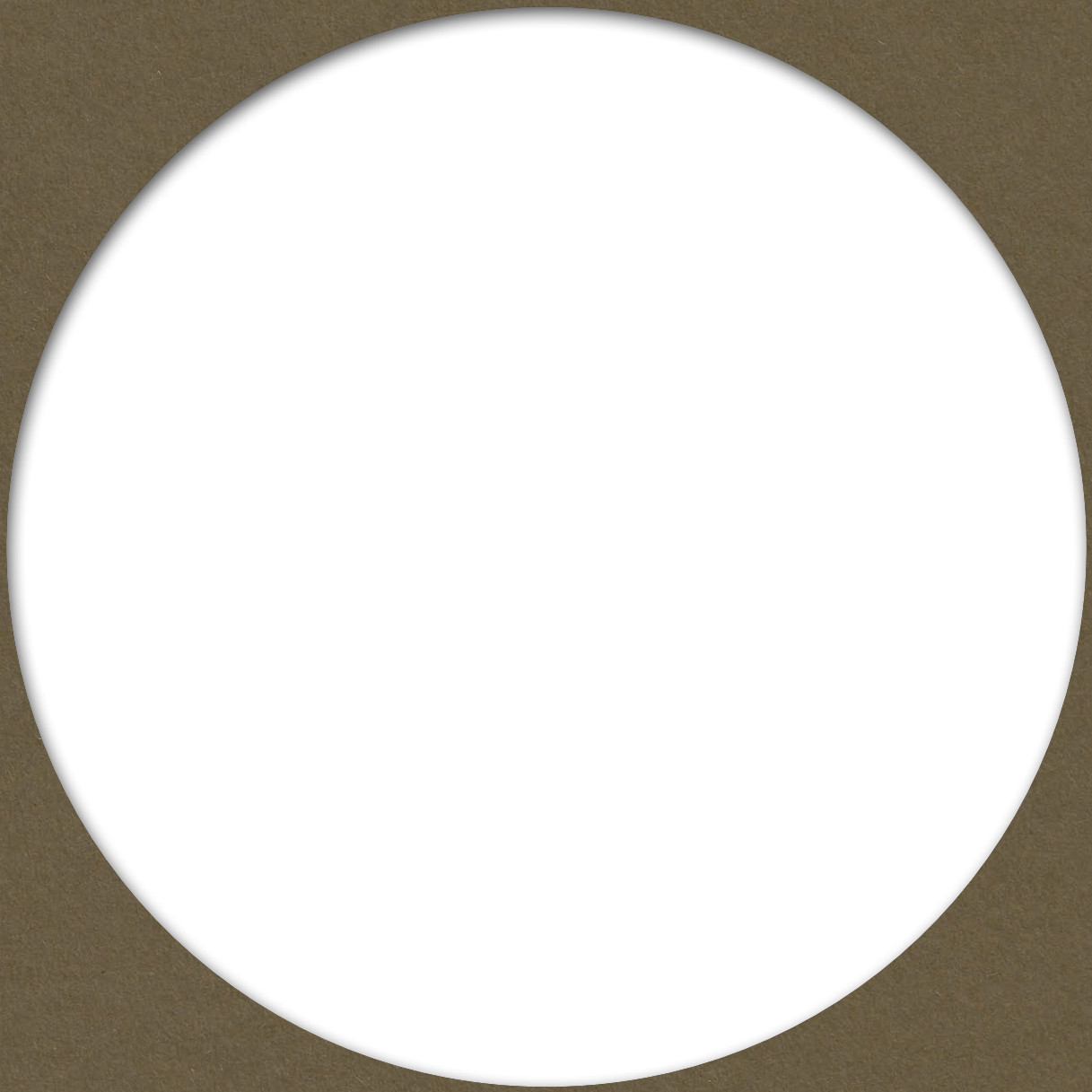




Image de couverture

Légende : Chamonpat Khunwat (à gauche) et son amie pêchant le « pla rak kluay » selon une méthode traditionnelle lors d'une activité de suivi de la biodiversité

Photo : Thawatchai Chaipuang, Indigenous Media Network (IMN)

Publié en 2026 par Forest Peoples Programme, les Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux, le Réseau des femmes autochtones sur la diversité biologique, le Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité et Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y El Caribe.

Perspectives locales de la diversité biologique 3. Les contributions vitales des Peuples Autochtones et des communautés locales sont essentielles à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

Lien vers la publication : www.localbiodiversityoutlooks.net

© 2026 Forest Peoples Programme et (pour les études de cas) les Peuples Autochtones, les communautés locales et les auteurs qui ont contribué à cette publication. La présente publication est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0). (http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

Éditeur de la publication
Forest Peoples Programme
1c Fosseway Business Centre
Stratford Road
Moreton-in-Marsh
GL56 9NQ
Angleterre

Tél. : +44 (0)1608 652 893
Fax : +44 (0)1608 652 878
Email : info@forestpeoples.org
Site internet : www.forestpeoples.org

Forest Peoples Programme est une société à responsabilité limitée par garanties (Angleterre et Pays de Galles) immatriculée sous le nº 3868836, siège social à l'adresse indiquée ci-dessus.
Organisation caritative enregistrée au Royaume-Uni sous le nº 1082158.
Forest Peoples Programme a le statut consultatif d'ONG auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

CENTERS OF DISTINCTION ON INDIGENOUS AND LOCAL KNOWLEDGE (COD ILK)

Forest Peoples Programme

International Indigenous Forum on Biodiversity

INDIGENOUS WOMEN'S BIODIVERSITY NETWORK IWBN

RED DE MUJERES INDÍGENAS SOBRE BIODIVERSIDAD

Citation suggérée

Forest Peoples Programme ; International Indigenous Forum on Biodiversity ; Indigenous Women's Biodiversity Network ; Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge ; Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y El Caribe (2026). *Perspectives locales de la diversité biologique 3. Les contributions vitales des Peuples Autochtones et des communautés locales sont essentielles à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal*. Moreton-in-Marsh, Angleterre : Forest Peoples Programme. Lien vers la publication : www.localbiodiversityoutlooks.net

Avertissement légal

Le contenu de la présente publication représente uniquement l'opinion de ses auteurs et relève de leur responsabilité exclusive.

Avertissement

Forest Peoples Programme a veillé avec le plus grand soin à ce que toutes les informations contenues dans ce rapport reposent sur des données probantes. Il assume l'entière responsabilité de toute erreur ou omission.

Comité éditorial

Le rapport *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3) est supervisé par les représentants des Peuples Autochtones et/ou des communautés locales de chacune des sept régions socio-culturelles reconnues par l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, afin de garantir une large représentation régionale. Membres du Comité éditorial des LBO-3 :

Ramiro Batzin
Gabriela Cariño
Biswash Chepang
María Eugenia Choque
Rodrigo de la Cruz
Aminatou Gambo
Chrissy Grant
Kathy Hodgson
Alice Mathew
Marit J. Michelsen
Naserian Narupa
Malia Nobrega-Olivera
Kamal Rai
Maria Elena Regpala
Donald Rojas Maroto
June Rubis
Ndiaga Sall
Claudia Valeria Sanchez Flores
Viacheslav Shadrin
Polina Shulbaeva
Ruth Spencer
Diana Terán Guerrón
Yolanda Terán Maigua

Auteur.e.s

Auteures et auteurs de cette publication : Joji Cariño, Claire Bracegirdle, Anouska Perram, Maurizio Farhan Ferrari, Frances Jenner et Yasmin Trivedi Dave.

Avec les contributions d'Albert Chan Dzul, Xilonem Clarke, Florencia Diestre, Ian Carlos Fitzpatrick, Johnson Jament, Roshni Kutty, Lorena Arce Letelier, Ali Razmkhah, Salatou Sambou, Karina Vargas et d'Andrew Whitmore, ainsi que des communautés et des individus ayant apporté des exemples et des études de cas.

Remerciements

Nous sommes très reconnaissants envers toutes les communautés du monde entier qui ont présenté des études de cas.

Nous sommes également reconnaissants aux personnes qui ont révisé les versions préliminaires des LBO-3 pour leurs remarques et commentaires très précieux, notamment Oda Almås-Smith, Neema Pathak Broome, Elise Quinn, Alumita Sekinairai et Vivienne Solis.

Nous souhaitons remercier le Consortium APAC ainsi que d'autres collaborateurs pour le soutien apporté à la production d'études de cas.

Le projet LBO-3 a pu voir le jour grâce au soutien généreux de plusieurs donateurs, notamment Arcadia – un fonds caritatif créé par Lisbet Rausing et Peter Baldwin –, la Fondation David et Lucile Packard, le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Lutte contre le changement climatique, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire, par l'intermédiaire de l'Initiative internationale pour le climat (BMUKN/IKI), la Fondation Nia Tero et SwedBio.

Correction de style : Mary O'Callaghan
Conception et illustration : Open and Honest
Traduction : AEIOU Traductores Soc. Coop. y Language Perspective
Mise en page : Safekat, S. L.
Directeur Financier : Gloria Jehovana Riofrio Espin

Dédicace



Nous dédicaçons cette publication à Donald Rojas Maroto. Membre du peuple Brunka et ressortissant du Costa Rica, Donald avait étudié l'administration et la planification des organisations.

Donald a été Président du Bureau national autochtone du Costa Rica, membre du Conseil des Peuples Autochtones d'Amérique centrale (CICA), représentant titulaire au sein de la Commission nationale de la biodiversité au Costa Rica (CONAGEBIO), membre du Comité consultatif du système d'intégration d'Amérique centrale (CCSICA), membre du Conseil du Fonds autochtone d'Amérique latine (FILAC), membre du Forum international autochtone d'Abya Yala (FIAY), membre du Forum international autochtone de la biodiversité (FIIB), Président du Conseil mondial des Peuples Autochtones (CMPI).

Donald était un leader en matière politique et technique sur des questions telles que les droits Autochtones, la biodiversité, le changement climatique, la territorialité, les systèmes de production traditionnelle, les savoirs traditionnels Autochtones, la régénération et le renforcement des écosystèmes. Il l'était tout autant s'agissant de processus de dialogues politiques nationaux portant sur la participation Autochtone et de mécanismes de consultation des Peuples Autochtones en vue de l'élaboration de plans et de programmes correspondant à la vision Autochtone. Donald a participé à divers forums internationaux des Nations Unies, de l'Organisation des États américains (OEA), du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention sur les changements climatiques, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il a aussi été un membre actif du comité éditorial des Perspectives locales de la diversité biologique 3, qui seront publiées à la fin de cette année 2026.

Nous souhaitons ainsi rendre hommage à notre leader, notre maître, notre frère et ami Donald Rojas qui a tant œuvré et lutté en faveur des droits des Peuples Autochtones.

Ramiro Batzin
Coprésident, Forum international autochtone sur la biodiversité
Août 2026

Table des matières

Répertoire : études de cas, encadrés et cibles 008
Abréviations employées 010
Mise en contexte 011
À propos des LBO-3 011
Méthodologie 012
Avant-propos 014
Introduction 024

Messages principaux 029

Chapitre 1 – La CDB et le CMBKM, les principaux repères pour les Peuples Autochtones et les communautés locales 037

La CDB et le CMBKM 038
Les décisions de la COP depuis l'adoption du CMBKM en 2022 042
Le cadre de suivi du CMBKM 043
Les indicateurs des connaissances traditionnelles 044
Surveillance communautaire au moyen des TKI 046

Chapitre 2 – Approches transversales pour la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal 049

Questions transversales clés dans le CMBKM concernant les PA et les CL 051
L'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société 051
L'approche par différents systèmes de valeurs 054
L'approche par les droits humains 057
L'approche écosystémique 064
La CDB et les enjeux en matière de gouvernance mondiale 066

Chapitre 3 – État des lieux des Parties concernant la mise en œuvre 069

Le processus de suivi de la mise en œuvre 070
Évaluation de la planification nationale et communication d'informations à ce jour 071
Élaborer et réviser les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité 071
Rapports d'avancement nationaux 073
Points faibles du processus de révision global 075

Chapitre 4 – Réduction des menaces pour la diversité biologique 077

Prendre soin des terres et des mers 079
Planification spatiale 083
Restauration 087
Conservation 090
Relations avec d'autres espèces et d'autres êtres vivants 097
Protection et utilisation durable d'espèces sauvages et menacées 098
Gérer coexistence et conflit entre l'homme et la faune sauvage 104
Gérer les espèces exotiques envahissantes 105
Pollution 109
Changements climatiques 112

Chapitre 5 – Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations 119

Protéger et favoriser les pratiques traditionnelles d'utilisation durable 121
Occupations traditionnelles et moyens de subsistance 127
Les systèmes de production et alimentaires autochtones et locaux comme modèles alternatifs 130
Préserver la pêche artisanale 137
Restaurer les contributions de la nature aux populations et les contributions des populations à la nature 142
Biodiversité urbaine, continuité culturelle et justice territoriale 149
Partage juste et équitable des avantages 156
Évolution des politiques 157
Limitations des cadres actuels d'accès et de partage des avantages 158
Mise en œuvre de l'accès et du partage des avantages 159
Protocoles communautaires 160

Chapitre 6 – Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal 165

Inclure les valeurs des Peuples Autochtones et des communautés locales dans la prise de décisions 167
Connaissances traditionnelles en matière de gouvernance de la diversité biologique 170
L'apport des savoirs traditionnels en matière de gouvernance de la diversité biologique 171
Associer différents systèmes de connaissances 173
Revitaliser les savoirs traditionnels 176
Diversité biologique et diversité linguistique 177
Souveraineté des savoirs 180
Renforcer la mise en œuvre par les PA et les CL : surveillance communautaire et renforcement réciproque des capacités 181
Surveillance communautaire 181
Renforcement réciproque des capacités 186
S'attaquer aux causes structurelles de l'appauvrissement de la biodiversité 188
Subventions néfastes 188
Financement de la biodiversité 190
Responsabilité des entreprises et justice environnementale 195
Surconsommation et responsabilité inégale 198
Risques technologiques 202

Chapitre 7 – Participation efficace et égalité des genres 205

Participation 207
Accès à la justice 211
Égalité des genres 216

Recommandations 223

Références 229

Répertoire

Études de cas

1 Peuples pasto, Colombie 026
2 Éleveurs Karamojong, Ouganda 039
3 Peuples karen, lahu et akha, Thaïlande 047
4 Communautés paysannes et Autochtones – Peuple tza cua, gawi, bexhutni xia cui, Mexique 052
5 La Commission nationale des territoires autochtones (CNTI), Colombie 053
6 Peuples guna, Panama 055
7 Communautés locales, Espagne 059
8 Peuple sámi, Suède 061
9 Peuple amaMpondo, Afrique du Sud 062
10 Peuples tsumba et tharu, Népal 064
11 Peuple guna, Panama 082
12 Peuple kirat, Népal 084
13 Peuple nivaclé, Paraguay 085
14 Peuple bajau, Malaisie 088
15 Peuple maragoli, Kenya 089
16 Peuples Naga, Inde 094
17 Peuples Autochtones du nord, Russie 096
18 Peuple wampis, Pérou 099
19 Communautés locales, Bénin 101
20 Peuple kanaka maoli, Hawaï 102
21 Peuple bettakuruma, Inde 106
22 Peuple bambuti-bakanga et bambuti-babuluko, République démocratique du Congo 108
23 Peuple nahua, Mexique 110
24 Peuple karen/pga k'nyau, Thaïlande 113
25 Peuple marma, chakma et tripura, Bangladesh 115
26 Peuple baka, République du Congo 122
27 Peuple sámi, Suède 124
28 Peuples Autochtones du Nord, Russie 128
29 Peuple aymara, Chili 131
30 Communautés locales, Inde 133
31 Communautés locales, Kirghizstan 135
32 Peuples Autochtones de la Cordillère, Philippines 136
33 Communautés locales, Sri Lanka 139
34 Communautés locales, Chine 140
35 Communauté locale, Chine 143
36 Peuple ǂaonin (topnaar), Namibie 144
37 Peuple bunun, Taïwan 146
38 Communautés locales, Antigua 150
39 Peuple uitoto, Colombie 152
40 Peuple kankana-ey-ibaloi, Philippines 154
41 Peuple kichua/kayami, Équateur 161
42 Peuple kankanaey, Philippines 168
43 Peuple maya kaqchikel, Guatemala 172
44 Peuple ogiek, Kenya 174
45 Peuple sámi, Norvège 176
46 Peuple evenk, Russie 178
47 Peuple turkana, Kenya 182
48 Peuple diaguita, peuple chango, peuple mapuche des territoires Lafkenche et Williche, peuple kawésqar et peuple yagán, Chili 185
49 Peuples Autochtones, Papouasie-Nouvelle-Guinée 187
50 Peuple anishinaabe, Canada 197
51 Communautés locales – Mexique 200
52 Communautés locales, Tonga 201
53 Communautés tribales bhils, Inde 209
54 Peuple tamang, Népal 212
55 Communautés kadazandusun, dusun et murut tahol, Malaisie 213
56 Peuple dusun, Malaisie 219

Encadrés

1 Les quatre objectifs du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal 041
2 Le Navigateur Autochtone 046
3 PA et CL et le traité sur la haute mer 066
4 Le caractère central des droits aux terres, aux mers et aux ressources pour les PA et les CL 080
5 Gouvernance de territoires marins et côtiers exercée par les PA et CL dans la pratique 081
6 Territoires autochtones et traditionnels 091
7 Changements climatiques et adaptation des écosystèmes marins et côtiers 114
8 Pratiques traditionnelles d'utilisation durable dans la Convention sur la diversité biologique 123
9 Indicateur des occupations traditionnelles 129
10 Une approche scientifique relationnelle de la gouvernance marine 175
11 Diversité linguistique 179
12 Surveillance communautaire des territoires côtiers et marins 183
13 Financement et gouvernance des PA et des CL concernant les écosystèmes marins et côtiers 192
14 Impacts de l'économie bleue en croissance 196
15 Projet Nautilus Minerals et exploitation minière en eaux profondes en Papouasie-Nouvelle-Guinée 203
16 Mesurer la participation effective 210
17 Mesurer les droits fonciers et le changement d'affectation des terres 211
18 Défenseurs de l'océan des PA et des CL 214
19 Inclusivité dans la gouvernance des écosystèmes marins et côtiers 217
20 Régime foncier et droits des femmes 217

Cibles

Chapitre 4 – Réduction des menaces pour la diversité biologique

Cible 1. Planifier et gérer toutes les zones afin de réduire la perte de biodiversité 083
Cible 2. Remettre en état 30 % de l'ensemble des écosystèmes dégradés 087
Cible 3. Préserver 30 % des terres, des eaux intérieures et des mers 090
Cible 4. Mettre un terme à l'extinction des espèces, préserver la diversité génétique et gérer les conflits entre l'homme et la faune sauvage 097
Cible 5. Assurer des prélèvements et un commerce durables, sûrs et légaux des espèces sauvages 097
Cible 6. Réduire de moitié l'introduction d'espèces exotiques envahissantes et minimiser leur impact 105
Cible 7. Réduire la pollution à des niveaux sans danger pour la biodiversité 109
Cible 8. Atténuer les effets des changements climatiques sur la biodiversité et renforcer la résilience 112

Chapitre 5 – Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations

Cible 9. Gérer les espèces sauvages de manière durable pour le bien des populations 121
Cible 10. Améliorer la biodiversité et la durabilité des zones agricoles, aquacoles, halieutiques et forestières 130
Cible 11. Restaurer, préserver et renforcer les contributions de la nature aux populations 142
Cible 12. Améliorer les espaces verts et la planification urbaine pour le bien-être humain et la biodiversité 149
Cible 13. Renforcer le partage des avantages découlant des ressources génétiques, de l'information de séquençage numérique et des connaissances traditionnelles 156

Chapitre 6 – Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

Cible 14. Intégrer la biodiversité dans la prise de décision à tous les niveaux 167
Cible 15. Inciter les entreprises à évaluer, communiquer et réduire les risques et les effets négatifs sur la biodiversité 195
Cible 16. Favoriser des choix de consommation durables afin de réduire les déchets et la surconsommation 198
Cible 17. Renforcer la sécurité biotechnologique et répartir les avantages des biotechnologies 202
Cible 18. Réduire les subventions néfastes d'au moins 500 milliards de dollars par an et renforcer les incitations positives en faveur de la biodiversité 188
Cible 19. Mobiliser 200 milliards de dollars par an pour la biodiversité, toutes sources confondues, dont 30 milliards de dollars de ressources financières internationales 190
Cible 20. Accroître le renforcement des capacités, le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique pour la biodiversité 186
Cible 21. Veiller à ce que les connaissances soient disponibles et accessibles pour étayer l'action en faveur de la biodiversité 170

Chapitre 7 – Participation efficace et égalité des genres

Cible 22. Garantir la participation aux processus décisionnels et l'accès à la justice et aux informations relatives à la biodiversité 207
Cible 23. Assurer l'égalité des sexes et une approche tenant compte du genre dans l'action en faveur de la biodiversité 216

Abréviations employées

AIPP	Pacte des Peuples Autochtones d'Asie
APA	accès et partage des avantages
APAC	aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire
CARE	intérêt collectif, droit de regard, responsabilité et éthique
CDB	Convention sur la diversité biologique
CL	communauté locale
CLPE	consentement libre, préalable et éclairé
CMBKM	cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal
COBI	Comunidad y Biodiversidad
COD-ILK	Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux
COP	Conférence des Parties
COP13	Treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique
CSU	pratiques traditionnelles d'utilisation durable
DDHE	défenseur des droits humains environnementaux
DIHR	Institut danois des droits humains
DSI	information de séquençage numérique
FAIR	facile à trouver, accessible, interopérable et réutilisable
FPP	Forest Peoples Programme
GBF	Cadre mondial de la biodiversité
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
HRBWG	Groupe de travail sur les droits humains et la biodiversité
IIFB	Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité
International IDEA	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
IWBN	Réseau des femmes autochtones sur la diversité biologique
LBO	Perspectives locales de la diversité biologique
LBO-2	Perspectives locales de la diversité biologique 2
LBO-3	Perspectives locales de la diversité biologique 3
OECM	autres mesures de conservation efficaces par zone
OGM	organisme génétiquement modifié
OMPI	Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle
PA	Peuples Autochtones
PIKP	Partners for Indigenous Knowledge Philippines
RMIB-LAC	Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad para América Latina y El Caribe
SBSTTA	Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques
SCSI	systèmes communautaires de surveillance et d'information
SPANB	stratégie et plan d'action national pour la biodiversité
TAT	territoires autochtones et traditionnels
TKI	indicateur des connaissances traditionnelles
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WWF	Fonds mondial pour la nature

Mise en contexte

À propos des LBO-3

Cette publication est la troisième édition des Perspectives locales de la diversité biologique (LBO). Cette série place les savoirs, les expériences et les rôles des Peuples Autochtones et des communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL), dont les femmes et les jeunes, au cœur de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de ses cadres d'action.

Les LBO-3 soulignent les contributions vitales des PA et des CL à la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal de 2022, qui établit les engagements que les Parties à la CDB doivent atteindre d'ici à 2030. Elles examinent également les limitations de ce cadre et les défis liés à sa mise en application. Cette analyse indépendante vise à renforcer la responsabilité des Parties concernant leurs engagements en vertu de ce cadre et d'autres obligations internationales, notamment au regard des droits humains.

La première édition, réalisée en 2016, était venue compléter la quatrième édition des *Perspectives mondiales de la diversité biologique*. Lors de la treizième réunion de la Conférence des Parties à la CDB (COP13), les Parties ont demandé qu'une deuxième édition de ce rapport soit élaborée. L'édition *Perspectives locales de la diversité biologique 2* a été publiée en 2020 en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en parallèle à la cinquième édition des *Perspectives mondiales de la diversité biologique*.

Les *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3) constituent un rapport indépendant conforme aux processus de bilan mondiaux de la CDB. Y sont mis en évidence recherches et documents émanant de communautés à partir de 56 études de cas représentatives de divers territoires, systèmes de connaissances et initiatives. Celles-ci fournissent des données observables concrètes quant à la manière dont les PA et les CL contribuent à la conservation, à une utilisation durable et à la gouvernance de la biodiversité.

LBO-3 est le fruit d'une collaboration entre :

- Le Forum international autochtone sur la biodiversité (*International Indigenous Forum on Biodiversity*, IIFB)
- Le Réseau des femmes autochtones pour la biodiversité (*Indigenous Women's Biodiversity Network*, IWBN)
- Les Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux (*Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge*, COD-ILK)
- Forest Peoples Programme (FPP)
- Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y el Caribe (RMIB-LAC)

L'élaboration de ce rapport a été supervisée par un comité éditorial composé de représentants de Peuples Autochtones et de communautés de chacune des sept régions socio-culturelles reconnues par l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, à savoir :

- L'Afrique
- L'Arctique
- L'Asie
- L'Amérique centrale, du Sud et Caraïbes
- L'Europe centrale et de l'Est, Fédération russe, Asie centrale et Transcaucasie
- L'Amérique du Nord
- Le Pacifique.

Un comité de gestion comptant des représentants de chacune des organisations ayant contribué à cette publication (IIFB, IWBN, RMIB-LAC, COD-ILK et FPP) a été chargé de superviser les questions de planification et de financement.

La coordination et l'administration globales du rapport ont été confiées à une équipe de FPP, composée de Naomi Baird, Claire Bracegirdle, Joji Cariño, Gloria Jehovana Riofrio Espin, Frances Jenner, Susana Nuñez Lendo, Anouska Perram et Sally Taylor.

Méthodologie

Les LBO-3 s'appuient sur des données observables émanant des communautés, sous la forme d'études de cas, ainsi que d'une revue de la littérature récente et de données obtenues du Navigateur Autochtone. Elles ont fait l'objet de révisions de la part d'experts des matières concernées.

Études de cas

Les LBO-3 s'appuient sur les données observables émanant des communautés. Un appel ouvert a été lancé en 2025 afin de recueillir des études de cas et un grand nombre de propositions ont été reçues. Après examen, le comité éditorial et les institutions à l'initiative de la publication ont mis en évidence des questions régionales et thématiques non traitées et sollicité d'autres contributions pour y suppléer. Les études de cas retenues représentent une répartition équilibrée entre les différentes régions et les grandes problématiques en lien avec le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM).

Toutes sont inédites et ont été menées en vue des LBO-3 avec le consentement libre, préalable et éclairé des communautés participantes. Leurs auteurs sont les différentes communautés, chacune représentée par une organisation ou un représentant désigné. Dans certains cas, des organismes externes – entre autres organisations non gouvernementales, réseaux, chercheurs ou donateurs – ont prêté leur concours et sont remerciés en qualité de co-auteurs. Toutefois, le contenu et la structure sont le fruit d'une décision de la communauté.

Les études de cas figurant dans les LBO-3 ont fait l'objet d'une synthèse aux fins de cette publication. Elles peuvent être consultées en intégralité sur le site internet des LBO. Les corrections ont été minimes afin de préserver les voix des contributeur.e.s et les modifications substantielles ont été revues et approuvées par les auteurs. Pour éviter les doublons, les études de cas qui figuraient déjà dans les informations publiées en matière de CDB, comme les septièmes rapports nationaux des Parties, n'ont pas été incluses.

Revue de littérature

Une revue ciblée de publications académiques et de littérature grise a servi à étayer les analyses présentées dans les LBO-3. Ont été privilégiés les documents dont la date était postérieure à 2020. Les recherches ont été effectuées au moyen d'OpenAlex et se sont concentrées sur les sujets déterminants pour la mise en œuvre du CMBKM concernant les PA et les CL. Les publications sélectionnées ont été analysées et ont servi à compléter les recherches menées par les auteurs dans différentes sections des LBO-3.

Données obtenues du Navigateur Autochtone

Les LBO-3 sont en outre éclairées par l'analyse de données d'enquêtes nationales et communautaires obtenues à partir du Navigateur Autochtone. Celles-ci constituent des données observables supplémentaires fondées sur les expériences vécues de PA. Elles étayent ainsi l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du CMBKM à l'échelle nationale et locale.

Processus de révision

Les LBO-3 ont été révisées par des experts des matières concernées pour en accroître la précision et la finesse de l'analyse.

Avant-propos

COD-ILK

C'est avec une grande fierté que les Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux (*Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge*, COD-ILK) copublient la 3e édition des *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3). Nous offrons ainsi aux Peuples Autochtones et aux communautés locales une plateforme pour documenter et partager directement les récits de nos relations vivantes et dynamiques avec le milieu naturel. Il s'agit également de relayer toute l'importance de nos actions collectives dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale pour la biodiversité à horizon 2050.

Constitués en réseau à l'échelle mondiale, les COD-ILK appuient les études participatives communautaires, les échanges culturels, la transmission des savoirs entre générations, le dialogue interculturel et l'engagement politique comme autant d'actions stratégiques en vue d'une collaboration et d'un soutien mutuel entre Peuples Autochtones et communautés locales. Grâce à la mise en commun de nos expériences dans le cadre des Perspectives locales de la diversité biologique, nous apprenons les uns des autres et cherchons ensemble, parmi les solutions et les contributions qui nous sont propres, comment faire face aux grands défis de notre temps. Les actions autodéterminées au niveau local qui peuvent être rejointes par le biais de réseaux de solidarité nationaux, régionaux et internationaux font grandir l'espoir et mûrir des visions diverses pour l'avenir.

Partager les Perspectives locales de la diversité biologique de façon plus large est aussi un appel à l'action adressé à tous les États et à toutes les sociétés pour bâtir un mouvement mondial de solidarité en faveur de la justice environnementale et de la paix et pour prendre soin de tous les peuples et de toutes les formes de vie sur notre planète.

Joji Cariño (**Ibaloi-Igorot**)
Coordinatrice, Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux

FPP

Le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité (CMBKM) a constitué une avancée majeure dans la reconnaissance des droits et des contributions des Peuples Autochtones (PA) et des communautés locales (CL) dans le cadre des efforts mondiaux visant à enrayer et à inverser la perte de biodiversité. Aujourd'hui, quatre ans après son adoption, le rapport « Perspectives locales de la diversité biologique » (LBO-3) pose la question suivante : dans quelle mesure ces engagements ont-ils été mis en œuvre ?

Le LBO-3 montre que, bien que les Parties ne soient actuellement pas en voie d'atteindre les objectifs et cibles du CMBKM, les PA et les CL continuent d'apporter des contributions essentielles à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. Rassemblant 56 études de cas couvrant différents territoires, cultures, langues et écosystèmes, le rapport montre que les communautés préservent des systèmes alimentaires diversifiés, défendent leurs territoires contre l'exploitation, renforcent la gouvernance coutumière et revitalisent les savoirs traditionnels.

Ces contributions ne peuvent être dissociées des droits et des conditions qui les rendent possibles. La garantie des droits sur les terres, les territoires et les ressources, la reconnaissance de la gouvernance coutumière et des systèmes de savoirs, une participation significative à la prise de décision, ainsi que l'accès à un financement approprié sont essentiels pour soutenir les actions menées par les Peuples Autochtones et les communautés locales.

Le rapport LBO-3 fournit à la fois des preuves des résultats déjà obtenus par les Peuples Autochtones et les communautés locales, et des enseignements sur la manière dont le CMBKM peut être mis en œuvre plus efficacement. Il montre ainsi à quel point il est vital d'écouter ces communautés, d'apprendre d'elles et de les soutenir pour faire avancer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

Tom Lomax
Directeur, Forest Peoples Programme

IIFB

Le Forum international autochtone sur la biodiversité (FIIB) a joué un rôle clé dans la reconnaissance des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales au sein de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en contribuant à l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) ; au nouveau programme de travail jusqu'en 2030 concernant l'article 8 (j) et d'autres dispositions de la CDB relatives aux Peuples Autochtones et aux communautés locales, ainsi qu'à la création de l'organe subsidiaire chargé de l'article 8 (j) et d'autres dispositions de la CDB relatives aux Peuples Autochtones et aux communautés locales.

Ces avancées ont contribué à la reconnaissance des savoirs traditionnels, des innovations et des pratiques de conservation des Peuples Autochtones, ainsi que de leur rôle essentiel dans la gestion durable de la biodiversité. L'adoption de ces instruments constitue une opportunité historique pour consolider le respect de leurs droits et leur participation effective au programme mondial de conservation.

Le CMBKM intègre de manière transversale les approches relatives aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à l'inclusion intergénérationnelle, en reconnaissant la contribution des Peuples Autochtones et des communautés locales à la conservation de la biodiversité. Huit de ses cibles sont directement liées à ces acteurs, notamment l'aménagement du territoire participatif (Cible 1), la conservation de 30 % de la biodiversité de la planète par le biais des aires protégées, des zones de gestion environnementale communautaire (OMEC) et des territoires Autochtones et traditionnels (Cible 3), l'utilisation durable des espèces sauvages (Cible 5), la gestion durable et les avantages tirés de l'utilisation des espèces sauvages (Cible 9), les savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques (Cible 13), le financement en faveur des Peuples Autochtones (Cible 19), l'accès à l'information et aux savoirs traditionnels (Cible 21) ainsi que l'accès à la justice et le respect des défenseurs des droits de l'homme (Cible 22). De même, les huit tâches du programme de travail de l'article 8(j) renforcent ces engagements et soutiennent leur mise en œuvre.

La présente publication des Perspectives locales de la diversité biologique (LBO) constitue un outil précieux pour mettre en lumière la vision, les expériences et les contributions des Peuples Autochtones et des communautés locales à la mise en œuvre de ces instruments, à travers des exemples concrets au niveau local et territorial. De plus, elle favorise l'apprentissage mutuel, le dialogue interculturel et la création d'alliances pour relever les défis environnementaux actuels, contribuant ainsi à un avenir où la conservation de la biodiversité et le bien-être de l'humanité progressent de concert.

Ramiro Batzín (Maya Kaqchikel)
Coprésident, Forum international autochtone sur la biodiversité
Saqb'e Centro de Distinción

IWBN

Le Réseau des femmes autochtones sur la diversité biologique (*Indigenous Women's Biodiversity Network*, IWBN) est honoré de contribuer à cette troisième édition des *Perspectives locales de la diversité biologique* (LBO-3). Ce rapport rassemble des récits poignants, des expériences vécues et des données concrètes qui soulignent le rôle essentiel joué par les Peuples Autochtones (PA) et les communautés locales (CL) dans la préservation de la diversité biologique de la planète. Alors que la perte de biodiversité, les changements climatiques et une recrudescence des inégalités continuent à toucher les communautés partout dans le monde, ces voix sont plus importantes que jamais.

Ce rapport atteste de la force, des savoirs et des qualités de leadership des femmes des Peuples Autochtones. Génération après génération, les femmes Autochtones veillent sur les terres, l'eau, les forêts, les semences et les systèmes de savoirs traditionnels qui portent les populations et la nature. Elles sont dirigeantes et cheffes, détentrices de savoirs, agricultrices, guérisseuses et protectrices de la diversité culturelle et biologique. Leurs contributions sont souvent discrètes et incessantes, et n'en sont pas moins essentielles à la santé et à la résilience des communautés et des écosystèmes.

Pour les femmes Autochtones, la diversité biologique n'a rien d'un concept abstrait. Elle se niche dans les semences que nous conservons, les denrées alimentaires que nous plantons et cultivons, les remèdes médicinaux que nous collectons, les langues que nous parlons et les territoires que nous continuons à protéger. Le lien entre survie de la diversité biologique et continuité des cultures Autochtones est très étroit.

Avec la mise en œuvre d'engagements mondiaux en matière de biodiversité, les femmes Autochtones doivent être pleinement reconnues, respectées, soutenues et incluses dans les processus décisionnels. Leurs savoirs, leurs innovations et leurs capacités de mobilisation sont essentiels à une conservation effective, aux droits humains, à la continuité culturelle et au bien-être communautaire.

Nous sommes reconnaissants envers les nombreuses femmes Autochtones et communautés dont les expériences et la sagesse ont façonné ce rapport. Que les récits et les leçons réunis dans cette publication puissent inspirer des initiatives plus marquées en faveur de la diversité biologique, de l'égalité entre les femmes et les hommes et des droits des Peuples Autochtones.

Lucy Mulenkei (Maasaï)
Cofondatrice, Réseau des femmes autochtones pour la biodiversité

RMIB-LAC

Le fait de contribuer en tant que coéditrice à ce numéro des *Perspectives locales sur la diversité biologique* (LBO) réaffirme notre engagement à mettre en avant les voix, les savoirs, les expériences et les propositions des femmes Autochtones en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité.

Pour nous, la biodiversité ne peut être comprise indépendamment des territoires, des cultures, des modes de gouvernance propres à chaque peuple ainsi que des relations spirituelles et communautaires que les Peuples Autochtones ont construites et entretenues depuis des générations. Les expériences recueillies dans le cadre de ce processus montrent que les savoirs traditionnels ne font pas seulement partie de la mémoire de nos peuples : ce sont des systèmes vivants qui orientent la gestion des territoires, renforcent la résilience et contribuent concrètement à la protection de la biodiversité.

Les expériences présentées dans cette édition des Perspectives locales sur la biodiversité nous montrent que les Peuples Autochtones ne sont pas seulement les gardiens d'une partie importante de la diversité biologique de la planète. Ils sont également les porteurs de leurs propres systèmes de savoir, de gouvernance et de gestion territoriale qui continuent de contribuer à la conservation et au bien-être de leurs communautés. L'étude de cas du peuple Guna de Dadnagwe Dubbir est une illustration concrète de cette réalité : face aux transformations qui affectent les écosystèmes marins et côtiers, les communautés renforcent leurs savoirs, redynamisent leurs pratiques et réaffirment leur gouvernance à partir du territoire.

Dans cette démarche, les femmes Autochtones jouent un rôle fondamental. Leur leadership articule la conservation avec l'alimentation, la santé, la transmission culturelle et la pérennité de la vie communautaire. Par la parole, la participation intergénérationnelle et les savoirs construits et transmis collectivement, les femmes maintiennent en vie des systèmes indispensables à la résilience des territoires.

C'est pourquoi la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) doit reconnaître et renforcer ces contributions. Les objectifs 3, 19, 22 et 23 revêtent une signification particulière lorsqu'on les observe du point de vue des territoires : une conservation efficace, une participation pleine et effective, l'égalité entre les sexes et un accès équitable au financement doivent se traduire par des actions respectant les droits collectifs, les modes de gouvernance propres à chaque peuple et les priorités des Peuples Autochtones.

Ce LBO nous rappelle que les solutions en matière de biodiversité ne se trouvent pas uniquement dans l'avenir : beaucoup existent déjà sur le terrain. Notre défi collectif consiste à les reconnaître, à les respecter, à les renforcer et à garantir les conditions nécessaires pour qu'elles continuent à soutenir la vie des générations présentes et futures.

Florina Lopez Miro (Guna)
Coordinatrice, Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y el Caribe

CBD Alliance

Le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) contient de nombreux engagements audacieux envers les Peuples Autochtones (PA) et les communautés locales (CL), dont il reconnaît les rôles et les contributions. Ce cadre cherche à garantir leur représentation pleine et entière, efficace, équitable et tenant compte du genre ainsi que leur participation à la prise de décisions. Il souligne, en outre, l'importance de leur accès à la justice et de la pleine protection des défenseurs et défenseuses des droits humains environnementaux, qui sont souvent d'ailleurs des PA et des CL.

Le défi à relever consiste à agir concrètement, pas simplement pour la forme. Il convient d'enclencher un changement réellement porteur de transformation loin des beaux discours. Traduire ces engagements dans la pratique est décisif et nécessaire pour faire face à la crise de la diversité biologique et la juguler.

En parallèle, le CMBKM ne s'attaque pas convenablement aux causes profondes de la destruction de biodiversité, par nature systémiques et structurelles. On retrouve au cœur du problème un système bâti et perpétué par les riches et les puissants, lesquels font passer leurs intérêts et leurs bénéfices avant les peuples et la planète elle-même. Ces intérêts particuliers conduisent à la crise de la diversité biologique du fait d'activités extractives et destructrices pour la biodiversité, telles que l'agriculture industrielle, l'extraction de pétrole et de gaz et l'exploitation minière. En parallèle, les élites mondiales façonnent le système économique et financier et ses règles. De nombreux États, notamment du Sud, subissent des pressions pour étendre les activités extractives afin d'être financièrement stables.

Les PA et les CL conservent et préservent la diversité biologique malgré les structures et les systèmes de pouvoir qui agissent parfois à leur encontre. Ils sont souvent les premiers concernés par les industries extractives et la dépossession des terres et des ressources, tout en étant moins reconnus et bénéficiaires de moins de ressources pour poursuivre leur travail. Leurs droits sont fréquemment bafoués.

Un changement de modèle est nécessaire, comme l'indiquent clairement les messages principaux des *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3). Les obstacles structurels qui continuent à nuire à la nature et aux populations doivent être renversés. Une responsabilité au titre de ces préjudices doit être engagée.

Les LBO-3 constituent un rapport essentiel et émancipateur afin de mieux comprendre l'avenir et de dégager les actions urgentes à entreprendre.

Lim Li Lin
Membre du conseil d'administration, CBD Alliance
Third World Network

Caucus des femmes de la CDB

La situation critique de la diversité biologique est également une crise des relations : entre les populations et la nature, entre populations et individus et avec ceux dont les connaissances, les soins et l'esprit d'initiative ont su préserver la vie pendant des générations.

Les femmes et les filles des Peuples Autochtones et des communautés locales figurent parmi les gardiens de premier plan de la protection, de la restauration et de l'utilisation durable de la diversité biologique. Elles prennent soin des territoires, cultivent et s'occupent des systèmes alimentaires, transmettent des savoirs et soutiennent leurs communautés. Ce faisant, elles entretiennent les relations grâce auxquelles les populations et la nature se sont développées de concert au fil des générations. Elles restent, néanmoins, discriminées, exclues des processus décisionnels et soumises à des droits précaires concernant les terres, les territoires et les ressources, ainsi qu'à la violence et à un accès limité au financement. Ces injustices ne sont pas sans rapport avec la crise de la diversité biologique. Elles s'inscrivent dans les mêmes systèmes que ceux qui perpétuent l'inégalité des genres, le colonialisme et la concentration du pouvoir.

Les *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3) remettent en question l'hypothèse selon laquelle les solutions en matière de diversité biologique peuvent être conçues ailleurs et apportées aux communautés. Elles montrent plutôt que de nombreuses voies pour vivre en harmonie avec la nature existent déjà au sein des Peuples Autochtones et des communautés locales (PA et CL) et qu'elles continuent à y être pratiquées, défendues et renouvelées jour après jour. C'est grâce à ce maillage de savoirs, de pratiques, de soins et d'initiatives tous portés par les femmes que les communautés préservent la diversité biologique et leurs relations avec la nature.

Pour le Caucus des femmes de la Convention sur la diversité biologique (CDB), c'est pourquoi la justice de genre n'est pas seulement le résultat d'actions efficaces en faveur de la diversité biologique ; elle en est l'une des conditions préalables. Les mesures en matière de biodiversité ne sauraient aboutir tant que les femmes et les filles demeurent victimes de discriminations, de violence et d'exclusion, elles qui préservent les écosystèmes, défendent les territoires, sont gardiennes des savoirs et assurent la cohésion des communautés. Créer les conditions nécessaires à l'exercice de leurs droits, à leur participation aux décisions et à la manière dont elles veillent continuellement sur la biodiversité n'est donc en rien en marge des actions en faveur de la diversité biologique. Cela s'avère fondamental pour celle-ci.

Les LBO-3 nous rappellent que la biodiversité ne saurait prospérer là où les injustices persistent et que l'on ne saurait tendre vers la justice tant que la dégradation du monde vivant se poursuivra. Les voies que les pages de ce rapport viennent tracer sont porteuses d'espoir. Elles offrent aussi une direction pour rétablir les relations entre les populations et la nature. De quoi penser qu'un avenir juste et prospère est possible.

Amelia Arreguin Prado
Coordinatrice, Caucus des femmes de la CDB

Réseau mondial de la jeunesse pour la biodiversité

Depuis ses débuts, le réseau mondial de la jeunesse pour la biodiversité (*Global Youth Biodiversity Network*, GYBN) considère les Peuples Autochtones (PA) et les communautés locales (CL) comme des enseignants, des aînés et des dépositaires de sagesse. Pour le mouvement des jeunes en faveur de la diversité biologique, partenaires et alliés, ils ont été des sources d'inspiration pour élaborer un cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) fort et faire porter la voix des détenteurs de droits de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Attachés aux efforts nécessaires entre générations, ils continuent à accompagner des jeunes du monde entier pour faire valoir une vie en harmonie avec la nature.

Les *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3) montrent à nouveau en quoi les systèmes de connaissances, valeurs et pratiques des PA et CL sont des précurseurs. Pour moi qui suis un jeune d'un Peuple Autochtone, les savoirs traditionnels sont à la fois très familiers et me font voir le monde autrement. Chaque récit et chaque enseignement des PA et des CL renferment comme un rappel des ancêtres quant à la manière de prendre soin de notre habitat, et un avertissement sur ce qui arrive si nous agissons autrement. En rassemblant ces tableaux, les LBO-3 aident le monde à prêter attention à des leçons que les communautés ont sues, pratiquées et défendues à l'occasion de luttes menées à travers les générations.

Riche en études de cas et en analyses fines, ce rapport LBO-3 présente des données probantes quant aux rôles et aux contributions décisifs joués par les acteurs au niveau local dans la préservation de la planète Terre. Le message est clair : faire face à la perte de diversité biologique exige à la fois de rompre des obstacles répressifs, d'assurer la responsabilité et de transformer les systèmes. Nous devons prendre en compte les PA et les CL, de même que les femmes et la jeunesse, afin de nous montrer la voie de la guérison de la Planète Terre, et ce pour les générations présentes et futures.

Josefa Cariño Tauli (**Ibaloi-Kankanaey Igorot**)
Cocoordinatrice des politiques, Réseau mondial de la jeunesse pour la biodiversité

Consortium APAC

Le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) a consacré des engagements ambitieux et marqué un tournant historique : Les Peuples Autochtones (PA) et les communautés locales (CL) ont été reconnus en tant qu'acteurs de premier plan de la gouvernance en matière de diversité biologique. Quatre ans plus tard, le Consortium APAC – mouvement mondial devenu association pour la reconnaissance et le renforcement des territoires de vie – se réjouit de cette troisième édition des Perspectives locales de la diversité biologique (LBO).

Rassembler les voix, les savoirs et les données observables de PA et de CL du monde entier, voilà en quoi cette publication se démarque. Elle souligne la reconnaissance accrue de leurs droits ainsi que leurs contributions vitales pour conserver la diversité biologique, pérenniser les moyens de subsistance et modeler les transformations des politiques et stratégies.

Malgré les progrès réalisés, nombre de communautés continuent à être dépossédées, criminalisées et exclues des processus décisionnels. Ces difficultés proviennent de modèles de développement et d'approches de conservation non viables qui écartent les populations de la nature et refusent d'admettre la légitimité et l'efficacité des systèmes de gouvernance des PA et des CL.

Les *Perspectives locales de la diversité biologique 3* (LBO-3) précisent en quoi atteindre les objectifs du CMBKM va bien au-delà de la seule mise en œuvre du cadre. Cela exige une transformation. D'une part, plutôt que de faire comme si de rien n'était, il convient d'adopter des approches fondées sur l'équité, les droits, la réciprocité et la responsabilité vis-à-vis des générations futures. D'autre part, il faut s'attaquer aux facteurs structurels qui expliquent l'appauvrissement de la biodiversité, notamment la surconsommation, les inégalités des systèmes économiques et les héritages coloniaux.

Alors que le monde chemine vers le jalon que doit constituer 2030 et la vision de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à l'horizon 2050, nous aspirons à ce que les LBO-3 encouragent les États, les donateurs, les chercheurs et tous les acteurs à s'engager aux côtés des PA et des CL en qualité de détenteurs de droits et de savoirs et d'autorités.

Nous félicitons toutes les communautés, ainsi que les auteurs, les correcteurs et les organisations partenaires qui ont contribué à cette publication majeure. Puissent leurs réflexions et leurs observations déboucher sur une plus grande ambition, responsabilisation et collaboration en vue de préserver la diversité de la vie sur la Terre.

Vololoniaina Rasoarimanana
Vice-présidente, Consortium APAC

Luis Guillermo Izquierdo
Président, Consortium APAC

Introduction



Légende : L’équipe de suivi de la biodiversité en randonnée à travers la savane de Managalas, en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Photo : Russel Wai, Landscape Alliance

La session de clôture de la 15e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15) à Montréal en 2022 a salué l’adoption du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), de même que ses avancées historiques et les engagements durables de tous les acteurs pour en accélérer la mise en œuvre.

Le Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité (IIFB) a fait part de ses espoirs dans cette Déclaration de clôture (2022) :

« Tous les pays disposant désormais d’un guide clair, nous devons nous affairer rapidement et efficacement à sa mise en œuvre. Du fin fond de nos territoires, nos ancêtres et nos instances exhortent à prendre des mesures sérieuses pour protéger notre Terre nourricière et toutes les formes de vie qu’elle abrite avec nous. »

De quelle manière ces moments de solidarité mondiale vécue se sont-ils traduits en actions concrètes des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la multitude d’acteurs non étatiques ?

Diversité biologique et rôle essentiel des Peuples Autochtones et des communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels

« L'idée d'une nature sauvage à protéger en l'état est viciée. L'utilisation continue et l'interdépendance de la terre en question, par le biais des moyens de subsistance du peuple sámi, tels que l'élevage de rennes, l'agriculture à petite échelle, la pêche et la chasse, ont finalement façonné le paysage tel que nous l'avons de nos jours devant nos yeux. En d'autres termes, sans la présence des sámis, cette nature sauvage imaginée serait bien différente aujourd'hui. »

Peuple sámi, Norvège 45

Les LBO-3 incluent les contributions de Peuples Autochtones et de communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL), en adéquation avec l'article 8(j) de la CDB et les décisions de la COP. Ladite convention (CDB) a établi une procédure technique pour mieux comprendre et fournir des définitions plus claires de ces deux groupes. Dans cette publication, les termes de l'expression « Peuples Autochtones » sont majusculés conformément au *manuel de rédaction et d'édition de l'Organisation des Nations Unies* (ONU, n.d., en anglais uniquement). Cependant, lorsque nous citons du texte provenant d'autres sources (par exemple, le CMBKM), nous conservons les majuscules conformément à la publication originale.

Les LBO-3 visent à suivre les progrès concernant la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Elles privilégient les points de vue des PA et des CL, acteurs essentiels des efforts mondiaux déployés pour protéger la biodiversité et en faire une utilisation durable. La plupart des PA et des CL entretiennent des relations spirituelles, culturelles, sociales et économiques fortes avec leurs territoires terrestres et maritimes. Pour reprendre les propos des chefs des Peuples Autochtones de Gran Tescual en Colombie, « Reconquérir notre façon de penser pour tout reconquérir ». (Voir l'étude de cas 1).

Les PA et les CL sont des agents de changements porteurs de transformation dans une perspective de durabilité (Reyes-García et al., 2026). Leurs valeurs culturelles – souvent préservées en dépit de graves menaces – renferment la clé pour mettre en place la vision d'ici à 2050 d'un monde vivant en harmonie avec la nature. Face au déclin rapide et dangereux de la biodiversité, il est décisif d'entendre les gardiens. Leurs modes de vie offrent des solutions aux crises. La sagesse des PA et des CL peut éclairer la voie du changement dont tous les êtres humains, et le monde non humain, ont besoin.

Étude de cas 1

Territoire : Gran Tescual

Langue : Tescual

Auteur.e.s:

- Genith Quitiaquez et Vicente Ramiro Obando, peuple Autochtone pasto, réserve Autochtone de Gran Tescual
- Rodrigo de la Cruz, peuple Autochtone kichwa, conseiller

Légende : Cérémonie d'harmonisation spirituelle pour la protection de la Terre Mère

Photo : Elizabeth Hernández



1 Peuples pasto, Colombie

La communauté Autochtone Pasto, dans la région andine-amazonienne de la réserve de Gran Tescual en Colombie, exerce son droit collectif à l'autogestion sur son territoire à travers un processus fondé sur le slogan « récupérer notre manière de penser pour tout reconquérir ».

Depuis des millénaires, et désormais sous la dynamique du conflit armé interne qui sévit en Colombie, nous avons résisté sur nos territoires, défendant les droits humains et la vie sous toutes ses formes. Pour cela, un élément fondamental est la consolidation des alliances avec d'autres communautés et organisations partenaires, unies par un tissu de résilience transformatrice et d'espoir actif.

Plus récemment, ces alliances ont mené au développement de la Stratégie de gestion du changement climatique et de la biodiversité, une réponse collective à long terme aux crises du climat et de la perte de biodiversité qui restaure les relations entre territoire, biodiversité, culture, économie et autogestion. Nos systèmes communautaires reconnaissent aussi les cadres réglementaires nationaux et internationaux, ce qui explique que nos outils de planification territoriale aillent dans le droit-fil des débats mondiaux comme de la pratique locale.

Cette stratégie apporte des contributions concrètes au Cadre mondial Kunming-Montréal de la biodiversité :

- Reconnaissance et consolidation de l'autogestion Autochtone comme autorité légitime dans la gestion du territoire et de la biodiversité
- Intégration du savoir ancestral comme base de la planification écologique et climatique, allant au-delà des approches purement techniques ou extractives
- Assurance d'une gouvernance inclusive et intergénérationnelle
- Positionnement du peuple Pasto comme acteur politique en matière de questions climatiques et de biodiversité, avec la capacité d'influencer au niveau local, national et international
- Défense du territoire comme entité vivante, faisant le lien entre biodiversité, spiritualité et culture, de sorte à contribuer directement à la Cible 3 du Cadre mondial de biodiversité pour 2030 par 30 ambitions issues des territoires Autochtones.

Notre Peuple Autochtone de Pasto de Gran Tescual trace sa voie vers l'autonomie en puisant dans la diversité idéologique pour assurer sa survie. Notre système d'autogestion se fonde sur des économies de transformation et de soin, qui servent de force motrice et nous permettent de maintenir la vie sans dépendre de modèles extractifs ou de marchés qui fragmentent notre territoire collectif. Nous exerçons notre propre autorité environnementale Autochtone au titre du décret nº 1227 de 2024, qui reconnaît les autorités Autochtones comme autorités environnementales au sein de leurs territoires sur tous les territoires Autochtones de la République de Colombie.

Plan du rapport LBO-3

Cette publication suit un plan qui correspond globalement à la structure du CMBKM.

L'introduction est suivie des **messages principaux** et des **recommandations**.

Le **Chapitre 1** revient sur les antécédents de la CDB et du CMBKM et son cadre de suivi, notamment eu égard aux PA et CL.

Le **Chapitre 2** présente les approches transversales de la mise en œuvre du CMBKM, figurant à la Section C du CMBKM.

Le **Chapitre 3** dresse un état des lieux de la mise en œuvre. Pour ce faire, il se penche sur les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) et la septième édition des rapports nationaux (2026) présentés par les Parties.

Le **Chapitre 4** s'intéresse aux efforts de réduction des menaces pour la biodiversité (Cibles 1 à 8 du CMBKM), notamment les régimes fonciers des terres et mers propres, la conservation, la planification spatiale, la restauration, les relations avec les espèces, la pollution et les changements climatiques.

Le **Chapitre 5** explique comment la diversité biologique contribue à répondre aux besoins des populations dans le cadre d'une utilisation durable et du partage des avantages (Cibles 9 à 13), notamment les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance, les services écosystémiques et un partage juste et équitable des avantages.

Le **Chapitre 6** passe en revue les outils et les conditions favorables à la mise en œuvre (Cibles 14 à 21), notamment l'intégration, le financement, le suivi, ainsi que les facteurs structurels d'appauvrissement de la biodiversité.

Le **Chapitre 7** examine deux cibles ayant une grande importance transversale pour les PA et les CL, à savoir une participation efficace (Cible 22) et l'égalité des sexes (Cible 23).

Chaque chapitre inclut des études de cas émanant des PA et des CL qui fournissent des informations complémentaires et des données concrètes.



Messages principaux

« La biodiversité est un terme technique, et clinique, pour désigner ce tissage de vie complexe qui nous porte. Nous, les Peuples Autochtones, nous disons que nous sommes en lien avec la vie. Donc, vos “ ressources ” sont pour nous des relations. Tout dépend du regard que l’on porte. »

Chef Oren Lyons, Nation Onondaga et Confédération Haudenosaunee (Lyons, 1997, cité dans Groupe principal des Peuples Autochtones pour le développement durable, 2019, p. iv)

Légende : Une famille pêche près de la cascade de Djulkar, dans la région d'Arnhem Land, en Australie

Photo : Matthew Abbott, Panos Pictures

Message principal 1 : les Peuples Autochtones et les communautés locales sont des acteurs essentiels pour la mise en œuvre du CMBKM

« La conservation inclusive n'est pas un principe abstrait, mais une voie concrète pour faire valoir les droits fonciers, protéger la diversité biologique et restaurer la dignité et la faculté d'agir pour les communautés Autochtones. »

Peuple Maasaï Il-Laikipaik, peuple turkana, Kenya [47]

Les Peuples Autochtones et les communautés locales, notamment les aînés, les femmes et les jeunes, jouent un rôle prépondérant pour conserver, protéger et garantir la diversité biologique et culturelle dans le monde. Les terres coutumières des Peuples Autochtones et des communautés locales couvrent 42 % (5,5 milliards d'hectares) des terres mondiales et abritent au moins 36 % des zones clés mondiales pour la biodiversité (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Coalition internationale pour l'accès à la terre et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, 2026). Nous sommes en première ligne dans la mise en œuvre du CMBKM sur le terrain : nous entretenons des relations de soin réciproques avec le milieu naturel au moyen de savoirs traditionnels, d'actions collectives et de la défense quotidienne des territoires, des terres, cours d'eau, mers et océans face aux menaces pour l'environnement et à la perte de biodiversité.

Pour garantir nos contributions, il s'agit de prévenir les changements d'affectation nuisibles des terres et des mers, reconnaître les droits fonciers coutumiers sur le plan juridique, respecter nos institutions de gouvernance et nos programmes de développement auto-déterminés, défendre un consentement libre, préalable et éclairé, prêter un concours direct aux systèmes de cartographie et de suivi d'initiative communautaire ou encore bâtir des partenariats équitables avec des instances gouvernementales et autres acteurs engagés pour un avenir juste et durable.

Message principal 2 : les pratiques traditionnelles d'utilisation durable incarnent notre héritage naturel et culturel pour une planète et des populations en bonne santé

« Disons que l'alimentation est synonyme de médecine, les repas, de cérémonie, et qu'ils sont unis par des pratiques spirituelles. Le développement durable des Peuples Autochtones passe par cette compréhension globale. Ce cadre servira également à relever de nombreux défis au niveau national et régional et à atteindre les objectifs mondiaux en lien avec la sécurité alimentaire, la conservation, la santé et le bien-être de l'ensemble de la planète. »

Peuples Selkoupes, Sibérie (Shulbaeva, 2025, cité dans COD-ILK, 2026)

Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable des Peuples Autochtones et des communautés locales (PA et CL) comprennent les relations réciproques de longue date qui mettent en relation les contributions de la nature aux populations et les contributions des populations à la nature. Ces écologies au niveau local illustrent parfaitement comment l'héritage culturel et l'héritage naturel évoluent de concert. L'utilisation durable de ressources biologiques et les savoirs traditionnels qui y sont associés donnent lieu à des avantages mutuels.

Les systèmes alimentaires Autochtones et locaux contribuent à revitaliser divers paysages terrestres et marins et zones urbaines. C'est une manière de contrer les facteurs des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la dégradation des sols dans les systèmes alimentaires industriels mondialisés dominants. Les occupations traditionnelles et la récupération de semences qui y est associée, l'alimentation traditionnelle et une nourriture riche – autant de pratiques dont se chargent les femmes – favorisent largement la souveraineté alimentaire, pour des communautés résilientes et des populations et une planète en bonne santé.

Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable des Peuples Autochtones et des communautés locales s'accompagnent de multiples résultats positifs sur le plan économique, social, écologique, culturel, alimentaire et sanitaire et d'autres avantages pour des groupes très dépendants de la diversité biologique et vulnérables aux impacts découlant d'interventions extérieures touchant leurs territoires et systèmes de connaissances traditionnels. Le consentement libre, préalable et éclairé est un droit fondamental à respecter. La mise en œuvre du CMBKM doit favoriser des valeurs et des actions collectives diverses au niveau local en vue d'induire un changement systémique.

Message principal 3 : les obstacles structurels qui portent préjudice aux populations et à la planète doivent être démantelés à de multiples échelles

« Les besoins ne se posent pas seulement en termes de financement, mais aussi de changements. Or, en raison des inégalités actuelles, notamment de pouvoir, ceux-ci sont très difficiles à mettre en place. La communauté ǂaonin aspire notamment à une transformation de ses relations avec les instances publiques, les sociétés commerciales, le milieu universitaire, les organisations à but non lucratif et les donateurs. L'objectif : retrouver une réelle autonomie et bénéficier de plus de moyens en ce sens. »

Peuple ǂ aonin, Namibie 36

La capacité des parties à réellement honorer leurs engagements mondiaux conjoints est un test décisif pour le multilatéralisme. Les structures de gouvernance mondiale supposent de profondes inégalités de pouvoir et la prise de décisions à court terme concernant l'avenir des peuples et de la planète. Le consensus mondial sur la nécessité d'une réforme est renversé par des acteurs puissants qui bénéficient du statu quo et bloquent systématiquement les changements structurels. Des systèmes économiques néolibéraux à but lucratif et de puissants intérêts particuliers sont des obstacles à la réalisation de la vision et des objectifs du CMBKM. La mise en œuvre dépend toujours fortement de mesures volontaires insuffisantes, de la responsabilité des entreprises sur la base des informations communiquées, de mécanismes commerciaux, de solutions techniques et de technologies numériques extractives.

Les structures politiques et économiques en place très centralisées et les approches descendantes de gouvernance hégémonique et bureaucratique infructueuses doivent être démantelées et remplacées par des systèmes décisionnels justes et démocratiques qui défendent des valeurs culturelles diverses et l'épanouissement de la vie. Les questions développées à la Section C encouragent un espace politique démocratique. Elles proposent des orientations transversales pour délaisser mentalités routinières, comportements institutionnels, cloisonnement et fragmentation des activités et favoriser les réformes progressives, de même qu'un changement structurel.

Les efforts concertés de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société sont pressants pour abolir les facteurs de perte de diversité biologique et culturelle et les causes sous-jacentes de la crise écologique et sociale et inverser la tendance pour parvenir au rétablissement et à l'épanouissement de la vie d'ici à 2050.

Message principal 4 : le devoir et la responsabilité communautaires de prendre soin commencent dès maintenant !

« Nous sommes depuis toujours observateurs de nos territoires, attentifs à leurs modifications et transformations. Notre savoir va bien au-delà d'une simple mesure de la nature. Surveiller est une pratique qui consiste à prendre soin de la vie, née de la mémoire et des relations étroites que nous entretenons avec les territoires, les mers et les êtres vivants qui les peuplent. »

Peuple diaguita, peuple chango, peuple mapuche des territoires Lafkenche et Williche, peuple kawésqar et peuple yagán, Chili [48]

La responsabilité collective pour la mise en œuvre des engagements du CMBKM et d'autres obligations internationales est essentielle pour aller de l'avant. Les Parties et tous les acteurs doivent mettre en place des processus robustes et participatifs pour la planification, le suivi, la communication d'informations et la vérification. Structures et mécanismes doivent être prévus au niveau national et infranational afin de tenir les Parties et d'autres acteurs mutuellement responsables des progrès collectifs réalisés dans la mise en œuvre du CMBKM, notamment la question transversale exposée à la Section C.

Les PA et les CL observent et surveillent la nature et la vie dans leurs communautés depuis des millénaires. Ils ont su constamment adapter leur gouvernance et leurs systèmes de gestion à l'échelle locale de façon dynamique au fil du temps. Enracinés dans les savoirs traditionnels et les indicateurs culturels, les systèmes d'information et de suivi par la communauté ont aussi adopté des technologies modernes. Ils fournissent des données importantes pour éclairer les plans de vie de la communauté et influencer les interventions externes qui concernent leurs territoires, en ce compris la planification mondiale et nationale du développement durable et, plus récemment, le CMBKM et des indicateurs des connaissances traditionnelles.

Suivre la mise en œuvre des engagements du CMBKM implique le suivi de la diversité biologique, des contributions de la nature aux populations, des contributions des populations à la nature, des causes directes et sous-jacentes de changement et des obligations des États de respecter, protéger et faire respecter les droits humains. Le recours à une approche de suivi fondée sur les droits humains, assortie d'indicateurs structurels, de processus et de résultats, servirait à dégager des données socio-écologiques plus complètes, y compris concernant les résultats pour les populations et la nature. Un appui plus soutenu des centres de recherche et des sources de données officielles sera nécessaire pour le suivi par la communauté et l'emploi d'indicateurs des connaissances traditionnelles. Les processus liés au cadre de suivi du CMBKM seraient plus transparents, légitimes et solides en accueillant les propositions et les rapports indépendants de l'ensemble de la société et en les mettant à disposition des SPANB et des rapports nationaux et mondiaux.

Message principal 5 : la Section C donne des orientations vers de plus grandes ambitions et des moyens significatifs de mise en œuvre de la part des pouvoirs publics et de la société

« Enfin, l'avenir de la conservation sur les territoires Autochtones ne dépendra pas d'un choix entre autorité étatique et gouvernance communautaire, mais de la création de mécanismes devant faciliter les actions communes. »

Peuple Pga K'nyau de la communauté Karen, Thaïlande 24

Le CMBKM a supposé une véritable avancée : certes, il fixe de nouveaux objectifs et cibles, en accord avec les questions soulevées à la Section C et les principes généralement acceptés qui orientent la mise en œuvre de la stratégie en vue d'un changement transformateur. Le CMBKM a su anticiper que la mise en œuvre ne concerne pas seulement le quoi, mais aussi le comment. Voilà qui traduit une pensée stratégique alors que les circonstances évoluent rapidement et que coexistent de multiples arènes politiques et programmes d'actions. Il y est indiqué que « Le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, y compris sa vision, sa mission, ses objectifs et ses cibles, devra être interprété, appliqué, mis en œuvre et faire l'objet de rapports et d'évaluations conformément aux principes suivants ».

La Section C invite à œuvrer à partir de différents systèmes de valeurs, en associant efforts de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, approches par les droits humains et par les écosystèmes. Y seront également intégrés les droits et les contributions des Peuples Autochtones et des communautés locales, l'égalité des genres et l'équité intergénérationnelle.

Ces principes nous incitent à valoriser les actions collectives auto-déterminées des Peuples Autochtones, des communautés locales et d'autres gardiens des terres et des mers, en ce compris les personnes d'ascendance africaine, paysans, petits agriculteurs et pêcheurs, et bergers du monde entier. Tirer parti des énergies, de la bonne volonté et de la multitude d'engagements d'individus et de tous les acteurs s'avère essentiel pour renforcer la volonté politique des pouvoirs publics et promouvoir un soutien public favorable à une mise en œuvre audacieuse, ambitieuse et synergétique de la stratégie mondiale pour le changement.

Message principal 6 : renforcer la solidarité mondiale en vue d'un changement porteur de transformation

« Reconquérir notre façon de penser pour tout reconquérir ».

Peuple pasto, Colombie [1]

L'adoption du CMBKM à l'occasion de la COP15 a été vécue comme un grand moment de solidarité mondiale par tous les participants à de longues négociations. Le Rapport mondial sur les progrès collectifs explique que « … le Cadre a suscité un engagement mondial sans précédent et stimulé l'action, l'innovation, la collaboration et les expériences d'apprentissage pour les 23 cibles. Cependant, à moins d'une accélération rapide de la mise en œuvre collective, les cibles et la mission d'ici à 2030 ne seront pas atteintes ». Il souligne en outre que « L'approche impliquant l'ensemble de la société peut se révéler une voie très efficace, inclusive et rentable de renforcer la mise en œuvre. Les répercussions sur la diversité biologique et la dépendance de différents acteurs à celle-ci, de même que la participation, les droits et les besoins en ressources des Peuples Autochtones et des communautés locales, des femmes, des jeunes et d'autres acteurs et les contributions actuelles ou potentielles de différents acteurs dans l'optique du Cadre, ne sont pas encore pleinement exprimées, prises en compte et soutenues ou régulièrement reflétées dans la planification, le suivi et les rapports ».

Le mouvement en faveur d'un changement porteur de transformation connaît un élan partout dans le monde. Divers acteurs prennent activement part, à de multiples échelles et selon différents calendriers, aux efforts collectifs pour concrétiser la Vision 2050 « Vivre en harmonie avec la nature ». Les Peuples Autochtones et les communautés locales rendent vivantes nos relations réciproques avec nos terres, nos cours d'eau, mers et océans, qui sont les fondements pour garantir toutes les formes de vie et nos avenirs communs. Nous rejoignons tous nos pairs et alliés, parmi eux des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des organisations non gouvernementales et de la société civile, des mouvements sociaux, des communautés religieuses, le milieu universitaire, les entreprises, les instances gouvernementales locales et nationales, qui œuvrent pour la santé et le bien-être des populations et de la planète.

Nous appelons à une plus grande solidarité mondiale pour enclencher un changement porteur de transformation.



Chapitre 1
La CDB et le CMBKM, les principaux repères pour les Peuples Autochtones et les communautés locales

« Depuis des siècles, les Peuples Autochtones s'appuient sur les savoirs traditionnels pour appréhender l'environnement. Alors que les crises de la diversité biologique et climatiques s'entremêlent, il est important d'intégrer les mécanismes traditionnels [pastoraux] d'Etamam et d'Akiriket dans les politiques nationales relatives à la diversité biologique et à l'affectation des terres pour garantir le succès du CMBKM. »

Pasteurs Karamojong, Ouganda 2

Légende : Réunion communautaire à Ngaremara, au Kenya

Photo : IMPACT Kenya

La CDB et le CMBKM

« Depuis des siècles, les Peuples Autochtones s'appuient sur les savoirs traditionnels pour appréhender l'environnement. Alors que les crises de la diversité biologique et climatiques s'entremêlent, il est important d'intégrer les mécanismes traditionnels [pastoraux] d'Etamam et d'Akiriket dans les politiques nationales relatives à la diversité biologique et à l'affectation des terres pour garantir le succès du CMBKM. »

Pasteurs Karamojong, Ouganda 2

La Convention sur la diversité biologique (CDB) est l'un des trois traités environnementaux multilatéraux conjointement désignés Conventions de Rio, les autres textes étant la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ces traités ont été adoptés par divers pays lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Au total, 196 États sont Parties à la CDB.



Légende : Les responsables de l'équipe chargée de la biodiversité lors d'une mission de suivi à Managalas, en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Photo : Russel Wai, Landscape Alliance

La CDB a trois objectifs (décrits dans son article 1) :

- La conservation de la diversité biologique ;
- L'utilisation durable de ses composantes ;
- Le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Dès le départ, la CDB reconnaît le rôle que jouent les Peuples Autochtones et les communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL) en matière de conservation et d'utilisation durable. Ainsi son article 8(j) porte sur les savoirs traditionnels et son article 10(c) vise à protéger et encourager les pratiques traditionnelles d'utilisation durable.



Étude de cas 2

Territoire : Kaabong

Langue : Ngadodoso

Auteur : Pius Loupa, Karamojong Pastoralists, Rangelands Community Initiative Uganda

Légende : Le conseil des anciens d'Akiriket interprète les intestins comme une carte permettant de prédire l'avenir, de décider des actions à mener et d'attribuer les responsabilités, dans le sous-comté de Loyoro, district de Kaabong

Photo : Pius Loupa

2 Éleveurs Karamojong, Ouganda

Pour les éleveurs de Karamoja, une région au nord-est de l'Ouganda, la propriété et la gestion du bétail sont des éléments clés de la subsistance liés au prestige social, au commerce et à l'honneur. Ce fort attachement au bétail est clé pour la gestion durable des terres et des ressources, comme le dit le proverbe :

« Aucun berger ne détruirait l'endroit où son troupeau fait ripaille. »

Les éleveurs de Karamojong ont développé des mécanismes traditionnels de partage de ressources avec leurs voisins du Kenya, le peuple turkana, pour assurer la protection de leurs diverses ressources naturelles communes. Ce mécanisme porte le nom d'*Etamam*.

L'*Etamam* est un processus de gouvernance communautaire qui facilite le dialogue autour de la ressource naturelle tout en consolidant les systèmes traditionnels de gestion. Ce processus comprend des réunions entre les parties impliquées, des dialogues communautaires, des négociations au sujet de l'utilisation des ressources, la lecture des intestins et la cartographie des ressources. Ces mécanismes servent à identifier des domaines importants qui doivent être protégés pendant les déplacements du bétail.

L'*Etamam* établit alors des orientations pour la mobilité, l'utilisation rotative de l'eau et des zones de pâturage, sans oublier la protection des *Akiriketa*, les sites sacrés, et des paysages culturels préservés à des fins sociales et écologiques. Il désigne aussi les règles d'utilisation de la biodiversité, y compris la planification communautaire et la surveillance des zones clés pour réguler l'accès et prévenir une utilisation excessive.

Les structures de gouvernance traditionnelle comme le Conseil des anciens de l'Akiriket jouent un rôle vital dans la formalisation de ces pratiques. Elles se sont engagées dans des accords transfrontières et ont contribué aux cadres régionaux comme le Protocole sur la transhumance IGAD de 2021, qui soutient une mobilité sûre pour le bétail en Afrique de l'est et protège les droits des éleveurs de chercher le pâturage adéquat pour leurs animaux. Ceci gagne en importance à mesure que le changement climatique a modifié les espaces de pâturage et les sources d'eau.

Le Peuple Autochtone utilise depuis des siècles le savoir traditionnel pour administrer les paysages. Alors que nous faisons face à des crises climatiques et de biodiversité liées entre elles, il est important d'introduire des mécanismes traditionnels d'*Etamam* et d'*Akiriket* dans les politiques nationales de biodiversité et utilisation des sols pour veiller à ce que le Cadre mondial de la biodiversité fonctionne.

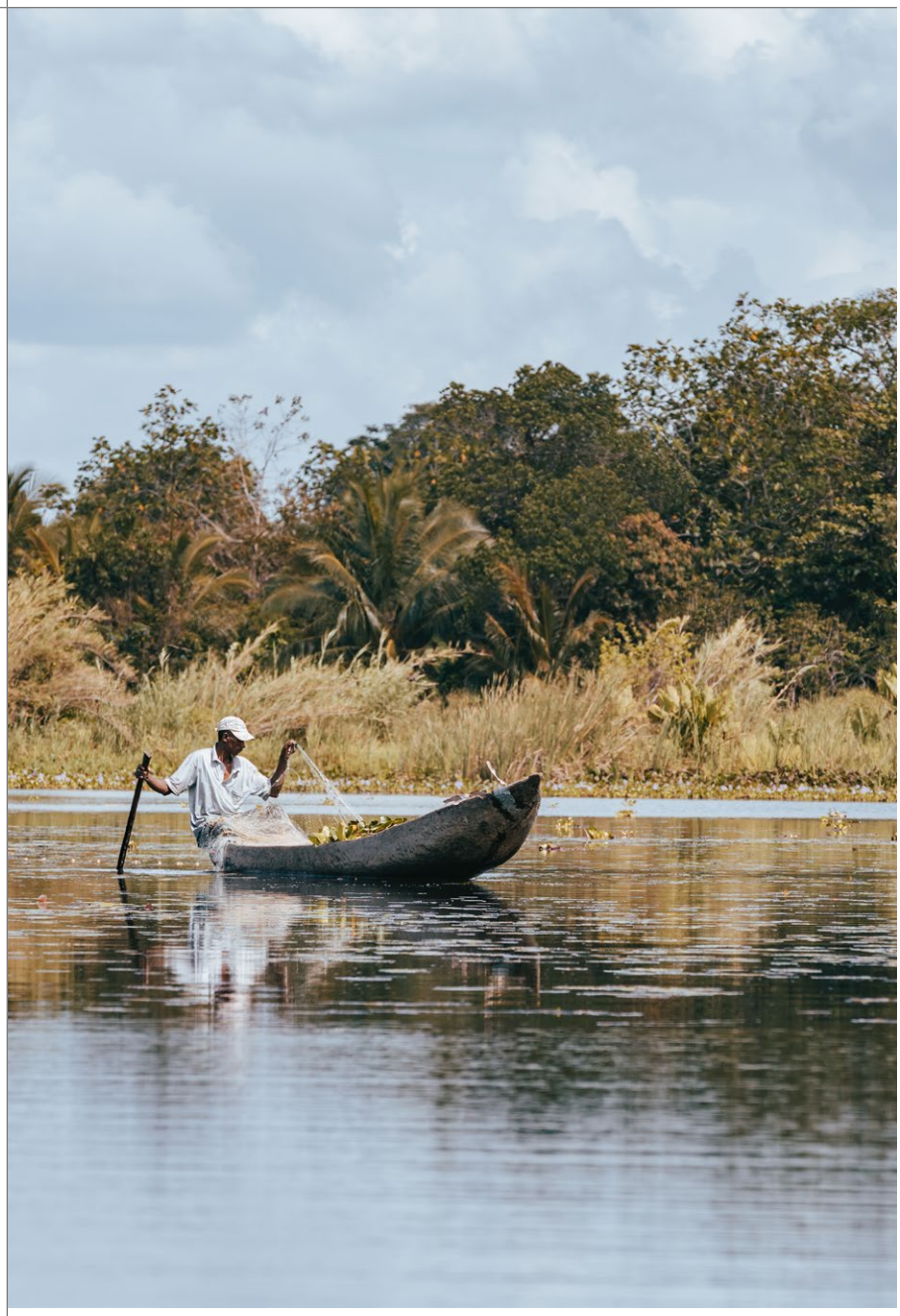
Pourtant, alors que plus de trente ans sont passés, les avancées vers ces objectifs ont été limitées.

En 2022, les Parties sont convenues d'un plan de mise en œuvre – le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) – qui a défini 23 cibles à atteindre d'ici à 2030. Ces cibles sont un jalon sur le chemin menant aux quatre objectifs à réaliser par les Parties d'ici à 2050 dans le cadre de la Vision « Vivre en harmonie avec la nature » de la CDB.

Les quatre objectifs du CMBKM reflètent ceux de la CDB :

- L'Objectif A se concentre sur la protection et restauration de la nature
- L'Objectif B s'intéresse à ce que les êtres humains puissent prospérer avec la nature
- L'Objectif C privilégie le partage équitable des avantages
- L'Objectif D invite à investir et collaborer pour atteindre les autres objectifs.

Voir l'Encadré 1 pour en savoir plus.



Légende : Un homme pêche dans une rivière à Madagascar

Photo : Artush

Du point de vue des PA et des CL, ces objectifs continuent à renforcer la séparation conceptuelle des populations (Objectifs B et C) et de la nature (Objectif A). Cela étant, le CMBKM a amené des progrès significatifs concernant le respect et la protection des droits et des valeurs des PA et des CL, ainsi que d'autres groupes fréquemment négligés ou marginalisés, notamment les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les défenseurs et défenseuses des droits humains environnementaux. Sont incluses, en effet, des questions transversales pour la mise en œuvre à la Section C (voir Chapitre 2 – Approches transversales pour la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal), et tout particulièrement relativement aux droits humains et aux droits des PA et des CL dans le texte de bon nombre de ses 23 cibles.

Encadré 1

1 Les quatre objectifs du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

OBJECTIF A: Protéger et restaurer

Préserver, améliorer ou rétablir l'intégrité, la connectivité et la résilience de tous les écosystèmes, afin d'accroître considérablement la superficie des écosystèmes naturels d'ici à 2050 ; mettre fin à l'extinction d'origine anthropique des espèces menacées connues et, d'ici à 2050, diviser par dix le taux et le risque d'extinction de toutes les espèces et accroître l'abondance des espèces sauvages indigènes pour atteindre des niveaux sains et résilients ; préserver la diversité génétique au sein des populations d'espèces sauvages et domestiquées, afin de sauvegarder leur potentiel d'adaptation.

OBJECTIF B: Prospérer avec la nature

Utiliser et gérer durablement la biodiversité et valoriser, préserver et renforcer les contributions de la nature à l'homme, y compris les fonctions et services écosystémiques, et rétablir ceux qui sont actuellement en déclin, afin de favoriser un développement durable dans l'intérêt des générations actuelles et futures d'ici à 2050.

OBJECTIF C: Partager les avantages équitablement

Partager de manière juste et équitable les avantages monétaires et non monétaires découlant de l'utilisation des ressources génétiques et de l'information de séquençage numérique sur les ressources génétiques, ainsi que des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, le cas échéant, y compris, s'il y a lieu, avec les Peuples Autochtones et les communautés locales, et les augmenter significativement d'ici à 2050, tout en veillant à ce que les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques soient protégées de manière appropriée, contribuant ainsi à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, conformément aux instruments relatifs à l'accès et au partage des avantages convenus au niveau international.

OBJECTIF D: Investir et collaborer

Donner à toutes les Parties, en particulier aux pays en développement Parties, notamment aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement ainsi qu'aux pays à économie en transition, des moyens de mise en œuvre adéquats, y compris en matière de financement, de renforcement des capacités, de coopération technique et scientifique, d'accès aux technologies et de transfert de celles-ci, afin de mettre pleinement en œuvre le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, en comblant progressivement le déficit de financement de la biodiversité, qui s'élève à 700 milliards USD par an, et en alignant les flux financiers sur le cadre mondial et sur la Vision 2050 pour la biodiversité.

Les décisions de la COP depuis l'adoption du CMBKM en 2022

« Les territoires Autochtones et traditionnels sont un moyen essentiel pour que les Peuples Autochtones contribuent à la conservation, à condition que leur reconnaissance s'appuie sur des droits territoriaux, le renforcement de l'auto-gouvernement, l'autonomie et la gouvernance. »

Peuple pasto, Colombie [1]

Depuis l'adoption du CMBKM en 2022, des progrès ont été faits au regard de la CDB et pour inclure les droits et les valeurs des PA et des CL dans la mise en œuvre du CMBKM. Lors de la COP16 en 2024, les Parties ont adopté la Décision 16/4 sur le Programme de travail sur l'article 8(j) et les autres dispositions de la Convention relatives aux Peuples Autochtones et aux communautés locales à horizon 2030. Le programme de travail fournit un important moyen de mise en œuvre pour reconnaître les savoirs, les innovations, les pratiques, les droits et les contributions des PA et des CL aux actions en faveur de la biodiversité. Il encourage également les Parties à solliciter la participation des PA et des CL en tant que partenaires sur le terrain pour la mise en œuvre du CMBKM. Et préconise leur participation pleine et entière à la préparation de rapports nationaux de même qu'à l'élaboration, la révision, l'actualisation et la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action nationaux en matière de biodiversité.

Lors de la COP16 également, les Parties ont établi l'Organe subsidiaire chargé du suivi de l'article 8 j) et des autres dispositions de la Convention sur la diversité biologique relatives aux Peuples Autochtones et communautés locales (Sb8j). Créé en 1998, le groupe de travail ad-hoc consacré à ce sujet est ainsi devenu un Organe subsidiaire permanent de la CDB. Viviana Figueroa, membre du Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité (IIFB), a décrit la décision d'institutionnaliser les avis concernant la convention émanant de PA et de CL – une décision unique parmi les accords environnementaux multilatéraux – comme « devant marquer l'Histoire » (IIFB, 2024). Quant à Susana Muhamad, présidente de la COP16, elle a décrit cette avancée comme quelque chose qui réglait « une dette historique de 26 ans de la CDB » (Joseph, 2024). La séance d'ouverture de SB8j s'est déroulée à Panama en 2025.

La COP16 a également adopté la Décision 16/6 invitant les Parties à reconnaître les rôles des personnes d'ascendance africaine, comprenant des collectifs incarnant des modes de vie traditionnels.

Malgré cette évolution, la reconnaissance accrue dans la politique mondiale ne s'est pas constamment traduite par une inclusion significative dans la mise en œuvre et la communication d'informations. Les limitations de mécanismes comme l'outil de rapport en ligne, ainsi que les lacunes actuelles concernant la manière dont les Parties s'engagent avec les PA et les CL, signifient que leurs contributions demeurent sous-représentées dans les évaluations officielles des avancées. Les LBO-3 cherchent à combler cette lacune et à aller au-delà : elles s'appuient sur les perspectives des PA et des CL pour évaluer le tableau d'ensemble, c'est-à-dire l'état de la nature et les multiples crises qui touchent le monde actuellement.

Le cadre de suivi du CMBKM

« Les observations des communautés existent en marge, plutôt qu'à l'intérieur, des systèmes de suivi officiels. Il n'existe pas de mécanisme officiel qui permettrait d'intégrer le savoir écologique local dans la conception du suivi ou la prise de décisions environnementales. »

Communautés locales, Chine [34]

Lors de la COP15 (2022), les Parties à la CDB ont adopté un cadre de suivi des progrès collectifs réalisés relativement aux objectifs et aux cibles du CMBKM (Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, 2022).

Ce cadre de suivi regroupe une série d'indicateurs que les Parties ont sélectionnés pour observer les domaines prioritaires. Ces indicateurs doivent se compléter entre eux et, pris ensemble, dresser un tableau de l'évolution au fil du temps (Hébert et al., 2025). Chaque cible est assortie de la série d'indicateurs que les Parties prévoient d'utiliser dans les informations qu'elles communiqueront (Affinito et al., 2025). Pour tenir compte des circonstances différentes des Parties et des données disponibles, les Parties peuvent faire preuve d'une certaine souplesse dans l'application du cadre de suivi. Par exemple, seuls quelques indicateurs sont obligatoires (Affinito et al., 2025).

Les différents types d'indicateurs du cadre de suivi sont décrits dans le Tableau 1.

Le cadre de suivi présente plusieurs points faibles dans la pratique, qui sont examinés au Chapitre 3 – État des lieux des Parties concernant la mise en œuvre. Mieux intégrer les indicateurs des connaissances traditionnelles (développés ci-après) dans le cadre de suivi sera un axe de travail important à l'avenir. Alors que le cadre de suivi est toujours en révision et que son développement se poursuivra jusqu'en 2030 et au-delà, il est encore temps de le modeler (Affinito et al., 2025).

Tableau 1. Types d'indicateurs dans le cadre de suivi du CMBKM

Source : Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB) (2026)

Type	Ce qu'il couvre
Indicateurs phares	Ensemble d'indicateurs de haut niveau qui visent à saisir toute la portée des objectifs et des cibles du cadre mondial pour la biodiversité. Ils doivent obligatoirement être employés par les Parties dans les rapports et les informations qu'elles communiquent.
Indicateurs binaires	Ensemble d'indicateurs au niveau mondial recueillis à partir de réponses binaires (oui/non) et par catégories et qui servent à comptabiliser le nombre de Parties ayant entrepris certaines activités correspondant à une cible. Ils doivent obligatoirement être employés par les Parties dans les rapports et les informations qu'elles communiquent.
Indicateurs de composante	Ces indicateurs couvrent les composantes des objectifs et des cibles. Ils s'appliqueront au niveau mondial, régional, national et infranational et les Parties peuvent les utiliser à leur discrétion.
Indicateurs complémentaires	Indicateurs pour l'analyse approfondie ou par thème de chaque objectif ou cible, applicables aux niveaux mondial, régional, national et infranational, que les Parties peuvent employer à leur discrétion.
Indicateurs nationaux	Indicateurs utilisés au niveau national ou infranational pour compléter, mais aucunement remplacer, les indicateurs mondialement convenus.

Les indicateurs des connaissances traditionnelles

« Les régions côtières de la Laponie (Sápmi) ont fortement pâti de politiques d'assimilation forcée. De nombreux sámis de la côte ont perdu leur langue, leur culture et leurs pratiques dites " birgejupmi " (gestion durable des ressources naturelles). »

Peuple sámi, Norvège 45

Au nombre de quatre, les indicateurs des connaissances traditionnelles (TKI) visent à suivre des questions revêtant une importance fondamentale pour les PA et les CL, à savoir leur(s) langue(s), leurs occupations traditionnelles, leurs terres et territoires et leur participation à la prise de décisions (voir Tableau 2). Depuis la COP7 (2004), ils ont été progressivement développés dans le cadre d'un processus consultatif auprès des PA et des CL ainsi que du groupe de travail ad hoc sur l'article 8(j). Ils sont désormais inclus dans le cadre de suivi du CMBKM. Cela représente une étape importante pour mieux intégrer les droits et les intérêts des PA et des CL dans la prise de décisions, et favoriser une approche intégrée pour le suivi du système socio-écologique au sein de la CDB.

Si les quatre TKI ont été inclus dans les objectifs et cibles correspondants du cadre de suivi, tous ne sont pas pleinement fonctionnels (au sens où la méthodologie à appliquer n'est pas encore convenue pour tous à ce jour). Même les indicateurs fonctionnels n'ont pas été largement utilisés (voir Tableau 3). La prochaine étape consistera à les rendre entièrement fonctionnels et à en encourager l'utilisation dans une large mesure, notamment grâce à de nouveaux développements et essais.

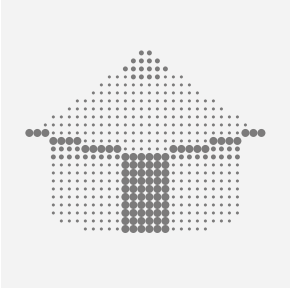
Tableau 2. Inclusion des indicateurs des connaissances traditionnelles dans le cadre de suivi

Source : Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, 2025, CBD/COP/DEC/16/31



Diversité linguistique

Indicateur adopté dans le cadre de suivi du CMBKM : Indice de diversité linguistique
Nombre : 21.CT.3
Objectif / cible : Objectif B, Cible 21 et Cible 22
Type d'indicateur : Complémentaire
Stade de la méthodologie : En cours d'élaboration



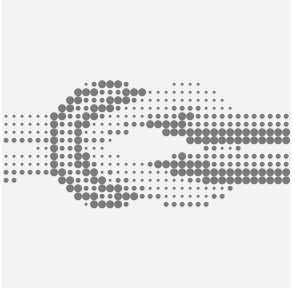
Occupations traditionnelles

Indicateur adopté dans le cadre de suivi du CMBKM : Pourcentage de la population exerçant des occupations traditionnelles
Nombre : 9.2
Objectif / cible : Cible 9
Type d'indicateur : Phare
Stade de la méthodologie : En cours d'élaboration



Changement d'affectation des terres et droits fonciers

Indicateur adopté dans le cadre de suivi du CMBKM : Changement d'affectation des terres et droits fonciers dans les territoires traditionnels des Peuples Autochtones et des communautés locales
Nombre : 22.1
Objectif / cible : Cible 22
Type d'indicateur : Phare
Stade de la méthodologie : Plus avancé



Participation

Indicateur adopté dans le cadre de suivi du CMBKM : Participation des Peuples Autochtones et des communautés locales à la prise de décisions relative à la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux
Nombre : 21.CT.2
Objectif / cible : Cible 21 et Cible 22
Type d'indicateur : Composante
Stade de la méthodologie : En cours d'élaboration

Les TKI sont importants d'une part, car ils servent à reconnaître en quoi les PA et les CL contribuent à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable ; d'autre part, car ils surveillent des questions centrales pour leur auto-détermination et leur continuité culturelle, ainsi que pour leurs moyens de subsistance et leurs droits collectifs. Chaque indicateur est important et, pris ensemble, ils traduisent les conditions qui fondent les modes de vie et les moyens de subsistance des PA et des CL. Ils se révèlent aussi être un outil pratique de surveillance pour les Parties, les décideurs et d'autres acteurs qui peuvent ainsi évaluer si les actions en faveur de la biodiversité soutiennent effectivement les droits et les valeurs des PA et des CL.

Le présent rapport fournit des explications concernant chaque TKI. Voir également les encadrés suivants :

- Encadré 9. Indicateur des occupations traditionnelles
- Encadré 11. Diversité linguistique
- Encadré 16. Mesurer la participation effective
- Encadré 17. Mesurer les droits fonciers et le changement d'affectation des terres

Bien que théoriquement attribués à des cibles spécifiques du cadre de suivi, les TKI sont en fait transversaux. Ils sont, en effet, pertinents pour de nombreux objectifs et cibles du CMBKM au-delà de ceux énumérés ici. Par exemple, l'indicateur mesurant la participation est pertinent pour tous les objectifs et toutes les cibles, tandis que l'indicateur relatif aux terres est pertinent surtout pour les Objectifs A et B et les Cibles 1, 2, 3 et 10. Comme le souligne l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA), les TKI sont importants notamment pour observer si les Parties mettent en œuvre la Section C du CMBKM, laquelle définit les conditions plus larges pour la mise en œuvre, en ce compris une approche par les droits humains (SCDB, 2024b, CBD/SBSTTA/26/INF/14). D'autres travaux, renforcement des capacités et ressources financières sont nécessaires pour poursuivre le développement et la mise en œuvre de ces quatre indicateurs (SCDB, 2024a, CBD/SBSTTA/26/INF/11).

Surveillance communautaire au moyen des TKI

Les PA et les CL jouent déjà des rôles prépondérants pour produire des connaissances concernant leurs territoires et les problématiques rencontrées. Leur surveillance peut porter sur des questions sociales, écologiques, culturelles, économiques ou d'autres aspects importants pour eux, ou encore plusieurs de ces éléments à la fois. Le Navigateur Autochtone (Encadré 2) et l'initiative communautaire ogiek qui associe savoirs traditionnels et outils scientifiques de suivi (étude de cas 44) en sont quelques exemples.

La surveillance communautaire apporte des informations précieuses pour la gouvernance en matière de diversité biologique tout en augmentant la participation des PA et des CL aux processus de biodiversité et en renforçant leur rôle de gardiens de leurs terres et de leurs mers. Pour en savoir plus sur la surveillance communautaire, voir Chapitre 6 – Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer le CMBKM.

Encadré 2

2 Le Navigateur Autochtone

La surveillance par les PA de leurs droits est un fondement essentiel pour mettre en place des interventions auto-déterminées durables visant à préserver, promouvoir et protéger la diversité biologique et l'environnement.

Le Navigateur Autochtone est un exemple de système d'information et de suivi par la communauté qui va dans ce sens. L'enquête originale vise à suivre la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones et les Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national et des communautés. Elle comprend un suivi opérationnel des quatre indicateurs des connaissances traditionnelles.

De nouvelles enquêtes portant sur la diversité biologique, les changements climatiques et les droits humains et des contrôles préalables environnementaux ont été ajoutés au cadre courant 2026. La nouvelle enquête sur la diversité biologique est conçue de sorte que les PA puissent surveiller si leurs droits et leurs contributions en lien avec le CMBKM sont respectés.

L'étude de cas 3 montre en quoi les PA et les CL en Thaïlande cherchent à ce que leur participation effective progresse et leurs valeurs soient reconnues en documentant leurs pratiques traditionnelles d'utilisation durable et leurs droits fonciers coutumiers, en réduisant les conflits et en ouvrant une voie pour le dialogue avec les instances gouvernementales.



Étude de cas 3

Auteur.e.s :

- Mr. Noppol Maipluang, Indigenous Media Network
- Les communautés karen/pga k'nyau, lahu, akha
- Inter Mountain Peoples' Education and Culture in Thailand Association (IMPECT)

Légende : Le chef de village Norrarit Rakkaona effectue une visite guidée de la zone de conservation forestière de Ban Haui Chomphu

Photo : Rfu Bracher, Indigenous Media Network

3 Peuples karen, lahu et akha, Thaïlande

Dans les hautes montagnes du sous-district de Thako, dans la province de Chiang Rai, au nord de la Thaïlande, le terrain constitue une mosaïque complexe aux réalités différentes. S'étendant sur 387,5 kilomètres carrés, la région regroupe plusieurs zones protégées, dont des parcs nationaux et forêts protégées, tout en abritant depuis des temps ancestraux diverses communautés locales comme les karen, les lahu, les akha ou encore les yunnan chinois. Depuis des générations, ces communautés vivent, exploitent et entretiennent les sites culturels de ce paysage. Et pourtant, l'absence d'une reconnaissance officielle de leur utilisation des sols est source de doutes et de conflits depuis bien longtemps.

Par exemple, les agriculteurs Autochtones travaillent avec la crainte permanente de voir leurs récoltes confisquées ou détruites si les autorités estiment que leur exploitation se trouve à l'intérieur de zones de conservation. Les litiges n'opposent pas seulement les communautés et les autorités étatiques, ils surviennent aussi entre villages voisins et même au sein d'un même foyer, ce qui est source de tensions et ébranle la cohésion communautaire.

En réponse à cela, dix villages Autochtones du bassin du Mae Tam ont créé un système communautaire participatif de documentation de l'utilisation des sols. Dans un premier temps, en s'appuyant sur le dialogue et la recherche du consensus, les membres de la communauté ont travaillé ensemble pour cartographier leur terrain ; pour cela, ils ont parcouru les limites, enregistré le savoir local et intégré ces informations grâce à la technologie GIS (système d'information géographique). Cette initiative a conduit à la création de 4 336 certificats de documentation de l'utilisation des sols communautaires.

Le résultat n'a pas la valeur légale d'un titre foncier. Mais les leaders communautaires ont toutefois reconnu dès le départ que la documentation en soi est porteuse de pouvoir et que les certificats ont produit un fort impact. Ils ont pu clarifier les frontières, réduire les conflits d'environ 95 % et consolider la gouvernance locale. Parallèlement, les autorités étudient la manière d'incorporer certains éléments de ce processus aux futures règlementations locales, de sorte à prouver que les données générées par la communauté peuvent contribuer aux mécanismes officiels de gouvernance.

Le soutien apporté à la documentation communautaire de l'utilisation des sols et à la cartographie participative va plus loin que la seule diminution des litiges. Il favorise la création des conditions d'une co-gouvernance significative entre les états et les communautés Autochtones, dans l'espoir que les agences gouvernementales reconnaîtront les mécanismes de gestion communautaire ancrés dans l'administration collective et les droits collectifs.



Chapitre 2
Approches transversales pour la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

« Les femmes Autochtones ont un accès limité aux processus décisionnels officiels et aux mécanismes de financement. Or, le fait de ne pas reconnaître les savoirs des femmes entraîne non seulement des inégalités, mais c'est aussi passer à côté d'immenses possibilités de lutter contre les crises climatiques et de la biodiversité. À travers leurs pratiques et leurs connaissances, elles ont à offrir des solutions concrètes fondées sur la durabilité, la résilience et l'harmonie avec la nature. »

Peuple guna, Panama 6

Légende : Une membre de l'association « Mujeres y Ambiente » travaille dans les champs à La Carbonera, au Mexique

Photo : Oscar Maskie

Le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) intègre explicitement des approches transversales pour la mise en œuvre pour reconnaître et respecter davantage les droits, les rôles et les valeurs des Peuples Autochtones et des communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL). C'est là l'une de ses principales avancées. Ces approches sont présentées à la Section C de l'introduction du CMBKM.

La Section C formule également 18 questions distinctes à partir desquelles le CMBKM « devra être interprété, appliqué, mis en œuvre et faire l'objet de rapports et d'évaluations ». Cette section inclut plusieurs principes qui font partie depuis longtemps des processus de la CDB. C'est le cas de la reconnaissance de circonstances nationales et de l'application des principes de la Déclaration de Rio. D'autres, comme l'intégration essentielle des droits humains, reflètent les avancées significatives obtenues par les PA et les CL lors des négociations du CMBKM.

Un grand nombre de ces 18 questions a été largement débattu lors des négociations en vue de l'adoption du CMBKM. Celles-ci ont en fin de compte été incluses dans la Section C précisément en raison de leur caractère transversal, d'où leur pertinence concernant tous les objectifs et cibles du CMBKM. Ce sont donc des éléments essentiels à prendre en compte pour évaluer la mise en œuvre.

Les 18 questions concernent d'une manière ou d'une autre les PA et les CL et toutes sont utilisées dans cette publication comme possible grille d'analyse de la mise en œuvre du CMBKM.

Certaines de ces 18 questions sont particulièrement importantes pour les PA et les CL en ce qu'elles traitent de concepts, de sujets et de problématiques conformes à leurs droits humains, connaissances, valeurs, besoins, enjeux et aspirations. Parmi celles-ci, plusieurs représentent de grandes victoires pour les PA et les CL lors des négociations du CMBKM. Citons l'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, la reconnaissance de différents systèmes de valeur et l'intégration d'une approche par les droits humains. Ce chapitre s'intéresse à ces grandes questions transversales.



Légende : Juostin Antun, un homme shuar, pêche à la main à Maikuaints, en Équateur

Photo : Ian Willms, Panos Pictures

Questions transversales clés dans le CMBKM concernant les PA et les CL

« Enfin, la conservation ne consiste pas seulement à protéger les forêts, mais à perpétuer les relations entre les populations, les terres et les générations futures. Pour citer le représentant des jeunes d'une communauté : " nos aînés protégeaient ces forêts à travers la tradition. Nous assumons à notre tour aujourd'hui cette responsabilité, mais nous voyons aussi que nos efforts de conservation sont importants non seulement pour nos villages mais aussi pour le monde " ».

Peuples Naga, Inde 16

L'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société

Approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société

Ce cadre s'adresse à tous, c'est-à-dire à l'ensemble des pouvoirs publics et de la société. Sa réussite exige une volonté politique et une reconnaissance au plus haut niveau de gouvernement et dépend de l'action et de la coopération menée par tous les niveaux de gouvernement et par tous les acteurs de la société ;

Source : Section C du CMBKM

L'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société suppose de reconnaître que les PA et les CL sont des collaborateurs essentiels et à part égale de la mise en œuvre du CMBKM, aux côtés d'instances gouvernementales et d'autres acteurs de la société. Elle promeut une approche collaborative, ascendante et multidimensionnelle qui laisse une place à une variété de valeurs et d'approches et respecte les droits humains. Elle incite les PA et les CL à continuer à jouer leur rôle et à le renforcer pour concrétiser la vision du CMBKM.

L'étude de cas 4 relative au collectif Autochtone Integradora de Comunidades Indígenas y Campesinas de Oaxaca est un exemple de collaborations fructueuses entre plusieurs acteurs impliqués dans la mise en œuvre du CMBKM, auxquelles les PA et les CL prennent déjà part. En changeant le modèle pour une approche intégrant véritablement l'ensemble des pouvoirs publics, l'approche de l'ensemble de la société ne favorise pas seulement les actions existantes, mais fera émerger de nouvelles collaborations et actions.

Étude de cas 4

Territoire : Tza cua, gawi, bexhutni xia cui

Langue : Zapotec

Auteur.e.s :

- Elizabeth Shapira-Garza, Nicholas School of the Environment à l'université Duke
- Meredith Martin et Laura Arango, université North Caroline State
- Rosendo Pérez Antonio, peuple zapotec, Integrator of Indigenous and Campesino Communities of Oaxaca (ICICO)



Légende : Échange d'expériences intercommunautaire sur le suivi des oiseaux, entre La Trinidad Ixtlán, Capulálpam de Méndez, Santa María Jaltianguis et San Miguel Abejones, dans la forêt de La Trinidad Ixtlán

Photo : ICICO AC, Elizabeth Shapiro-Garza, Nicholas School for the Environment at Duke University, North Carolina State University, La Trinidad Ixtlán

4 Communautés paysannes et Autochtones – Peuple tza cua, gawi, bexhutni xia cui, Mexique

L'état d'Oaxaca, au sud-est du Mexique, est un hotspot mondial de biodiversité qui affiche un fort endémisme dans les forêts nébuleuses, les forêts de pins-chênes et les forêts tropicales sèches.

Cela dit, ces écosystèmes font face à des menaces croissantes à cause du changement climatique, de la modification des régimes d'incendies, des exploitations illégales, du braconnage, de l'expansion agricole et du dépeuplement. L'intégration du savoir traditionnel à une administration participative est essentielle à la conservation puisque 76 % des terres appartient à la communauté. Dans le cadre des Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ), la conservation bioculturelle offre une voie vitale qui allie la gestion locale et la protection écologique.

L'ICICO, l'Intégrateur des communautés paysannes et autochtones d'Oaxaca, dirigé par seize communautés Autochtones, soutient cette approche bioculturelle sur plus de 69 000 hectares de terres à gestion communale. L'ICICO soutient les communautés Autochtones en leur apportant une assistance technique, en développant leurs capacités en matière de foresterie durable et de compensation carbone, et en facilitant une utilisation des sols participative et une planification financière apte à orienter les décisions collectives.

Ces efforts ont conduit à la désignation de zones de conservation communautaire, à des plans de gestion durable et à un reboisement à l'aide d'espèces locales. Les recettes générées par les projets bois et carbone sont réinvesties dans la conservation. Des emplois ont aussi été créés, en particulier pour les femmes et les jeunes, parallèlement au soutien des entreprises locales comme l'écotourisme, les scieries et la mise en bouteilles.

Ces initiatives consolident de manière essentielle les propres visions communautaires en vue d'une résilience sociale et écologique, abordant des enjeux tels que la sécheresse, les risques d'incendies de forêt et l'emploi limité, tout en renforçant la gouvernance à travers les assemblées et le service communautaire.

En capitalisant un partenariat de 20 ans avec l'Université Duke, les Systèmes socioécologiques de recherche d'Oaxaca (ROSES pour les sigles en anglais) ont vu le jour en 2022, regroupant des chercheurs de diverses disciplines pour collaborer avec les communautés sur la co-conception d'études allant dans la lignée des valeurs Autochtones et des objectifs de conservation communautaires.

Ceci a permis de faire avancer diverses initiatives de conservation, grâce au lancement, par les communautés, d'un projet de corridor bioculturel et la conservation des orchidées, sans oublier la recherche de la diversité forestière en partenariat avec le groupe ROSES.

Ces efforts collaboratifs soutiennent le leadership Autochtone et la gestion participative, améliorant la conservation de la biodiversité, la résilience des forêts et le bien-être communautaire sur l'ensemble du territoire.

L'étude de cas 5 illustre les liens entre droits territoriaux des PA et protection de la diversité biologique en Colombie. Elle montre aussi la possibilité d'impulser une plus grande reconnaissance et les liens entre systèmes de gouvernance de droit coutumier et ordres juridiques nationaux pour faire progresser l'action en faveur de la biodiversité fondée sur les droits, ainsi que les défis qui y sont associés.



Étude de cas 5

Auteur.e.s : La commission nationale des territoires autochtones (CNTI)

Légende : Vue sur les montagnes de la Sierra Nevada à Gonawindua

Photo : Comisión Nacional de Territorios Indígenas (CNTI)

5 La Commission nationale des territoires autochtones (CNTI), Colombie

L'un des exemples les plus représentatifs de la défense territoriale Autochtone en Colombie est celui de Línea Negra, territoire ancestral formé et délimité par les sites sacrés de quatre Peuples Autochtones, les Arhuaco, les Kogui, les Kankuamo et les Wiwa, qui habitent la Sierra Nevada de Gonawindua.

Ce territoire ancestral, qui couvre environ 1,7 millions d'hectares et est juridiquement reconnu depuis 1973, est le seul en son genre placé sous la législation colombienne. Il renferme des écosystèmes terrestres, côtiers et marins, des réserves Autochtones, des zones et villes protégées, ce qui met en lumière son immense valeur culturelle, spirituelle, environnementale et économique, non seulement pour les Peuples Autochtones qui y habitent mais aussi pour toute la Colombie et pour le reste du monde.

La diversité des parties prenantes présentes à Línea Negra requiert une coordination entre les autorités Autochtones et les organismes étatiques, y compris les conseils locaux, les gouvernements provinciaux et les agences nationales comme le Ministère de l'environnement. Par exemple, les autorités Autochtones ont réussi à restreindre le tourisme dans le Parc national naturel de Tayrone à certaines périodes, de sorte à permettre aux créatures de la nature de renouveler leur énergie suivant le calendrier écologique et culturel des quatre peuples.

Après des décennies de lutte et de leadership des Peuples Autochtones et organisations, le décret nº1500 a été promulgué en 2008. Il identifie 348 sites sacrés et en garantit l'accès aux quatre peuples qui peuvent aussi participer à la prise de décisions susceptibles d'affecter leur vie ou leur territoire. Malheureusement, ce décret a été annulé en février 2026 sur la base de défauts de procédure. Néanmoins, en mai 2026, le décret nº514 a été promulgué, rétablissant la reconnaissance du territoire ancestral et consolidant les protections dont il jouit.

La Commission nationale des territoires autochtones (CNTI) est née en 1996 avec pour ambition d'offrir un espace de dialogue et de concertation entre les Peuples Autochtones et l'état colombien en matière de surveillance et de protection des droits territoriaux Autochtones. Le gouvernement ne garantissant pas l'accès à l'information concernant les Peuples Autochtones et leurs territoires, nous avons développé quatre systèmes d'information exclusive – SIMA, SIG-I, SIMOSOF et SIVOSPI – qui nous permettent de contrôler à la fois l'état des droits territoriaux et les accords signés avec le gouvernement national.

Ces systèmes nous aident à veiller en permanence sur les territoires Autochtones, à en identifier les caractéristiques et à documenter les infractions aux droits humains. Nous détectons aussi les retards administratifs et exigeons une protection territoriale contre des menaces telles que les projets extractifs ou les chevauchements avec d'autres désignations d'utilisation des sols et zones de conservation. En 2023, suite à un rapport relatif à ces infractions, nous avons trouvé un accord avec le gouvernement sur une feuille de route inter-institutionnelle pour élargir, régulariser et restaurer les territoires. L'une des réussites les plus significatives de cette feuille de route a été l'expansion de la Réserve Kogui-Malayo-Arhuaco en 2025.

La CNTI et les organisations Autochtones qui la composent poursuivent leur travail en faveur d'une protection intégrale du territoire ancestral de la Línea Negra. Dans le même temps, nous abordons ce cas d'étude comme un référent clé pour la reconnaissance, l'identification et la protection des territoires ancestraux des Peuples Autochtones dans tout le pays.

L'approche par différents systèmes de valeurs

Source : Section C du CMBKM

Différents systèmes de valeur

La nature est représentée par des concepts différents selon les peuples, entre autres la biodiversité, les écosystèmes, la Terre nourricière et les systèmes de vie. Les contributions de la nature aux populations correspondent également à des concepts différents, comme les biens et services écosystémiques et les dons de la nature. La nature et ses contributions aux populations sont vitales pour l'existence humaine et une bonne qualité de vie, en ce compris le bien-être humain, la vie en harmonie avec la nature et une qualité de vie en équilibre et en harmonie avec la Terre nourricière. Le Cadre reconnaît et tient compte de ces différents systèmes de valeurs et concepts, y compris, pour les pays qui les reconnaissent, les droits de la nature et les droits de la Terre nourricière en tant que partie intégrante d'une mise en œuvre réussie.

Il est crucial de reconnaître et d'intégrer divers systèmes de valeurs pour mettre en œuvre le CMBKM. Comme l'a reconnu l'estimation des valeurs de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), « les causes de la crise mondiale de la diversité biologique et les possibilités d'y remédier sont étroitement liées à la manière dont la nature est estimée dans la prise de décisions économiques et politiques et ce à tous les niveaux ». De même, les approches d'élaboration de politiques ignorent souvent les valeurs des PA et des CL (IPBES, 2022 ; Zinngrebe, 2023).

De nombreux gouvernements attachent souvent plus d'importance aux objectifs économiques qu'à la biodiversité, à la santé humaine et aux buts sociaux (Lencucha, Kulenova et Thow, 2023 ; Sele et Mukundi, 2024). La prise de décisions en matière de diversité biologique tend toujours à privilégier des formes de savoirs et d'appréciation qui correspondent aux systèmes de planification étatique, aux marchés et aux évaluations scientifiques (Carmona, Wong-Pérez et Nisi, 2026).

L'étude de cas 6 montre comment, au Panama, les relations du peuple guna avec la mer ont façonné son approche de la gouvernance marine. Pour les guna, la mer est un « territoire vivant » relié à l'alimentation, à la spiritualité, à l'identité collective et à l'organisation communautaire. Cette compréhension donne des informations sur leur manière de prendre soin des écosystèmes marins, de transmettre leur savoir et de mettre au point des mesures de protection.



Étude de cas 6

Territoire : Dad Naggue Dubir, Gunayala

Langue : Guna

Auteur.e.s : Florina Lopez Miro, peuples guna, Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y el Caribe (RMIB-LAC)

Légende : Une femme guna épluche des bananes plantains dans sa cuisine

Photo : Eddie Gerald

6 Peuples guna, Panama

Le peuple guna de Dad Naggue Dubbir, situé dans la région panaméenne de Gunayala, conserve une relation ancestrale et intrinsèque avec la mer, qui est pour lui plus qu'un espace physique ; c'est un territoire de vie qui lui procure alimentation, spiritualité, identité collective et organisation communautaire. Cette relation se fonde sur ses propres systèmes de savoir et d'administration, créés au fil des générations, et ancrés dans le respect des cycles naturels, des normes coutumières et de la prise de décisions collective.

Selon la vision du monde des guna, la mer (*Muu Billi*) fait intégralement partie de la Mère Terre et en prendre soin passe par l'application des principes d'équilibre, de réciprocité et de complémentarité. Ces principes sont transmis à travers les histoires, les contes et les berceuses traditionnels dans lesquels ils s'intègrent, et passent de génération en génération.

La région de Gunayala se heurte à de nombreuses pressions, y compris le tourisme, la surpêche, les déchets plastiques et le développement non-durable. En réponse, un groupe de femmes Guna a participé à un processus communautaire de systématisation du savoir traditionnel dans le cadre d'un projet de rétablissement et de dynamisation des propres dispositifs de protection des écosystèmes marins du peuple Guna, et ce, à travers une démarche intergénérationnelle et sensible au genre.

Ce processus a été développé à l'aide de méthodologies Autochtones, de la création d'espaces de confiance, de cercles de dialogue et de conversations intergénérationnelles, au cours desquelles les grands-mères, les aînés et les sages, les pêcheurs, les jeunes, les filles et les garçons ont pris part. Ces espaces ont permis de reconstruire une mémoire historique et collective par rapport à la signification de la mer, aux usages traditionnels des espèces, aux changements observés au niveau des écosystèmes et aux normes communautaires pour leur entretien.

Au cours de ces dialogues, la profonde interconnexion entre les écosystèmes marins et d'autres éléments de la nature est devenue évidente. Beaucoup d'espèces marines partagent leur nom avec des animaux et des végétaux terrestres, ce qui montre bien l'interdépendance de tous les êtres vivants dans notre conception du monde. Nos grands-parents nous ont enseigné qu'il existe des sites sacrés que nous devons nous abstenir de perturber, puisque les esprits qui y vivent nous protègent et veillent sur nous, mais réagissent aussi à toute menace qui détruit leur habitat. En guise de réponse, les femmes ont redécouvert le savoir de « *galus* » ou « *birias* », des aires de grande valeur spirituelle et écologique animées d'un objectif de protection des coraux et des récifs.

En guna

Dad Naggue Dubir dule negwebur, Gunayala Banamayalagi. Danigudo muubillibogwa igar anna nigga sedanimardo, belagwa dagsurmardo demar binsa nabir nayob, Dagmala dulemar anmar aguedi, anmarga mas dagsi, negwebur ganiggid agala anmarga muubilli burbanigagwa. Demar agued dadagan nagan obesnade, demar sed, diwie dadgaed wisid, anmar saglamar namagardaed abali anna bulagwa onmaggedneggi igarmasi.

Nana baba igargine, muubillide nabgwanabogwa bassisuli, bela anna iddagbugwa, anna mussumussu iddage neg nuedi seega. Anmar igar mesismalad iggi muu agwelogoe. Anmarga obelenasddo, nanga wagdardad nosale burwigan ounae, saglamar namaggedba, nangan gasgi goe namaggedgine, dadgan muddigba wagganga gasgi ebbene neggusmalad inmardurgangi wilesmalad sunmagmadaed.

Gunayalagine bonigan daglesurmaladi dagleardo, eneganba negdagmaladad abbor negsabisado, saggi dumagan iagar sadde mied, blasddicomar laddamar milemaid we anmar daed suli, bar anmarga sergan obesad sasulibardo. We bonigan nosabbali, omega danagwen binsarmardo mer yoguegala anmar sergan igar obesmalad demar igi agwelege ganar igar nue mesergebe, narmagergebe igar mamai mer yogwega, neggweburmar ogannoemalaga, bela nue inmardurgan demar bugwad sabgubugwa mimigan danigoedga, massergan omeganga asig anmar addagoe.

Wegi egi arbalesa bag nan anmarga sogsad obesadba imaglesa, igi omaggeneggi sugmalege, bela anna iddagbugwa burwigana, sabbingana. Bela muugan, muugan igar wismala, uasolamad. We iddaglesa anmar ganar nan bab igar mesisad insaega gannar eba daega. Balamiega ibu obare muubilli agwed, igi demargi inmar durgan bugwa igi nue agwelesale ised wisi abelege. Daggegarba ibumar gwagmai galumarnai, igi nuegweburde igar semamoga.

We binsaed dagsamalgi ise dagleardo gunasdulemargala galudumagan nanaid demargi nabbaneggi bela anna idagbugdo mussumussu. Demargi inmar durgan e nugmala emala sabbimarbo geb inmardulaganbo we oyodo nabba sogwenad. Sergan anmarga odurdasnade galu dumagan mele ese warmagmalo, agine burba nueganbugwa anmarbin nagwelebugwa deggine be nue agwemarsullile sun neg uweleged nague. Omegan, igarmar yoggusmalad amismalad, muubilli agued, bia galu biriamar nanaid wemar burba niggad neg ganigid, nagwelebugwa mer bonigan uboega agwar billi dummagangi nanai.

L'une des forces caractéristiques des systèmes de connaissances des Peuples Autochtones et des communautés locales réside dans l'intégration des savoirs écologiques à leurs valeurs culturelles, à leur spiritualité, à leur gouvernance, à leur langue et à leurs responsabilités collectives (Clapcott et al., 2018 ; Anbleyth-Evans et al., 2023). Par exemple, dans les sociétés côtières, les lexiques marins spécialisés, les traditions orales et les classifications culturelles reflètent des générations de savoirs écologiques, de droit coutumier, d'obligations éthiques et de pratiques de gestion responsable. Ces systèmes linguistiques ne se contentent pas de nommer et de classer les espèces ou les écosystèmes, mais transmettent également des connaissances environnementales, des normes sociales et une identité territoriale d'une génération à l'autre (Kurien, 1998 ; Abbas et Kaharuddin, 2022).

L'approche par les droits humains

Source : Section C du CMBKM

L'approche par les droits humains

La mise en œuvre du Cadre doit suivre une approche par les droits humains, consistant à respecter, protéger, promouvoir et faire respecter les droits humains. Le cadre reconnaît le droit humain à un environnement durable, propre et sain ;

Contributions et droits des Peuples Autochtones et des communautés locales

Le Cadre reconnaît les rôles essentiels et les contributions des Peuples Autochtones et des communautés locales en tant que gardiens de la diversité biologique et partenaires de sa conservation, de sa restauration et de son utilisation durable. La mise en œuvre du Cadre doit garantir le respect, la conservation et la protection des droits et des connaissances, notamment les savoirs traditionnels relatifs à la diversité biologique, ainsi que des innovations, visions du monde, valeurs et pratiques des Peuples Autochtones et des communautés locales, avec leur consentement libre, préalable et éclairé. Cela suppose leur participation pleine et effective à la prise de décisions, conformément à la législation nationale pertinente, aux instruments internationaux, notamment la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones et le droit international relatif aux droits humains. À ce titre, aucune disposition du présent Cadre ne saurait être interprétée comme une réduction ou une extinction des droits dont les Peuples Autochtones disposent à ce jour ou qu'ils pourraient acquérir à l'avenir ;

Égalité des genres

La mise en œuvre du Cadre pourra être réussie si l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles sont assurées et les inégalités réduites ;

Équité intergénérationnelle

La mise en œuvre du Cadre doit suivre le principe de l'équité intergénérationnelle qui consiste à satisfaire les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins de même qu'à garantir une participation significative des plus jeunes générations dans les processus décisionnels à tous les niveaux.

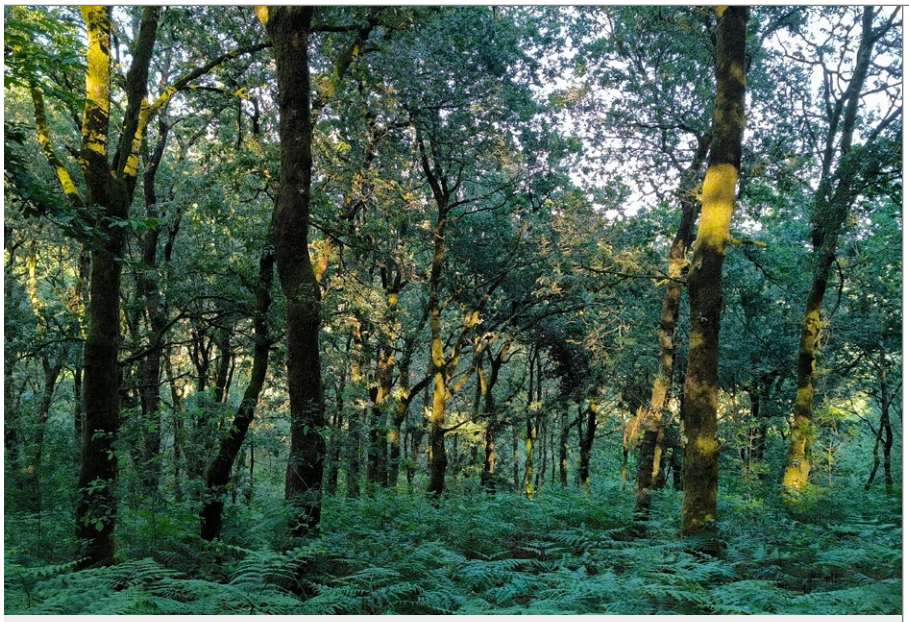
L'intégration de la question des droits humains a été une avancée majeure dans les négociations du CMBKM. Plusieurs questions à la Section C du cadre portent sur les droits humains, notamment l'exigence générale d'une approche par les droits humains et les exigences spécifiques concernant les droits des PA et des CL, l'égalité des genres et l'équité intergénérationnelle.

Une approche par les droits humains exige de garantir que l'action en faveur de la diversité biologique respecte, protège et fasse respecter le droit international relatif aux droits humains. Le droit international relatif aux droits humains comprend l'ensemble des grands traités, instruments et la jurisprudence en la matière, dont la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones, le droit à un environnement propre, sain et durable et le droit au développement. Les droits doivent être respectés aussi bien dans les processus (c'est-à-dire *comment* les choses sont faites) que dans les résultats (ce que représentent les *résultats* pour différents individus et groupes (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/61/36, 2026)).

Les États sont les premiers garants en vertu du droit international des droits de l'homme et ont l'obligation de respecter, protéger, promouvoir et faire respecter les droits humains de toutes les populations, en ce compris tous les droits collectifs des PA et des CL. Certains acteurs non-étatiques – comme les entreprises et, dans certaines circonstances, les organisations de conservation et les bailleurs de fonds (Newing et al., 2024 ; Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2024) – ont aussi des responsabilités en termes de respect des droits humains. Ils doivent donc s'abstenir de porter, directement ou indirectement, préjudice aux populations.

Dans la pratique, cela exige d'intégrer le droit international relatif aux droits humains dans la planification et la mise en œuvre du CMBKM par les États. En voici plusieurs exemples :

- Garantir une réelle participation des citoyens, y compris les PA et les CL, les femmes et la jeunesse, dans la prise de décisions
- Accueillir et intégrer des valeurs diverses dans la prise de décisions
- Restituer la prise de décisions aux PA et CL (voir L'approche par différents systèmes de valeurs ci-dessus, L'approche écosystémique décrite ci-dessous et Participation efficace et égalité des genres au Chapitre 7)
- Placer les résultats en matière de droits humains au centre de la conception de politiques ou de leur exécution
- Mettre en place des cadres de responsabilité effectifs
- Prendre des mesures par anticipation pour contrer la discrimination et les inégalités.



Étude de cas 7

Territoire : Galiza

Langue : Galego

Auteur.e.s : Joám Evans Pim, représentant de la communauté locale, Fundación Montescola

Légende : La forêt de Carballeira do Ghandarón à Rois

Photo : Montescola

7 Communautés locales, Espagne

La Galice, au nord-ouest de l'Espagne, héberge l'un des plus grands systèmes de territoires gérés collectivement d'Europe. Près de 700 000 hectares, soit environ 22 % de la région, sont administrés par quelque 115 000 foyers communautaires à travers l'institution des Montes Veciñais en Man Común, les terres communautaires communes. Ces territoires abritent une part importante de ce qui reste des paysages culturels traditionnels et de la biodiversité de la région et des habitats prioritaires de l'Union européenne.

En dépit de leur importance, ces terres administrées de manière communautaire sont longtemps restées sans aucune visibilité dans les politiques de conservation conventionnelles. Du point de vue historique, la conservation de la biodiversité européenne a été dominée par les aires protégées placées sous la direction de l'état, tandis que les communautés étaient souvent perçues comme des menaces pour la nature plutôt que comme des gardiennes de celle-ci. Pourtant, en Galice, une majorité d'écosystèmes de grande valeur ont perduré, justement du fait d'une gestion communautaire de longue date, du savoir écologique local et de l'administration collective.

Le Réseau galicien des zones de conservation communautaire, officiellement créé en 2024, a vu le jour pour relier et accorder une visibilité aux communautés qui gèrent activement leurs terres à des fins de conservation et de restauration. Issu d'un groupe informel constitué en 2018, le Réseau compte désormais près de 100 communautés qui s'occupent de plus de 40 000 hectares. Ces terres englobent plusieurs écosystèmes, des forêts et marécages atlantiques aux pâturages de montagne et habitats côtiers.

Une activité clé du Réseau est son programme de visites d'échange entre pairs, qui favorise les échanges d'expériences communautaires, l'observation des pratiques et la collaboration sur des enjeux tels que la restauration, la prévention des incendies de forêt et la gouvernance. Ces échanges encouragent l'apprentissage social, l'innovation et la participation, notamment celle des femmes et des jeunes générations.

Une grande étape a été la publication de l'Atlas des zones de conservation communautaire, premier effort de documentation systématique de ces initiatives. Développé en collaboration avec les membres de la communauté, l'Atlas présente plus de trente cas d'étude et reflète le principe qui affirme que les communautés ne sont pas seulement gardiennes mais aussi productrices de savoir.

Le Réseau fait partie d'un mouvement mondial croissant de conservation communautaire et contribue à la reconnaissance internationale des APAC – territoires de vie. Le Réseau galicien est la preuve que la conservation communautaire peut aussi s'épanouir dans des paysages européens fortement modifiés et dépeuplés où la gouvernance collective reste active.

Respecter les droits humains implique que les États et autres acteurs doivent abandonner leurs approches actuelles. Concernant les Peuples Autochtones et communautés locales, par exemple, cela exige de privilégier les approches axées sur les PA et les CL de protection et d'utilisation durable de la biodiversité et de reconnaître leurs contributions aux stratégies nationales de mise en œuvre.

Cela veut dire également s'attaquer à :

- Des problématiques structurelles et systémiques liées à la mise en œuvre du CMBKM, comme les violations des droits humains actuellement observées, associées à des approches descendantes de la conservation (voir Chapitre 3 – État des lieux des Parties concernant la mise en œuvre)
- L'absence de reconnaissance constante de droits fonciers sur les terres et les mers (voir Encadré 4)
- La criminalisation des pratiques traditionnelles d'utilisation durable (voir Chapitre 4 – Réduction des menaces pour la diversité biologique)
- Les facteurs économiques structurels qui continuent de promouvoir les activités extractives nuisibles à la nature et aux populations (voir Chapitre 5 – Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations).

Cela implique également d'intégrer l'égalité de genre et l'équité intergénérationnelle dans la prise de décisions, notamment selon une perspective intersectionnelle. La question du genre est une dimension importante et complexe, comme il ressort clairement de l'étude de cas 8. Les questions d'égalité des genres concernant la Cible 23 (Assurer l'égalité des genres et une approche tenant compte du genre dans l'action en faveur de la biodiversité) sont examinées plus en détail au Chapitre 7 – Participation efficace et égalité des genres.



Étude de cas 8

Territoire : Sápmi

Langue : Sámi du nord

Auteur.e.s : Anne Wuolab, peuple sámi

Légende : Les « Álddut », les femelles de renne qui régissent le troupeau. Zone de pâturage des rennes de Frostisen, en Sápmi (Norvège)

Photo : Anne Wuolab

8 Peuple sámi, Suède

Un renne mâle solitaire aux bois imposants est souvent utilisé pour représenter la culture sámi, car il est considéré comme un animal fier, puissant et majestueux. Dans les troupeaux de rennes, les mâles jouent pourtant un rôle mineur et subordonné, aux dires des éleveurs.

Le troupeau le plus important, appelé *áldoeallu*, se compose de femelles, les *njiŋŋelasat*, qui assurent le leadership et l'organisation du troupeau. Tandis que les mâles, les *luovohasat*, jouent un rôle important et intégral dans la reproduction et la survie du troupeau, ils sont tout au plus insignifiants à l'heure d'établir l'unité du troupeau d'une manière qui puisse le soutenir dans son ensemble.

En résumé, un troupeau de rennes nous enseigne que la diversité est fondamentale et souligne une leçon clé cruciale : une variété de rôles, utilisations, besoins et positions de pouvoir ne doit pas être nécessairement interprétée comme une succession de dichotomies genrées mais plutôt comme une forme de complémentarité dotée de genre.

Comme l'éleveur et la femme sámi, je ne trace pas automatiquement une ligne droite entre la force naturelle et la masculinité, car mon travail avec le troupeau se trouve ancré dans une compréhension alternative de qui est fort et de comment cette force sert le mieux le collectif. Cette perspective constitue la base du féminisme en territoire Sápmi, qui place un accent actif sur les droits collectifs qui bénéficient à l'ensemble de la communauté au-delà des droits individuels spécifiques au genre.

Je choisis ma position moi-même au sein du troupeau de rennes, et elle me sert de cadre pour aborder le champ du féminisme Autochtone. Les règlementations issues de l'état comme la *sameby* indiquent implicitement aux éleveurs de rennes sámi qu'ils ne peuvent suivre qu'un système créé par une société majoritaire, même si cela rend très difficile pour eux de vivre de manière durable de leurs troupeaux.

Il semble juste d'appliquer ceci au féminisme dans le Sápmi. Bien qu'ancré dans la vision collective du monde sámi, où le droit de vivre de la terre est inséparable du droit d'être une femme, il a aussi été influencé et modelé par la dominance des systèmes coloniaux imposant des structures externes, et par la résistance à ces systèmes.

J'ai lu un jour que la colonisation manifeste un phénomène intrinsèquement masculin et il y a peut-être une part de vérité dans cela. En révélant la colonisation comme une structure hétéropatriarcale (Kuokkanen, 2019) tout en la reliant au capitalisme en tant que système, une structure de pouvoir solitaire devient visible (Knobblock, 2022). Ce que je veux dire par solitaire dans ce contexte, c'est un système qui n'est ni collectif ni ancré dans la solidarité, en contraste direct avec l'élevage de rennes sámi et le féminisme sámi.

L'équité intergénérationnelle est également un élément essentiel. De nombreux peuples autochtones et communautés locales, par exemple, privilégient l'implication des jeunes, car les ruptures dans la transmission intergénérationnelle des connaissances et de la culture sont liées à l'intégrité culturelle (Carroll et al., 2025). Une étude de cas 9 menée en Afrique du Sud examine comment l'exode des jeunes affecte la diversité culturelle et biologique et constitue un élément crucial de la revitalisation culturelle et territoriale.

Étude de cas 9

Territoire : Amadiba

Langue : isiMpondo

Auteur.e.s :

- Mallika Sardeshpande
- Sustaining the Wild Coast (Mazibuy'emasisweni)

Légende : Des hommes de la communauté amaMpondo se préparant à une célébration culturelle, avec en toile de fond l'embouchure d'une rivière et la mosaïque de paysages mêlant prairies et forêts

Photo : Travis Bailey



9 Peuple amaMpondo, Afrique du Sud

L'Amadiba, sur la côte sauvage à l'est du Cap, en Afrique du sud, est un parage d'une beauté naturelle, la terre de son Peuple Autochtone, les amaMpondo, et un lieu d'importance pour la conservation. On trouve naturellement bon nombre d'espèces végétales et animales dans cette région du fait de sa situation privilégiée et de ses conditions bioclimatiques.

C'est aussi l'un des rares lieux en Afrique du sud où les Peuples Autochtones sont restés sur leurs terres et ont conservé leur mode de vie et de subsistance. Le peuple amaMpondo continue à faire pousser ses traditionnelles cultures saisonnières, à amener paître ses troupeaux sur les terres communes et à vivre dans de petites maisons au cœur d'un parage qui est une véritable mosaïque de pâturages et de forêts.

Mais la coexistence pacifique de ce peuple avec la nature est mise à rude épreuve. La communauté ne cesse de protester contre les projets de prospection minière, de forage pétrolier et de construction de super-autoroutes, et contre les intérêts capitalistes du gouvernement et des entreprises privées. Et toutes les menaces ne viennent pas de l'extérieur non plus. La terre à Amadiba subit une forte dégradation sous les effets conjugués de l'abandon : de plus en plus de jeunes quittent la région pour les noyaux urbains et de moins en moins d'habitants entretiennent les prairies, ce qui précipite l'érosion des ressources hydriques et éoliennes et favorise l'arrivée d'espèces envahissantes.

« Nous devons opposer notre résistance à ce que nous refusons, mais aussi prendre en considération ce que nous voulons en tant que communauté, ce qui nous semble être un développement durable. »

Siyabonga Ndovela, jeune leader communautaire

En réponse à cette situation, pour protéger ses terres, la communauté a développé des partenariats clés avec plusieurs ONG sud-africaines et des programmes environnementaux internationaux pour co-concevoir et développer des initiatives d'écotourisme, de développement de capacités et d'agroforesterie. Dans le cadre de l'initiative d'agroforesterie, la communauté a planté 2 700 espèces autochtones locales dans les villages, de sorte à fournir des aliments, des médicaments et des avantages écologiques tels que la stabilisation du sol et le piégeage du carbone. La communauté pilote désormais pleinement cette initiative agroforestière et continue à veiller sur la croissance végétale, apportant ainsi une contribution à des données écologiques précieuses.

Ce projet d'agroforesterie a consolidé le transfert du savoir Autochtone des anciens aux plus jeunes, assis la souveraineté alimentaire et constitue un exemple frappant de foresterie communautaire et d'agriculture durable développée localement.



Légende : Totem et maison en bois décorée au village historique de Ksan, site de la Première Nation gitxsan à Hazelton, au Canada

Photo : John Zada

Source : Section C du CMBKM

Approche écosystémique

Ce Cadre doit être mis en œuvre sur la base de l'approche écosystémique de la Convention ;

L'approche écosystémique (Convention sur la diversité biologique (CDB), 2000 ; CDB, 2004) prévoit des principes importants concernant les PA et les CL, notamment :

- Reconnaître que les populations font partie de la nature
- Décentraliser la gestion au niveau décisionnel le plus bas
- Intégrer les savoirs traditionnels
- Favoriser une participation des PA et des CL aux processus décisionnels qui admette et compense les inégalités de pouvoir.

Elle est donc étroitement reliée à d'autres approches transversales susmentionnées qui reconnaissent et tiennent compte de différents systèmes de valeur et intègrent les droits humains.

L'étude de cas 10 expose comment un recentrage sur des approches collaboratives de conservation plus locales, fondées sur la gouvernance coutumière et la prise de décisions localisée, se révèle bénéfique pour la population et la nature au Népal.

Étude de cas 10

Territoire : Bardiya, Kanchapur, Kailali

Langue : Tharu

Auteur.e.s :

- Bishwash Chepang, peuple chepang, CIPRED
- Mankesh Gupta, CIPRED
- Pasang Dolma Sherpa, peuple Sherpa, CIPRED

Légende : Les chefs traditionnels de la communauté tharu (Bhalnansa) se réunissent à Laljhadi Commune rurale du district de Kanchanpur, au Népal

Photo : CIPRED



10 Peuples tsumba et tharu, Népal

Des générations durant, les Peuples Autochtones ont administré leurs ressources naturelles à travers des systèmes de gouvernance coutumière profondément enracinés dans le savoir traditionnel, les valeurs et les normes sociales de leurs ancêtres. Ces systèmes d'auto-gestion ont contribué à une gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité tout en préservant la solidarité collective et les pratiques d'auto-détermination.

Si les initiatives du gouvernement dominent de longue date l'action officielle de conservation, il est de plus en plus reconnu que les systèmes communautaires sont essentiels pour atteindre les jalons du Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité.

Au Népal, la tradition *Shyagya* du peuple tsumba dans la vallée de Tsum prouve que les traditions locales peuvent protéger la nature mieux que ne le font les lois de l'état. Le système de Shyagya trouve ses origines dans les principes bouddhistes de la non-violence et limite le sacrifice de tout être vivant, y compris dans le cadre d'activités comme la chasse, la pêche, les incendies de forêt et l'extraction de miel. Pour ce peuple, cela constitue un réservoir de karma positif qui protège leur vallée contre la malchance et apporte prospérité et une paix durable.

« Aujourd'hui, le Shyagya se dresse comme modèle mondial, prouvant que lorsqu'une communauté traite la nature avec respect et non-violence, le peuple et la vie sauvage peuvent s'épanouir ensemble. »

Nima Lama, Directrice, Municipalité rurale de Tsum Nubri

La reconnaissance légale de la tradition du *Shyagya* est arrivée en 2023 après les efforts soutenus des organisations de Peuples Autochtones et d'ONG.

De la même manière, le système de *Barghar* de la communauté tharu, dans la région de Tarai au Népal, représente une structure de gouvernance traditionnelle qui intègre le leadership, la prise de décisions communautaire et la gestion durable des ressources. Les leaders locaux, les *Barghars*, supervisent l'utilisation des forêts, évitent la surexploitation, tranchent les litiges et préservent les pratiques culturelles, soutenant à la fois l'administration environnementale et la cohésion communautaire. En dépit de la reconnaissance officielle de plusieurs municipalités, les *Barghars* restent presque entièrement non-reconnus par les autorités chargées des régimes forestiers, les parcs nationaux ou les zones de conservation.

Dans l'ensemble, les systèmes *Shyagya* et *Barghar* montrent que la conservation est plus réussie lorsqu'elle s'ancre dans le savoir et les pratiques Autochtones. Consolider la reconnaissance juridique, encourager la co-gestion et autonomiser les communautés sont des éléments essentiels pour faire progresser une gouvernance durable et inclusive de la biodiversité.

La CDB et les enjeux en matière de gouvernance mondiale

« Les savoirs, les innovations et les pratiques des Peuples Autochtones ainsi que la science Autochtone sont fréquemment négligés et sous-évalués dans la planification officielle de la conservation, de l'éducation et du développement. »

Peuple kirat, Népal 12

Les défis de la mise en œuvre du CMBKM ne sauraient être envisagés de façon isolée des défis en matière de gouvernance mondiale à ce stade de l'Histoire. Un rapport de 2025 de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) a relevé pour la neuvième année consécutive un déclin de la démocratie à l'échelle mondiale, ainsi que des reculs généralisés dans les catégories droits, état de droit et représentation (International IDEA, 2025). Ces conclusions rejoignent celles d'autres organisations réputées qui sont des observatoires de la démocratie et de l'état de droit (Nord et al., 2026 ; World Justice Project, 2025).

Ces tendances concernent à la fois les autocraties de longue date et les démocraties bien établies. Ce phénomène structurel semble donc lié à la crise de légitimité des institutions libérales, aux inégalités économiques, à une polarisation politique et à la présence accrue du numérique dans l'espace public (voir, par exemple, Berg-Schlosser, 2026 ; Chancel et al., 2026 ; Boxell et al., 2024). Nous pouvons les observer dans l'actualité récente, avec le retrait de certains États de plusieurs traités multilatéraux. Une éventuelle crise du multilatéralisme, de plus en plus plausible, n'est pas sans susciter des inquiétudes. Elle supposerait une menace pour la CDB et d'autres accords multilatéraux en matière d'environnement, de développement et de droits humains (Thool, 2023).

Encadré 3

3 PA et CL et le traité sur la haute mer

Les PA et les CL qui utilisent directement des zones de la haute mer ou dépendent d'espèces migratoires peuvent être concernés par la gouvernance de la haute mer en raison des écosystèmes marins transfrontières et de la connectivité écologique entre les eaux côtières et la haute mer (Rardon, 2022 ; Conseil international des traités indiens (CITI), 2025 ; Hyolmo, 2025 ; Nations Unies, 2026).

L'Accord portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ), communément désigné « traité sur la haute mer » (ou traité de la haute mer), a été adopté en 2023 et a pris effet en janvier 2026, après environ deux décennies de négociations. Il représente une avancée majeure en matière de gouvernance multilatérale de la haute mer.

L'accord suppose des progrès importants pour les PA et les CL. Il reconnaît la valeur des connaissances traditionnelles dans les évaluations d'impact environnemental, les outils de gestion par zone et la conservation de la diversité biologique marine (Soto, 2023). Il prévoit également des dispositions concernant le partage juste et équitable des avantages issus des ressources génétiques marines et reconnaît les droits énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones. Une

proposition vise actuellement à mettre en place un mécanisme consultatif sur les PA, les CL et les savoirs traditionnels, et à allouer des fonds pour soutenir la participation de ces PA et CL, ce qui permettrait de consolider davantage ces avancées (Petits États insulaires en développement du Pacifique, 2025).

Même si les approches multilatérales débouchent encore sur certains progrès, y compris pour les PA et les CL – par exemple, la signature du traité sur la haute mer (voir Encadré 3) – on ne saurait ignorer un bilan médiocre quant au respect des engagements de la CDB et d'autres accords environnementaux multilatéraux. La plupart des objectifs d'Aichi (les 20 objectifs du *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020*) n'ont pas été atteints (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB), 2020 ; FPP et al., 2016 ; FPP et al., 2020 ; Maney et al., 2024). La version préliminaire du Rapport mondial sur les progrès collectifs accomplis dans la mise en œuvre du CMBKM montre que les objectifs à horizon 2030 sont peu susceptibles d'être atteints à l'échelle mondiale (SCDB, 2026).

Plus que jamais, la capacité des Parties à respecter réellement leurs engagements constitue un critère essentiel pour déterminer si l'approche multilatérale peut réussir à porter le changement réel nécessaire en vue d'un monde juste et durable vivant en harmonie avec la nature. D'importantes difficultés doivent être surmontées. Il est souligné dans un rapport sur les difficultés rencontrées par les PA du fait de la crise du système des droits humains des Nations Unies :

« *... le paradoxe central du multilatéralisme en 2026 : la nécessité d'une réforme fait consensus, mais les acteurs qui ont le pouvoir de la mettre en œuvre sont précisément ceux qui tirent profit d'un statu quo dysfonctionnel et qui bloquent systématiquement tout changement structurel significatif.* » (*Urrejola, 2026*)

C'est un enjeu de taille pour le CMBKM, les PA, les CL, les femmes et les filles, les enfants et les jeunes, les personnes handicapées, les défenseurs des droits humains environnementaux et pour toutes les populations de la planète qui souhaitent un changement transformateur pour un monde juste et durable où vivre en harmonie avec la nature et comme partie intégrante de celle-ci.



Légende : Un rituel au sein de la communauté Ngaremara, au Kenya

Photo : Nomad Footprints



Chapitre 3
État des lieux des Parties concernant la mise en œuvre

« Les changements ne sauraient être unilatéraux. Ils nécessitent un travail relationnel, fait d'échanges et de négociations, afin que toutes les parties concernées comprennent les multiples dimensions de ce qui est en jeu, apprennent à accueillir les points de vue des autres et cultivent des qualités relationnelles telles que la confiance, la bienveillance et le respect. »

Peuple ǂ aonin, Namibie [36]

Légende : Dans le village de Mynawa, au Brésil, les kinjas exécutent une danse de protection autour d'une zone symbolisant leur territoire, menacé par des projets énergétiques

Photo : Lalo de Almeida, Panos Pictures

Le processus de suivi de la mise en œuvre

La mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM) par chaque Partie repose, tout d'abord, sur la révision et la mise à jour des plans nationaux (les « stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité » ou SPANB). Des rapports périodiques doivent ensuite être présentés pour exposer les progrès de la mise en œuvre des SPANB. Un modèle fourni par la Convention sur la diversité biologique (CDB) sert à élaborer ces rapports nationaux sur les progrès.

La Conférence des Parties (COP) à la CDB est chargée de superviser les progrès en vue d'atteindre les objectifs et les cibles. Dans le cadre de ce processus, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB) examine et synthétise tous les rapports SPANB et nationaux afin de brosser un tableau d'ensemble des avancées. Les acteurs non étatiques peuvent contribuer à ce processus, en particulier au moyen de l'outil de rapport en ligne de la CDB.

Le Rapport mondial sur les progrès réalisés, ainsi que d'autres commentaires formulés par les Parties seront débattus et examinés par celles-ci lors de la COP17 en Arménie en octobre.



Légende : Installation d'un piège photographique près de la grotte de Lolwoot, une zone riche en salines et fréquentée par les éléphants, au Kenya

Photo : CIPDP

Évaluation de la planification nationale et communication d'informations à ce jour

« Les systèmes [d'information Autochtones] jouent un rôle essentiel pour mettre en lumière l'importance écologique et environnementale, l'importance territoriale, les menaces auxquelles sont confrontés ces Peuples Autochtones concernant leurs territoires, sans oublier les possibilités et les défis pour ces territoires. »

Comisión Nacional de Territorios Indígenas, Colombie 5

Le SCDB a publié plusieurs analyses des SPANB, qui définissent les ambitions quant à la mise en œuvre ainsi que les progrès réalisés, selon les informations communiquées par les Parties dans leur septième rapport national, à livrer en février 2026 (tous n'ont pas été présentés à ce jour).

À la date de cette publication, le rapport provisoire du Secrétariat sur les progrès collectifs a été partagé en vue de recueillir des commentaires publics. Cette version préliminaire, ainsi que l'analyse préalable du Secrétariat, montrent de sérieuses déficiences dans la mise en œuvre du CMBKM, notamment pour ce qui est de l'intégration des questions clés de la Section C soulignées au Chapitre 2 – Approches transversales pour la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal.

Élaborer et réviser les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité

Les Parties ont reconnu la participation pleine et entière, équitable et inclusive des Peuples Autochtones et des communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL) dans la prise de décisions en matière de diversité biologique (CDB, 2022a, CBD/COP/DEC/15/6), y compris s'agissant de la mise à jour/révision de leurs SPANB. Mais ce n'est pas ce qui se produit dans la pratique. D'après l'analyse par le SCDB de 51 SPANB révisés (sur 196), soumis fin mai 2025, seulement 25 % (13 Parties) indiquaient faire participer les PA et les CL et seules 14 Parties faisaient participer la jeunesse (SCDB, 2026a, CBD/SBI/6/INF/5). Le niveau de participation des PA et des CL à l'élaboration des SPANB stagne donc à des niveaux semblables à ceux observés à l'occasion de la COP10 en 2010 (SCDB, 2026a, CBD/SBI/6/INF/5 para 32). Cette analyse trouve un écho dans les conclusions d'autres recherches (SCDB, 2024a ; Weber et al., 2026).

Quant à la question du genre, de nombreuses Parties y font certes référence dans leur SPANB, mais seulement 25 % environ indiquent faire participer les femmes à leur élaboration (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). De même, seule une petite proportion de cibles nationales traite de la participation des femmes, de leurs droits à la terre et aux ressources et de leur esprit d'initiative (NBSAP Accelerator Partnership, 2026). Les analyses de 27 SPANB menées en 2023 ont fait ressortir que les droits et les connaissances des femmes

Autochtones et de communautés locales étaient largement absents (Forest Declaration Assessment, 2023). Des analyses plus récentes (2026) ont montré que les questions de genre ont beau être souvent mentionnées, elles n'apparaissent pas généralement dans la mise en œuvre, le leadership ou les structures de dotation en ressources (NBSAP Accelerator Partnership, 2026).

Au-delà de la consultation et de la participation, moins de 10 Parties ont indiqué que (a) des PA et des CL, (b) des femmes ou (c) des jeunes avaient participé au comité ayant élaboré le SPANB. En parallèle, près de 50 Parties ont constaté que les PA et les CL étaient des acteurs essentiels de la mise en œuvre de leurs SPANB (SCDB, 2026a, CBD/SBI/6/INF/5). Cet écart fait état d'une tendance inquiétante qui consiste à reconnaître la responsabilité des PA et des CL, y compris des femmes et des jeunes, dans la mise en œuvre, sans même les consulter ou leur donner la possibilité de prendre activement part au processus décisionnel.

Dans l'ensemble, les données disponibles indiquent que de nombreux processus visant à développer les SPANB incluent une très faible participation des PA et des CL. En cas de participation, les processus nationaux continuent à la traiter comme une simple consultation plutôt que le fondement de l'action commune et d'un leadership partagés (Buschman, 2022 ; NBSAP Accelerator Partnership, 2026).

Au-delà de la participation à l'élaboration des SPANB, il ressort de l'analyse des SPANB, des cibles nationales et des rapports des Parties que les Parties ont traité dans l'ensemble des éléments du CMBKM relatifs à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable plutôt que liés à des problématiques socio-économiques plus larges, comme la participation et les moyens de mise en œuvre (SCDB, 2024b, CBD/SBI/6/4, para. 13).

Les recherches et les analyses menées par les PA mettent en avant des préoccupations similaires. En 2026, l'Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) a publié une synthèse des résultats d'une étude qui examinait l'engagement des PA dans les processus de révision des SPANB dans 15 pays d'Asie (AIPP, 2026). Les principales conclusions sont reprises ci-après.

- Les SPANB montrent une plus grande reconnaissance des Peuples Autochtones, bien que leur pouvoir décisionnel reste limité
- Les Peuples Autochtones sont plus fréquemment mentionnés dans le SPANB et les processus de consultation. Pourtant, ils sont rarement placés comme des partenaires ayant des rôles définis, une autorité décisionnelle ou l'accès à des ressources adéquates
- Les modèles de participation limitent l'inclusion et l'efficacité : Les obstacles liés à la langue, à la localisation, au calendrier et au format continuent de limiter la participation effective des Peuples Autochtones, en particulier des femmes, des jeunes, des aînés et des personnes handicapées, ce qui nuit à la qualité et à la représentativité des points de vue exprimés dans le cadre de la planification en matière de diversité biologique
- Les décalages dans la mise en œuvre des droits affaiblissent la réalisation du CMBKM. En effet, une reconnaissance et une mise en application insuffisantes des droits des Peuples Autochtones, y compris des droits à la terre, nuisent à la mise en œuvre, au suivi et à la responsabilisation efficaces en vertu du CMBKM
- Les initiatives portées par la communauté peuvent renforcer les résultats concernant la mise en œuvre : Les initiatives portées par la communauté s'ajustent aux principes du CMBKM et améliorent la planification de la conservation. Néanmoins, elles exigent une reconnaissance officielle, des accords de partage du pouvoir et un financement direct qu'il faudra pérenniser et redimensionner (AIPP, 2026).

Des inquiétudes similaires ont été formulées par les PA et les CL de pays d'autres régions.

Rapports d'avancement nationaux

Communication d'informations relatives à la Section C

La Section C du dispositif d'introduction du CMBKM présente des approches de mise en œuvre transversales et soulève des questions pour que les droits, les rôles et les valeurs des PA et des CL soient davantage reconnus et respectés.

Alors que cette Section C traite essentiellement de *la manière* dont le CMBKM est mis en œuvre, la communication efficace d'informations doit inclure des descriptions de *la manière* dont les Parties agissent par rapport à ces questions. Compte tenu de ces objectifs de transformation, les Parties devraient clairement montrer comment elles revoient leurs approches pour répondre de manière efficace à ces nouveaux engagements.

La Section C est une partie du processus de révision global pour laquelle peu d'informations sont communiquées. Ainsi le modèle de présentation des rapports nationaux convenus par la COP est un questionnaire à choix multiple, ce qui laisse peu de place pour bien renseigner les éléments visés à la Section C (CDB, 2022a, CBD/COP/DEC/15/6; CDB, 2022b, Annexe II). Dans l'ensemble, les rapports nationaux abordent peu les changements d'approche entrepris par les Parties sur la base des questions de la Section C. Le rapport mondial préliminaire du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB) indique : « Les informations sur la manière dont les Parties mettent en œuvre la section C du Cadre restent limitées et incohérentes, ce qui rend difficile l'évaluation des progrès réalisés concernant des conditions préalables essentielles telles que la participation des parties prenantes, les approches fondées sur les droits de l'homme, les savoirs traditionnels, l'égalité entre les sexes et l'équité intergénérationnelle, ainsi que la cohérence des politiques ». (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1, p. 335). Ce manque de visibilité limite à la fois le partage de bonnes pratiques et d'enseignements tirés et la responsabilité du fait d'une absence de mise en œuvre.

Communication d'informations relatives aux indicateurs des connaissances traditionnelles

Les quatre indicateurs des connaissances traditionnelles (TKI) sont conçus pour suivre des questions qui revêtent une importance décisive pour les PA et les CL, à savoir leur(s) langue(s), leurs occupations traditionnelles, leurs terres et territoires et leur participation à la prise de décisions (voir Tableau 2).

Même s'ils sont mieux intégrés au cadre de suivi du CMBKM qu'ils ne l'étaient dans des cadres stratégiques précédents de la CDB, ils ne sont pas nécessairement utilisés par les Parties dans leurs rapports. Les TKI n'avaient pas été suffisamment utilisés par les Parties dans leurs rapports sur le *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020* (FPP et al., 2016 ; FPP et al., 2020) et c'est toujours le cas à ce stade concernant le CMBKM. Dans les septièmes rapports nationaux des Parties, l'intérêt est limité, même pour ce qui est des indicateurs phares obligatoires (voir Tableau 3).

Occupations traditionnelles	19 % des Parties ont communiqué des informations concernant cet indicateur (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).
Changement d'affectation des terres et régime foncier	Sur les 26 indicateurs phares inclus dans le cadre de suivi, l'indicateur 22.1 est le moins utilisé. Seulement 7 % des Parties communiquent des informations à cet égard (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).

Tableau 3. Intérêt des TKI phares dans les septièmes rapports nationaux des Parties

Remarque : les informations susmentionnées reflètent l'analyse effectuée par le SCDB portant sur les 129 rapports nationaux disponibles au 9 mars 2026

En outre, seulement 19 % des Parties ont fourni des données concernant l'indicateur phare 9.2 concernant les occupations traditionnelles (voir Encadré 9. Indicateur des occupations traditionnelles) et plusieurs Parties ont fait état de difficultés pour recenser des occupations traditionnelles car elles sont fortement liées à la géographie (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). Plus de 10 % des Parties ont affirmé que l'indicateur n'était pas pertinent au vu de leurs circonstances nationales (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). Cela laisse entendre qu'il convient de poursuivre les efforts afin de s'assurer que les Parties comprennent bien ce que sont les activités traditionnelles et qu'elles disposent des moyens nécessaires pour en assurer le suivi (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).

Le SCDB a également relevé des difficultés plus générales dans l'évaluation des tendances collectives conformément à la Cible 9 (Gérer les espèces sauvages de manière durable pour le bien des populations) en raison d'écarts, de données variables et de problématiques méthodologiques (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).

Le fait que les TKI phares et composantes n'aient pas été utilisés contraste avec les autoévaluations positives des Parties qui emploient les indicateurs binaires. Ainsi concernant l'indicateur binaire 22b (relatif à la création de conditions favorables à une participation inclusive fondée sur les droits, y compris des PA, des CL, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées), 62 % des Parties (sur 127 déclarantes) se sont attribué un score élevé de progrès (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). Voilà qui contredit les faits signalés par les PA et les CL (voir Chapitre 6 – Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer), et qui ressortent de l'analyse des SPANB présentée ci-dessus.

Cette sous-utilisation s'explique en partie par les travaux toujours en cours visant à élaborer et à mettre en application les TKI. Et puis, aucun des quatre indicateurs ne dispose encore de méthodologies pleinement développées. Cependant, des lacunes importantes concernent également la volonté politique, les capacités ainsi que les ressources disponibles (Affinito et al., 2025). Les ressources allouées au suivi des indicateurs biophysiques ont été plus importantes que celles consacrées aux indicateurs relatifs aux droits, à la participation ou aux systèmes de connaissances. L'utilisation efficace des TKI a donc été gravement compromise. De nombreuses Parties pourraient également avoir besoin d'un renforcement des capacités et d'un soutien technique ciblés pour bien comprendre et utiliser ces TKI. Ces obstacles doivent être surmontés si les Parties veulent mieux utiliser les TKI dans les rapports et assurer un suivi efficace de la mise en œuvre du CMBKM.

Communication d'informations relatives à d'autres indicateurs pertinents pour les PA et les CL

Outre les TKI, plusieurs autres indicateurs sont pertinents pour les PA et les CL. Communiquer des informations à leur sujet à ce jour révèle également des points faibles pour ce qui est de la mise en œuvre par les Parties.

Par exemple, des données observables quant aux cibles nationales définies suggèrent que les pratiques traditionnelles d'utilisation durable (voir Chapitre 4 – Réduction des menaces pour la diversité biologique) restent inégalement reconnues dans les plans des Parties. Les réponses nationales à l'indicateur binaire 9.b offrent un tableau apparemment positif, 44 % des Parties s'étant attribué un score élevé de progrès. Toutefois, à ce jour, 53 % des Parties seulement comptent des cibles nationales relatives au respect et à la protection de l'utilisation coutumière durable conformément à la Cible 5 (Assurer des prélèvements durables, sûrs et légaux des espèces sauvages). De même, elles sont seulement 47 % à s'être dotées de cibles nationales concernant la protection et la promotion de l'utilisation coutumière durable conformément à la Cible 9 (Gérer les espèces sauvages de manière durable pour le bien des populations) (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).

Les rapports des Parties sur les progrès réalisés en matière d'accès et de partage des avantages (APA) sont tout aussi décevants. Seules 127 Parties ont répondu aux questions portant sur l'indicateur binaire 13.b relatif aux mesures visant à garantir un partage des avantages juste et équitable découlant de l'utilisation des ressources génétiques (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). Sur ce total, seulement 10 % des Parties ayant communiqué des informations ont déclaré un score élevé (4 sur 5) quant aux progrès réalisés. Ensuite, 74 % des Parties ont déclaré un score de progrès moyen et beaucoup sont encore dans les premières phases de développement (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1). Certaines Parties ont détecté que leurs progrès limités dans le partage des avantages avec les PA et les CL étaient un obstacle à la gestion et à l'utilisation durables d'espèces sauvages (SCDB, 2026b, SBSTTA/28/2/Add.1).

Points faibles du processus de révision global

Outre les processus de planification et de production de rapports menés par les Parties, le processus de révision global de la CDB affiche lui-même des points faibles. Comme indiqué plus haut, les modèles actuels qui servent à établir les rapports ne permettent pas de recueillir suffisamment d'informations concernant la section C. Ils doivent être renforcés afin de garantir un suivi et une responsabilisation adéquats concernant ces éléments clés de la mise en œuvre.

Le processus d'implication des acteurs non étatiques s'est également révélé problématique. L'outil de rapport en ligne de la CDB est le principal moyen à leur disposition pour communiquer leurs contributions. Cet outil a été critiqué, car de nombreux groupes d'acteurs non étatiques ne peuvent y accéder en raison d'obstacles technologiques, de son manque de convivialité et de l'impression selon laquelle les organisations doivent être accréditées pour pouvoir soumettre leurs contributions (Centre mondial de surveillance pour la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement et FPP, 2026). Divers mécanismes sont nécessaires pour permettre et faciliter la contribution des acteurs non étatiques.

Plus généralement, le processus de révision collective mondiale vise principalement à définir des cibles mondiales quantitatives. Mais (contrairement à d'autres processus internationaux, notamment au sein des mécanismes relatifs aux droits humains) la qualité des rapports fournis par chaque Partie n'est pas systématiquement évaluée, ce qui pourrait favoriser un plus haut niveau de conformité (Koh, Ituarte-Lima et Hahn, 2022).



Chapitre 4
Réduction des menaces pour la diversité biologique

Objectif A du CMBKM et Cibles 1 à 8

« Dans la vision du monde des Guna, la mer (Muu Billi) fait partie intégrante de la Terre Mère, et le respect dont on lui témoigne s'inscrit dans les principes d'équilibre, de réciprocité et de complémentarité. Ces principes sont incarnés et transmis à travers des histoires, des contes et des berceuses traditionnelles, et se transmettent de génération en génération. »

Peuple guna, Panama 6

Légende : Le personnel du Département de la conservation et les anciens de la tribu ngāi tahu relâchent des takahē dans la région du Top Mackenzie, en Aotearoa (Nouvelle-Zélande)

Photo : Robin Hammond



Ce chapitre analyse les contributions essentielles que les Peuples Autochtones et les communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL) réalisent pour atteindre l'Objectif A et les Cibles 1 à 8 du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), ainsi que les défis auxquels ils continuent à faire face chemin faisant.

Objectif A: Protéger et restaurer

Préserver, améliorer ou rétablir l'intégrité, la connectivité et la résilience de tous les écosystèmes, afin d'accroître considérablement la superficie des écosystèmes naturels d'ici à 2050 ; mettre fin à l'extinction d'origine anthropique des espèces menacées connues et, d'ici à 2050, diviser par dix le taux et le risque d'extinction de toutes les espèces et accroître l'abondance des espèces sauvages indigènes pour atteindre des niveaux sains et résilients ; préserver la diversité génétique au sein des populations d'espèces sauvages et domestiquées, afin de sauvegarder leur potentiel d'adaptation.

Cibles 1–8

Les Cibles 1 à 8 sont axées sur la réduction des menaces pour la diversité biologique et s'attaquent pour ce faire aux principaux facteurs de perte de biodiversité : destruction des habitats, surexploitation, changements climatiques, pollution et espèces exotiques envahissantes (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 2019).

Ce chapitre s'articule en quatre parties :

- Prendre soin des terres et des mers – Cibles 1 à 3
- Relations avec d'autres espèces et d'autres êtres vivants – Cibles 4 à 6
- Pollution – Cible 7
- Changements climatiques – Cible 8.

Prendre soin des terres et des mers

« Dans la vision du monde des Guna, la mer (Muu Billi) fait partie intégrante de la Terre Mère, et le respect dont on lui témoigne s'inscrit dans les principes d'équilibre, de réciprocité et de complémentarité. Ces principes sont incarnés et transmis à travers des histoires, des contes et des berceuses traditionnelles, et se transmettent de génération en génération. »

Peuple guna, Panama 6

Cette partie se penche sur les rôles et les droits des PA et des CL concernant la Cible 1 (planification spatiale), la Cible 2 (restauration) et la Cible 3 (conservation). Leur contribution à ces cibles et leur expérience en la matière sont intrinsèquement liées à leurs relations avec leurs terres, leurs mers et leurs territoires.

Les territoires des PA et des CL sont essentiels pour réduire la perte de biodiversité. Ils abritent à travers le monde une diversité d'écosystèmes, aussi bien sur terre qu'en mer, y compris en haute mer. Leurs terres* couvrent *au moins* 36 % des zones clés terrestres mondiales pour la biodiversité (zones d'une grande importance pour la biodiversité mondiale) (Fonds mondial pour la nature (WWF) et al., 2021 ; Oliva et al., 2025).

* Ce chiffre provient d'une étude ayant porté uniquement sur les écosystèmes terrestres. Elle inclut les eaux des écosystèmes terrestres, mais pas des zones marines ou océaniques.

Laisser les territoires entre les mains des PA et des CL est un moyen efficace et rentable de protéger la diversité biologique (Beattie et al., 2023 ; Benzeev et al., 2025 ; Teixidor-Toneu et al., 2025 ; Nikolakis et al., 2026). Plus de la moitié des zones d'importance pour la biodiversité sur des territoires Autochtones ou de communautés sont en dehors d'aires protégées (WWF et al., 2021). Il est clair à l'échelle mondiale que l'appauvrissement de la biodiversité est plus lent dans les territoires des PA et des CL qu'ailleurs (IPBES, 2019 ; Fa et al., 2020 ; WWF et al., 2021 ; O'Bryan et al., 2021 ; Alves-Pinto et al., 2022 ; Estrada et al., 2022 ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Fonds pour le développement des Peuples Autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC), 2021 ; Sze et al., 2022 ; Virtanen et al., 2025 ; Nikolakis et al., 2026). Si de nombreuses études portent sur des milieux terrestres, ces tendances sont manifestes également dans l'environnement marin : de nombreux écosystèmes côtiers et marins d'intérêt biologique coïncident avec des territoires régis ou gérés par des PA et des CL (Consortium APAC, 2021 ; Stevens et al., 2024).

Les territoires des PA et des CL contribuent à la protection de la diversité biologique grâce aux relations que ces populations entretiennent avec leurs terres, leurs mers et leurs ressources (Nikolakis et al., 2026). Celles-ci diffèrent d'un peuple à un autre, mais sont dans l'ensemble équilibrées, réciproques et de soin (Natálio et al., 2026). De nombreux PA et CL en parlent comme d'une relation de gestion ou d'appartenance, leur rôle consistant à prendre soin des lieux au bénéfice de tous les êtres, y compris les générations futures (voir, par exemple, Basurto et al., 2023 ; Tholan et al., 2024).

4 Le caractère central des droits aux terres, aux mers et aux ressources pour les PA et les CL

Les PA et les CL préservent leurs terres, leurs mers et leurs territoires, qui les préservent en retour. Protéger leurs droits fonciers contribue à la survie continue de leurs cultures, savoirs et identités. Cette profonde interrelation est illustrée par le mot Māori *whenua*, qui signifie à la fois « terre » et « placenta » (Lindsay-Latimer et al., 2024). De nombreux PA et CL qui se sont vu séparés de leurs territoires traditionnels rencontrent bien des difficultés pour conserver leurs modes de vie loin des lieux qui les ont portés. Ces répercussions peuvent être ressenties d'une génération à une autre (Walls et Whitbeck, 2012). Le régime foncier, l'un des quatre indicateurs des connaissances traditionnelles (voir Tableau 2 et l'encadré 17), montre bien en quoi les territoires terrestres et marins revêtent un caractère central pour les PA et les CL.

Respecter et protéger les droits de propriété – c'est-à-dire les droits des PA et des CL aux terres, mers, territoires et ressources – est au cœur d'une approche de mise en œuvre du CMBKM efficace et respectueuse des droits.

Les droits territoriaux des PA et des CL peuvent reposer sur diverses bases juridiques en droit international, mais ils s'appuient le plus souvent sur la possession traditionnelle ou la propriété en vertu du droit coutumier. Leurs territoires correspondent généralement à des régions où leurs peuples et leurs communautés vivent depuis des générations, voire des millénaires. Nombreux sont les PA et les CL qui entretiennent un lien étroit avec leurs territoires, possèdent un savoir écologique local approfondi et ont des traditions culturelles qui leur permettent de vivre en harmonie avec la nature, en tant que partie intégrante de celle-ci, sur leurs territoires.

Cependant, malgré le lien ancestral des PA et des CL à ces territoires et le fait qu'ils ont manifestement un droit de propriété légitime et prioritaire y afférent, les pouvoirs publics de toutes les régions du monde, indépendamment de leur niveau de richesse, manquent systématiquement à leur obligation de reconnaître et d'octroyer des titres sur les terres et les territoires des PA et des CL, et ce entièrement ou dans une quelconque mesure.

Ce problème est répandu, mais il n'est pas aisé d'en mesurer l'ampleur. Les données nationales relatives aux droits fonciers des PA et des CL sont souvent incomplètes et ne sont pas fiables (FAO, Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et al., 2026). Et il est difficile de comparer les droits de propriété entre pays dotés de systèmes très différents. De nombreux dispositifs juridiques nationaux qui affirment protéger les droits de propriété des PA et des CL manquent – parfois de manière substantielle – aux exigences du droit international. En outre, les calculs peuvent ne pas établir de distinction entre PA et CL ou les classer différemment, ce qui rend les comparaisons difficiles.

Les estimations de la zone totale de la surface de la Terre sous la gouvernance *de facto* de PA et de CL sont comprises entre environ 30 % et 50 % des zones terrestres (FAO, ILC et CIRAD, 2026 ; WWF et al., 2021 ; Consortium APAC, 2021 ; Garnett et al., 2018 ; Monterroso, Riamit et Baa, 2022). Les données concernant les régimes fonciers des mers et des océans sont limitées (Tholan et al., 2024).

Il est encore plus difficile d'estimer combien de territoires jouissent d'une reconnaissance légale et sur quelle surface terrestre et marine. Les estimations au niveau national et local diffèrent et sont difficiles à agréger du fait de diverses situations juridiques, politiques et culturelles. Les écarts dans les estimations s'expliquent souvent par des méthodes différentes.

Un rapport récent sous l'égide de la FAO avançait le chiffre de 8 % de zones terrestres (FAO, ILC et CIRAD, 2026), tandis qu'un autre rapport élaboré par Rights and Resources Initiative tablait sur 11 % (Rights and Resources Initiative (RRI), 2023a). Toutefois, les chiffres mondiaux peuvent parfois inclure des types de reconnaissance légale qui ne reflètent pas pleinement les droits garantis par le droit international relatif aux droits humains. Ils sont également fortement faussés par le niveau plus élevé de reconnaissance officielle des territoires Autochtones dans plusieurs grands pays (comme le Canada, l'Australie, le Brésil et le Mexique) (RRI, 2023a). De même, les différences régionales sont importantes (FAO, ILC et CIRAD, 2026).

Une fois encore, les données concernant les droits fonciers dans les zones marines sont rares, même s'il est largement admis qu'à l'échelle mondiale, ces droits sont encore plus précaires et moins respectés que ceux relatifs aux zones terrestres (Jentoft et al., 2019 ; Muawanah et al., 2021 ; Tholan et al., 2024).

Faire progresser la reconnaissance est crucial pour atteindre les objectifs et les cibles du CMBKM. C'est non seulement essentiel pour garantir le respect des droits, mais c'est aussi un moyen important de lutter contre la perte de biodiversité sur terre et en mer. Une étude récente au Brésil a conclu que les taux de restauration étaient supérieurs sur les terres Autochtones que sur les propriétés privées (Benzeev et al., 2025). Bien d'autres études dans le monde ont montré une déforestation moindre (Fa et al., 2020 ; FAO et FILAC, 2021 ; Sze et al., 2022; Virtanen et al., 2025), des taux inférieurs de défrichement (Alves-Pinto et al., 2021), des résultats positifs en matière de protection des espèces (O'Bryan et al., 2021 ; Estrada et al., 2022) ou de diversité biologique plus généralement sur des territoires régis par des PA et des CL (Schuster et al., 2019 ; Parsons, Taylor & Crease, 2021 ; Turner, Cuerrier et Joseph, 2022 ; Dawson et al., 2024 ; Tholan et al., 2024).

Ces relations se traduisent par des gestes concrets de préservation et des règles d'utilisation qui contribuent à la protection de la diversité biologique. Par exemple, sur l'île d'Haida Gwaii (Canada), la nation haïda détermine son utilisation d'ormeau nordique (*Haliotis kamtschatkana*) sur la base du principe « ne prendre que ce dont on a besoin pour manger » (Ojeda et al., 2025). En Patagonie chilienne, les pêcheurs artisanaux de colin et les oiseaux marins (albatros et pétrels) entretiennent des relations de soutien mutuel : pour les pêcheurs, les oiseaux indiquent les bancs de poissons ; les oiseaux, eux, tirent profit des déchets issus de la transformation du poisson (Ojeda et al., 2022).

Encadré 5

5 Gouvernance de territoires marins et côtiers exercée par les PA et CL dans la pratique

Les PA et les CL gouvernent les territoires marins traditionnels et les écosystèmes côtiers de diverses manières. Ils utilisent les systèmes traditionnels, les fermetures saisonnières, les restrictions spécifiques à certaines espèces et l'application de la loi au niveau local. Ces systèmes régissent l'accès aux zones de pêche et aux zones marines, tant pour les membres de la communauté que pour les personnes extérieures à celle-ci (Vierros et al., 2020 ; Conlu, 2022 ; Dawson et al., 2024 ; Jament et Arockyasamy, 2025 ; Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), 2025 ; Rodriguez et al., 2025).

Les communautés s'abstiennent souvent de recourir à des pratiques de pêche destructrices tout en encourageant les pratiques de pêche sélectives et à petite échelle (McConnaughey et al., 2020 ; Bennett et al., 2021 ; Gawde et Ajithraj, 2022 ; Cure et al., 2024). Les systèmes de gouvernance communautaire réglementent souvent l'utilisation des mangroves et surveillent ou limitent les activités extractives qui pourraient contribuer à l'érosion côtière, à la perte de biodiversité et à une diminution de la résilience face aux changements climatiques (Parsons, Taylor et Crease, 2021 ; Golebie et al., 2021).

De nombreux territoires sont régis par des institutions coutumières que les PA et les CL ont mises en place au fil du temps au gré des circonstances, et qui continuent d'évoluer. L'étude de cas 11 est un exemple de gouvernance coutumière globale du territoire du peuple guna au Panama. D'autres exemples de gouvernance coutumière du territoire sont présentés tout au long de cette publication. Voir l'étude de cas 2 sur les systèmes traditionnels de répartition des ressources en Ouganda et l'étude de cas 10 sur les systèmes de gouvernance coutumière au Népal.

Étude de cas 11

Territoire : Comarca Gunayala

Langue : Guna

Auteur.e.s :

- Jorge Andreve, Fundación para la Promoción de Conocimientos Indígenas (FCPI)
- Onel Masardule, Fundación para la Promoción de Conocimientos Indígenas (FCPI)

Légende : Pâturages marins dans la Comarca Gunayala

Photo : Onel Iguairquilpiler Masardule



11 Peuple guna, Panama

La région de Gunayala, l'une des sept régions Autochtones du Panama, possède un système administratif autonome, reconnu par l'état, au sein duquel le peuple guna exerce ses droits sur la terre, la mer et la gouvernance. Son isolement relatif a permis à ce peuple de gérer son milieu naturel conformément à ses pratiques culturelles, sur la base des normes *Igardummad Uala*, selon lesquelles les ressources naturelles et la biodiversité font partie du patrimoine collectif et sont administrées par leurs congrès généraux.

La gestion des écosystèmes marins s'ancre dans la vision du monde de ce peuple, ses normes coutumières et ses valeurs spirituelles, où la mer est plus qu'une simple ressource productive. C'est un espace sacré qui fait intégralement partie de la vie culturelle et écologique. Pour les guna, la spiritualité est indissociable de la nature : le territoire est entendu d'une manière holistique qui englobe la mer, les forêts, les montagnes et le paysage, pour former un système intimement lié à l'identité du peuple.

Les *Birias*, espaces sacrés qui servent d'habitats aux espèces marines telles que les poissons, les mollusques et les crustacés, constituent un élément central de cette administration. Ces zones ne doivent pas être perturbées car elles représentent la « demeure des forces de la nature » et sont essentielles pour la biodiversité et pour la vie humaine. Elles alimentent les espèces et leur fournissent un refuge, y compris certaines espèces en danger.

Le respect des *Birias* a permis à Gunayala de devenir l'une des régions du Panama les mieux préservées, ce qui prouve qu'une gestion environnementale traditionnelle peut être très efficace. Cette approche montre que lorsque les Peuples Autochtones prennent la tête de la gestion de leurs ressources, la conservation de la biodiversité et l'équilibre écologique s'en trouvent consolidés de manière durable.

Les initiatives des PA et des CL pour prendre soin des terres et des mers vont de celles officiellement reconnues par les États, comme les Zones protégées Autochtones au Canada et en Australie (Gould et al., 2021 ; Nelson et Reed, 2025) à celles entièrement autonomes et menées sans reconnaissance ou soutien extérieur (Barnes et al., 2023 ; Dewan, Mulrennan et Georgekish, 2025). Ces initiatives incluent également des modèles de gouvernance partagée (comme ceux utilisés par de nombreux petits pêcheurs) et d'autres formes diverses de co-gestion (Hill et al., 2020 ; Vierros et al., 2020 ; Quimby et al., 2023 ; ICSF, 2025). Dans certains cas, il s'agit de la poursuite de traditions ancestrales ; dans d'autres, cela reflète l'évolution et les réponses apportées par les PA et les CL face aux défis et aux menaces qui pèsent sur leurs territoires.

La planification spatiale, la restauration et la conservation – couvertes par les Cibles 1, 2 et 3 du CMBKM – sont des domaines dans lesquels PA et CL contribuent déjà à réduire la perte de biodiversité, à restaurer les écosystèmes dégradés et à protéger la nature. Ces aspects sont examinés ci-après.



Légende : Le groupe de jeunes pour la conservation du village de Tajau Laut, en Malaisie, reste déterminé à mener à bien ses missions de gestion des coraux dans la zone de restauration. Cette initiative permet non seulement de restaurer l'écosystème marin, mais aussi d'inspirer la jeune génération à protéger son patrimoine marin

Photo : Junaidi Awang Bulat

Planification spatiale

Cible 1. Planifier et gérer toutes les zones afin de réduire la perte de biodiversité

Veiller à ce que toutes les zones fassent l'objet d'une planification spatiale participative, intégrée et respectueuse de la biodiversité et/ou soient gérées efficacement dans le cadre de processus de changement d'affectation des terres et des mers, afin de réduire la perte de zones de grande importance pour la biodiversité, y compris d'écosystèmes de grande intégrité écologique, à un niveau proche de zéro d'ici à 2030, dans le respect des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales.

Les institutions coutumières disposent souvent de procédures et de règles bien établies en matière de zonage et de gestion du territoire, y compris pour le partage des territoires avec les voisins (voir, par exemple, l'étude de cas 2 en Ouganda), protéger les zones essentielles à la reproduction des espèces (voir, par exemple, l'étude de cas 11 au Panama) et veiller à maintenir un équilibre

entre exploitation et régénération (voir, par exemple, l'étude de cas 26 en République du Congo).

De nombreuses pratiques coutumières variées en matière de planification spatiale et de gestion durable restent profondément ancrées dans les approches des PA et des CL. L'étude de cas 12 relative à la cartographie rituelle des peuples kirats au Népal montre un exemple de planification spatiale traditionnelle sur le terrain.

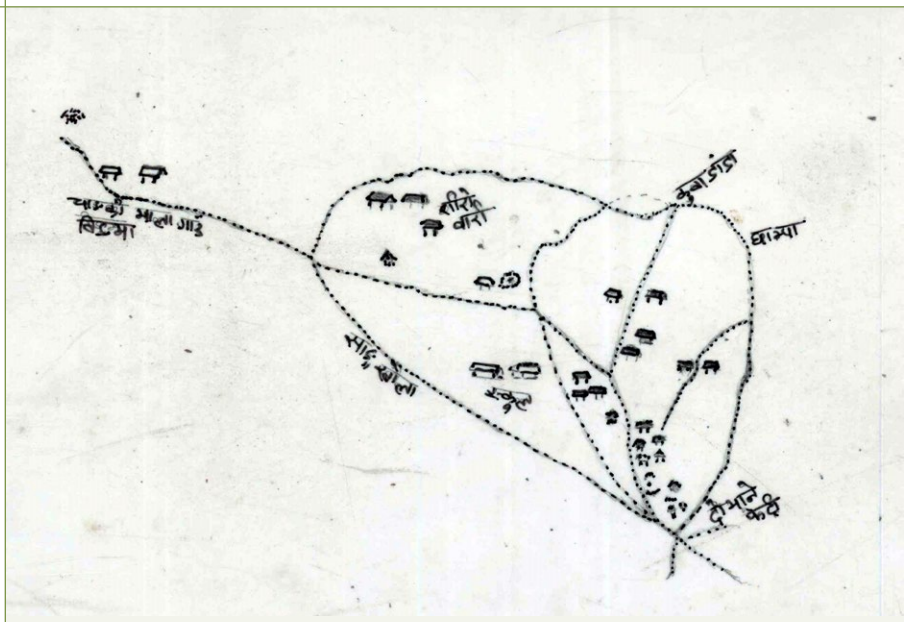
Étude de cas 12

Langue : Sampang, Bantawa, Thulung, Kulung, Nachiring, Mewahang, Bahing, Jerong, Khaling, Dumi, Limbu, Sunuwar, et autres

Auteur.e.s : Chatur Mani Rai Sampang, peuple kirat, Indigenous Kirat Samarung Sampang, Indigenous Knowledge and Peoples Networks, Nepal Indigenous Forum on Biodiversity, Indigenous Peoples Society for Wetland Biodiversity Conservation Nepal

Légende : La carte rituelle, transportée depuis les différents villages et foyers jusqu'au site sacré de Salpa, constitue une méthode collective de délimitation fondée sur l'authenticité des territoires Autochtones et traditionnels des kirat

Photo : KK Rai, WWF Nepal



12 Peuple kirat, Népal

Le Népal est le creuset ancestral de bon nombre de Peuples Autochtones qui parlent plus de 120 langues Autochtones et représentent 35 % de la population totale.

Les peuples kirat de l'est du Népal possèdent des systèmes de connaissance de la biodiversité, des traditions et des relations de symbiose réciproque avec la nature et la culture qui sont uniques, Autochtones et traditionnels. Ils sont fortement centrés sur l'animisme, une ontologie Autochtone kirat diverse ; l'axiologie, où tout dans la nature possède une essence spirituelle. C'est la base d'une pratique cartographique rituelle distinctive, à travers laquelle les communautés identifient et documentent leurs terres et leurs territoires lors du dialogue avec les esprits ancestraux et à travers des langues religieuses sacrées : plus de 32 dialectes Autochtones kirat différents, dont 27 sont encore pratiqués dans les traditions rituelles orales.

La cartographie rituelle fait partie d'un processus participatif et collectif. Les spécialistes du rituel, comme les *Nuwagire* (prêtres religieux), dialoguent avec les esprits pendant leurs rêves où ces derniers partagent des informations sur la démarcation des terres, des cours d'eau et des territoires, et transmettent des messages destinés aux chefs de familles en vue de la protection de leurs territoires et ressources, et notamment l'importance bioculturelle et de la biodiversité. Cette cartographie rituelle orale suppose un profond engagement en termes de connaissance Autochtone des terres, des cours d'eau et des territoires ; des ressources où les esprits voyagent ou se cachent.

Ces pratiques existent sous des formes orales, ce qui les rend émotionnelles, cosmologiques, spirituelles, intangibles et animistes ; dépourvues de toute reconnaissance officielle, elles risquent de se perdre. Cela dit, des recherches de Mphil sont en cours à l'Université de Katmandou et les pratiques sont incluses dans le programme académique 2026 de la même université. Parallèlement, la Cible nationale 24 des SPANB du Népal cherche à consolider et à documenter ces pratiques à travers un Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC pour les sigles en anglais).

Ces pratiques visent aussi à combler une lacune importante dans la surveillance de la biodiversité. Les systèmes de surveillance étatique officielle n'atteignent souvent pas les terres et territoires des Peuples Autochtones et communautés locales, et l'observation communautaire est rarement reconnue comme une donnée valide. Les approches Autochtones communautaires, enracinées dans le savoir traditionnel, les innovations, les pratiques, la science Autochtone et les protocoles coutumiers et bioculturels, peuvent combler cette lacune tout en renforçant la gouvernance coutumière Autochtone, la cartographie rituelle, les systèmes d'information collective et la continuité bioculturelle.

La planification spatiale menée par PA et CL peut également recourir à des mécanismes externes. À titre d'exemple, l'étude de cas 13 au Paraguay décrit comment la communauté Casuarina du peuple nivaclé fait une utilisation stratégique de la certification forestière. Elle protège et conserve ainsi des pans de son territoire, tout en soutenant les moyens de subsistance.



Étude de cas 13

Auteur.e.s :

- Faustina Alvarenga Perez, peuple guarani occidental, Articulación de Mujeres Indígenas del Paraguay MIP
- Graciano Ramírez, peuple nivaclé de la communauté casuarina

Légende : Un groupe de jeunes nivaclé de la communauté de Casuarina s'entraîne à l'utilisation de drones pour la surveillance territoriale

Photo : Faustina Alvarenga, Articulación MIPY

13 Peuple nivaclé, Paraguay

La communauté Casuarina, qui fait partie du peuple nivaclé, se livre à une belle initiative de gestion foncière dans la région de Chaco, au Paraguay, qui se caractérise par sa forte biodiversité et sa fragilité écologique.

Se heurtant à une pression croissante sur les forêts à cause du déboisement, de l'expansion de l'élevage et de l'avancée de l'agrobusiness, la communauté a mené un processus de certification des forêts à travers la collaboration entre des membres de la communauté et des experts techniques.

Ils ont commencé par identifier les espèces clé et les utilisations des forêts à l'aide du savoir traditionnel nivaclé, tandis que les inventaires des forêts menés à bien par les biologistes ont apporté des données détaillées sur l'état de conservation. Ces informations ont contribué à identifier des zones potentielles de certification de forêt, et le plan de gestion environnementale a intégré à la fois le savoir scientifique et traditionnel. L'intégralité du processus incluait des séances de travail avec des experts techniques, des leaders communautaires, des détenteurs du savoir traditionnel, des femmes et des jeunes, qui ont ainsi favorisé le transfert des connaissances et le développement des capacités.

La communauté possède désormais 1 500 hectares de terrain certifié, désigné comme priorités de conservation, où des pratiques de production responsable sont menées, comme l'agriculture et la récolte de produits de la forêt autres que le bois, sans usage intensif de produit chimiques ni conversion forestière extensive. Malgré tout, le challenge consistant à identifier des acheteurs et à assurer les paiements des services environnementaux n'est pas résolu.

La certification forestière s'est érigée comme outil stratégique qui allie gouvernance communautaire, savoir ancestral et standards techniques, et consolide donc la conservation des forêts locales et des moyens de subsistance. En outre, les technologies adaptées, telles que les drones, sont introduites avec la participation des jeunes et des femmes au niveau de la surveillance territoriale.

Ce processus a rendu possible le renforcement de la gouvernance territoriale, la conservation des forêts locales, le maintien et l'amélioration de la subsistance et la réaffirmation et l'importance du rôle des Peuples Autochtones comme acteurs clés dans la conservation et la protection de la biodiversité.

Les PA et les CL effectuent une planification spatiale à l'échelle de leur territoire et au-delà de celui-ci. Ainsi dans la région du Kimberley en Australie, les chefs aborigènes de plusieurs peuples voisins s'efforcent de favoriser une gestion collaborative, encadrée par le droit premier (droit Autochtone), du bassin versant de Martuwarra (fleuve Fitzroy) (Poelina, 2026).

Le non-respect de l'autonomie territoriale et des droits peut, toutefois, saper la planification spatiale conçue par les PA et les CL (McGregor et al., 2023). C'est le cas lorsque PA et CL sont assimilés en tant que « parties prenantes » (et non détenteurs de droits) dans le cadre de processus de planification spatiale étatiques plus larges. Fréquemment descendants, ces processus étatiques privilégient souvent la planification à grande échelle, reflètent une participation de pure forme et marginalisent les savoirs traditionnels (Milanese et Sibilla, 2025). Ce faisant, ils affaiblissent et se substituent aux approches de gestion traditionnelles locales perfectionnées au fil des générations (Novellino, 2024).

Les approches de gouvernance collaboratives qui incarnent pluralisme légal, reconnaissance mutuelle d'autorité, respect des droits, participation efficace et partage du pouvoir peuvent encadrer une planification spatiale plus effective et respectueuse des droits (Milanese et Sibilla, 2025 ; Tholan et al., 2024 ; Consortium APAC, 2021 ; FAO, 2026). Cela exige également d'élaborer les processus nationaux de planification spatiale selon une approche ascendante, sous la forme d'une mosaïque d'initiatives locales, qui respectent les propres pratiques des PA et des CL en la matière. Les processus menés au niveau local peuvent également favoriser une participation plus directe des femmes Autochtones et issues de communautés, qui apportent leurs savoirs traditionnels spécifiques (Milanese et Sibilla, 2025).

Cible 2. Remettre en état 30 % de l'ensemble des écosystèmes dégradés

Veiller à ce que, d'ici à 2030, au moins 30 % des zones d'écosystèmes terrestres, d'eaux intérieures et d'écosystèmes marins et côtiers dégradés fassent l'objet de mesures de remise en état efficaces, afin d'améliorer la biodiversité, les fonctions et services écosystémiques, ainsi que l'intégrité et la connectivité écologiques.

La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021–2030) renouvelle l'appel à l'action pour remettre en état les écosystèmes dégradés.

Si les terres des PA et des CL sont en meilleur état, en moyenne, que celles d'autres régions (voir ci-dessus), bon nombre d'entre elles et leurs cours d'eau sont toutefois dégradés sur le plan de la biodiversité. Parfois, ils y ont eux-mêmes contribué, mais dans bien d'autres cas, cette dégradation est liée à des facteurs qui échappent à leur contrôle, comme les changements climatiques (Jones, 2019 ; Reyes-García et al., 2024), la pollution (voir, par exemple, l'étude de cas 50 sur le glyphosate sur le territoire Robinson Huron Waawiindamaagewin au Canada), ou des activités destructrices entreprises sur leurs territoires sans leur consentement libre, préalable et éclairé (voir, par exemple, Kennedy et al., 2023 ; O'Faircheallaigh, 2023).

La dégradation des terres et des cours d'eau des PA et des CL sur le plan de la biodiversité va souvent de pair avec l'érosion des systèmes de gouvernance traditionnels. Cela montre qu'une biodiversité florissante sur leurs territoires est *le fruit de* leur présence constante et de leur entretien de ces derniers, et non malgré cela (Fletcher et al., 2021). Par exemple, l'étude de cas 9 à Amadiba, en Afrique du Sud, décrit comment, avec l'exode des jeunes AmaMpondo du territoire, moins de personnes s'occupaient des pâturages, d'où une augmentation de l'érosion et l'intrusion d'espèces envahissantes.

La dégradation des écosystèmes peut avoir des conséquences importantes sur les PA et les CL, telles que la contamination des sources d'alimentation et d'eau, la remise en cause des pratiques culturelles et spirituelles, ainsi que des répercussions sur la santé (voir, entre autres, Jones, 2019 ; O'Faircheallaigh, 2023 ; Reyes-García et al., 2024). Les répercussions peuvent être disproportionnées pour les femmes et les filles, notamment en raison d'une charge de travail accrue, d'une perte de revenus ou d'une exposition accrue à la violence fondée sur le genre (Booker et al., 2022).

De nombreux PA et CL s'emploient activement à restaurer les terres et les mers dégradées, souvent dans le cadre de la mise en pratique de leurs valeurs culturelles. Ainsi le peuple bajau de Kampung Tajau Laut en Malaisie (étude de cas 14) restaure ses territoires côtiers, guidé par le principe *Gotong Royong*, c'est-à-dire la responsabilité collective vis-à-vis du territoire. Son engagement en faveur de la restauration consiste non seulement à réparer les dégâts causés par ses propres activités, mais aussi à redonner vie et santé aux territoires lorsqu'ils sont endommagés par des tiers. De la même manière, des initiatives collaboratives avec les sámis en Finlande ont recours aux savoirs Autochtones et reproduisent des affectations des terres traditionnelles des sámis pour restaurer les forêts arctiques touchées par l'exploitation forestière intensive encouragée par l'État (Holmberg et Musta, 2025).

Étude de cas 14

Territoire : Kampung Bajau Laut

Langue : Bajau

Auteur.e.s :

- Joannie Jomitol, peuple kadazan.
- Junaidi Awang Bulat, peuple bajau, Persatuan Penggerak Komuniti Desa Pelancongan Tajau Laut

Légende : Un groupe de plongeurs de la communauté de Kampung Tajau Lat effectue des travaux d'entretien du programme « Reef Star » dans la zone de restauration de Karan. Cette initiative garantit une croissance saine des coraux, tout en renforçant l'écosystème marin et en protégeant notre biodiversité marine

Photo : Junaidi Awang Bulat



14 Peuple bajau, Malaisie

Kampung Tajau Laut est une communauté de pêche bajau sur la côte de la péninsule de Kudat, à Sabah, en Malaisie. Pour le peuple bajau de Tajau Laut, la mer, les mangroves, les rivières et le sol font partie d'un seul et même système dont la communauté est collectivement responsable.

La responsabilité collective (le principe de *Gotong Royong*) s'exprime à travers le droit coutumier, ou *adat*, qui assure une utilisation durable des ressources, l'équilibre entre le peuple et la nature, et la gratitude pour ce que la mer et la terre fournissent. La consultation communautaire a permis le développement de ces principes et leur documentation à travers une série de fondements et de règles que la communauté met en pratique.

Guidée par ces mêmes principes, la communauté a identifié deux problèmes liés entre eux, qui affectent sa subsistance. Des années de pêche à l'explosif avaient fortement abîmé les récifs coralliens, réduisant les stocks de poisson, et l'érosion de la plage liée au changement climatique menaçait les demeures et les zones de débarquement des captures halieutiques. La restauration des récifs coralliens permettrait de résoudre les deux problèmes. Suivant son *adat*, la communauté s'est proposé de restaurer ce qui avait été abîmé.

Les premiers travaux de restauration communautaire ont démarré en 2014 sans aucun soutien extérieur, mais la communauté a poursuivi l'expansion de son réseau écotouristique et pu tisser des connexions avec diverses organisations de conservation. Cela a conduit à des projets avec WWF Malaisie et les parcs de Sabah dès 2023 ; en 2024, la communauté a développé un programme d'adoption de corail qui permet aux touristes adoptants d'acheter un cadre de restauration de corail.

En 2025, les Parcs Sabah ont organisé un événement massif de plantation de corail avec le soutien de la communauté de Tajau Laut. Cet événement concerne le plus vaste fragment de corail jamais planté dans le pays.

La communauté a aussi commencé à parler avec les autorités gouvernementales au sujet de la reconnaissance officielle de la gestion conjointe des forêts de palétuviers et des initiatives relatives à leur administration côtière. Par ces discussions, la communauté veille à ce que les données qu'elle collecte soient partagées avec les partenaires selon des termes qui maintiennent la propriété et la prise de décisions aux mains de la communauté.

Mais les activités de restauration, ou remise en état, peuvent aussi porter atteinte aux droits humains. Ainsi de nombreuses activités de restauration sont menées sur les terres, mers et cours d'eau de PA et de CL sans leur participation effective et sans leur consentement libre, préalable et éclairé. Sur 648 projets de restauration enregistrés dans la base de données Just Conservation, plus de 60 % s'accompagnaient d'exclusion, d'un faible niveau de consultation ou uniquement d'une participation limitée des PA et des CL (Martin et al., 2026). Il arrive parfois que ces projets de restauration, qui portent atteinte aux droits, soient présentés sous le prétexte de « solutions fondées sur la nature » (Nelson and Reed, 2025).

La restauration ne renvoie pas toujours forcément à la même chose pour les PA et les CL que pour d'autres (voir Elias et al., 2021 ; Shelton et al., 2024). Elle peut porter atteinte aux droits lorsqu'elle est envisagée exclusivement selon un point de vue écologique, sans tenir compte des pratiques d'utilisation traditionnelles et du savoir traditionnel. Par exemple, l'analyse de plus de 5 000 projets de restauration aux États-Unis a fait ressortir que l'accent était principalement mis sur des objectifs écologiques (Jurjonas et al., 2024). Les priorités et les approches en matière de restauration peuvent différer entre les femmes et les hommes (Shelton et al., 2024 ; Elias et al., 2022).

À l'inverse, la restauration d'initiative communautaire ou collaborative n'est pas seulement fondée sur les droits. Elle est souvent plus persistante et globale, elle intègre les systèmes alimentaires et associe valeurs et transmission entre générations de valeurs culturelles et paysage écologique sain. L'étude de cas 15 portant sur les collines de Maragoli au Kenya montre comment les approches de restauration fondées sur la collaboration, les savoirs traditionnels et l'initiative communautaire ont abouti à des améliorations durables de la situation écologique et à un renouveau des valeurs culturelles.



Étude de cas 15

Territoire : Maragoli

Langue : Maragoli

Auteur.e.s :

- Herman Bwabwa, peuple maragoli, Gilwadzi Community Conservation Group CBO - Maragoli du sud
- Vincent Shitsama, Diocèse catholique de Kakamega - Service catholique « Justice et Paix »

Légende : Des membres de la communauté s'informent sur les forêts de la région

Photo : Catholic Diocese of Kakamega

15 Peuple maragoli, Kenya

« De nombreuses années durant, nous avons observé des personnes de l'extérieur aller et venir, chacune promettant de ramener à la vie nos collines », déclare une ancienne des Maragoli Hills, la voix ferme mais empreinte de souvenir. « Mais la forêt ne les a pas écoutées, car elles ne nous ont pas écoutés. »

Ses propos capturent l'esprit d'une terre dépouillée par des décennies de déforestation et de négligence. Autrefois havre verdoyant de l'ouest du Kenya s'étendant sur 400 hectares, les Maragoli Hills ont connu des décennies de déforestation, de déclin écologique et de perte culturelle, doublées d'efforts extérieurs de restauration qui excluaient les voix communautaires et sous-estimaient la propriété locale.

Les interventions du gouvernement et de la société civile échouent souvent car elles ont restreint l'accès à la terre, introduit des espèces non-locales et passé outre le savoir traditionnel. Pour les communautés qui se heurtent déjà à la rareté des terres, ces efforts ont été ressentis comme une nouvelle dépossession. La résistance ne visait donc pas uniquement la restauration mais aussi l'exclusion. Alors que ces efforts de restauration des terres échouaient, il est devenu clair que la réussite ne pourrait que passer par la participation des personnes qui appellent ces collines leur demeure.

Un tournant est survenu lorsque le diocèse catholique de Kakamega, soutenu par le fonds mondial Greengrants, a adopté une approche d'écoute prioritaire. Les anciens, les jeunes et les membres de la communauté se sont réunis pour partager les souvenirs de la terre, de denses forêts autochtones, des ruisseaux qui coulent et une abondante biodiversité désormais largement réduite. Ces dialogues intergénérationnels ont déclenché un engagement collectif envers la restauration qui trouve ses racines dans le savoir local et les valeurs culturelles.

La communauté a alors développé et mené une variété de projets, y compris la création d'une pépinière communautaire pour les arbres fruitiers autochtones, le reboisement des terres dégradées et la formation des membres de la communauté en matière de gestion foncière. Les programmes de formation avec des écoles, églises et villages ont signifié que des centaines de membres de la communauté ont acquis des aptitudes de restauration, assurant que ce travail devienne auto-suffisant et s'ancre profondément dans la vie communautaire.

Les premiers résultats montrent le retour des cours d'eau, une amélioration de la santé des sols et l'expansion des habitats de la faune sauvage. Mais un élément tout aussi important est la consolidation de la cohésion communautaire et de la gouvernance locale. L'initiative des Maragoli Hills a prouvé que lorsque les communautés dirigent, les écosystèmes se rétablissent et s'épanouissent. Comme la communauté le souligne, un véritable rétablissement ne consiste pas seulement à planter des arbres, mais aussi à rétablir les relations entre les personnes, la terre et les générations futures.

Conservation

Cible 3. Préserver 30 % des terres, des eaux intérieures et des mers

Faire en sorte que, d'ici à 2030, au moins 30 % des zones terrestres et des eaux intérieures, ainsi que des zones marines et côtières, en particulier les zones d'une grande importance pour la biodiversité et les fonctions et services écosystémiques, soient dûment conservées et gérées grâce à la mise en place d'aires protégées écologiquement représentatives, bien reliées et équitablement gérées et à d'autres mesures efficaces de conservation par zone, et veiller à créer les moyens nécessaires à cette fin, tout en reconnaissant les territoires Autochtones et traditionnels, s'il y a lieu, et en intégrant les zones concernées dans les paysages terrestres et marins plus vastes et les océans, en veillant en outre à ce que l'utilisation durable, lorsqu'elle est appropriée dans ces zones, soit pleinement compatible avec les objectifs de conservation et respecte les droits des Peuples Autochtones et des communautés locales, y compris concernant leurs territoires traditionnels.

Les violations des droits humains liées à la conservation par zone ont une longue histoire, largement documentée (voir Knox, 2025). Reconnaissant cet aspect, la Cible 3 du CMBKM exige explicitement de pratiquer la conservation adaptée localement d'une manière respectueuse des droits et des valeurs des PA et des CL (Groupe de travail sur les droits humains et la biodiversité (HRBWG) et al., 2024).

La Cible 3 exige de reconnaître et de respecter les droits des PA et des CL lors de la création de nouvelles aires protégées et d'autres mesures de conservation efficaces par zone (OECM). Elle exige également de rectifier l'héritage important de violations des droits (présentes) dans des zones protégées et des OECM existantes (Stevens et al., 2024).

La Cible 3 permet également de mettre en valeur les contributions des terres, mers et territoires des PA et des CL, qu'ils soient ou non officiellement classés comme des aires protégées ou des OECM (voir l'Encadré 6).

Encadré 6

6 Territoires Autochtones et traditionnels

La Cible 3 vise à ce qu'au moins 30 % de zones terrestres et marines soient conservées et gérées grâce à « des systèmes de zones protégées et d'autres mesures de conservation efficaces par zone (OECM), reconnaissant les territoires Autochtones et traditionnels, le cas échéant ». La plupart des représentants des PA et des CL prenant part aux négociations de la CDB estiment que les territoires Autochtones et traditionnels sont un premier moyen, indépendant, pour atteindre la Cible 3. PA et CL contribuent manifestement à la conservation sur leurs territoires. Il serait donc utile d'inclure dans la Cible 3 une modalité qui reconnaisse comment ils prennent soin des terres et des mers, et ce également en dehors de zones protégées et d'OECM.

À quoi fait référence l'expression « territoires Autochtones et traditionnels » (ITT) ? En vertu du droit international relatif aux droits humains, la conception des droits sur les terres, les mers et les territoires repose généralement sur la propriété coutumière ou la possession traditionnelle (qu'elle soit ou non officiellement reconnue par les États), ou bien sur la mise en place ou l'acquisition d'autres terres et mers (par exemple après une dépossession, ou dans le cadre de modèles de gouvernance partagée entre petits pêcheurs) (voir également les articles 25 et 26 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones).

C'est comme cela que les ITT à la Cible 3 doivent être compris. De cette façon, ils ne sont pas considérés comme une catégorie imposée de l'extérieur aux PA et aux CL, mais ils reflètent leurs traditions, leurs droits territoriaux et leurs aspirations. Voilà qui serait cohérent avec une approche par les droits humains.

Cette catégorie doit être suffisamment large pour rendre possible une surveillance des **violations** des droits territoriaux de Peuples Autochtones et de communautés locales, visés à la Cible 3 (par exemple, lorsqu'un PA ou une CL est expulsé de son territoire en vue de créer une aire protégée) et dans le CMBKM.

Mais tous les territoires Autochtones et traditionnels, compris en ce sens large, ne seraient ou ne devraient pas être automatiquement inclus dans les informations communiquées relatives à la Cible 3. Comme point de départ, la décision d'inclure la totalité ou une partie d'un territoire dans la surveillance de la Cible 3 devrait s'appuyer en toutes circonstances sur le consentement libre, éclairé et préalable du PA ou de la CL concerné. En outre, il serait inapproprié d'affirmer qu'une zone est un ITT qui contribue à la Cible 3 si, dans cette zone, les PA et les CL ont été expulsés de leurs territoires sans leur consentement libre, préalable et éclairé.

Au vu de la rédaction de la Cible 3 – « reconnaissant les territoires autochtones et traditionnels, **s'il y a lieu** » –, le processus actuel de la CDB chargé de fournir des orientations sur les ITT pourrait se concentrer non pas sur la définition de ce que **sont** les ITT, mais plutôt sur la définition des critères permettant de déterminer dans quels cas il serait approprié de les déclarer en tant que contributions à la Cible 3. De même, il pourrait exiger des Parties qu'elles assurent un suivi et rendent compte de ces contributions de manière efficace.

Les questions concernant les critères appropriés doivent encore être débattues. Les rapports devraient-ils inclure une exigence relative à la mise en œuvre d'actions de conservation ou à l'obtention de résultats concrets ? Si oui, comment cela serait-il démontré et par qui cela serait-il évalué ? Si nombreux sont ceux qui défendent cette approche, ces mêmes critères ne s'appliquent pas aux aires protégées, pour lesquelles il n'est pas nécessaire de démontrer qu'elles ont obtenu des résultats concrets en matière de conservation ni qu'elles respectent les droits humains pour être prises en compte en vue de la Cible 3.

De nombreuses questions complexes demeurent concernant les ITT et elles exigeront des négociations et des décisions, en particulier de la part du SB8j et de la COP17. Quelles que soient les décisions qui en découleront, elles devront respecter les droits territoriaux et autres droits des PA et des CL, sans leur porter atteinte.

Malgré la Cible 3, peu de progrès ont été réalisés pour lutter contre les atteintes aux droits humains dans le domaine de la conservation adaptée localement depuis l'adoption du CMBKM. Entre 2020 et 2024, près de 2,4 millions km² (629 000 km² terrestres et 1,77 million km² marins) de zones protégées et d'OECM ont été créées (PNUE-WCMC et UICN, 2024). Toutefois, les aires gouvernées par des PA et CL ont augmenté seulement de 124 827 km² (5,2 %) (PNUE-WCMC et IUCN, 2024). Malgré leurs obligations en matière de respect des droits, la plupart des Parties n'ont fourni que peu d'informations permettant d'évaluer si les droits des PA, des CL et d'autres acteurs ont été respectés lors de la création de ces nouvelles aires protégées et conservées (PNUE-WCMC et IUCN, 2024).

La gouvernance en matière de conservation, tant dans les milieux terrestres que marins, reste dominée par les États et repose sur des systèmes décisionnels très centralisés (Janakeeya Padana Samithi, 2023 ; Lyons, Mynott et Melbourne-Thomas, 2023). Alors que les efforts en vue d'améliorer « l'inclusion » dans la conservation par zone font l'objet de rapports (Zhang et al., 2023), aucun changement réel n'est observé dans les dispositifs de gouvernance :

- La plupart des aires protégées et des OECM (62,8 %) sont toujours régies par des acteurs étatiques (PNUE-WCMC et IUCN, 2024)
- Seulement 9 % des aires protégées et OECM terrestres et 0,07 % des aires protégées et OECM marines (par zone) sont régies par des PA et des CL (PNUE-WCMC et IUCN, 2024)
- En parallèle, des aires protégées et OECM terrestres étatiques et privées estimées à 26 % (Consortium APAC, 2021 ; Stevens et al., 2024) se superposent à des terres de PA et de CL.

De plus en plus de données scientifiques montrent que les actions de conservation menées par les PA et les CL donnent de meilleurs résultats sur les plans social *et* écologique (Dawson et al., 2024 ; Smallhorn-West et al., 2023 ; Huber et al., 2023 ; Sze et al., 2024). La mise en œuvre de la Cible 3 perpétue clairement les modèles du passé qui reproduisent une gestion coloniale de l'utilisation des terres et des mers et portent atteinte aux droits territoriaux des PA et des CL ou les limitent (HRBWG et al., 2024 ; Knox, 2025).

Toutefois, malgré des signes de changement dans la gouvernance des aires protégées et des OECM décourageants à l'échelle mondiale, on observe toutefois, çà et là, quelques progrès. Ainsi en Australie, la première aire protégée Autochtone dite « pays de mer », le Karajarri Jurarr Ngurra, au sud-ouest de la région du Kimberley, a été instaurée en 2026 (Watt et McCarthy, 2026). Au Canada, signalons une dynamique croissante en faveur de la création d'aires protégées et conservées Autochtones (Mansuy et al., 2023).

Au-delà de ces approches officielles, les PA et les CL continuent à piloter leurs propres initiatives de conservation. Leur démarche de soin et d'entretien de leurs terres et de leurs mers n'est pas toujours qualifiée de conservation ou officiellement reconnue comme telle. Leurs activités représentent néanmoins une contribution importante pour atteindre la Cible 3.

Comme le montrent les études de cas de cette publication et des éditions précédentes des LBO, de nombreux PA et CL régissent *déjà* efficacement des zones de diversité biologique clés. L'un des moyens les plus efficaces d'atteindre la Cible 3 – et de veiller à ce qu'elle le soit dans le cadre d'une approche fondée sur les droits humains – consiste à favoriser, soutenir et reconnaître la gestion et l'entretien des terres et des mers à l'initiative des PA et des CL (Dudley et al., 2022 ; Fajardo et al., 2026).

Les contributions à l'initiative de PA et de CL peuvent être des actions délibérées de leur part de prendre soin des territoires. Elles peuvent aussi intervenir au gré des circonstances, avec l'évolution constante de leurs modes de vie soucieux de préserver l'équilibre avec la nature. Elles peuvent être officiellement reconnues et/ou soutenues dans le cadre de systèmes publics plus larges, ou bien être totalement autonomes et mises en œuvre sans soutien extérieur (Robin et al., 2022 ; Ahammad et al., 2026).

Les actions des PA et des CL contribuent aux résultats en matière de conservation de différentes manières. Certains PA et CL se sont dotés d'approches de gestion traditionnelles où la conservation a naturellement sa place. C'est le cas du peuple guna au Panama (voir l'étude de cas 11) dont les *birias* (zones sacrées) servent de lieux de reproduction pour la faune marine et doivent rester vierges. D'autres ont délibérément adapté leurs traditions ou adopté de nouvelles pratiques afin de préserver leurs terres et leurs mers. Un exemple : les communautés de Nagaland en Inde ont développé des zones de conservation communautaire (voir l'étude de cas 16).

Étude de cas 16

Auteur.e.s :

- Dr Limasenla Jamir, peuple ao naga, Nagaland Community Conserved Areas Forum (NCCAF)
- Seve R. Vadeo, peuple chakhesang naga, Dzulhami Forest and Biodiversity Conservation Committee (DZUFOBICC) et NCCAF
- Ruchinilo Kemp, peuple rengma naga, Kenono Foundation et Sendenyu Community Biodiversity & Wildlife Conservation Board (SCB&WCB)



Légende : Vue sur la chaîne de Saramati, un corridor de biodiversité essentiel, depuis le village d'Angangba, à Longkim, dans le Tuensang

Photo : Angangba Community Conserved Area Committee and Kenono Foundation

16 Peuples Naga, Inde

Chaque soir, un petit groupe de villageois s'organise pour patrouiller le long des rives de la Dikhu, se déplaçant tranquillement à travers la forêt, alertes et déterminés. Leur tâche consiste à surveiller la forêt communautaire et à s'assurer que personne ne viole les règles de conservation du village. Parmi eux, se trouve Ashong, un homme du village Ungma qui chassait autrefois dans ces mêmes forêts. Des années en arrière, il aurait porté un fusil pour parcourir ces pistes. Aujourd'hui, il longe les mêmes chemins animé d'un objectif différent : protéger la faune sauvage et les forêts qu'il traquait auparavant.

L'histoire d'Ashong est le reflet de la vaste transformation qui prend place dans de nombreux villages du Nagaland, un état montagneux situé au nord-est de l'Inde. Dans les communautés où la chasse était autrefois une pratique de subsistance commune, les villageois endossent de plus en plus fréquemment le rôle de gardiens de la forêt en réponse aux populations de faune sauvage en déclin, aux sources hydriques moins fiables et aux pressions chasseresses accrues.

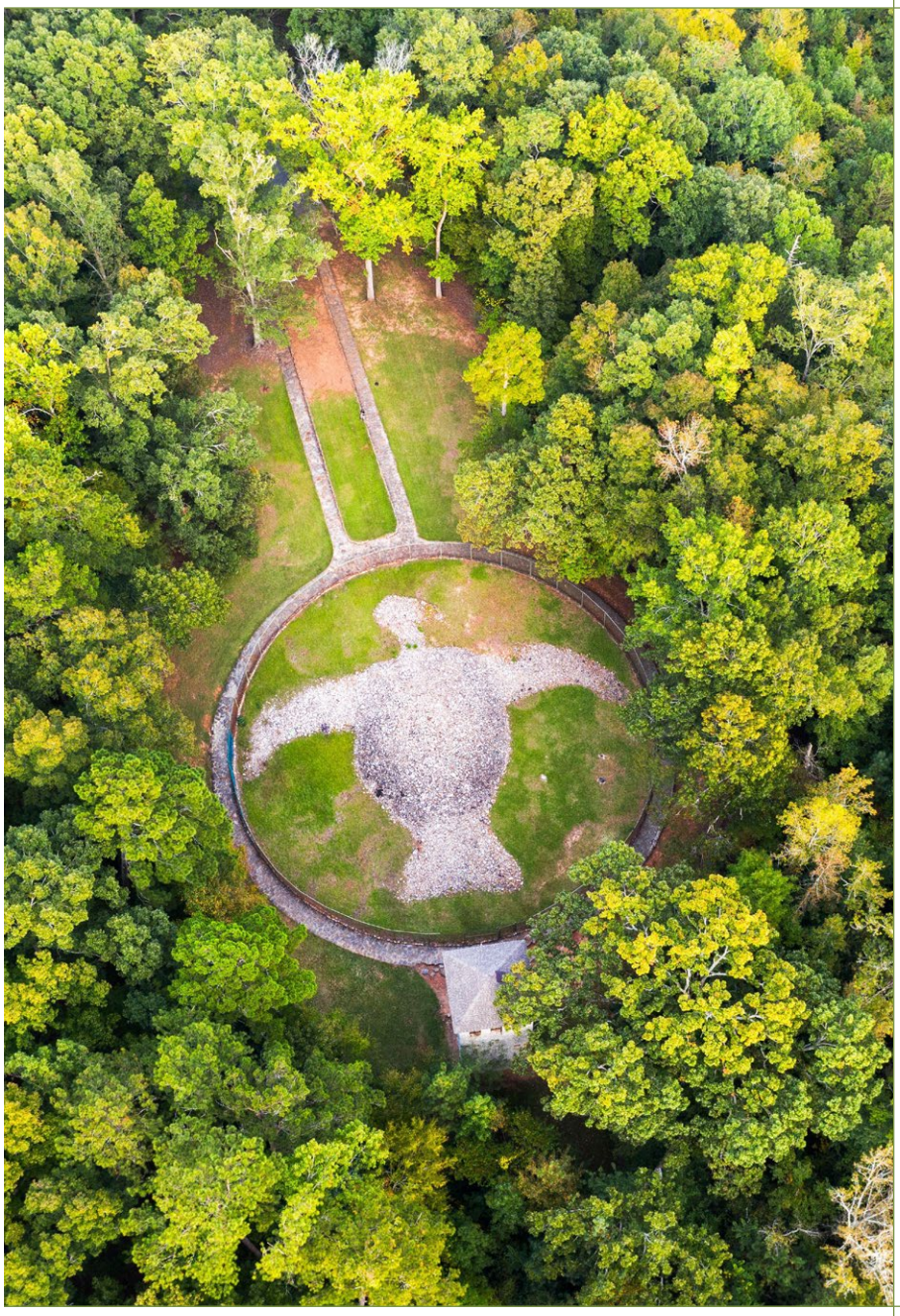
De nombreux villages ont établi des Zones de conservation communautaire (CCA pour les sigles en anglais), soit des zones forestières où la chasse, l'exploitation et autres activités extractives sont restreintes pour permettre aux écosystèmes de se rétablir. À la différence des modèles de conservation imposés par l'extérieur, ces initiatives ont émergé de systèmes de gouvernance locale et s'appuient sur la responsabilité collective envers la terre et les générations futures, plutôt que sur l'obligation extérieure.

Ces CCA se sont en grande partie développés de manière isolée, et reconnaissant la nécessité d'une collaboration et d'un apprentissage partagé, les leaders communautaires et les praticiens de la conservation ont constitué le Forum des zones de conservation communautaires du Nagaland (NCCAF pour les sigles en anglais), qui regroupe plus de 407 CCA. Alors que des forêts fragmentées peuvent menacer la survie de la faune sauvage, le NCCAF encourage une approche de conservation du paysage et les efforts de protection des corridors biologiques. Le forum invite aussi les décideurs politiques à plaider en faveur d'une plus grande reconnaissance de la conservation communautaire dans les politiques environnementales étatiques.

L'expérience des CCA montre que la biodiversité s'épanouit lorsque le peuple local reste au centre de la conservation et lorsque ses mécanismes de gouvernance, son savoir et ses droits sont respectés.

Enfin, la conservation va plus loin que la seule protection des forêts, elle consiste aussi à entretenir les relations entre le peuple, le sol et les générations futures. Comme le déclare un jeune leader communautaire, « Nos aînés ont protégé ces forêts à travers la tradition. Aujourd'hui, nous entretenons cette responsabilité mais nous observons aussi que nos efforts de conservation ont du sens, pour nos villages mais également pour le monde ».

Les PA et les CL contribuent également de manière significative à la Cible 3 en défendant leurs terres et leurs territoires contre les activités destructrices menées par les États, les entreprises et d'autres acteurs (voir Chapitre 5 – Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations). Soutenir les PA et les CL pour qu'ils protègent leurs territoires en dehors des aires protégées et des OECM peut donc constituer un levier pour renforcer et étendre la superficie totale des terres et des mers gérées de manière durable. L'étude de cas 17 en Russie se penche sur les « territoires d'utilisation traditionnelle de la nature », une structure juridique grâce à laquelle les PA peuvent préserver et défendre leurs terres ancestrales et leurs traditions culturelles.



Légende : Vue aérienne d'un ancien ouvrage de terre en Géorgie, aux États-Unis, construit il y a environ 1 000 ans par les Peuples Autochtones des forêts de l'Est

Photo : Sean Pavone

Étude de cas 17

Territoire : République de Sakha (Yakutia)

Langue : Yukaghir, evenk, saha, even

Auteur.e.s : Viacheslav Shadrin, peuple yukaghir, Conseil des anciens yukaghirs

Légende : Un paysage enneigé en République de Sakha (Yakoutie)

Photo : Michael Runkel



17 Peuples Autochtones du nord, Russie

Ces dernières années, le gouvernement russe a placé des restrictions croissantes aux pratiques et à la gouvernance des Peuples Autochtones, qui ont provoqué une hausse inquiétante de la criminalisation des Peuples Autochtones qui se livrent à leurs pratiques coutumières durables.

Dans ces circonstances, l'un des outils permettant de protéger les droits des Peuples Autochtones porte le nom de TTP d'après les sigles en anglais pour Territoire d'utilisation de nature traditionnelle des Peuples Autochtones du nord, de Sibérie et de l'extrémité est de la Fédération russe. Ce sont des aires spéciales protégées crées pour protéger et garantir le droit des Peuples Autochtones du nord à préserver leurs terres ancestrales et à maintenir leurs modes de vie traditionnels.

Le premier TTP a vu le jour en juin 2003, et il en existe maintenant 63 dans la République de Sakha (Yakoutie) à l'est de la Russie. Lorsqu'un territoire Autochtone passe sous TTP, il accorde aux communautés le pouvoir de coordonner et d'établir des limitations aux compagnies qui veulent s'engager dans un développement industriel intensif de leurs territoires.

Cela a également mené à des accords de coopération sociale, par exemple entre la compagnie de diamants ALROSA et la communauté TTP d'Olenek : la compagnie doit verser une compensation au district et contribuer aux impôts locaux de la municipalité.

De même, il existe des fora dans toute la république sur les TTP depuis 2022. Ce sont des espaces où les représentants des TTP, scientifiques, experts et compagnies industrielles peuvent partager leurs bonnes pratiques, analyser la situation actuelle et développer des propositions pour de futures collaborations. Plus important : ces fora ont conduit à la mise en œuvre de mesures concrètes visant au développement d'industries traditionnelles et de protection des terres des peuples du nord.

Il reste un certain nombre de problèmes à résoudre, y compris le zonage, l'enregistrement et la reconnaissance des TTP dans la législation fédérale, mais les communautés du TTP d'Olenek continuent à opérer et à réaliser leur principal objectif : préserver les terres ancestrales pour les générations à venir.

Relations avec d'autres espèces et d'autres êtres vivants

« En tant qu'Hawaïens de souche, nous reconnaissons un lien généalogique avec le dieu de l'océan Kanaloa, ainsi qu'une kuleana (responsabilité inhérente) à son égard, qui s'étend aux mammifères marins tels que les baleines et les dauphins. Les Hawaïens sont généalogiquement reliés à ces formes Kanaloa ; elles sont nos relations anciennes. De ce fait, il est de notre devoir ancestral d'être kuleana of kia'i (gardien, soignant). »

Peuple hawaïen natif, Hawaï [20]

Cible 4. Mettre un terme à l'extinction des espèces, préserver la diversité génétique et gérer les conflits entre l'homme et la faune sauvage

Prendre des mesures urgentes en matière de gestion en vue de faire cesser l'extinction d'origine humaine des espèces menacées connues et d'assurer leur rétablissement et leur conservation, en particulier les espèces menacées, afin de réduire significativement leur risque d'extinction ainsi que de sauvegarder et de rétablir la diversité génétique au sein des populations d'espèces indigènes, sauvages et domestiquées et entre elles, en vue de préserver leur potentiel d'adaptation, notamment grâce à des mesures de conservation *in situ* et *ex situ* et à des méthodes de gestion durable, et gérer efficacement les interactions entre l'homme et la faune de manière à limiter les conflits liés à leur coexistence.

Cible 5. Assurer des prélèvements et un commerce durables, sûrs et légaux des espèces sauvages

Assurer une utilisation, des prélèvements et un commerce durables, sûrs et légaux des espèces sauvages, en évitant la surexploitation, en minimisant les incidences sur les espèces et les écosystèmes non visés et en réduisant le risque de propagation des agents pathogènes, conformément à l'approche écosystémique, tout en respectant et en protégeant les pratiques traditionnelles des Peuples Autochtones et des communautés locales en matière d'utilisation durable.

Bien des PA et des CL qui prennent soin de leurs terres et de leurs mers sont liés non seulement au territoire physique, mais aussi aux nombreux êtres qui l'habitent. Dans les cosmovisions et les systèmes de connaissances de nombreux PA et CL, le bien-être humain et celui des autres espèces sont intimement liés (par exemple, Tilot et al., 2021 ; Reid et al., 2022 ; Carrasco-Bahamonde et al., 2025).

D'une manière générale, les PA et les CL n'envisagent pas les autres espèces avec un tel sens de la séparation que la culture occidentale (Jolly et Stronza, 2025). Beaucoup considèrent que les autres espèces sont des parents qui font partie de leur lignée d'ancêtres. Par exemple, l'étude de cas 20 explique comment à Hawaï, les PA voient les baleines et les dauphins comme des relations avec des aînés. De même, pour les peuples Baniwa et Enawene de la forêt tropicale amazonienne, les poissons sont des parents ancestraux. En les protégeant, ces peuples protègent et honorent leur histoire culturelle, leur identité et leur connexion au lieu (Tholan et al., 2024, p. 1).

Dans d'autres traditions, il existe la croyance que les ancêtres habitent le corps d'animaux ou d'arbres. Pour les Kānaka ʻōiwi à Hawaï, par exemple, *ʻaumākua* (les esprits des ancêtres) peuvent prendre la forme de nombreux animaux et plantes indigènes différents. Ces nombreuses formes (appelées *kinolau*) sont des manifestations physiques d'ancêtres et sont réputées sacrées (Ohukani'Ōhi'A, Winter et Demotta, 2021).

Ces relations sont souvent à la base d'approches visant à protéger les espèces, tant par le biais des normes et pratiques culturelles existantes que par des efforts actifs de conservation des espèces. Par exemple, au Cameroun différents clans des communautés baka sont associés à des animaux en particulier, comme les grands singes, qu'ils ne mangent pas (Emini, Clarke et Long, 2023). Les ours grizzly sont considérés comme étant des membres de la famille pour les nations Haíłzaqv, Kitasoo/Xai'xais, Nuxalk et Wuikinuxv de la côte ouest du Canada. Outre des relations motivées par la gestion de leur territoire, cette vision a modelé leurs efforts visant à protéger cette espèce–parente (Artelle et al., 2021).

Protection et utilisation durable d'espèces sauvages et menacées

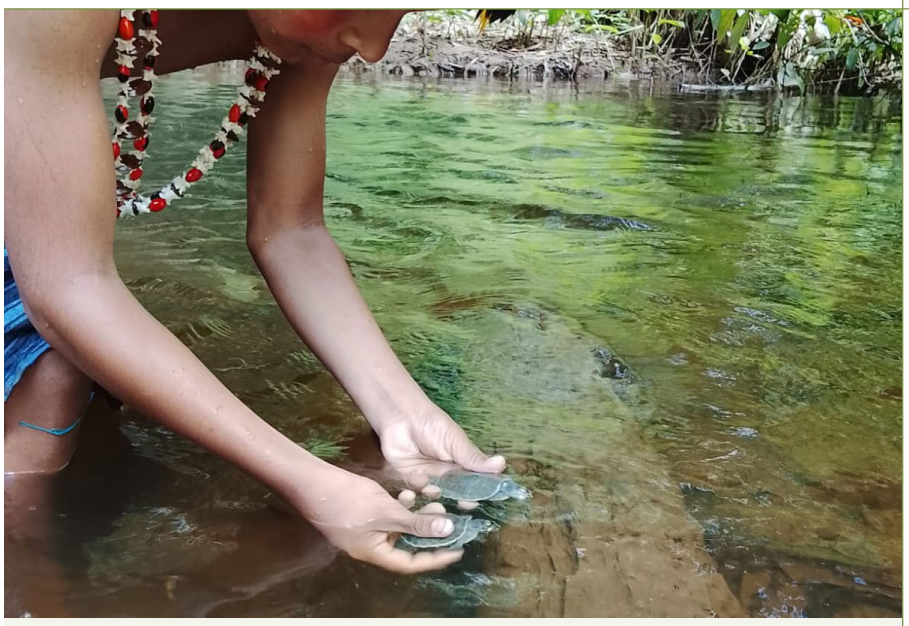
À l'échelle mondiale, si les territoires des PA et des CL restent des îles d'une grande valeur du point de vue de la biodiversité, ils n'échappent pas au déclin des espèces (IPBES, 2019). Les PA et les CL sont eux-mêmes bien conscients de la réduction des populations d'espèces sur leur territoire. Citons deux exemples. L'étude de cas 22 explique comment des femmes en République démocratique du Congo se sont efforcées d'atténuer les effets des espèces envahissantes pour le poisson *birombi*. L'étude de cas 16 décrit comment des communautés de l'état du Nagaland en Inde ont modifié leurs pratiques de la chasse en réponse au déclin de populations d'espèces.

Les systèmes alimentaires, les cultures et les modes de vie de la plupart des PA et des CL reposent sur la cueillette d'espèces sauvages, y compris, dans certains cas, d'espèces classées comme menacées (Baena et al., 2023 ; Lukawiecki, 2024). Leurs pratiques traditionnelles d'utilisation durable sont souvent adaptées de manière à garantir la pérennité de l'aire de répartition et la vitalité des espèces présentes sur leur territoire, notamment en favorisant la diversité génétique au sein d'une même espèce. Ces pratiques coutumières reposent sur des savoirs traditionnels approfondis de la diversité biologique de l'environnement local ; elles sont dynamiques et évolutives. Par exemple, l'étude de cas 36 en Namibie expose comment les savoirs traditionnels des ǂaonin leur permettent de récolter le melon *!Nara* de façon durable, alors que les méthodes des récoltants clandestins empêchent la plante de repousser.

Les femmes Autochtones et issues des communautés locales sont les premières à préserver la diversité biologique grâce à l'utilisation durable coutumière, ainsi qu'à leur rôle central dans les systèmes alimentaires traditionnels (Niko, 2025). Citons comme exemples les méthodes de conservation des semences des femmes dusun à Sabah en Malaisie (étude de cas 56) et des femmes du

réseau de conservateurs de semences au Kyrgyzstan (étude de cas 31), qui assurent un renouvellement constant de la diversité génétique des variétés de semences locales. L'étude de cas 40 aux Philippines souligne en quoi les femmes dynamisent l'association de jardiniers amateurs de la ville de Baguio.

Les efforts des PA et des CL pour protéger les espèces mêlent souvent des éléments culturels, écologiques, sociaux et économiques. Un exemple au Pérou : ayant constaté un déclin des populations de tortues, le peuple wampis a déployé des efforts spécifiques pour protéger les tortues présentes sur son territoire. Elles jouent, en effet, un rôle essentiel au sein de l'écosystème et sont importantes d'un point de vue culturel et spirituel et en tant que sources de nourriture (étude de cas 18).



Étude de cas 18

Territoire : Kankaim-Wampisa Nunke

Langue : Wampis

Auteur.e.s : Nugkui Teresa Noningo Mauricio, Nation Wampis, Gobierno Territorial Autónomo de la Nación Wampis

Légende : Un enfant wampis avec des nouveau-nés de taricaya dans la communauté de San Juan, sur le territoire Wampis

Photo : Neil Pinedo, Talento de la Cuencoa de Morona

18 Peuple wampis, Pérou

Le peuple wampis, au Pérou, a établi son propre gouvernement territorial autonome (GTANW selon les sigles en espagnol) en 2015 afin de prendre la tête de ses processus internes et de consolider la défense de son territoire contre les menaces territoriales, environnementales et sociales présentes et futures.

Résultat d'un processus collectif qui a duré cinq ans et avait pour objet de mettre l'accent sur les zones thématiques clés et les politiques correspondantes, un document d'orientation et de planification centrale a été rédigé sous le nom de Vision commune pour le futur (ou VCF). La VCF expose la mise en œuvre progressive d'actions à court, moyen et long terme pour rétablir l'autonomie et atteindre la *Tarimat Pujut* (ou Bonne Vie) pour les générations futures.

L'un des éléments clés de ce projet est la gestion et la reconstitution des stocks de tortues aquatiques *Podocnemis unifilis* (ou tortue taricaya) et *Podocnemis expansa* (ou tortue charapa). Les deux espèces de tortues affichent une grande valeur culturelle, spirituelle et alimentaire pour les wampis, et remplissent des fonctions écologiques au sein des écosystèmes amazoniens. Néanmoins, elles font face à des menaces telles que la destruction de leur habitat, la chasse, la pollution des cours d'eau et les effets du changement climatique. Ces pressions ont conduit à un déclin important des populations sauvages et modifié les pratiques traditionnelles des communautés, les contraignant à repenser leurs stratégies d'utilisation et de conservation.

Le projet consiste entre autres à collecter et laisser couver les œufs de tortue dans des cadres sûrs puis à relâcher les petits dans les rivières. Pour ce faire, 136 membres de six communautés riveraines ont été formés à la manipulation des tortues et diverses initiatives d'éducation environnementale ont ciblé les écoliers, les jeunes et les adultes. S'inscrivant sur trois ans, le projet a permis de relâcher plus de 10 000 bébés taricayas et 1 500 bébés charapas, soit une contribution significative à la reconstitution des stocks naturels des deux espèces.

D'autres projets de reconstitution sont en cours, notamment pour le pirarucu (*Arapaima gigas*), espèce amazonienne représentative qui agit également comme indicatrice de la bonne santé des écosystèmes aquatiques et constitue une source essentielle de protéines pour les communautés locales. Grâce à la gestion communautaire des espèces, entre 2023 et 2024, la population de pirarucus est passée de 81 à 236 exemplaires.

Les mesures mises en œuvre ont aidé à consolider la gouvernance locale, à réduire les pressions sur la biodiversité et à jeter les bases d'une gestion durable alliant conservation écologique, souveraineté alimentaire et développement économique.

Outre la protection de la diversité biologique par le biais de pratiques traditionnelles d'utilisation durable, nombreux sont les exemples de PA et de CL qui s'efforcent de protéger et d'utiliser de manière durable les espèces présentes sur leurs territoires face au déclin observé, même s'ils ne classent pas nécessairement ces espèces comme « sauvages » ou « menacées » au sens où l'entendent les défenseurs de l'environnement extérieurs à ces communautés (ou les Cibles 4 et 5). Ces efforts sont parfois autonomes, parfois collaboratifs et d'autres fois encore soutenus par des acteurs extérieurs.

L'étude de cas 19 décrit comment les communautés locales au Bénin ont contribué à la conservation des tortues de mer, en collaboration avec une ONG locale œuvrant à la conservation.



Étude de cas 19

Auteur.e.s : Patrice Sagbo, représentant des communautés locales, Réseau JINUKUN

Légende : Un panneau sur la plage de Gran-Popo, au Bénin, sensibilise à l'importance de la protection des tortues marines

Photo : Sergio Hanquet, Biosphoto

19 Communautés locales, Bénin

Les tortues marines de la côte sud du Bénin – tortues olivâtres, tortues luths et tortues vertes – sont confrontées à de graves menaces malgré leur importance écologique et économique. Ces reptiles pacifiques et migrateurs dépendent des plages du Bénin pour nicher, mais leur survie est compromise par l'enchevêtrement accidentel dans les engins de pêche, la destruction des nids, la prédation par les chiens et les crabes fantômes, ainsi que le braconnage des exemplaires adultes, des œufs et des carapaces à des fins de consommation ou de vente. Depuis des années, ces pressions ont entraîné un déclin alarmant des populations de tortues.

En réponse, les communautés locales sont devenues le moteur de la conservation des tortues. Soutenues par l'ONG Nature Tropicale, elles se sont organisées en éco-gardes dédiés à la protection des femelles nicheuses, des œufs et des nouveau-nés. Leur engagement découle d'une profonde prise de conscience : la sauvegarde des tortues passe par la préservation de l'écosystème marin et la garantie de l'avenir des générations futures.

Les éco-gardes effectuent des patrouilles nocturnes sur la plage, équipés de lampes torches, de fiches de données, de pinces, d'anneaux et d'outils de mesure. Lorsqu'ils rencontrent des tortues en train de nicher, ils attendent la fin de la ponte, enregistrent les mesures, guident les tortues en toute sécurité vers la mer et déplacent les œufs vers des enclos protégés. Après environ 45 jours, les nouveau-nés émergent et sont relâchés dans l'océan, souvent sous le regard de touristes qui en parrainent parfois certains. Cet aspect écotouristique permet non seulement de sensibiliser le public, mais aussi de renforcer les liens communautaires et d'apporter un soutien financier modeste mais significatif.

La sensibilisation a joué un rôle central dans les efforts de conservation. Depuis les années 2000, les campagnes d'éducation menées par Nature Tropicale, associées à l'implication de la police et des autorités locales, ont considérablement réduit les pratiques destructrices. Les écoles, les médias et les événements communautaires, notamment la Journée nationale de la tortue marine le 8 janvier, ont contribué à faire évoluer les mentalités.

Aujourd'hui, les communautés côtières du Bénin poursuivent leur travail volontaire et déterminé, offrant aux tortues marines menacées une nouvelle chance de survie.

Les approches de protection des espèces mises en œuvre au niveau national ne respectent toutefois pas toujours les rôles et les droits des PA et des CL. Même si la Cible 5 exige explicitement des Parties qu'elles respectent les pratiques traditionnelles d'utilisation durable, de nombreux États ont instauré des lois, des politiques et des mesures qui ne différencient pas ces pratiques d'autres récoltes et du commerce d'espèces sauvages. Ainsi la gestion du saumon en vigueur en Alaska ne distingue pas entre PA et autres. Il est donc exigé aux premiers d'obtenir un permis de pêche pour pratiquer la pêche traditionnelle (Parsons, Taylor et Crease, 2021). La criminalisation des activités d'utilisation durable coutumières menées par les PA et les CL, qu'elles concernent des espèces sauvages ou menacées, est également très répandue (Lynch et Genco, 2022). L'étude de cas 20 décrit les déboires des Hawaïens Autochtones pour pratiquer soins et inhumations en mer pour les mammifères marins échoués selon leurs croyances traditionnelles et qui donnent lieu à une criminalisation répétée.

Étude de cas 20

Territoire : Hawaï

Langue : ʻŌlelo Hawaiʻi

Auteur.e.s : Roxane Keliʻikipikāneokolohaka, peuple kanaka maoli, Kia'i Kanaloa

Légende : Kiaʻi Roxane Keliʻikipikāneokolohaka avec Kāmaui, un baleine à bec de Blainville pris en charge par le réseau

Photo : Hilo Marine Mammal Response Network



20 Peuple kanaka maoli, Hawaï

Kiaʻi Kanaloa est une organisation Autochtone hawaïenne composée de praticiens culturels dans tout Hawaï. Elle trouve ses origines dans la relation généalogique avec Kanaloa, le dieu de l'océan, et les mammifères marins tels que les baleines et les dauphins, considérés comme des relations ancestrales. Cette connexion crée une *kuleana*, ou responsabilité ancestrale, pour agir en tant que *kiaʻi* — gardiens et soignants.

La mission de Kiaʻi Kanaloa de remplir les obligations ancestrales à travers la prise en charge et la défense des *poʻe Kanaloa* (les animaux marins) incarne cette vision des communautés hawaïennes de se doter du savoir, de l'autorité et de la capacité de prendre soin de la vie marine échouée sans crainte de se voir criminalisées. Les partenaires communautaires et le développement des capacités sont essentiels à leur mission et à leur vision.

Initialement bien accueillie par les agences fédérales, Kiaʻi Kanaloa a contribué à intégrer les protocoles culturels hawaïens aux efforts de réponse pour les mammifères marins. En 2010-2011, la collaboration avec le Hilo Marine Mammal Response Network a prouvé la valeur d'allier le savoir et les pratiques Autochtones à la science occidentale. Cela dit, des tensions ont émergé lors de la prise en charge d'une baleine échouée, Kāmaui, lorsque les décisions fédérales de l'Administration atmosphérique océanique nationale (NOAA pour les sigles en anglais) sont passées outre l'autorité culturelle locale et n'ont pas respecté les protocoles convenus.

Kia'i Kanaloa a documenté le traitement déficient prodigué à Kāmaui et les étapes nécessaires à la rectification dans une lettre adressée à la NOAA, qui a donné lieu à un retour de bâton, à la criminalisation et à l'exclusion des réseaux de réponse officielle. En dépit de cela, les communautés ont continué à faire confiance à Kia'i Kanaloa. En 2014, le groupe s'est appuyé sur les racines culturelles pour s'occuper de Wānanaluam, une baleine échouée, et lui donner une sépulture en mer. Des accusations fédérales s'en sont ensuivies au titre de la Loi sur la protection des mammifères marins, soulignant l'absence de reconnaissance des pratiques locales hawaïennes. Après plusieurs années de bataille juridique, les poursuites ont été abandonnées en 2018.

Entre 2017 et 2023, Kia'i Kanaloa a élargi son réseau et consolidé sa capacité communautaire. En 2024, la NOAA a invité le groupe à diriger officiellement et exercer son autorité sur toutes les réponses sur l'île d'Hawaï.

Guidée par les *kānāwai*, ou normes culturelles, la force collective, les alliances stratégiques et l'autonomisation communautaire, Kia'i Kanaloa continue à tracer la voie d'une administration Autochtone. Mais l'augmentation du nombre des échouages à Hawaï et dans le reste du monde devrait tous nous interpeler. Notre *Kanaloa* nous envoie un message : notre système océanique est en difficulté.

La criminalisation de l'utilisation par les PA et les CL d'espèces sauvages et menacées est souvent justifiée par le déclin de ces espèces sur leurs territoires. Le déclin des espèces est fréquemment considéré comme preuve qui atteste bel et bien de pratiques non durables, sans que des facteurs plus globaux soient pris en compte ni que les répercussions des pratiques traditionnelles soient documentées.

Ainsi après la création du Parc national Chitwan au Népal en 1973, la pêche traditionnelle du peuple Bote a été criminalisée malgré des pratiques durables de pêche à l'hameçon. Les membres de cette communauté furent arrêtés et emprisonnés et leurs pratiques de pêche soumises à des restrictions via des permis (Rai et Dhakal, 2024). Ces restrictions affectent toujours les membres de la communauté dans une grande mesure en 2025 (Adhikari, 2025).

De la même manière, les membres de la nation Kitasoo/Xai'xasi au Canada ont été chassés de force de leurs territoires, privés de l'accès à leurs terres et à leurs mers, interdits de pratiquer leurs activités de gestion durable, soumis à des quotas de pêche imposés par l'État, et tenus pour responsables de la diminution de l'abondance des espèces (McLean et al., 2023).

En réalité, les populations d'espèces présentes sur les territoires de PA et de CL pâtissent de nombreux facteurs externes, tels que la perte d'habitat sur leurs territoires ou dans les zones environnantes due aux changements d'affectation des terres et des mers, aux changements climatiques, aux activités d'exploitation menées par des acteurs économiques sur leurs territoires ou à proximité, ainsi qu'à l'immigration de colons. Ces impacts exercés par des tiers sur l'écosystème constituent souvent un facteur majeur du déclin des espèces, avec des répercussions sur les activités que les PA et les CL mènent de manière durable depuis des millénaires. Ainsi, même s'il est évident que les producteurs indépendants et les coopératives locales surexploitent parfois eux aussi certaines espèces, il est problématique de se contenter de qualifier leurs pratiques de non durables sans procéder à une analyse beaucoup plus approfondie du contexte général et des causes sous-jacentes (voir, par exemple, Malik, Borde et Ford, 2026).

Gérer coexistence et conflit entre l'homme et la faune sauvage

L'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) définit le conflit entre l'homme et la faune sauvage comme « les luttes qui surviennent lorsque la présence ou le comportement de la faune sauvage constitue une menace réelle ou perçue, directe et récurrente, pour les intérêts ou les besoins de l'homme, entraînant des désaccords entre les groupes de personnes et des impacts négatifs sur les personnes et/ou la faune sauvage » (IUCN, 2023). Cela reste une préoccupation majeure pour de nombreux PA et CL, notamment en Afrique et en Asie. Bien qu'il soit souvent décrit en termes d'impacts sociaux et économiques, le conflit entre l'homme et la faune sauvage est également étroitement lié aux droits humains, en particulier ceux des PA et des CL (Wosu et al., 2026). En Inde, par exemple, le conflit entre l'homme et l'éléphant aurait fait 1 713 victimes mortelles chez les humains et 373 chez les éléphants entre 2015 et 2018 (FAO, 2021).

Les conflits entre les PA, les CL et la faune sauvage peuvent parfois être provoqués ou exacerbés par des changements d'affectation des terres et des mers, qui rapprochent les animaux sauvages des populations humaines. Par exemple, les communautés baka et bakwele vivant dans la parcelle forestière de Messok Dja en République du Congo expliquent que les conflits entre l'homme et la faune sauvage sont une préoccupation majeure, notamment la destruction récurrente des cultures vivrières par les éléphants. La plupart des membres de la communauté estiment que les conflits avec la faune sauvage se sont intensifiés en raison des activités économiques menées dans l'ensemble de la région, à savoir l'exploitation forestière ou minière par des acteurs extérieurs. Les populations d'éléphants et de gorilles ont été poussées à quitter les zones forestières les plus reculées pour se rapprocher des villages (Perram et al., 2022).

Les approches de gestion de la faune sauvage adoptées par les États, en particulier concernant les espèces menacées, peuvent exacerber les conflits entre l'homme et la faune sauvage et priver les PA et les CL de leurs moyens d'agir. Les lois et les politiques peuvent limiter les mesures susceptibles d'être prises par PA et CL pour empêcher la faune sauvage de causer des dommages. Cela sans non plus garantir une indemnisation juste et efficace ni la mise en place de mécanismes rapides pour traiter des incidents spécifiques (Sherpa et al., 2025a).

Les conflits entre l'homme et la faune sauvage peuvent également présenter d'importantes dimensions liées au genre. Les femmes supportent un fardeau disproportionné face à des conséquences telles que la sécurité alimentaire, des changements dans la charge de travail, le bien-être physique et psychologique, ainsi que les difficultés économiques (Ogra, 2008). Des données font ressortir une discrimination fondée sur le genre dans les indemnités versées par l'État au titre des décès humains causés par des animaux sauvages au Népal (Sherpa et al., 2025b).

Les approches mises en œuvre par les pouvoirs publics peuvent parfois porter atteinte aux propres pratiques des PA et des CL en matière de coexistence avec la faune sauvage, ainsi qu'aux valeurs culturelles qui les sous-tendent. À Churchill au Canada, les peuples Cree, Dene et Métis ont appris à coexister avec les ours polaires sur la base de principes de respect mutuel (Miller et al., 2025).

Dans de nombreuses zones, les PA et les CL ont élaboré diverses règles et approches coutumières qui leur sont propres pour gérer le conflit entre l'homme et la faune (Stevens, Rawat et Satterfield, 2025). Par exemple, le peuple Maasaï Il-Laikpaik du Mont Kenya a réduit le débroussaillage sur des superficies plus vastes afin de garantir davantage de fourrage pour la faune

sauvage, ce qui limiterait l'intrusion d'animaux sauvages à la recherche d'eau, de proies et de pâturages en période de sécheresse (Vizina et Kobei, 2017).

Les restrictions imposées aux pratiques coutumières et à l'accès à certaines parties de leurs territoires, notamment les interdictions générales de chasser des espèces menacées, peuvent laisser les communautés sans défense et incapables de mettre à profit leurs savoir-faire pour gérer efficacement leurs interactions avec d'autres espèces. Elles peuvent également constituer une violation des droits humains si elles impliquent de restreindre ou de criminaliser les traditions culturelles et l'utilisation coutumière durable sans consentement libre, préalable et éclairé.

Gérer les espèces exotiques envahissantes

Cible 6. Réduire de moitié l'introduction d'espèces exotiques envahissantes et minimiser leur impact

Éviter, limiter, réduire ou atténuer les incidences des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité et les services écosystémiques en identifiant et en contrôlant leurs voies d'introduction, en empêchant l'introduction et la propagation des principales espèces exotiques envahissantes, en réduisant de moitié au moins les taux d'introduction et de propagation des autres espèces exotiques envahissantes connues ou potentielles d'ici à 2030, et en éradiquant ou en contrôlant les espèces exotiques envahissantes, en particulier dans les zones prioritaires, notamment dans les îles.

Les espèces exotiques envahissantes sont des espèces qui n'étaient pas présentes à l'origine dans un écosystème ou une zone géographique, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas indigènes d'une région donnée. Leurs effets sur cet écosystème sont considérés comme néfastes par la science occidentale.

Les PA et les CL peuvent subir des répercussions importantes dues aux espèces exotiques envahissantes du fait de modes de vie étroitement liés à la nature (IPBES, 2023). La présence d'espèces exotiques envahissantes sur leurs territoires est souvent liée au colonialisme ou à d'autres activités ayant un impact sur leurs territoires sans leur consentement libre, préalable et éclairé (Wehi et al., 2023). Les espèces exotiques envahissantes peuvent avoir des répercussions négatives sur l'autonomie, les droits, la santé, l'identité culturelle et les moyens de subsistance des PA et des CL (IPBES, 2023). À titre d'exemple, le poisson-lion, ou rascasse volante, une espèce envahissante, a causé des dégâts importants pour les PA et les CL des Caraïbes (FPP et al., 2020).

Cela étant, des études récentes portant sur la présence d'espèces exotiques sur les terres de PA ont révélé que, en moyenne et après prise en compte d'autres facteurs, ces espèces exotiques étaient de 30 % inférieures sur ces terres par rapport à d'autres (Seebens et al., 2024). Selon cette étude et d'autres, la différence tient précisément aux pratiques de gestion des PA (Reyes-García et al., 2024). En outre, les PA et les CL prennent des mesures pour tenter de maîtriser les espèces envahissantes. Ainsi l'étude de cas 21 en Inde décrit comment les communautés qui vivent dans la réserve de biosphère de Nilgiri luttent contre les plantes envahissantes.



Légende : Un chien se repose à côté d'une prise fraîche d'ombres communs dans un campement nenets de la péninsule de Yamal, en Russie

Credit : longtaildog

Étude de cas 21

Territoire : Begur

Langue : Bettakuruma

Auteur.e.s :

- Renju K R, peuple bettakuruma, Fondation Keystone.
- Harshavardhini Angappan, peuple merab manu. Vishnu N M, Fondation Keystone



Légende : Renju K R anime une formation sur les pépinières

Photo : Vishnu N M

21 Peuple bettakuruma, Inde

La Fondation Keystone travaille avec les communautés pour gérer les espèces invasives de la Réserve de la biosphère de Nilgiri en Inde, connue pour la diversité de sa nature et de ses peuples. Cela dit, des plantes invasives ont été introduites dans ce paysage unique, et poussent et s'étendent rapidement, dépassant la végétation locale et rompant l'équilibre écologique.

La Fondation Keystone travaille avec les communautés qui vivent sur ces terres pour co-concevoir des programmes de restauration et de surveillance, et identifier les membres de la communauté désireux de s'impliquer dans le rôle des « *Barefoot Ecologists* », les écologistes aux pieds nus.

Expériences de Renju K R, bettakuruma, *Barefoot Ecologist* :

« Pour ma communauté, la communauté bettakuruma, toute chose est liée à une autre. Le sol, l'air, l'eau, la pluie, les espèces locales, les mouvements de la faune sauvage et l'équilibre écologique général font tous partie d'un seul et même système vivant. »

« Mon travail en tant que Barefoot Ecologist *m'a appris à combiner le savoir écologique traditionnel de ma communauté avec l'observation scientifique et la documentation sur le terrain. Je sillonne la forêt comme membre de ma communauté mais aussi comme gardien qui en est responsable. »*

« Notre intention est d'aller au-delà de l'élimination des espèces invasives, nous voulons recréer une forêt diverse et en bonne santé qui soutiendra à la fois la biodiversité et le futur de notre communauté. Les efforts constants de restauration et de nettoyage m'ont permis d'observer des changements positifs. Les sols de la forêt reçoivent désormais plus de lumière et les semences locales et la diversité végétale du sous-sol reviennent peu à peu dans la forêt. »

Ce projet de restauration à base communautaire permet à des Peuples Autochtones comme les bettakuruma, les kattunayaka et les paniya de jouer un rôle plus important comme parties prenantes clés dans l'initiative, à travers la création de projets de restauration positifs et durables dont les acteurs sont véritablement investis dans le paysage.

« Le partage du savoir et le fait de travailler ensemble m'aide à évoluer en tant que militant pour la conservation qui représente à la fois la sagesse d'une communauté et la science de l'écologie, et apporte une contribution significative à la protection et à la restauration de notre paysage ancestral. »

Renju K R, Barefoot Ecologist

En parallèle, il est important d'admettre que les PA et les CL réagissent de diverses manières face à l'apparition de nouvelles espèces sur leur territoire (Cariño et al., 2022) et ne perçoivent pas toujours les dommages causés par les espèces non indigènes comme le fait la science occidentale. Certains PA et CL décrivent les espèces non indigènes comme des « espèces nouvellement arrivées ». Elles seront considérées comme nuisibles ou non en fonction de multiples facteurs, notamment des croyances spirituelles, mais aussi de leur comportement et de la manière dont elles sont perçues au sein des territoires (Cariño et al., 2022).

Ainsi des praticiens de la culture hawaïens prélèvent l'écorce interne du hau dans le cadre de pratiques socio-culturelles, comme la fabrication d'accessoires de hula et celle d'*imu* (fours souterrains). Ils cueillent également des feuilles de kukui pour faire des leis pour des cérémonies culturelles, malgré le caractère envahissant de ces deux plantes (Wehi et al., 2023).

PA et CL peuvent parfois accueillir des espèces non indigènes sur leur territoire, soit comme de nouveaux amis, soit comme des réfugiés fuyant les changements climatiques (Cariño et al., 2022). Les nouvelles espèces peuvent parfois offrir de nouveaux moyens de subsistance. Les PA et les CL peuvent les gérer activement pour conserver un équilibre écologique sur leurs territoires, ou les espèces peuvent trouver leur propre équilibre. Par exemple, à Aotearoa, la Nouvelle-Zélande, les relations avec le *kiore*, le rat polynésien (*Rattus exultans*) – une espèce qui provient d'Asie du Sud-Est – se vivent différemment chez les Māoris. Beaucoup considèrent l'espèce comme source alimentaire traditionnelle, indicateur de biodiversité et source d'approvisionnement en peaux, ce qui est particulièrement intégré dans la généalogie Māori (*whakapapa*). En revanche, certaines communautés Māori, comme les Ngātiwai, ont créé des réserves naturelles pour la protéger. Voilà qui montre les arbitrages entre valeurs culturelles et objectifs de conservation standards (Mercier, Palmer et King-Hunt, 2022 ; Wehi et al., 2023).

Les PA et les CL peuvent encore considérer certaines espèces comme étant exotiques ou envahissantes, alors qu'elles ne le sont pas pour d'autres. Par exemple, des variétés non locales de semences ou des semences génétiquement modifiées qui sont introduites par des acteurs extérieurs et déplacent des variétés locales peuvent être considérées comme étant des espèces exotiques envahissantes, même si d'autres personnes ne le voient pas de la sorte. Pour en savoir plus, voir Chapitre 5 – Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations. L'étude de cas 22 en fournit un autre exemple en République démocratique du Congo.

Étude de cas 22

Territoire : Bunyakiri-Kambaka

Langue : Kitembo, kibuluko

Auteur.e.s :

- Balingene Narcisse, peuple bambuti-bakanga, Talent des femmes autochtones et rurales/ Maharifa ya wamama vijini ASBL
- Glorieuse Zania, peuple bambuti-babuluko, Talent des femmes autochtones et rurales/ Maharifa ya wamama vijini ASBL

Légende : Angelique Ipanga, enseignante et agricultrice, s'occupe de ses plants de manioc à Lukolela

Photo : Ollivier Girard, CIFOR



22 Peuple bambuti-bakanga et bambuti-babuluko, République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo (RDC), la biodiversité locale a été fortement perturbée par l'introduction d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et d'espèces exotiques dans le cadre de programmes humanitaires mis en place après des crises et des conflits armés dans la région. Ces interventions, destinées à répondre à des urgences alimentaires, ont cependant entraîné des conséquences écologiques inattendues, notamment la perturbation des écosystèmes et la disparition progressive de certaines espèces locales.

Dans ce contexte, les femmes Autochtones ont vu leur mode de vie profondément affecté. Pourtant, loin de se résigner, elles ont développé des stratégies de résilience et de conservation de la biodiversité fondées sur leurs connaissances ancestrales, assumant ainsi leur rôle traditionnel de gardiennes de la biodiversité. Elles ont encouragé des pratiques agroécologiques durables qui préservent les terres, réduisent l'impact des espèces envahissantes et protègent les espèces traditionnelles qui constituent à la fois leur identité culturelle, leur base alimentaire et leur pharmacopée.

Dans le cas du manioc, des espèces introduites ont remplacé les variétés locales cultivées depuis des générations, qui possédaient non seulement une valeur alimentaire mais aussi une importance médicinale. En réponse, Talent de Femmes Autochtones et Rurales a réintroduit des variétés traditionnelles de manioc, grâce à des boutures récupérées auprès de femmes âgées, véritables gardiennes des semences traditionnelles, qui avaient conservé deux variétés importantes pour leur potentiel médicinal et leur résistance aux maladies.

De même, un programme de distribution de *tilapias* a donné naissance à des alevins connus localement sous le nom de *kavimba*, qui se nourrissent des œufs du poisson *birombi*, une espèce locale associée à la solidarité et à la cohésion sociale, tout en constituant une source alimentaire précieuse. En utilisant une approche agroécologique intégrée, les femmes ont développé des étangs piscicoles écologiques pour rétablir la sécurité alimentaire et les populations de *birombi*, tout en introduisant des anguilles locales, qui sont des prédateurs naturels des *kavimbas*.

Le travail des femmes Autochtones de Bunyakiri-Kambaka, dans le Sud-Kivu, montre que les savoirs traditionnels sont essentiels, non seulement pour la restauration des écosystèmes, la gestion des espèces envahissantes et la protection de la biodiversité, mais aussi pour le renforcement de la cohésion sociale et de la culture.

Pollution

« Nous nous sommes aperçus que l'eau claire de la rivière devenait nocive pour nous. Elle commençait à être polluée à cause des activités de communautés plus en amont. Face à la perte de notre végétation et de notre milieu naturel et culturel, nous avons décidé de prendre des mesures pour conserver notre lagune d'huîtres, nos rivières, nos mangroves, nos bassins naturels et nos rigoles. »

Communauté nahua, Mexique [23]

Cible 7. Réduire la pollution à des niveaux sans danger pour la biodiversité

Réduire les risques liés à la pollution et les incidences négatives de la pollution provenant de toutes les sources d'ici à 2030, en les portant à des niveaux sans danger pour la biodiversité et les fonctions et services écosystémiques, en tenant compte des effets cumulatifs, notamment : a) en réduisant au moins de moitié l'excès de nutriments perdus dans l'environnement, notamment grâce à un cycle et à une utilisation plus efficaces des nutriments ; b) en réduisant au moins de moitié les risques globaux liés aux pesticides et aux produits chimiques particulièrement dangereux, notamment grâce à des mesures intégrées de contrôle des ravageurs, sur la base de données scientifiques, en tenant compte des questions de sécurité alimentaire et de moyens d'existence ; c) en prévenant la pollution plastique, en la réduisant et en s'employant à l'éliminer.

La pollution de la terre, de l'eau et de l'air est une menace majeure pour la diversité biologique (IPBES, 2019) et pour les droits et la santé des PA et des CL (Fernández-Llamazares et al., 2020 ; Leyton-Flor et Sangha, 2026).

Les PA et les CL et leurs territoires sont touchés de façon disproportionnée par la pollution (voir, par exemple, Chong et Basu, 2024 ; Cade et al., 2025). Cela s'explique en partie par des activités très polluantes comme l'agriculture, les industries extractives (exploitation minière, pétrolière et gazière), la croissance urbaine ou le développement industriel, lesquelles sont souvent implantées sur ces territoires ou à proximité (Fernández-Llamazares et al., 2020 ; Cade et al., 2025). Ce n'est pas fortuit : leurs territoires sont également choisis de manière disproportionnée comme sites de déversement de déchets ou de polluants en raison de leur éloignement et de la marginalisation politique des PA et des CL (Liboiron, 2021).

L'exploitation minière et le forage pétrolier et gazier entraînent des répercussions sur de nombreux PA et CL : destruction des habitats, contamination de sols et cours d'eau, exposition des territoires, populations et autres êtres vivants à des substances toxiques (Orellana, 2022 ; Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2021). Par exemple, selon des estimations, 50 % des communautés Autochtones riveraines des bassins des fleuves Branco et Tapajós, au Brésil, sont exposées à des risques « extrêmement élevés » de lésions hépatiques et rénales graves dues à la contamination au mercure (Global Alliance of Territorial Communities (GATC) et Earth Insight, 2025).

L'utilisation de produits chimiques toxiques dans l'agriculture et la sylviculture industrielles constitue un autre facteur majeur de pollution affectant les terres et les mers des PA et des CL. L'emploi de pesticides et le recours excessif aux engrais synthétiques laissent des résidus toxiques qui s'infiltrent dans les réseaux hydrologiques et ont souvent des répercussions sur de vastes zones terrestres et marines. Par exemple, l'étude de cas 50 sur le territoire de Robinson Huron Waawiindamaagewin de la nation Anishinaabek au Canada décrit comment l'utilisation du glyphosate par les entreprises forestières pour empêcher la repousse a eu des répercussions importantes sur l'environnement et les droits humains pour le peuple anishinaabek.

La pollution plastique terrestre et marine – et ses impacts en amont liés à l'extraction de pétrole – est une préoccupation de plus en plus grande pour les PA et les CL (PNUE, 2021 ; Jacobs, 2025). Elle touche de façon disproportionnée les communautés de pêcheurs, les populations insulaires et les populations urbaines marginalisées (Puentes Riaño, 2024), y compris de nombreux PA et CL. À Te Moananui dans le Pacifique, des microplastiques ont été retrouvés dans plus de 25 % des espèces de poissons les plus habituellement consommés (Fuller et al., 2022).

Les effets de la pollution sont aggravés par le phénomène mondial du « colonialisme des déchets » (Walters et Loureiro, 2020), c'est-à-dire l'exportation de déchets, y compris de matières polluantes, des pays riches vers les pays pauvres. Les PA et les CL de pays plus pauvres subissent souvent le poids de ces pratiques. Les effets de la pollution sont également aggravés par les violations des droits des PA et des CL. Par exemple, lorsque la perte de terres, de cultures et/ou de moyens de subsistance entraîne une dépendance accrue vis-à-vis des importations alimentaires, ce qui aggrave à son tour les effets de la pollution (Manglou et al., 2022 ; Fuller et al., 2022).

Étude de cas 23

Langue : Nahua

Auteur.e.s : Abril Laura Eloisa Valencia Lara, communauté Autochtone El Pescador, Pajapan, Sembrando Semilla Sagrada AC

Légende : Des femmes de la communauté récoltent des graines de mangrove rouge pour des projets de reboisement communautaires

Photo : Abril Laura Eloisa Valencia Lara



23 Peuple nahua, Mexique

Nous, communauté nahua de El Pescador, située à Pajapan, Veracruz, dans le golfe du Mexique, partageons une profonde connexion avec notre terre, où la mangrove et la Laguna del Ostión constituent la base de nos vies, de notre culture et de notre subsistance. Nous avons grandi dans un environnement naturel où la nourriture abondait et où il y avait du gibier ; nous avions de tout, en quantité plus que nécessaire. Nous étions unis par le profond respect de nos dieux et nous faisions appel aux plantes sacrées et aux rituels pour soigner les maladies. Toutes ces connaissances nous ont été transmises par nos grands-parents.

Mais nous avons pu observer que certaines choses commencent à changer. Face à la perte de notre végétation et de notre environnement naturel et culturel, nous avons décidé d'agir pour préserver notre territoire. Nous avons vu que, devenant polluée en amont, l'eau auparavant limpide de la rivière commençait à nous faire du mal. Nous avons aussi observé le déclin des stocks de poisson dans les cours d'eau, le rétrécissement de la rivière, la fuite des crevettes de la zone et que les lieux qui étaient autrefois propres se jonchaient de déchets plastiques et autres charriés par les rivières.

Nous, la communauté de El Pescador, avons alors décidé de prendre les choses en main. Nous avons collectivement établi des règles qui ont été appliquées sur l'ensemble du territoire, réorganisant notre terre en zones destinées à l'utilisation, à la conservation et à la restauration. Nous administrons 1 175 hectares à travers nos propres institutions, assemblées et lois coutumières, dans le but de protéger la biodiversité pour les enfants et les petits-enfants de la communauté.

L'action communautaire s'est étendue au reboisement et à la conservation des mangroves, 128 hectares ayant été mis de côté pour la restauration et des efforts constants de replantation de palétuviers rouges et de retrait des déchets plastiques sont réalisés. Des patrouilles Autochtones surveillent l'exploitation illégale, la surpêche et la pollution, tandis que de nouveaux lieux de reproduction ont été mis en place pour des espèces telles que le crabe bleu.

En dépit de la réticence initiale et de la discrimination, nos idées ont pris racine et porté leurs fruits, inspirant plusieurs villages voisins à rejoindre une alliance inter-communautés plus vaste connue sous le nom des « 13 communautés de la lagune », où les accords sont atteints sur la base de l'autodétermination des Peuples Autochtones et vont au-delà d'une seule et même communauté.

Certes, les pressions extérieures subsistent, comme le changement climatique, les projets d'extraction pétrolière et le braconnage des crabes bleus, mais nous allons continuer à développer notre capacité et encourager la cohésion communautaire à travers des activités de conservation et de restauration au cœur de notre territoire sacré.

Les PA et les CL ne sont pas des victimes passives de la pollution. Dans bon nombre d'endroits, ce sont eux qui mènent la lutte pour mettre fin aux activités polluantes ou les empêcher, afin de protéger leurs territoires et de se protéger eux-mêmes (Fernández-Llamazares et al., 2020). Ainsi l'étude de cas 23 expose comment la communauté nahua d'El Pescador a fait face à une pollution grandissante de leur territoire côtier, et s'est organisée pour nettoyer, conserver et restaurer ses eaux.

Au-delà de leur rôle essentiel dans la lutte contre la pollution, de nombreux PA et CL proposent des modèles – notamment en matière de production alimentaire, d'emballage et même d'exploitation minière – qui permettent aux êtres humains d'en tirer des avantages sans subir les conséquences néfastes de la pollution. Ainsi l'étude de cas 33 décrit comment des communautés du Sri Lanka renouent avec des pratiques de pêche traditionnelles qui emploient des méthodes durables. De nombreux PA et CL gèrent également des systèmes alimentaires productifs sans pesticides toxiques (voir, par exemple, l'étude de cas 29 sur la production de pommes de terre au Chili). Forts de leurs traditions, ils utilisent des formes naturelles de conditionnement à la place du plastique. Ils ont également leurs propres méthodes pour gérer l'exploitation minière ancestrale afin de garantir une utilisation durable et non toxique des minéraux.

Changements climatiques

« Les initiatives locales menées sur le terrain constituent autant de laboratoires qui montrent comment il est possible de lutter contre les déchets, l'insécurité alimentaire et les effets des changements climatiques grâce à des systèmes circulaires innovants alliant gestion des déchets, énergies renouvelables et résilience. »

Communautés locales, Antigua 38

Cible 8. Atténuer les effets des changements climatiques sur la biodiversité et renforcer la résilience

Atténuer les effets des changements climatiques et de l'acidification des océans sur la biodiversité et renforcer la résilience de celle-ci grâce à des mesures d'atténuation et d'adaptation ainsi qu'à des mesures de réduction des risques de catastrophe naturelle, y compris au moyen de solutions fondées sur la nature et/ou d'approches écosystémiques, en réduisant au minimum toute incidence négative et en favorisant les retombées positives de l'action climatique sur la biodiversité.

Le changement climatique est l'une des principales causes d'appauvrissement de la biodiversité. PA et CL subissent directement les effets des changements climatiques, auxquels s'ajoute une multitude d'effets indirects, dont beaucoup ont à voir avec les répercussions pour la diversité biologique (Reyes-García et al., 2024).

Parmi les impacts spécifiques sur la diversité biologique signalés par les PA et les CL, citons, par exemple, les changements observés dans l'abondance et la répartition géographique des espèces, ainsi que dans leur comportement, notamment en ce qui concerne la floraison ou les schémas de migration (Cruz-Gispert et al., 2026). Dans les zones côtières du monde entier, les PA et les CL signalent une plus grande fréquence et gravité des répercussions et catastrophes liées au climat (cyclones, ondes de tempête, salinisation, érosion côtière, fonte de la banquise, blanchiment des coraux et dégradation des zones humides) (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2022 ; Rashid et al., 2023 ; Reyes-García et. al., 2024 ; Koundouri et al., 2025).

Outre la réduction de la biodiversité, ces changements peuvent avoir de graves répercussions sur le bien-être des PA et des CL, en affectant leur sécurité alimentaire, leur santé ainsi que leurs pratiques culturelles et spirituelles (voir, par exemple, Severo et al., 2025). L'étude de cas 24 décrit comment une communauté Autochtone Karen en Thaïlande a mis en place un système de suivi de la diversité biologique. L'objectif est une gestion plus adaptative du territoire face aux catastrophes climatiques répétées qui ont perturbé l'équilibre écologique.



Étude de cas 24

Territoire : Mae Yamikee

Langue : Karen

Auteur.e.s :

- M. Noppol Maipluang, Indigenous Media Network
- Peuple karen/pga k'nyau du village Ban Mae Yang Min
- Inter Mountain Peoples' Education and Culture in Thailand Association (IMPECT)

Légende : Maliwan Teja, responsable d'une équipe de recherche communautaire, village de Mae Yang Mint, province de Chiang Rai, en Thaïlande

Photo : Thawatchai Jaipuang, Indigenous Media Network (IMN)

24 Peuple karen/pga k'nyau, Thaïlande

Avant qu'un enfant de la communauté Autochtone Karen de Ban Mae Yang Min, dans le Chiang Rai, ne goûte sa première cuillerée de riz, on lui donne d'abord du poisson. Pour la communauté, ce rituel aidera l'enfant à surmonter les difficultés, tel le petit poisson qui se fraye un chemin entre les courants agités de la rivière, avec force et liberté. Ce petit poisson, le *pla rak kluay*, abondant par le passé dans les cours d'eaux locaux, était devenu un indicateur écologique local de la propreté et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Mais depuis une dizaine d'années, les catastrophes climatiques perturbent de plus en plus l'équilibre écologique. Inondations subites, glissements de terrains et grandes crues ont frappé la région au moins quatre fois en dix ans, suscitant les inquiétudes des villageois par rapport à la survie à long terme de la biodiversité locale et de l'efficacité des systèmes de protection des forêts existants.

En réponse à cette situation, des femmes Autochtones, des détenteurs de savoir traditionnel, des jeunes et des leaders communautaires ont mis en place une initiative de recherche communautaire sur la biodiversité. À l'aide d'outils numériques de cartographie tels que Mapeo, ils ont recueilli des données sur une période de deux ans pour connaître l'abondance des espèces, leur distribution écologique et le risque de disparition de la faune et de la flore dans la région. Ils ont ainsi documenté pas moins de 186 espèces végétales et 66 espèces animales, dont le *pla rak kluay*, obtenant des résultats qui révèlent une biodiversité modérée à élevée mais affichant des signes visibles de déclin.

« Les arbres, les plantes, les animaux, sont moins nombreux qu'avant. C'est pourquoi nous devons continuer à les protéger. »

Saengthong Khunwat, sociologue communautaire

Pour la communauté Karen, la forêt est plus qu'un territoire, c'est un patrimoine vivant dont dépend la survie culturelle. Le village applique déjà de strictes règles de conservation coutumière pour protéger ses terres, mais à l'instar de nombre de communautés Autochtones du nord de la Thaïlande, les habitants ne possèdent aucun titre de propriété officiel ni la possession légale des forêts et voies d'eau dont ils prennent soin depuis des générations.

En ce sens, l'histoire du *pla rak kluay* n'est pas la simple histoire d'un poisson. C'est l'histoire des communautés Autochtones qui continuent à défendre le savoir écologique, la biodiversité et la survie collective en période de doute climatique et de gouvernance contestée.

La Cible 8 exhorte les Parties à lutter contre les changements climatiques et à préserver la diversité biologique grâce à des mesures d'atténuation, d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes. Compte tenu des graves répercussions des changements climatiques subies par PA et CL, une telle action est essentielle tant pour la diversité biologique que pour la protection des droits de ces populations. Voilà qui nécessite une approche fondée sur les droits humains, non seulement dans le cadre des mesures liées à la biodiversité et au climat, mais aussi dans l'ensemble des processus décisionnels nationaux et mondiaux. En effet, de nombreux PA et CL estiment que l'on ne saurait dissocier les effets des changements climatiques de la dégradation plus générale des écosystèmes provoquée par l'homme et des modèles de développement non durables (voir l'Encadré 7).

Encadré 7

7 Changements climatiques et adaptation des écosystèmes marins et côtiers

La destruction des mangroves, des récifs coralliens, des récifs rocheux intertidaux, des herbiers marins, des vasières et des forêts côtières réduit la protection naturelle que ces écosystèmes offrent contre les effets des changements climatiques (dont tempêtes, inondations et érosion), tout en compromettant les habitats de reproduction des poissons, la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité (Watts, 2025). Certaines initiatives relevant de l'« économie bleue » et de l'adaptation aux changements climatiques (infrastructures côtières à grande échelle, exploitation minière, extension des ports, aquaculture industrielle, tourisme et certains modèles de conservation marine) aggravent les vulnérabilités environnementales et sociales (voir, par exemple, Alinsug et Alinsug, 2026).

PA et CL élaborent et mettent activement en œuvre des mesures d'adaptation fondées sur les savoirs traditionnels, la gouvernance collective et la gestion responsable des écosystèmes. De nombreuses communautés Autochtones et de pêcheurs artisanaux adaptent leurs moyens de subsistance et leurs pratiques de pêche à l'évolution des conditions climatiques. Les connaissances empiriques des populations Autochtones concernant les vents, les courants océaniques, les marées, le comportement des espèces et les changements saisonniers contribuent de manière significative à la surveillance du climat, à la préparation aux catastrophes et aux systèmes d'alerte précoce (Galappaththi et al., 2021).

L'approche décrite à la Cible 8 prévoit de recourir à des solutions fondées sur la nature. Il s'agit de « mesures visant à protéger, conserver, restaurer, exploiter de manière durable et gérer les écosystèmes terrestres, d'eau douce, marins et côtiers, qu'ils soient naturels ou modifiés, qui répondent de manière efficace et adaptative aux défis sociaux, économiques et environnementaux, tout en favorisant le bien-être humain, les services écosystémiques, la résilience et la biodiversité » (Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE), 2022).

De nombreux PA et CL pratiquent des formes d'entretien et de gestion adaptative que nous pourrions désigner comme étant des solutions fondées sur la nature, même si de leur point de vue, la dénomination *solutions fondées sur la culture* serait plus appropriée (Nelson et Reed, 2025). À titre d'exemple, l'étude de cas 25 décrit comment des groupes Autochtones au Bangladesh ont répondu aux pénuries aigües d'eau grâce à la gestion adaptative de la forêt commune de leur village.



Étude de cas 25

Territoire : Plaing Thong (ဖလံထောင်) / Mong Circle

Langue : Marma, chakpa, tripura

Auteur.e.s : Rani Ukhengching Marma, peuple marma, Bureau du chef Mong

Légende : L’équipe de recherche rencontre les chefs traditionnels et les villageois qui protègent la forêt communale du village d’Itchori

Photo : Ukyanu Marma

25 Peuple marma, chakma et tripura, Bangladesh

Des groupes Autochtones tels que les peuples marma, chakma et tripura du Mong Circle, Chittagong Hill Tracts (CHT) au Bangladesh, luttent contre la déforestation à l’appui d’un système de gestion forestière communautaire appelé « Forêts communes au village » ou VCF pour les sigles en anglais : les forêts naturelles qui entourent leurs communautés sont donc administrées de manière responsable selon leurs pratiques traditionnelles.

Dans la lignée de la croyance Autochtone selon laquelle une entité spirituelle veille sur les ressources naturelles, les règles de la VCF cherchent à minimiser l’exploitation et à encourager la biodiversité. Elles sont dirigées par des comités élus par la communauté Autochtone, et qui énoncent des règles collectives pour protéger la forêt et ses ressources. Des études ont montré que les VCF sont plus biodiverses que les forêts voisines gérées par le gouvernement.

Cela dit, ces pratiques Autochtones sont en danger à cause de la montée des pressions extérieures. Les projets du gouvernement incitent les peuples non-Autochtones à s’installer dans les VCF, ce qui entraîne une demande accrue de ressources. À cela s’ajoutent le changement climatique, qui exacerbe une « crise hydrique aiguë », et des pratiques foncières extérieures pouvant avoir des effets négatifs non désirés. Par exemple, les résidents des VCF de Betchori et Dholochori ont rapporté que de grandes plantations de tecks aux limites de leurs terres ont asséché les sources d’eau.

La communauté Autochtone à Kamalchhori, Khagrachari, a reconnu qu’un reboisement pourrait restaurer la source hydrique. En plantant des espèces locales, et avec l’aide d’un don de 10 000 $, ils ont atténué l’insécurité hydrique, ce qui souligne l’importance d’investir directement dans des solutions Autochtones. Par opposition, les ONG ont octroyé à la VCF de Rangamati que nous avons visitée la technologie permettant d’améliorer le débit d’eau, mais la diminution de l’eau dans les ruisseaux fait que cette technologie sera bientôt inutile.

Lorsque le savoir Autochtone trouve soutien, la nappe phréatique reste intacte et les sources d’eau continuent de couler. Cela montre l’importance du financement direct pour les communautés Autochtones dont le savoir et les pratiques culturelles soutiennent déjà la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité.

L’étude révèle un schéma cohérent : lorsque les communautés Autochtones maîtrisent les VCF, les forêts s’épanouissent, les ruisseaux coulent, la biodiversité fleurit et l’identité culturelle est préservée.

Cependant, les droits des PA et des CL ne sont pas toujours bien respectés dans les cadres de politique climatique (voir, par exemple, l'Institut danois des droits humains et al., 2026). Certains types d'actions climatiques menées par les États et d'autres acteurs peuvent même entraîner une violation de ces droits. Ainsi leurs droits sont souvent menacés par la transition vers les énergies vertes et par l'augmentation de la production de panneaux solaires, de batteries et autres produits. Une grande partie des minéraux de transition très convoités nécessaires à la fabrication de ces produits se trouve sur leurs territoires (Owen et al., 2023 ; Burton et al., 2024), et la ruée vers leur exploitation s'accompagne souvent de violations des droits des PA et des CL (Finn et Stanton, 2022 ; Climate Rights International, 2024 ; Burton et al., 2024). D'autres options d'énergie « propre », telle que l'hydroélectricité, peuvent avoir des répercussions tout aussi préoccupantes (Sharma et Sharma, 2025 ; Mangal, 2026).

Les répercussions des marchés du carbone, autre stratégie d'atténuation des changements climatiques ayant des effets sur les droits humains, sont exposées au Chapitre 6 – Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer.



Chapitre 5
Utilisation durable et partage des avantages pour répondre aux besoins des populations

Objectifs B et C du CMBKM et Cibles 9 à 13

« Pendant longtemps, les activités économiques des Peuples Autochtones du Nord, telles que la pêche traditionnelle, l'élevage de rennes, la chasse, la cueillette et l'élevage de chiens, ont été considérées comme des pratiques dépassées, incompatibles avec les systèmes économiques modernes. Cependant, la réalité des pratiques traditionnelles au sein des communautés Autochtones met aujourd'hui en évidence leur profonde durabilité et leur capacité d'adaptation aux écosystèmes locaux et à la diversité biologique, car elles s'appuient sur un savoir environnemental accumulé au fil des générations. »

Peuples Autochtones du Nord, Russie [28]

Légende : À l'aide de pieds-de-biche à long manche pour sonder les prairies marécageuses, les gardes forestiers de Warddeken partent à la recherche de tortues en Australie

Photo : Matthew Abbott, Panos Pictures



Ce chapitre analyse les contributions essentielles que les Peuples Autochtones et les communautés locales incarnant des modes de vie traditionnels (PA et CL) réalisent pour atteindre les Objectifs B et C et les Cibles 9 à 13 du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), ainsi que les défis auxquels ils continuent à faire face à cet égard.

Objectif B: Prospérer avec la nature

Utiliser et gérer durablement la biodiversité et valoriser, préserver et renforcer les contributions de la nature à l'homme, y compris les fonctions et services écosystémiques, et rétablir ceux qui sont actuellement en déclin, afin de favoriser un développement durable dans l'intérêt des générations actuelles et futures d'ici à 2050.

Objectif C: Partager les avantages équitablement

Partager de manière juste et équitable les avantages monétaires et non monétaires découlant de l'utilisation des ressources génétiques et de l'information de séquençage numérique sur les ressources génétiques, ainsi que des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, le cas échéant, y compris, s'il y a lieu, avec les Peuples Autochtones et les communautés locales, et les augmenter significativement d'ici à 2050, tout en veillant à ce que les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques soient protégées de manière appropriée, contribuant ainsi à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité, conformément aux instruments relatifs à l'accès et au partage des avantages convenus au niveau international.

Cibles 9–13

Les Cibles 9 à 13 portent sur la gestion des espèces sauvages au profit des populations, le renforcement de la diversité biologique dans les systèmes de production, la préservation et la restauration des contributions de la nature aux populations, la promotion de la biodiversité en milieu urbain, ainsi que le partage juste et équitable des avantages découlant des progrès génétiques (IPBES, 2019).

Ce chapitre s'articule en six parties :

- Protéger et favoriser les pratiques traditionnelles d'utilisation durable – en lien avec la Cible 9
- Occupations traditionnelles et moyens de subsistance – en lien avec les Cibles 9 et 10
- Systèmes de production et alimentaires Autochtones et locaux – en lien avec la Cible 10
- Restaurer les contributions de la nature aux populations et les contributions des populations à la nature – en lien avec la Cible 11
- Biodiversité urbaine, continuité culturelle et justice territoriale – en lien avec la Cible 12
- Accès et partage des avantages justes et équitables – en lien avec la Cible 13.

Protéger et favoriser les pratiques traditionnelles d'utilisation durable

« Lorsque culture et conservation sont en harmonie, l'environnement prospère de façon naturelle, sans avoir besoin de clôtures. »

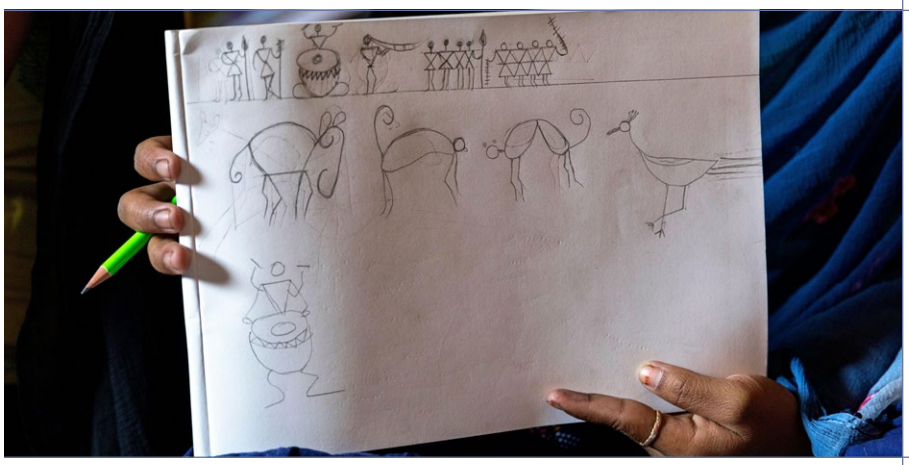
Peuples tsumba et tharu, Népal 10

Cible 9. Gérer les espèces sauvages de manière durable pour le bien des populations

Garantir une gestion et une utilisation durables des espèces sauvages, de façon à procurer des avantages sociaux, économiques et environnementaux aux populations, en particulier aux populations vulnérables et à celles qui dépendent le plus de la biodiversité, notamment grâce à des activités, des produits et des services durables liés à la biodiversité qui contribuent à son amélioration, et protéger et promouvoir les pratiques traditionnelles d'utilisation durable des Peuples Autochtones et des communautés locales.

Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable renvoient à l'utilisation que font PA et CL des ressources biologiques conformément au droit coutumier, aux connaissances traditionnelles, aux pratiques culturelles et aux systèmes de gouvernance communautaire développés sur des générations pour des lieux spécifiques, des espèces, des saisons et des écosystèmes (Forest Peoples Programme, 2011 ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et al., 2021). Dans le cadre de la CDB, elles sont consacrées à l'article 10(c) et plusieurs décisions et processus sont venus enrichir la notion (voir encadré 8).

Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable, ou utilisation durable coutumière, reposent sur les valeurs relationnelles qui unissent les PA et les CL à leurs territoires et, plus largement, à la Terre. Elles s'appuient sur des règles et des pratiques précisant quand, où, comment et par qui les ressources peuvent être utilisées, ainsi que sur les responsabilités visant à préserver l'équilibre des relations sociales, écologiques et spirituelles. L'étude de cas 26 en République du Congo illustre comment, chez le peuple Baaka, les pratiques de la pêche au barrage et de la récolte du miel et de l'igname sauvage associent relations rituelles avec la forêt, récoltes sélectives, rotation, replantation ainsi que des règles visant à assurer la continuité des ressources au fil du temps.



Légende : Une jeune femme de la communauté Lanjia Saora apprend à dessiner des symboles animaliers traditionnels à Orissa, en Inde

Photo : Matjaz Corel

Étude de cas 26

Langue : Baka

Auteur.e.s :

- Jerôme Ambassa, peuple baka de la communauté Autochtone de Zouoba
- Bernadin Yassine NGOUMBA, Responsable Plaidoyer Centre d'Encadrement Communautaire pour le Développement (CECD)

Légende : Le feu « yandi », qui empêche les abeilles de piquer pendant la récolte du miel dans la communauté Mbenzele de Kabo et Pokola

Photo : Dalton Aweleka



26 Peuple baka, République du Congo

Le système traditionnel de conservation et d'utilisation de la nature par les peuples baka du village Zouoba comprend différentes pratiques enrichies d'un savoir-faire traditionnel transmis au fil des générations. Chaque pratique commence par la cérémonie rituelle *kossé* pour éloigner la malchance et prononcer des paroles bienfaitrices aux esprits de la forêt.

Pratique 1 : la pêche au barrage

Les femmes baka pratiquent la pêche au barrage pour les besoins de subsistance et comme pratique culturelle qui contribue pleinement à dynamiser la forêt. Pendant la saison sèche, les femmes choisissent des endroits spécifiques riches en poissons pour ériger des barrages. Les barrages sont construits à base de boue, de bois mort et de feuilles et permettent de commencer le prélèvement des poissons, crabes et crevettes. Les femmes ne choisissent que des espèces arrivées à maturité et de taille moyenne, et les fretins sont automatiquement remis dans l'eau. Au terme du ramassage, le barrage est détruit de moitié en toute finesse et les femmes, enceintes de préférence, jettent des feuilles dans l'eau en signe de fertilité et en tant que matière organique pour le développement des fretins.

Pratique 2 : la cueillette durable du miel

À l'inverse de la pêche au barrage, la cueillette de miel, appelée *nado foki* en langue baka est une activité spécifiquement réservée aux hommes baka du village Zouoba. Ils confectionnent un *pendji* pour contenir le miel, et commencent par allumer un feu, dit y*andi,* à base de feuilles, dont la fonction est de repousser les abeilles. Le cueilleur escalade l'arbre en hauteur à l'aide d'une liane y*enda*, accompagné d'un feu, du *pendji* et d'une hache pour ouvrir la ruche. La cueillette du miel se fait de moitié, en laissant la cire ainsi qu'une autre portion du miel pour permettre une nouvelle recolonisation. L'arbre dont le miel a été récolté pourra être utilisé à nouveau pour une nouvelle récolte l'année suivante, garantissant ainsi la continuité de la ressource.

Pratique 3 : le ramassage des ignames sauvages

Le ramassage des ignames ne vise pas qu'à satisfaire les besoins essentiels des peuples baka de Zouoba. L'activité implique la surveillance et l'assistance de la régénération de la forêt. Bien que ce soit une activité partagée entre hommes et femmes, les femmes sont en première ligne et elles identifient les zones où les ignames sont arrivées à maturité. Un tri

s'opère alors : les zones moins denses font l'objet d'un enrichissement à base des feuilles et de l'humus de la forêt. Elles sont ensuite placées sous surveillance en tant que « garde à manger » jusqu'à l'atteinte de la phase de maturité. Quant aux zones de forte concentration en ignames, le ramassage s'effectue de façon rotative afin d'éviter toute surexploitation. Les zones exploitées sont replantées à la fin du ramassage.

Comme cela a été mentionné, les pratiques traditionnelles d'utilisation durable sont consacrées dans la CDB à l'article 10(c). Avec l'article 8(j), l'utilisation coutumière et les connaissances traditionnelles ont été reconnues comme des enjeux dans la CDB (Girard, Hall et Frison, 2022 ; Kreiken et Arts, 2024).

Le *Plan d'action sur les pratiques traditionnelles d'utilisation durable* de la CDB, adopté par la COP12 en 2014, exhorte les Parties à mettre en œuvre l'article 10(c) avec la participation pleine et efficace des PA et des CL (voir encadré 8). Le CMBKM marque un autre tournant : il inscrit les pratiques traditionnelles d'utilisation durable dans le texte de ses cibles. La Cible 9 enjoint les Parties à protéger et à encourager les pratiques traditionnelles d'utilisation durable, ou utilisation coutumière durable, des PA et des CL. La Cible 5 exige des Parties qu'elles la respectent et la protègent tout en assurant des prélèvements, ou une exploitation et un commerce, durables, sûrs et légaux des espèces sauvages.

Encadré 8

8 Pratiques traditionnelles d'utilisation durable dans la Convention sur la diversité biologique

L'article 10(c) de la CDB exige de chaque Partie qu'elle : « Protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable ». Il s'agit d'une disposition essentielle de la CDB pour les PA et les CL, dont les savoirs et les valeurs traditionnels variés, ainsi que les pratiques coutumières ancestrales d'utilisation durable, incarnent les liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle.

L'importance des pratiques traditionnelles d'utilisation durable est reconnue à plusieurs reprises dans les processus de la CDB :

- Dans la décision XI/14 de la COP11 (2012), les Parties ont reconnu que la mise en application de pratiques traditionnelles d'utilisation durable était « cruciale pour mettre en œuvre le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, y compris les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique »
- Lors de la COP12 (2014), les Parties ont adopté le Plan d'action sur les pratiques coutumières d'utilisation durable, dans le but de promouvoir une mise en œuvre équitable de l'article 10(c) et de garantir la participation pleine et efficace des PA et des CL dans la mise en œuvre
- Lors de la COP16, les pratiques d'utilisation coutumière durables ont été inscrites dans le Programme de travail de l'Organe subsidiaire chargé du suivi de l'article 8(j) (voir la décision COP 16/4).

Dans la pratique, cependant, bien que l'utilisation coutumière durable soit essentielle à la mise en œuvre de la Cible 9, son intégration dans les SPANB et dans les rapports nationaux a été minime (voir Chapitre 2 ci-dessus).

L'utilisation coutumière durable revêt une grande importance pour les PA et les CL, tant pour subvenir à leurs besoins matériels que pour préserver les liens entre les peuples, les territoires, les systèmes de savoir et la biodiversité. Les occupations traditionnelles des PA et des CL telles que la pêche, la chasse, la cueillette, la récolte, l'élevage, l'agriculture, la recherche de nourriture et les pratiques de transformation soutiennent les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance, la santé, l'identité culturelle et la transmission intergénérationnelle des savoirs (Abas, Aziz et Awang, 2022). L'utilisation coutumière durable fournit également des matières premières pour la fabrication de médicaments, de vêtements, de tissages, de maisons, d'objets artisanaux et d'instruments de musique, et peut contribuer de manière significative à la préservation de la diversité biologique (Brittain et al., 2024).

Le respect et la protection de l'utilisation coutumière durable exigent de respecter et de protéger les droits des PA et des CL sur les terres, les mers, les territoires et les ressources, y compris leurs droits d'accès, d'utilisation et d'interaction avec les espèces sauvages présentes sur leurs territoires. Pour cela, ils doivent bénéficier d'une sécurité foncière coutumière et pouvoir se doter d'institutions de gouvernance coutumières résilientes. Or, celle-ci peut être affaiblie lorsque les pratiques coutumières sont interdites, restreintes, criminalisées ou stigmatisées, la transmission des savoirs entre les générations étant alors interrompue. C'est ce que démontre l'étude de cas 27 en Suède sur la récolte de l'écorce de pin par les sámis. En raison de restrictions passées et de la déforestation et avec l'évolution des mentalités, la chaîne de transmission des savoirs entre les générations a été brisée.

Étude de cas 27

Territoire : Côté suédois du Sápmi (Nord), Sábme (Lule), Sábme (Pite), Sábmie (Ume), Saepmie (Sud). On entend par Sápmi le territoire traditionnel des sámi, Peuple Autochtone du nord de l'Europe. S'étendant en Norvège, en Suède, en Finlande et sur la péninsule russe de Kola, le territoire Sápmi englobe à la fois le territoire géographique et le paysage culturel, historique et social du peuple sámi

Langue : Les langues sâmes en Suède sont le sámi du nord, le sámi Lule, le sámi Pite, le sámi Ume et le sámi du sud. Aujourd'hui, neuf langues sâmes vivantes sont parlées en territoire Sápmi, bien que certaines d'entre elles soient en danger à des degrés variables



27 Peuple sámi, Suède

La société sámi et ses modes de vie se basent traditionnellement sur le concept d'une économie circulaire ; un mode de vie nomade qui utilise et réutilise les ressources à portée de main constitue l'un des piliers de la vie communautaire. Mais le savoir traditionnel et les pratiques culturelles des sámi pourraient bien se trouver en voie de disparition sous l'effet du changement et de la transformation sociétaires.

Pour répondre à cette situation, le projet Máhtut a vu le jour. Il a pour objet de consolider le savoir et les connaissances des sámi en invitant les détenteurs du savoir traditionnel Autochtone à piloter des ateliers consacrés aux pratiques traditionnelles sámi. Bien que s'appuyant sur les traditions et le savoir sámi, le projet ambitionne de faciliter le partage de connaissances dans les communautés du Sápmi arctique et subarctique, afin de veiller à ce que ces connaissances contribuent à des moyens de subsistance et à des systèmes alimentaires durables pour les peuples, sámi ou pas.

Un atelier a été dirigé par un ancien sámi, Mikael Jakobsson, et s'est axé sur l'histoire et la pratique de la récolte de l'écorce de sapin. L'écorce de pin séchée est utilisée depuis des temps reculés comme matière combustible, pour fumer la viande et ainsi la conserver, comme matière première utilisée dans diverses formes traditionnelles de l'artisanat sámi, ainsi que comme ressource nutritionnelle.

Par exemple, la partie intérieure, très nutritive, était autrefois récoltée et ajoutée aux soupes de viande de renne préparées par le peuple sámi. Il est aussi possible de la faire sécher, de la fumer dans un *lávvu* (un four traditionnel sámi) ou de la faire frire dans une poêle jusqu'à ce que les flocons deviennent dorés, prêts à agrémenter divers plats. Les différents types de conifères ont un goût qui leur est propre et nombreux sont les facteurs qui influencent le goût de l'arbre, comme la végétation qui pousse autour, la lumière du soleil que l'arbre reçoit et son hydratation.

L'atelier comprenait aussi les trois étapes de la récolte de l'écorce de sapin à l'aide d'outils et méthodes traditionnels. Il faut d'abord choisir l'arbre. Puis demander à l'arbre son autorisation. Ensuite, il faut gratter l'écorce extérieure puis prélever l'écorce intérieure à l'aide d'un autre outil.

Le savoir des sámi relatif à cette pratique est en voie de disparition car au XIXº siècle, l'industrie forestière suédoise a interdit la récolte de l'écorce de sapin, ce qui a perturbé la transmission intergénérationnelle du savoir y afférent. À la différence de la cueillette des herbes et baies sauvages, la récolte de l'écorce intérieure du sapin n'est pas couverte par le droit d'accès public en Suède (*allemansrätten*), ce qui limite encore plus les opportunités de conserver et pratiquer cette tradition. Le déclin de la récolte de l'écorce de sapin a également été influencée par son association à des périodes de difficulté et sa réputation de « nourriture des pauvres », ce qui a contribué à une perte de statut et d'utilisation. Le projet Máhtut s'est donné pour objectif de redynamiser ces pratiques et de consolider la transmission du savoir lié aux communautés sámi.

La réalisation de cette étude de cas a été cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du programme Interreg Aurora.

Auteur.e.s:

- Christina Storm Mienna, sámi du Nord, communauté sámi de Laevas pratiquant l'élevage de rennes, région de Giron/ Kiruna, au nord de la province de Norrbotten, Várdduo – Centre de recherche sámi, Université d'Umeå, Suède
- Lena Maria Nilsson, sámi d'Ume, sámi des forêts, région de Málage/Malå, dans le nord du Västerbotten, Centre de recherche sámi, Université d'Umeå, Suède, et Såhkie, Association sámi d'Ubmeje/Umeå
- Marja Labba, peuple sámi du Nord, communauté d'éleveurs de rennes de Sirges, région de Jåhkåmåhkke/Jokkmokk, dans le nord du Norrbotten
- Várdduo – Centre de recherche sur les Samis, Université d'Umeå, Suède

Légende : Un pin dont l'écorce a été récoltée

Photo : Krister Stoor



Légende : Une femme enseigne l'alphabet eskaya à Bohol, aux Philippines

Photo : ruelleruelle

Outre l'absence de progrès en matière de garantie des droits fonciers, d'autres obstacles continuent d'entraver la protection et la promotion des pratiques traditionnelles d'utilisation durable. Les principes écologiques traditionnels et les savoirs relatifs à la durabilité et à la conservation sont encore souvent ignorés dans de nombreuses politiques et actions de conservation et de développement, par exemple la création d'aires protégées et l'élaboration de lois sur la protection de la faune sauvage. Beaucoup, en effet, sont encore conçues et mises en œuvre sans la participation entière des PA et des CL. De même, les pressions externes liées aux projets miniers, d'exploitation forestière et d'infrastructures entraînent des répercussions sur l'utilisation coutumière durable.

La perte de la langue et une éducation inadaptée à la culture locale ont également des répercussions sur l'utilisation durable selon les pratiques traditionnelles. De nombreux systèmes éducatifs gardent comme objectif l'assimilation des cultures et des langues Autochtones au sein des systèmes nationaux dominants et imposent des langues non Autochtones aux enfants (Adnyana et al., 2025 ; Zsögön, 2025). Sur les 29 pays inclus dans les données des enquêtes nationales du Navigateur Autochtone sur la période 2020–2025, moins de la moitié (12 pays, soit 41 %) reconnaissaient les langues Autochtones au titre de langues officielles ou avaient pris des mesures pour favoriser la transmission des pratiques, des langues et des savoirs traditionnels aux jeunes Autochtones (13 pays) (Navigateur Autochtone, 2026, non publié). La disparition d'une langue entraîne une perte des connaissances en matière de biodiversité, car les concepts et les termes locaux ne peuvent pas être exprimés et expliqués aussi efficacement dans d'autres langues (Frainer et al., 2020 ; Cámara-Leret et Bascompte, 2021). En outre, l'éducation Autochtone et locale, ainsi que la transmission des savoirs culturels doivent avoir lieu en grande partie en dehors de l'école.

Occupations traditionnelles et moyens de subsistance

« Pendant longtemps, les activités économiques des Peuples Autochtones du Nord, telles que la pêche traditionnelle, l'élevage de rennes, la chasse, la cueillette et l'élevage de chiens, ont été considérées comme des pratiques dépassées, incompatibles avec les systèmes économiques modernes. Cependant, la réalité des pratiques traditionnelles au sein des communautés Autochtones met aujourd'hui en évidence leur profonde durabilité et leur capacité d'adaptation aux écosystèmes locaux et à la diversité biologique, car elles s'appuient sur un savoir environnemental accumulé au fil des générations. »

Peuples Autochtones du Nord, Russie [28]

Les occupations traditionnelles sont l'un des moyens de pratiquer une utilisation durable coutumière et de la préserver et la transmettre aux générations suivantes. Elles varient d'une culture à l'autre, mais englobent le pastoralisme, la pêche, la chasse, l'agriculture nomade, l'artisanat traditionnel, la cueillette de produits forestiers non ligneux et la récolte de matières premières destinées à l'alimentation, à la médecine, à l'habillement, au logement, à la fabrication d'outils et aux pratiques culturelles. Bon nombre d'entre elles sont liées à l'agriculture, à l'aquaculture, à la pêche et à la sylviculture. Elles sont donc fortement en lien avec la Cible 9 et la Cible 10.

Elles reposent sur les relations entre populations, territoires, systèmes de connaissances et ressources biologiques (Organisation internationale du travail (OIT), 2023). L'étude de cas [28] illustre en quoi les pratiques traditionnelles chez les Peuples Autochtones du Nord restent enracinées dans les savoirs hérités, tout en soutenant les moyens de subsistance contemporains, les économies locales et la transmission culturelle.



Légende : Un enfant bajau plongeant à Sempora, en Malaisie
Photo : ChinaImages

Étude de cas 28

Territoire : La péninsule du Kamtchatka

Langue : Itelmen, koryak, kamchadal

Auteur.e.s : Centre d’excellence sur les savoirs autochtones du nord

Légende : Course de chiens de traîneau au Kamtchatka

Photo : Alexander Piragis



28 Peuples Autochtones du Nord, Russie

Pendant très longtemps, les activités économiques des Peuples Autochtones du nord, comme la pêche traditionnelle, l’élevage de rennes, la chasse, la cueillette et l’élevage de chiens, étaient considérées comme des pratiques surannées incompatibles avec les systèmes économiques modernes. Pourtant, la réalité des pratiques traditionnelles dans les communautés Autochtones aujourd’hui souligne leur profonde durabilité et leur adaptation aux écosystèmes et à la biodiversité locaux, car elles renferment la connaissance de l’environnement accumulée au fil de générations.

Par exemple, les communautés Autochtones de la péninsule de Kamchatka fournissent un exemple clair de la manière dont les activités économiques traditionnelles peuvent encourager le développement socioéconomique de la région et des Peuples Autochtones qui y vivent.

L’élevage et le dressage de chiens de traîneau préservent la continuité d’un savoir séculaire et consolident le lien des communautés avec la nature. Les élevages qui encouragent l’utilisation des traîneaux tirés par des chiens ont contribué au développement de l’économie locale à travers l’écotourisme, les compétitions sportives et les événements culturels, et certains ont même ouvert une école pour apprendre aux enfants de la localité et aux touristes à conduire un traîneau à chiens.

La chasse au phoque revêt une signification culturelle car elle constitue une forme traditionnelle d’utilisation des ressources qui a assuré la survie de nos peuples dans les rudes conditions boréales. Les peaux sont très prisées par les artisans, qui les traitent pour en faire des vêtements chauds, des chaussures et des objets pour la maison spécifiquement adaptés aux conditions locales. La chasse au phoque fait ainsi partie d’un système de boucle zéro déchet et aide à maintenir l’autosuffisance et à réduire la dépendance aux importations. Cela va dans la lignée de l’éthique culturelle et écologique traditionnelle des Peuples Autochtones, où les ressources sont utilisées avec parcimonie et bon sens.

D’autres méthodes traditionnelles, comme le travail du cuir et la gravure des bois de rennes, de leurs os et du bois, préservent le langage symbolique et l’identité des Peuples Autochtones, reflétant leur vision du monde, leur histoire, leur connexion avec la nature et les traditions culturelles. Les articles fabriqués à la main à l’aide de ces techniques sont demandés au-delà des régions du nord et sont devenus une importante source de revenus.

L’intégration des aspects environnementaux, culturels et économiques de la vie des Peuples Autochtones à travers les chiens de traîneaux, la chasse au phoque et l’artisanat populaire a créé des opportunités pour le développement économique et social des Peuples Autochtones du nord.

Les occupations traditionnelles ne sont pas statiques : à l'instar des cultures, elles s'adaptent au fil du temps tout en maintenant une continuité avec les valeurs, les responsabilités et les savoirs hérités. Y ont aussi leur place des occupations « modernes », le recours à la technologie et de nouvelles innovations qui s'appuient sur les savoirs traditionnels et servent à préserver les valeurs culturelles et l'identité (OIT, 2023).

9 Indicateur des occupations traditionnelles

L'importance des occupations traditionnelles pour les modes de vie des PA et des CL, les pratiques traditionnelles d'utilisation durable et leurs relations à long terme avec la diversité biologique est patente. Elles figurent ainsi parmi les quatre indicateurs des connaissances traditionnelles du cadre de suivi du CMBKM. La Cible 9 inclut l'indicateur phare 9.2 : Pourcentage de la population exerçant des occupations traditionnelles.

À ce jour, cet indicateur est difficile à mesurer. Les statistiques du travail et les systèmes standards de classification des métiers reflètent rarement la manière dont PA et CL appréhendent les occupations traditionnelles. C'est le cas en particulier lorsque le travail est saisonnier, non rémunéré, axé sur la subsistance, collectif ou qu'il s'inscrit dans le cadre de responsabilités culturelles et territoriales plus larges.

Les données nationales, notamment celles issues des enquêtes sur la population active, sont souvent limitées ou insuffisamment ventilées. De même, les PA et les CL restent largement invisibles dans de nombreuses statistiques nationales et mondiales (Mécanisme d'experts sur les droits des Peuples Autochtones, A/HRC/EMRIP/2025/2), 2025).

L'Organisation internationale du travail propose un système global de classification des statistiques du travail, et des travaux ont été menés pour déterminer comment les occupations traditionnelles pourraient être rattachées à ces catégories (OIT, 2023). Toutefois, l'amélioration de cet indicateur ne se limite pas à une meilleure ventilation des données au niveau national. Elle nécessite également d'intégrer davantage de données émanant des communautés, qui reflètent la manière dont les PA et les CL définissent, exercent et valorisent eux-mêmes les occupations traditionnelles. À titre d'exemple, le Navigateur Autochtone héberge des données sur cet indicateur recueillies par des PA dans 31 pays et provenant de plus de 500 communautés depuis 2015 (Navigateur Autochtone, 2026).

De nombreuses occupations traditionnelles sont étroitement liées au recours aux pratiques traditionnelles d'utilisation durable. Certaines sont également en lien avec la pratique de l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture durables en vertu de la Cible 10. À l'instar des pratiques traditionnelles d'utilisation durable, les occupations traditionnelles sont menacées par la dépossession des PA et des CL de leurs territoires, par les restrictions imposées en lien avec les aires protégées, par la gestion des espèces sauvages et menacées, par le travail salarié et les pressions du marché, ainsi que par des systèmes éducatifs qui ne préservent ni savoirs traditionnels ni langues vernaculaires.

L'expérience des communautés Ch'orti' au Guatemala montre comment les pressions économiques peuvent affaiblir les métiers traditionnels et la transmission des savoirs. Des possibilités de revenus limitées au niveau local ont conduit de nombreux membres de la communauté, en particulier les hommes, à migrer pour trouver un emploi rémunéré, notamment dans la production de café et de canne à sucre (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021). À mesure que les pratiques traditionnelles perdent de leur viabilité économique, de moins en moins de personnes acquièrent des compétences spécialisées liées aux systèmes alimentaires communautaires, à l'artisanat et aux moyens de subsistance (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021). L'enseignement scolaire qui ne soutient pas la langue, les savoirs ou les pratiques est un autre facteur de cette érosion (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021).

Les systèmes de production et alimentaires Autochtones et locaux comme modèles alternatifs

« Notre communauté ne prend pas seulement soin des semences et de la terre. Nous prenons soin d'un mode de vie et de l'équilibre entre la population et la nature. Lorsque les communautés se voient confier le soin de leurs terres, elles peuvent protéger la biodiversité, consolider les systèmes alimentaires et créer des moyens de subsistance durables pour les générations futures. »

Peuple dusun, Malaisie [56]

Cible 10. Améliorer la biodiversité et la durabilité des zones agricoles, aquacoles, halieutiques et forestières

Assurer une gestion durable des zones agricoles, aquacoles, halieutiques et forestières, en particulier grâce à l'utilisation durable de la biodiversité, notamment en augmentant significativement le recours à des pratiques respectueuses de la biodiversité, telles que l'intensification durable, l'agroécologie et d'autres approches innovantes, contribuant ainsi à améliorer la résilience, l'efficacité et la productivité à long terme de ces systèmes de production, ainsi qu'à renforcer la sécurité alimentaire, à conserver et à restaurer la biodiversité et à préserver les contributions de la nature aux populations, y compris les fonctions et les services écosystémiques.

La Cible 10 du CMBKM répond à l'absence de viabilité des modèles dominants de production et appelle à privilégier à nouveau des pratiques « respectueuses de la diversité biologique » dans l'agriculture, l'aquaculture, les pêcheries et la sylviculture. Cela n'a rien d'une nouvelle priorité pour les PA et les CL : leurs systèmes alimentaires et de production s'appuient déjà sur des principes agroécologiques qui privilégient la durabilité à long terme de leurs terres, de leurs eaux et de leurs territoires plutôt que le profit (Wluka, 2023 ; Sánchez Cruz et Triana Solórzano, 2023 ; Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 2024a ; Yáñez Rojas, 2025).

De nombreux PA et CL disposent de systèmes de production et d'approvisionnement bien développés, étroitement liés à la biodiversité, notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires et d'autres produits issus de leurs territoires, tels que le bois d'œuvre et la production de textiles et de fibres (Miller et al., 2022 ; Ureta Cifuentes et al., 2025). Les systèmes alimentaires et de production des PA et des CL associent souvent production, santé, spiritualité, relations sociales et respect de l'environnement. Plus que de simples systèmes destinés à produire de la nourriture et d'autres produits, ce sont des moyens de préserver les relations entre les personnes, les plantes, les animaux, les terres, les eaux et les territoires (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021 ; IPBES, 2024a ; Walker et al., 2024). Dans les Andes, par exemple, la *chagra* (parcelle de terre) n'est pas seulement un espace cultivé, c'est aussi un lieu de transmission des savoirs, où les relations avec la

terre sont préservées et les principes d'un art de vivre harmonieux sont mis en pratique (Sánchez Cruz et Triana Solórzano, 2023).

Ces relations réciproques nécessitent une gestion active afin que les terres, les eaux, les territoires et les ressources puissent continuer à subvenir aux besoins des communautés, de génération en génération. Dans de nombreux contextes, les récoltes s'accompagnent de rituels et de cérémonies de gratitude (Yáñez Rojas, 2025). La production de pommes de terre chez le peuple aymara au Chili (étude de cas 29) montre comment ces relations se concrétisent dans la vie de tous les jours. Les pommes de terre autochtones font le lien entre la souveraineté alimentaire, la diversité des semences, les obligations spirituelles, le savoir des femmes et la résilience face au changement climatique.



Étude de cas 29

Territoire : Socoroma

Langue : Aymara

Autrice : Hortencia Hidalgo Caceres, peuple Aymara, Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad de América Latina y el Caribe (RMIB-LAC)

Légende : Tri de pommes de terre

Photo : Jorge Peña

29 Peuple aymara, Chili

Le village de Socoroma, dans la commune de Putre, à flanc de colline des Andes au nord du Chili, se dresse à une altitude d'environ 3 000 mètres au-dessus du niveau de la mer. La région fait partie du territoire ancestral du peuple aymara et se caractérise par un riche patrimoine culturel, des systèmes agricoles traditionnels et un lien étroit avec la biodiversité locale.

Les pommes de terre autochtones, culture de base, constituent la pierre angulaire de la souveraineté alimentaire andine et de la biodiversité de la région. Leur culture est étroitement liée au savoir ancestral tel que le calendrier agricole, les techniques de culture en terrasse et les rituels en l'honneur de la Mère Terre, *Pachamama*. Les cultures en terrasse sont bien adaptées au terrain accidenté et aident à conserver le sol et l'eau tandis que la diversité des pommes de terre locales assure la souveraineté alimentaire et la résilience climatique.

La sélection et la conservation des semences, traditionnellement réalisées par les communautés, et particulièrement confiées aux femmes, constituent la clé de la préservation de la diversité génétique. Il existe différentes variétés, formes, couleurs et saveurs qui se sont traditionnellement adaptées aux conditions extrêmes telles que les sécheresses et les gelées, des conditions qui deviennent de plus en plus fréquentes du fait du changement climatique. Dans ce contexte, la conservation des semences traditionnelles représente un acte politique et culturel au vu de l'homogénéisation agricole. Ce tubercule est le symbole de la vie et de l'histoire.

Ces pratiques traditionnelles s'accompagnent de dimensions spirituelles, telles que le rituel *pachallampe*, qui signifie « planter dans la terre », mais sa signification transcende le sens littéral : il implique le renouveau du lien entre la communauté, la terre et les forces spirituelles. Il consolide aussi la cohésion sociale et la transmission intergénérationnelle du savoir par le biais de principes traditionnels tels que l'*ayni*, la réciprocité entre familles, le *minka*, le travail communautaire collectif et la *yanapa*, l'entraide.

Pris dans son ensemble, ce système n'assure pas uniquement la production agricole mais constitue une stratégie de résilience bioculturelle et d'adaptation aux challenges environnementaux, dans la lignée des objectifs du Cadre mondial de la biodiversité.

Les systèmes alimentaires de nombreux PA et CL préservent et renforcent activement la diversité biologique grâce à l'exploitation d'un large éventail d'espèces sauvages, semi-domestiquées et domestiquées (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021 ; Barwant et al., 2025). Les peuples Lepcha et Limbu au nord-est de l'Inde, par exemple, comptent environ 50 cultures différentes et possèdent des connaissances sur des dizaines de plantes sauvages comestibles et médicinales (Swiderska et al., 2022). Bon nombre de ces systèmes s'adaptent aux cycles des saisons et aux conditions écologiques locales, sans avoir à s'appuyer sur des intrants externes pour remodeler l'environnement. Grâce à des variétés de cultures Autochtones, à des variétés agricoles anciennes et à des pratiques agroécologiques telles que les cultures intercalaires, l'agroforesterie et les systèmes de rotation des cultures, ils servent à réduire le recours aux intrants chimiques tout en préservant la diversité des sources alimentaires. Des pratiques telles que le *jhum* en Inde et la *milpa* en Mésoamérique montrent comment l'agriculture peut s'intégrer aux forêts et aux cycles écologiques, au lieu de les remplacer par des monocultures (Yáñez Rojas, 2025).

Les systèmes alimentaires et de production des PA et des CL, très variés, sont de plus en plus reconnus comme d'importantes stratégies d'adaptation aux changements climatiques et de résilience. Les PA et les CL possèdent une longue expérience en matière de gestion adaptative de leurs systèmes de production. De plus, leurs savoirs et leurs pratiques constituent des enseignements précieux pour les efforts plus larges visant à lutter contre la perte de biodiversité et les changements climatiques (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2014 ; Swiderska et al., 2022). Les variétés de cultures traditionnelles et agricoles anciennes présentent souvent des caractéristiques importantes dans un contexte écologique en mutation, notamment une tolérance à la sécheresse, à la salinité, aux ravageurs et aux maladies (Barwant et al., 2025). Le risque de mauvaises récoltes peut ainsi être amenuisé alors que le contexte climatique est de plus en plus variable et marqué par des phénomènes extrêmes. De même, leurs pratiques agroécologiques et l'agroforesterie peuvent réduire la dépendance vis-à-vis des intrants externes et contribuer à diminuer les émissions (Bellon et al., 2017 ; FAO, 2021 ; Argumendo et al., 2021). L'étude de cas 30 menée dans les Sundarbans, en Inde, montre comment la restauration de la diversité des variétés de riz autochtones, à l'initiative des communautés locales, peut renforcer la sécurité alimentaire, l'agrobiodiversité et la résilience face aux changements climatiques dans un écosystème deltaïque extrêmement vulnérable.



Étude de cas 30

Territoire : Sundarban

Langue : Bengali

Auteur.e.s :

- Bhaskar Deb Bhattacharya, communauté du village Moipith
- Dipayan Dey, Malancha Dey, Chandreyi Sengupta, Aritra Mukherjee, Fondation Progyan

Légende : Conservation du matériel génétique dans la banque de semences communautaire selon des méthodes traditionnelles à Tipligheri

Photo : Bhaskar Deb Bhattacharya

30 Communautés locales, Inde

L'Indian Sundarban, écosystème deltaïque reconnu par l'UNESCO, fait face à des menaces climatiques croissantes à cause de la hausse du niveau de la mer, de l'intrusion de la salinité et des cyclones récurrents. Au vu de ce panorama, la Fondation Progyan pour la recherche et l'innovation (PFRI pour les sigles en anglais), en partenariat avec les communautés locales, a engagé un programme pionnier en 2021 afin de restaurer et de conserver les variétés de riz autochtones naturellement adaptées à de si rudes conditions deltaïques.

À travers des essais participatifs en exploitation, 54 variétés de riz traditionnelles (races naturelles) ont été évaluées pour vérifier leur capacité d'adaptation au climat, la stabilité de leur rendement et leur performance économique. Dix-neuf types ont dépassé les hybrides commerciaux durant les stress salins, réaffirmant leur valeur pour une agriculture durable dans les fragiles écosystèmes deltaïques.

Pour préserver cette richesse génétique, la PFRI a constitué une pépinière communautaire à travers laquelle les exploitants peuvent avoir accès à des semences à planter et les retourner après la récolte. La participation au programme est passée de 5 % en 2021 à 27 % en 2024 et couvre plus de 17 hectares de terres agricoles. Des groupes de femmes s'occupent du séchage des semences, de leur étiquetage et du test de germination, alliant le savoir écologique traditionnel à la validation scientifique par le laboratoire de recherche de la PFRI.

Les communautés locales appliquent leur savoir traditionnel au processus de culture du riz. Les agriculteurs conservent les variétés de riz autochtones dans la pépinière pendant 5 à 15 jours de plus que pour les variétés à haut rendement, car cela permet aux plantes de développer une meilleure tolérance au stress osmotique. Les feuilles de margousier séchées sont utilisées pour le stockage des semences de riz et les graines, car elles constituent un répulsif écologique contre les nuisibles. De même, certaines variétés de riz sont conservées pour leurs propriétés uniques, comme celles qui sont considérées très riches en fer et bénéfiques pour le traitement de maladies comme le diabète.

Cette initiative ne fait pas seulement revivre une sagesse agricole ancestrale, elle est également source de création de microentreprises par l'apport d'une valeur ajoutée à la commercialisation d'un riz aromatique. Une agricultrice a déclaré :

« Le rendement peut être plus faible pour les races naturelles que pour les variétés à haut rendement, mais les coûts d'intrants sont plus faibles et le prix de vente plus élevé. Et les races naturelles sont aussi extrêmement rentables ».

Pour mesurer l'ampleur de ces réussites communautaires, le support à venir devrait se centrer sur des programmes de semences dans les villages et sur des unités de traitement décentralisées, subventionnées par le gouvernement et affichant des liens renforcés avec le marché.

En intégrant les ressources génétiques traditionnelles aux méthodes agroécologiques modernes, ce programme consolide la sécurité alimentaire, la biodiversité et la résilience dans la région tout en assurant partout un partage équitable des bénéfices. Le modèle de la PFRI représente un exemple reproductible d'agriculture communautaire climato-intelligente dans les deltas côtiers vulnérables du sud de l'Asie.

Les pratiques des PA et des CL constituent une alternative importante et essentielle au système alimentaire mondial dans son ensemble, et en particulier à l'agriculture et à la pêche industrielles, qui sont des facteurs majeurs de la perte de biodiversité. La monoculture à grande échelle, le déboisement pour le pâturage du bétail et la production d'aliments pour animaux, l'élevage intensif et l'utilisation massive d'engrais et de pesticides synthétiques entraînent la perte d'habitats, la pollution, les émissions de gaz à effet de serre et l'érosion de la biodiversité agricole et sauvage (IPBES, 2019). Parallèlement, la pêche industrielle s'intensifie et de nombreux PA et CL signalent un déclin des stocks halieutiques, une perte de biodiversité, une dégradation des écosystèmes de mangroves et de récifs, ainsi que des pratiques de pêche destructrices, une pollution marine et une augmentation de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Aini et al., 2023 ; Bennett, Morgera et Boyd, 2024).

Les systèmes alimentaires représentent environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre (Agudelo Higuita, LaRocque et McGushin, 2023), et l'agriculture menace 24 000 des 28 000 espèces en danger d'extinction (Wittman, 2023 ; Carlin, Arshad et Baker, 2023). Ces pressions sont exacerbées par les disparités dans les modes de consommation à l'échelle mondiale, notamment la forte demande en produits d'origine animale et autres matières premières dans les pays riches, qui entraîne la déforestation et le changement d'affectation des terres dans les régions riches en biodiversité (Agudelo Higuita, LaRocque et McGushin, 2023 ; Burlingame et al., 2025).

Les communautés marginalisées, notamment les PA et les CL ressentent de manière disproportionnée les conséquences de ces systèmes de production extractifs (Wittman, 2023 ; Burlingame et al., 2025). L'expansion continue de l'agro-industrie entraîne le déplacement des PA et des CL de leurs terres et de leurs eaux. De même, leurs communautés sont confrontées à la violence, à la criminalisation et aux menaces lorsqu'elles défendent leurs territoires (Rotz et Rück, 2024 ; Burlingame et al., 2025). Dans les zones marines et côtières, les chalutiers industriels, les flottes de pêche commerciale et l'empiètement sur les eaux littorales affectent de manière disproportionnée les PA et les CL, notamment les petits pêcheurs, dont les moyens de subsistance dépendent des écosystèmes côtiers (Environmental Justice Foundation, 2023 ; Arizona, Sari et Nizar, 2024 ; Lavoie et al., 2025 ; Schuhbauer et Sumaila, 2026).

Les modèles d'agriculture industrielle font la part belle aux cultures de rente, aux semences hybrides et aux intrants chimiques, avec pour conséquence un appauvrissement de la biodiversité locale et un recul des pratiques traditionnelles d'utilisation durable des PA et des CL (Regenerosity, 2025). Au Kenya, par exemple, Simon Mitambo, chef du peuple Tharaka, explique que « une vaste campagne a été menée pour promouvoir les semences hybrides et les produits chimiques délétères pour les sols et l'eau. Les lois coloniales sur

les semences et la propriété intellectuelle menacent les systèmes collectifs de semences autochtones. Et l'influence des multinationales empêche l'adoption de lois favorables aux systèmes alimentaires Autochtones » (Swiderska et al., 2022). Les systèmes de production industrielle toujours en expansion viennent remplacer les systèmes alimentaires des PA et des CL à la fois variés, adaptés au contexte local et autosuffisants. Moins résilientes, les pratiques peuvent menacer la sécurité alimentaire (Swiderska et al., 2022 ; Rotz and Rück, 2024). Cette dynamique s'illustre au Kyrgyzstan (étude de cas 31), où des associations de femmes s'efforcent de faire revivre les variétés de semences locales et de réduire la dépendance vis-à-vis des semences hybrides importées.



Étude de cas 31

Auteur.e.s : Madina Sadirdinova, Réseau de préservation des semences « Dyikan Muras » du Kirghizistan

Légende : Exposition de variétés potagères locales uniques, conservées et multipliées par le réseau des gardiens de semences Dyikan Muras. Ces variétés traditionnelles témoignent de la richesse de l'agrobiodiversité locale et de l'importance de préserver les semences des agriculteurs

Photo : Madina Sadirdinova

31 Communautés locales, Kirghizstan

Les semences ont toujours été un axe de l'identité spirituelle et culturelle pour les peuples Kirghizes. Bien que le Kirghizstan ait été une grande source de production alimentaire aux temps de l'Union soviétique, après l'effondrement du régime, le pays a commencé à importer des semences, souvent des hybrides de première génération qui sont chères et contraignent les agriculteurs à en racheter chaque année. Dans une tentative de s'éloigner de cette dépendance des importations de semences onéreuses, des groupes de femmes, comme le Réseau des conservatrices de semences, ont fait revivre leur relation avec les semences locales.

Des variétés locales sont le résultat de nombreuses années d'expérience et d'observation de la part des agricultrices. Ces variétés ont évolué sous l'effet de conditions naturelles spécifiques, qui les rendent plus adaptées au climat, résistantes à la sécheresse et aux variations de température, et elles se différencient par leur riche saveur et leur haute valeur nutritionnelle.

Le but principal du réseau consiste à préserver et faire revivre les variétés de semences locales, éviter leur extinction et transmettre un savoir agricole. La préservation des semences traditionnelles rend les systèmes alimentaires plus résilients au changement climatique et soutient la biodiversité agricole. Mais elle va plus loin que l'agriculture car elle est aussi question de culture, de goût, de mémoire et de souveraineté alimentaire.

Certains membres du réseau organisent le travail autour du principe de production zéro déchet. Le cycle débute par une semence à partir de laquelle un légume pousse. Après la récolte, ce qui reste est utilisé pour la transformation et la production alimentaire, et les déchets organiques retournent dans le sol sous forme de compost.

Semences-légumes-produit-sol-à nouveau semences : une démarche qui minimise les déchets, préserve la fertilité du sol et érige un système de production local. Une pratique écologique mais aussi une contribution à la restauration du sol et à la durabilité des écosystèmes agricoles.

L'empiètement de l'agriculture industrielle sur les terres, les eaux et les territoires des PA et des CL menace également leur survie culturelle. Les communautés ne peuvent plus honorer leurs responsabilités d'entretien et de gestion et la transmission intergénérationnelle des savoirs essentiels à leur identité culturelle et à leur auto-détermination est interrompue (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021 ; Sánchez Cruz et Triana Solórzano, 2023 ; Barberstock, 2025). Les régimes alimentaires traditionnels sont progressivement remplacés par des aliments importés, hautement transformés et riches en calories, ce qui donne lieu à l'apparition de maladies non transmissibles telles que le diabète (Barberstock, 2025 ; Barwant et al., 2025). En parallèle, les ruissellements toxiques provenant des engrais synthétiques et des pesticides contaminent les sols, les rivières, les aliments sauvages et les sources d'eau potable de la région (Rotz et Rück, 2024 ; Burlingame et al., 2025).

La revitalisation des systèmes alimentaires et de production diversifiés et durables des Peuples Autochtones et des communautés locales doit donc constituer une priorité. Partout dans le monde, PA et CL ouvrent déjà la voie : ils réclament des cultures ancestrales, protègent la diversité des semences, restaurent les pratiques culinaires traditionnelles et accroissent la souveraineté alimentaire (Yáñez Rojas, 2025). L'étude de cas 32 aux Philippines illustre comment les PA et les CL s'emploient activement à faire revivre et à transmettre leurs traditions alimentaires et de production.

Étude de cas 32

Territoire : Région administrative de la Cordillère

Auteur.e.s : Ana Kinja Tauli, peuple ibaloi - kankana-ey, Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP)

Légende : Atelier de cuisine communautaire participatif avec les jeunes, à partir de recettes tirées des livres de cuisine

Photo : Ana Kinja Tauli



32 Peuples Autochtones de la Cordillère, Philippines

Pour les Peuples Autochtones de la Cordillère, la nourriture est l'expression quotidienne de leur profonde relation avec la terre, source de la vie et de l'alimentation. Le savoir et les pratiques Autochtones en matière de production durable de la grande variété d'aliments qui compose leur régime traditionnel ont assuré la sécurité alimentaire et la survie des communautés Autochtones depuis des générations.

Cela dit, l'exode rural provoqué par la pauvreté, le manque de sécurité foncière et le refus de services essentiels en campagne, a conduit bien des jeunes à partir pour aller dans les villes, mettant ce savoir générationnel en risque. Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP, pour Partenaires pour la connaissance Autochtone aux Philippines) a donc identifié la nécessité de documenter et de redynamiser la cuisine et les recettes Autochtones, les accompagnant d'histoires qui en expliquent l'importance non seulement pour les Peuples Autochtones mais aussi pour l'ensemble de la société.

Nous avons documenté ces recettes à travers des collaborations avec les Autochtones, anciens, femmes, jeunes, organismes de formation, éducateurs et autres. Cela signifie notamment d'organiser des ateliers culinaires où les détenteurs du savoir étaient invités à préparer des recettes traditionnelles et à raconter leurs histoires. Les recettes ainsi documentées ont été publiées dans deux livres, lancés lors d'événements qui comprenaient des démonstrations de cuisine, certaines menées par des jeunes des communautés elles-mêmes.

Transmettre les recettes Autochtones aux jeunes les ancre dans leur réalité, leur identité, leurs origines et les connaissances de leurs ancêtres », déclare Jillie Basan, Isnag de Kabugao qui a participé aux ateliers de cuisine de la communauté.

Nous avons aussi collaboré avec des écoles élémentaires et secondaires pour tenir des débats animés avec les étudiants au sujet des systèmes alimentaires Autochtones de la Cordillère et les valeurs qui y sont rattachées. Une réflexion à retenir de la part du groupe des jeunes est la manière dont ils ont réalisé que chaque partie du processus, de la plantation et de la récolte à la dégustation, est assortie d'une histoire.

Les traditions alimentaires de la Cordillère donnent des leçons précieuses en ces temps présents, où les personnes se sont de plus en plus éloignées de leur source de nourriture. Elles nous enseignent l'importance de prendre soin de la terre en utilisant uniquement ce dont nous avons besoin et de ne pas gaspiller, pour que chacun ait sa part et que les ressources perdurent pour les prochaines générations.

Il est important de noter que leurs efforts ne se limitent pas à la production alimentaire et à la fabrication d'autres produits. Ils contribuent également au bien-être de la communauté, à la transmission des savoirs et à rétablir les liens des PA et des CL avec les terres, les eaux, les territoires et les ressources. L'étude de cas 37 dans le village de Zhuoqing à Taïwan montre comment la revitalisation de pratiques d'agriculture traditionnelles à l'initiative de la communauté Autochtone peut améliorer la conservation de la diversité biologique, le renouveau culturel et des économies locales durables.

Préserver la pêche artisanale

Les PA et les CL jouent un rôle central dans la préservation de la pêche artisanale, ou petite pêche, dans les régions côtières, marines et insulaires du monde entier (Dawson et al., 2024). Pour de nombreuses communautés, la pêche n'est pas seulement une activité économique ; c'est aussi un mode de vie étroitement lié à la culture, à l'identité, aux systèmes alimentaires et aux relations avec les écosystèmes marins et côtiers (Hien et al., 2022 ; Quimby et al., 2023 ; Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), 2025). Dans certaines, y compris les peuples marins comme les Moken en Myanmar et en Thaïlande, la pêche et le ramassage s'enracinent dans de vastes

connaissances des environnements marins, des courants, des marées, du comportement des espèces et des cycles des saisons (Rardon, 2022 ; Islam, 2022 ; Andal, 2025).

La pêche artisanale contribue dans une large mesure à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et aux économies locales. Le poisson et d'autres produits de la mer sont des sources accessibles de protéines et de micronutriments, particulièrement dans les communautés côtières et insulaires où d'autres moyens de subsistance sont limités. Les prises quotidiennes servent à la consommation des ménages, tandis que le surplus de poissons et de produits de la mer est vendu, échangé ou transformé localement. Les activités associées comme la transformation du poisson, la construction de bateaux, les transports et le commerce soutiennent également des systèmes économiques et sociaux plus larges (COAST Trust, 2021 ; FAO, 2022 ; Bodwitch et al., 2024).

La pêche communautaire montre également à quel point la préservation de la biodiversité, l'utilisation durable, la sécurité alimentaire et la pérennité culturelle sont étroitement liées (Quimby et al., 2023 ; Bodwitch et al., 2024 ; ICSF, 2025). De nombreux pêcheurs artisanaux utilisent des engins de pêche sélectifs et des méthodes à faible impact qui permettent de réduire les prises accessoires et les dommages causés aux habitats, contrairement aux activités de pêche industrielles (Mackay, Hardesty et Wilcox, 2020 ; Jament et al., 2023). Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable servent à réguler la pression de l'exploitation, à protéger les habitats de reproduction, à préserver la connectivité écologique et à favoriser la régénération des espèces marines (Oryza et al., 2018 ; Kitolelei et al., 2021 ; Quimby et al., 2023).

Les femmes et les membres de la famille jouent des rôles importants dans la pêche artisanale et les moyens de subsistance côtiers. Toutefois, leurs contributions sont souvent peu reconnues (Cormier-Salem, 2017 ; Chambon et al., 2023 ; Gul et al., 2024). Outre les récoltes, les femmes participent habituellement à la transformation, au séchage et à la commercialisation du poisson, de même qu'au ramassage de coquillages, aux ressources pour les mangroves et à l'approvisionnement alimentaire du foyer (Thomas et al., 2021 ; Bruckner and Paia, 2025). Les rôles des femmes dans la gestion côtière sont tout aussi importants, notamment lorsque les écosystèmes de mangroves, de lagons et de zones côtières constituent des aires de croissance pour les poissons et les crustacées (Kitolelei et al., 2022). L'étude de cas 33 au sud du Sri Lanka montre comment des groupes de femmes, des coopératives de pêcheurs, des réseaux de jeunes et des chercheurs s'attèlent à documenter les connaissances écologiques traditionnelles et à accroître la protection des mangroves dans le cadre d'efforts plus importants pour faire revivre les pratiques de pêche traditionnelles.



Étude de cas 33

Territoire : Dakunu Palatha

Langue : Sinhala

Auteur.e.s :

- Konthasinghe Waduge Sanduni Himaya Waduge, représentante de la communauté locale
- Gayathra Charuka Bandara Aldeniyagoda Gedara, Oceans Unmined

Légende : Activités de pêche à Udappuwa

Photo : Dinethri Rashmi, Ocean University of Sri Lanka

33 Communautés locales, Sri Lanka

La frange côtière du sud du Sri Lanka est la demeure de vibrantes communautés de pêche artisanale, dont les identités sont profondément enracinées dans l'écosystème océanique et côtier. Cependant, la région fait face à des pressions croissantes provenant de la surpêche, du changement climatique, de l'expansion du tourisme et du développement côtier, ce qui entraîne le déclin des stocks de poisson et la perte de la mangrove.

En dépit de ces défis, les communautés côtières ont fait revivre et réadapté des méthodes de pêche ancestrales, des protocoles communautaires et des activités de restauration de l'habitat pour consolider la biodiversité marine, renforcer la sécurité alimentaire et soutenir l'identité culturelle.

La pêche dans le sud du Sri Lanka était historiquement régie par les normes communautaires et limitée à des types d'engins qui minimisent l'impact écologique ; mais à partir du début des années 2000, et après la guerre civile, les navires modernes mécanisés employant des engins non-règlementés, on a assisté à un rapide déclin des stocks halieutiques. Les recettes locales ont souffert, et les jeunes générations ont trouvé la pêche moins attrayante comme moyen de subsistance et plus difficile au plan économique.

Ces dernières années, des groupes communautaires, des chercheurs issus de l'Université de l'océan au Sri Lanka et de jeunes bénévoles ont documenté et souligné les valeurs écologiques des pratiques de pêche traditionnelles. Par des enquêtes participatives, des entretiens avec les pêcheurs et des observations sur le terrain, ils ont prouvé que les méthodes de pêche artisanale créaient moins de captures accessoires, réduisaient les perturbations de l'habitat et permettaient des captures plus sélectives que celles obtenues avec certains appareils mécanisés.

Cette reconnaissance a contribué à changer le discours, passant de voir la pêche traditionnelle comme une pratique surannée à la comprendre comme système adapté localement à l'administration de la ressource. Beaucoup de pêcheurs insistent sur le fait que ces pratiques sont basées sur les normes sociales, les observations saisonnières et des accords communautaires qui contribuent à maintenir la disponibilité à long terme de la ressource.

Dans plusieurs communautés côtières, les coopératives de pêcheurs, groupes de femmes et réseaux de jeunes ont commencé à travailler ensemble pour documenter le savoir écologique traditionnel et consolider la sensibilisation communautaire aux pratiques de pêche durable. Les groupes de femmes jouent aussi un rôle important dans l'administration de l'écosystème côtier, en particulier dans la protection de la mangrove et les activités de restauration dans des zones qui fonctionnent comme habitats de pépinières pour bien des espèces de poissons et de crustacés.

Ces initiatives visent à soutenir des pratiques qui équilibraient autrefois la subsistance et la durabilité écologique. En combinant le savoir traditionnel et les perspectives scientifiques contemporaines, les communautés créent des opportunités pour consolider la résilience côtière sans renoncer à la continuité culturelle.

Cependant, la pêche artisanale subit les pressions croissantes de la pêche industrielle (Said et MacMillan, 2020), de l'aménagement côtier (Okafor-Yarwood et al., 2020), du tourisme, des changements climatiques, de l'expansion des infrastructures et de projets relevant de l'« économie bleue » émergente (Ayilu, 2023). Ces pressions peuvent modifier les écosystèmes marins, provoquer le déplacement des activités de pêche et affecter différemment divers groupes de pêcheurs. L'étude de cas 34 sur l'île de Nanri en Chine montre en quoi les observations d'une communauté peuvent révéler des modifications de la diversité biologique et des moyens de subsistance liés au développement de l'énergie éolienne en mer et une transformation côtière au sens plus large.

Étude de cas 34

Territoire : L'île de Nanri, ville Putian, province de Fujian, Chine (中国福建莆田南日岛)

Auteur.e.s :

- Seona Park et Jing Yu, Climate Action and Resilience for Equity Lab, l'université de science et technologie de Hong Kong (Guanzhou)
- Jianbo Yang, Nanri Budengyu Cultural Center

Légende : Vue sur l'aquaculture, les bateaux de pêche, les parcs éoliens offshore et l'océan

Photo : Jing Yu



34 Communautés locales, Chine

L'île de Nanri, dans la province chinoise de Fujian, a connu une transformation socioécologique rapide depuis la fin des années 2010, entraînée par le développement de parcs éoliens, l'expansion de grandes infrastructures et la rapide croissance du tourisme. La subsistance locale était traditionnellement liée aux écosystèmes marins et à la pêche artisanale et l'aquaculture, sur orientation du savoir écologique local. Cela dit, le développement de Nanri a connu un changement de conditions écologiques et de systèmes de subsistance variable selon les lieux et les communautés.

Les observations communautaires soulignent la transformation et le déclin écologique. Dans les zones proches du littoral et intertidales, les résidents rapportent des réductions du nombre de coquillages, de la posidonie et des espèces clé comme la squille, ainsi que des tailles plus réduites des exemplaires et un déclin de leur valeur économique. Une inquiétude clé soulevée à plusieurs reprises par les foyers qui se consacrent à l'aquaculture provient de la hausse des températures de l'océan. Il y a cinq à dix ans, l'ormeau pouvait être cultivé toute l'année, mais les exploitants ont désormais dû adopter de coûteuses pratiques de migration saisonnière, à savoir le transport des stocks vers des eaux septentrionales plus fraîches en été, pour maintenir leur production. Ces tendances contribuent à la perception croissante d'une instabilité environnementale.

Dans le même temps, les pêcheurs ont remarqué que les eaux autour des turbines éoliennes sont plus calmes et que les courants y sont plus modérés, ce qui semble soutenir une abondance accrue de poisson. Cela bénéficie aux pêcheurs à la canne, mais les fileyeurs ont été repoussés au large, ce qui augmente leurs heures de travail et réduit leur efficacité. En réponse à ces changements, bien des foyers se sont diversifiés, combinant aquaculture, tourisme et activités basées sur les services.

Ces changements sont le reflet d'une interaction complexe de facteurs multiples, y compris le développement de l'énergie éolienne, le changement climatique, les réformes du gouvernement et la diversification économique.

Ce cas d'étude illustre bien que le savoir écologique est source d'une profonde connaissance du changement de la biodiversité et que les conditions environnementales localisées ne sont pas toujours reconnues dans les évaluations officielles. L'intégration du savoir communautaire dans les processus de planification et d'évaluation peut garantir que la pérennité écologique et les moyens de subsistance locaux soient abordés ensemble.

Restaurer les contributions de la nature aux populations et les contributions des populations à la nature

« Ma communauté, le peuple bettakuruma, est consciente que tout est lié : le sol, l'air, l'eau, la pluie, les espèces indigènes, les déplacements de la faune sauvage et l'équilibre écologique global font tous partie d'un même système vivant. »

Peuple bettakuruma, Inde 21

Cible 11. Restaurer, préserver et renforcer les contributions de la nature aux populations

Restaurer, préserver et renforcer les contributions de la nature aux populations, y compris les fonctions et services écosystémiques, tels que régulation de l'air, de l'eau, et du climat, la santé des sols, la pollinisation et la réduction des risques de maladie, ainsi que la protection contre les risques et catastrophes naturels, grâce à des solutions fondées sur la nature et/ou des approches par écosystème dans l'intérêt de toutes les populations et de la nature.

Le bien-être humain dépend de la nature, mais les écosystèmes qui soutiennent la vie, les moyens de subsistance et le bien-être sont soumis à une pression considérable. La Cible 11 du CMBKM en tient compte et encourage ainsi les Parties à restaurer, à préserver et à renforcer les contributions de la nature au bien-être de toutes les populations.

Dans de nombreux systèmes de connaissances et de valeurs des PA et des CL, les êtres humains sont considérés comme faisant partie intégrante du réseau de la vie. Les relations avec la nature ne peuvent pas être à sens unique ; les êtres humains ont le devoir de prendre soin des terres, des eaux et des êtres qui les font vivre. La chasse, la cueillette, l'agriculture, la pêche et la restauration ne sont pas seulement des activités économiques ou de gestion, mais aussi des expressions de respect, d'attention et de responsabilité spirituelle. Ainsi le peuple anishinaabeg en Amérique du Nord considère l'eau comme vivante et sacrée, se déplaçant sur terre, dans l'air et dans le ciel dans le cadre de processus de transformation et de renouveau (Nelson et Reed, 2025). Cela contraste fortement avec les approches qui considèrent les processus écosystémiques, tels que le cycle de l'eau, comme des ressources neutres à gérer, à valoriser ou à exploiter au profit de l'homme. L'étude de cas 35 menée en Chine illustre la contribution des populations à la nature à travers la riziculture traditionnelle qui favorise la biodiversité et la protection des espèces.



Étude de cas 35

Territoire : 唐头村

Langue : Mandarin

Auteur.e.s :

- Sharong Fang, village de Tangtou
- Binmin He, Administration du parc national Qianjiangyuan
- Xiangying Shi et Youngrui Chen, Shan Shui Conservation Center

Légende : Les villageois utilisent des méthodes traditionnelles pour le repiquage manuel des plants de riz

Photo : GoldenWorldStudio

35 Communauté locale, Chine

Le village de Tangtou est une communauté agricole qui jouit d'une longue histoire. Située dans le coin sud-ouest du projet de Parc national de Qianjiangyuan-Baishanzu, le village s'étend sur 1 314 hectares, dont environ 612 se trouvent à l'intérieur du parc national.

Le riz est une denrée de base traditionnelle vitale et le village, qui possède environ 25 hectares de rizières, protège les festivals en étroit lien avec la culture du riz, comme le Festival Ancient Buddha. Au-delà des valeurs culturelles, ces rizières jouent un rôle de conservation fondamental car elles abritent divers oiseaux, amphibiens, insectes et faune benthique, enrichissant la diversité des espèces autour des denses forêts sempervirentes du parc national.

En 2021, le village de Tangtou a rejoint la Réforme de la servitude des terres rurales sous bail de l'administration du Parc national de Qianjiangyuan, qui procure des avantages économiques aux communautés des écosystèmes clés pour mener à bien des pratiques agricoles écoresponsables. Cela comprend la formation technique, la surveillance scientifique et le soutien à la commercialisation et à la vente de produits agricoles pertinents. En 2025, presque toutes les rizières de Tangtou étaient placées sous conservation, avec des résultats de surveillance qui affichent une plus haute diversité d'espèces que dans les rizières conventionnelles.

L'huile de camélia est une autre industrie clé à Tangtou et le village arbore plus de 200 hectares de forêt de camélias, dont la plupart sont de vieux exemplaires qui se sont adaptés en poussant naturellement à flanc de colline. Les villageois préfèrent ces vieux arbres car ils produisent une huile plus savoureuse et des rendements plus stables sur le long terme, ils n'ont besoin ni d'engrais ni de pesticides, et le désherbage ne se fait qu'une fois ou deux par an. Les nouveaux arbres à camélia, en revanche, fournissent de meilleurs rendements mais nécessitent une fertilisation régulière, un désherbage fréquent et un contrôle des nuisibles rigoureux.

Les efforts pour consolider la biodiversité agricole se sont multipliés depuis 2024 avec le soutien de multiples acteurs, et des activités allant de la surveillance environnementale à l'agrotourisme. La communauté a aussi bénéficié de la transition vers l'agriculture biologique, qui améliore la biodiversité tout en accroissant la valeur du produit, dynamise les recettes communautaires et pilote le développement local à partir des subventions du gouvernement pour une croissance durable emmenée par le marché.

En 2026, 67 hectares du village de Tangtou, à l'extérieur du parc national, ont été déclarés en attente du point de vue des potentielles Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ), contribuant aux cibles mondiales de biodiversité.

De nombreux PA et CL considèrent que les efforts pour redynamiser et renforcer les pratiques traditionnelles d'utilisation durable et les occupations traditionnelles constituent des initiatives visant à rétablir à la fois les contributions de la nature aux populations et celles des populations à la nature. Par exemple, l'étude de cas 36 décrit comment le peuple ǂaonin en Namibie s'est rassemblé pour concevoir des stratégies afin d'enrayer le déclin du melon du désert *!Nara*, source de vie précieuse et compagnon apprécié. Des efforts de conservation descendants antérieurs n'avaient pas abouti.

Étude de cas 36

Territoire : !Khuiseb/Kharib - ǂAonin !Hub

Langue : Khoekhoegowab

Auteur.e.s :

- Rudolf Dausab, peuple ǂaonin, Association Communautaire ǂAonin (Topnaar)
- Damien Krichewsky, Forum Internationale Wissenschaft, Université de Bonn

Légende : Le melon du désert !nara, une plante qui accompagne la vie et le destin du clan ǂaonin depuis d'innombrables générations

Photo : Damien Krichewsky



36 Peuple ǂaonin (topnaar), Namibie

« Impossible de séparer le peuple ǂaonin et le !nara, nous ne faisons qu'un ». Ces propos viennent d'un membre de la communauté des ǂaonin, l'une des communautés Autochtones les plus anciennes de l'actuelle Namibie. Ils parlent du melon du désert !nara, qui pour les ǂaonin, est un compagnon chéri et une source de vie précieuse dans le rude environnement désertique.

Depuis 1907, la terre ancestrale des ǂaonin, dans le bassin de la rivière Kuiseb, a été placée sous diverses formes de conservation naturelle, avec de multiples tentatives d'éviction de la communauté. Avançant qu'une relocalisation forcée détruirait leur lien avec le !nara, cet argument a aidé la communauté à défendre son droit à y rester. Néanmoins, la région se trouve placée sous deux parcs nationaux qui restreignent fortement les pratiques traditionnelles, y compris la chasse et la cueillette.

La croissance de la population près du territoire de la communauté a mené à une hausse de la récolte illégale de melons !nara. Dépourvues du savoir traditionnel des ǂaonin, ces personnes cueillent les melons d'une manière qui endommage les plantes et l'écologie plus qu'humaine que ces plantes sustentent. Or les communautés ne peuvent engager aucune action à leur encontre par crainte des violences et des risques de se voir arrêtées. Le temps que les autorités soient informées et finissent par intervenir, les cueilleurs illégaux ont depuis longtemps déguerpi.

L’extraction hydrique à grande échelle pour approvisionner les zones urbaines et industrielles a aussi fait énormément baisser les nappes phréatiques, impactant les communautés qui doivent désormais acheter de l’eau, et les plantes !nara, dont certaines sont mortes de soif.

Résultat de ces changements socioécologiques : la population, la santé et la productivité du !nara ont nettement décliné. Les anciens, les leaders et les membres de la communauté n’ont de cesse d’inverser cette tendance.

Une idée consiste à mettre en route une coopérative pour la récolte, la transformation et le commerce des produits !nara qui ne créerait pas seulement plus de recettes pour la communauté mais aiderait aussi à former les membres de la communauté à une cueillette pérenne informée, basée sur la pratique traditionnelle. Les Autochtones désirent aussi soutenir l’expression culturelle de gratitude au !nara par une diversité de pratiques de subsistance qui imbriquent transmission et création entre les générations.

Pour que cette dynamique positive puisse se déployer, des fonds sont nécessaires, mais également des changements en termes d’inégalités et de déséquilibres de pouvoir. Ces changements exigent un travail relationnel médité et facilité pour toutes les parties impliquées, de sorte à comprendre toutes les complexités des problèmes, apprendre à voir les situations du point de vue des autres, et alimenter des qualités relationnelles comme la confiance, le soin et le respect.

En khoekhoegowab

“ǂAoni ǁaes tsi !Nara hais tsînats ge a ǀgora ǁoa, sida ge a ǀgui.” “Nēdi ge mîdi ǂAonin ǀhûhâsib ǁani-e xu ra ǀkhī te, ǂAoni ǁaes ge ǁîs ǂguro ǁaedi di ǀguis ǀnesi hâ Namibiab !kharaga !nagu !gao-!gao kai ǁaedi disa. ǁNapa -ī ge !Nara tsama-ǂûs xa ra !hoa-e, ǂAonin !nas !aroma, ǂgom-ǂgomsa tsî !khō - !khuni-e ǁoa ûib di ǀausa ǁna ǀkhom-ō-!na ǀgowa-!hūb !na. !na.

Disi khoesalā tsî hûllî kuriba xub, ge ǂAoni ǁaes di ǁgûsi !hub !Khuiseb !a-!nāb !na ǁgoeba, !kharaga ǂgaeǂguidi di !hū ǂnûiǂgadi !na ge !kharu, ǂAonin ǀhûhasiba ǁgari-ǂûis di dītsâdi ǀkha gere !gûǁaese. ǂAonin ǀhûhasiba ǁgari-ǂûis ǁîna !Nara-ǂûs tsî ǁnā !nâu !hû-ǁaeba xu nî ǀgora !khais di gowa ǂûisens ge ǁnapa hâs di aiǂhanuba ge ǁawo-ǁawoba nî. Nētsēs ta nē !hū!âsa ǀgam !kharaga ǀgūru !hanakha !nâ ǁna !khais ge nē ǁaesa ǁîs di ǂūsi ǁnaetiga ûiǂûisa disa kaise ra tsâǀkhā !aus tsî harebasensa în ǁkhae-am he hâ xui-ao.

!Āo-am ǀkharigu di khoesi ǀarosen di ge ne !Nara-ǂûs di !nari haresage !aroma. ǂAoni ǁaes di ǀgau-ǂans osen da hare xui-aon ge nē hare-aona nē !Nara haide ra tsû-tsû tsî ǂkhôa nē haidi khoena ǂûma ǁoas kose. Xaweb ge ǂAoni ǀhûhasiba nē khoena aitsama !gôa!gon sa ra !ao, ǂkhawadib tsi mâsigu !aroma. ǂHanub sîsen-aon ga ǂan-ǂan he ǁaeb ain ge !nari hare-aona ǀnai ūbēsen-hâ.

Gai-ǀnōb di ǁgam ǀkhuwu-ǂûis nē ǀkharibaxu kai !adi tsî xu-kuru !khaigu !aroma ge !hūb !nagāb ǁgam-e toa kai, nē !khais ge ǀhûhasiga tsâ-ǀkha ha - tari-e nesi ǁgam-e ni ǁama – tsî !Nara haidi ǀnîdi ǀnai ǁgâs xa ǁo-hâ de.

Nē khoesi tsî !aub ǀkharib di mâsigu di ǀkha-ǀkharasen di, khoesi ǀarosens, gē ǂurusib tsî mâ-oa ǁkhasib !Nara haidi diba gaise ge ū-ǁnâ. ǁAes di kain, ǂgaeǂgui-aon, tsî ǀhûhasib ge gaise nē !gû-!gû ǀgauba ra dawa ǂgao.

ǀGui ǂâi ǀgaub ge ǀHûǁaresa ǂnubisa nē !Nara na nî hare, sisenǂâm tsî ǁamaxusa, nē !khais ge !nāsa marisi hōǂgas ǀguisa ǀhûhasiba mâ tide xawe ǀhûhasib ǁanina ǂAoni ǁaes di ǀgau-ǂans !nâ nî ǁkhā-ǁkhākhâi, ǂhanu ǀgaub ai !Narana hares tsî haina sâusa. ǂAoni ǁaes ge ǁkhadi !hao!nasise ganganxasiba !Naras ǁga ra ǁgauǂûi ǂgao !kharaga !nâgu ûiǂûigu !nâ-ū ǁîs di lōmkhâis tsî ǂnuwi-khâisa nî !khomâisa sao!gonra surigu !nâ.

Nē !gâi mûǂûib nî ī-ǁkhāgas ge marisi mâxoǀkhās ǀguisa ǂhâbasa tama hâ, xawe ǀkhara-ǀkharasiga khoen-ûiga ǀgui !naxa kais tsî mî-am !nâs tsî ǀgaiba hoa ǀhûhasib !nâ ǂawa ǂoa kais ǀkha. Nē ǀkhara-ǀkharasigu ge ǁnāmâ ǁaes tsi hoa mâsiga ra ǂorisase !khō-ǁae sîsenxasiba ra ǂgaoǀkhā, nē-i nî nau-i di mûǂgaba xū xuna mû tsî saora khoe-i di mûǂûi ǀgauba !gôa tsîb ǁnās ǀkha ǂgom!gâgub, sâub tsî !gôasiba ni hâga.

La Cible 11 renvoie également aux solutions inspirées de la nature. Les PA ont formulé des inquiétudes concernant ce concept, faisant valoir qu'il pouvait reproduire une distinction occidentale entre l'homme et la nature, et sous-entendre une relation à sens unique dans laquelle la nature fournit des services et des solutions aux êtres humains (Roe, 2021 ; Nelson et Reed, 2025). Les projets visant à restaurer les « services écosystémiques », conçus au moyen de processus technocratiques descendants peuvent écarter les savoirs traditionnels et endommager les relations de soin et de responsabilité (Roe, 2021). C'est pourquoi certains PA et CL préfèrent le terme « solutions fondées sur la culture », qui rend mieux compte des liens qui unissent les personnes, la biodiversité, la culture, les ancêtres, les générations futures et les autres êtres vivants, ainsi que de leur responsabilité mutuelle (Nelson et Reed, 2025).

L'étude de cas 37 à Taïwan souligne comment des pratiques agricoles délétères et la restauration du sol et de la qualité de l'eau étaient intrinsèquement liées à la restauration de savoirs écologiques traditionnels et aux relations entre les populations et leur territoire. En bref, les points de vue, les structures et les pratiques des PA et des CL sont transformateurs et offrent un modèle pour un monde juste et durable (IPBES, 2024b).

Étude de cas 37

Territoire : Lamungan, Taluk, Saiku

Langue : Bunun

Auteur.e.s :

- Haisul Istasipal, Bunun Bean Co-op
- Tanivu Islituan, Bunun Bean Co-op
- Yu-Chun Chan, Bunun Bean Co-op, Tse-Xin Organic Agriculture Foundation

Légende : Les aînés et les jeunes se réunissent pour présenter les cultures traditionnelles et le savoir-faire agricole en terrasses du peuple bunun à des groupes d'étudiants en visite

Photo : Yu-Chun Chan



37 Peuple bunun, Taïwan

Nous sommes un collectif d'agriculteurs bunun Autochtones de l'est de Taïwan, principalement installés dans le village de Zhuoqing, en bordure du Parc national de Yushan, une zone entourée de forêts et de ruisseaux.

Le régime colonial et la modernisation ont profondément transformé notre environnement et nos systèmes agricoles et conduit à l'érosion de notre savoir écologique traditionnel (TEK d'après les sigles en anglais) et nos pratiques Autochtones. Nos ancêtres sont venus des forêts de haute montagne vers les vallées plus basses, passant d'une polyculture autosuffisante à faible densité et de la sylviculture à la monoculture du riz dirigée par l'état et mandatée par le marché. La révolution verte des années 1960 a aussi conduit à l'adoption généralisée des engrais et pesticides synthétiques.

La revitalisation du TEK a commencé en 2013, lorsqu'un jeune est revenu prendre la relève de sa famille dans les rizières et a mobilisé les exploitants pour qu'ils abandonnent les produits chimiques en faveur d'une culture biologique. L'année suivante, la Fondation du Parc national de Yushan a présenté la communauté à la Fondation d'agriculture biologique Tse-Xin avec laquelle un partenariat de longue haleine a été mis en place pour faire revivre le TEK. Nous avons documenté les pratiques agricoles traditionnelles, préservé les semences anciennes et étudié la manière dont ces activités peuvent soutenir la biodiversité, dynamiser la culture et conduire à une utilisation des sols durable.

En 2018, nous avons créé la Bunun Bean Co-op, une coopérative dirigée par des femmes qui protège le patrimoine agricole bunun et administre le paysage local de Satoyama. Cela inclut un programme de mentorat où les jeunes acquièrent les pratiques agricoles traditionnelles auprès des anciens, et tous les mois des ateliers de jardinage sont organisés. Nous cultivons et dînons ensemble, dans le partage de la cuisine bunun traditionnelle.

Pour améliorer la diversité de l'habitat et la connectivité écologique, les exploitants ont créé des mares, des canaux d'irrigation et des haies écologiques à partir des récoltes traditionnelles. Nos terres soutiennent maintenant un plus grand nombre d'espèces en danger et ont reçu la certification d'Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) en mars 2026.

Aujourd'hui, ce groupe multi-générationnel a évolué en modèle économique durable, basé à Satoyama. Par les événements de la ferme à la table, les cours de formation en agroalimentaire et les échanges communautaires, nous avons grandement amélioré à la fois le soutien extérieur et le soutien local pour le paysage bunun de Satoyama.

Le « modèle Zhuoqing » est un référentiel pour la restauration bioculturelle Autochtone à Taïwan. En redynamisant le savoir traditionnel pour aborder les défis contemporains en matière de durabilité, nous espérons que notre expérience constituera un cadre précieux pour les communautés dans le monde.

En bunun

Ma'aq saam qai tastuluhlu,maisna haan Taivang silazan mungququma tu Bunun, ihaan Sihu sasaipuk minihumis tu Saviqludun tu sila asang, tupaun tu Saiku miqumis.

Ma'aq iti masuludun siin vanglaz tu dadangian,qaitu tis'uni qabasang saliladazu'an duma siduq saipuk a tinvaivi'in a dadangi'an siin is'ungququma.minsuuzin ata misdaukdaukin is'ukaan i mailantangus is'ungququma tu qansip.

Qabasang inaam tu maimadadaingaz maisna haan is’daza tu ludun,tun’lusqu munhaan bukzavan, maisna haan nanu tu is’ungququma, tis’uni tu muk’huvaiv i Koka tu dailaza,uvaivan pintasaun amin tu madanuq,ihaan 1960 tu painsanan pintasa’un amin tu madadanuq maitus masasanglav amin saduan, minsuzin amin a hiliu tu hi’hibulanin nii tu masial tu iu matas’i makusia.

Ihaan2013 tu painsanan, kitngaa musuqis makusia mailan tangus tu is’nguququma.tudip haiza tatini a minduduaz maisna nata musuqis mulumaq lasais madanuq, musasu madas asang tu taisis’aan makusia madingzav ukaan iu tu vunu madanuq.tudip, pakasainun 慈心有機農業發展基金會（Tse-Xin Organic Agriculture Foundation）papidangaz masnava maku’aq maku’uni masaningsing tu is’ungququma, kitngaa kilim palaslun tani .

Muqna ihaan 2018 painsanan, mapiduldul malkabainu tu tastuluhlu, az’az sia amin binanau’az a kuzakuza musasu madailaz i, is’ungququma, madas masnava mainduduaz, talbinau’az muskun minang mungquma, ma’un, muskun sina’ima.

Tis’uni na’asa mapisial masunu iskuzakuzati, madas mungququma tu taisis’aan siin munhaan pasnanava’an masnava taqu tu maku’aq lakaulkaul quma pisial siin masuaz, ihaan 2026 painsanan ti utaluan i sinsaunaskal OECM tu pai’ia.

Saulaupaku maqtu’in madauzungin a dailaz,maqtu’in kan’anak maisna haan minang, masuaz, sauhaan sina’ima muskun ma’un, madia amin a maisnanata tu siduq samasqing latuza tai’insun.

Maupati masial tu sinkuzakuza maqtu min’uni kanadaan, maqtu suqaisunin a mailantangus is’ungququma tu taiklas, is’titpung haan duma tu dalaq siduq, pinqansiap, imita Bunn tuza aikit’vaian is’ungququma tu taiklas.

Biodiversité urbaine, continuité culturelle et justice territoriale

« Dans des situations où les communautés sont déracinées de leurs territoires ancestraux et où les savoirs Autochtones ne sont ni convenablement transmis ni documentés, la menace d'anéantissement culturel devient bien réelle. »

Peuples ibaloi et kankana-ey, Philippines [40]

Cible 12. Améliorer les espaces verts et la planification urbaine pour le bien-être humain et la biodiversité

Augmenter significativement la superficie, la qualité et la connectivité des espaces verts et bleus dans les zones urbaines et densément peuplées, ainsi que l'accès à ces espaces et les avantages qu'ils procurent, en systématisant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, en tenant compte de celle-ci dans l'aménagement urbain, en améliorant la biodiversité ainsi que la connectivité et l'intégrité écologiques indigènes, en améliorant la santé et le bien-être des personnes et leur lien avec la nature, ainsi qu'en favorisant une urbanisation durable et inclusive et en soutenant la fourniture de fonctions et de services écosystémiques.

La Cible 12 s'attache à améliorer la diversité biologique en zones urbaines grâce à un plus grand accès aux espaces verts et bleus et à une meilleure planification urbaine. Cela est important tant pour la préservation et la restauration de la nature dans les villes que pour la promotion de la santé et du bien-être des personnes vivant en milieu urbain, y compris les PA et les CL.

Près de 74 % des PA vivent en milieu rural, avec toutefois d'importantes variations régionales, les pourcentages les plus élevés concernant l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, puis l'Europe et l'Asie centrale (OIT, 2019). En Amérique latine, dans les Caraïbes et en Amérique du Nord, la plupart des PA sont citadins (OIT, 2019).

Différentes histoires expliquent la présence des PA et des CL en zones urbaines. Dans certains cas, ces populations ont été obligées de gagner les villes, victimes de politiques de dépossession de leurs terres, de déplacement ou d'assimilation visant à couper les liens avec leurs territoires et leurs cultures (Keovorabouth, 2024). Dans d'autres, l'urbanisation a gagné leurs territoires, les transformant en espaces urbains ou périurbains. La construction de la nouvelle capitale de l'Indonésie, Nusantara, par exemple, entraîne une urbanisation rapide des territoires ancestraux du peuple Balik riverain. Son accès à la rivière est perturbé et sa relation avec l'eau, ses moyens de subsistance et son héritage culturel doivent être remodelés (Swara et al., 2025). Les PA et les CL ont également gagné des zones urbaines pour des motifs comme l'éducation, l'emploi, les possibilités professionnelles ou les revenus, notamment lorsque les moyens de subsistance ruraux se sont vus fragilisés par la pauvreté, la dégradation de l'environnement ou l'extraction de ressources (Keovorabouth, 2024).

Les PA et les CL qui vivent en zones urbaines sont habituellement perçus comme étant « moins authentiques ». Pourtant, même si la vie en milieu urbain peut parfois éloigner les PA et CL – particulièrement les plus jeunes générations – des pratiques et de l'alimentation traditionnelles, des langues vernaculaires et des territoires (FAO, Alliance de Bioversity International et du CIAT, 2021 ; Yáñez, Bayres et Migueletto, 2025), l'urbanisation n'est pas automatiquement synonyme, pour ces PA et ces CL, de perte d'identité, de savoirs ou de relations avec les lieux ancestraux. Nombre d'entre eux conservent leurs valeurs culturelles, relations avec la nature et liens avec leurs territoires, tout en recréant des identités et des communautés dans de nouveaux lieux. Par exemple, l'étude de cas 38 décrit une exploitation d'œufs fermiers bio à Five Islands, Antigua, une initiative locale portée par des jeunes pour utiliser des pratiques de production circulaire afin de réduire les intrants chimiques, les déchets et la pollution tout en renforçant la sécurité alimentaire et l'apprentissage communautaire.

Étude de cas 38

Auteur.e.s :

- Ruth Spencer, représentante de la communauté locale, Marine Ecosystem Protected Areas (MEPA) Trust
- Tasha Goldberg, représentante de la communauté locale



Légende : Boîtes à œufs de la ferme biologique « Five Islands Organic Egg Farm » à Antigua, qui produit environ 800 œufs par jour

Photo : Marlon Jeffers, Belmont Studio

38 Communautés locales, Antigua

Le monde regorge de défis, mais aussi de solutions. L'exploitation avicole biologique de Five Islands à Antigua est la preuve que les initiatives locales menées par les jeunes peuvent aborder les défis mondiaux comme la sécurité alimentaire, le traitement des déchets et le changement climatique à travers des pratiques circulaires innovantes et la création de synergies au fil des processus de convention.

Après avoir reçu un Fonds de petites subventions du Fonds mondial pour l'environnement (GEF pour les sigles en anglais), deux jeunes de la communauté de Five Islands ont créé la ferme avicole biologique. Ils ont démarré avec 300 poussins importés de la Barbade. L'exploitation compte à présent plus de 1 800 poules qui pondent en moyenne 800 œufs par jour.

Le principe au cœur de la ferme est celui de la durabilité à travers des systèmes circulaires. Les déchets sont réduits au minimum et réexploités autant que possible : les copeaux de bois sont utilisés dans les poulaillers pour absorber les déjections, puis transformés en engrais naturel pour favoriser la bonne santé du sol sans intervention chimique. Les cartons des œufs sont réutilisés et une camionnette de livraison a été transformée en espace de réfrigération. La ferme évite de faire appel à des aliments importés et génétiquement modifiés et cultive ses propres aliments naturels à l'aide de techniques climato-intelligentes de sorte à réduire les dommages environnementaux et les émissions de gaz à effet de serre tout en consolidant la résilience face aux interruptions d'approvisionnement. La ferme est aussi munie d'équipements climato-intelligents comme des panneaux solaires, une unité de climatisation inverter et une pompe à eau.

Le groupe projette d'introduire un digesteur qui traitera les déchets organiques des volailles pour en faire du gaz de cuisson ; cela réduira la nécessité de faire brûler du bois tout en améliorant la qualité de l'air et la santé environnementale. Un objectif futur de ce projet est l'expansion de la collecte de déchets alimentaires auprès des hôtels locaux pour les intégrer dans l'alimentation des volailles et l'unité de biogaz.

Au-delà de la production, l'initiative priorise l'engagement communautaire et l'éducation. Elle assure la formation et le mentorat des jeunes en situation de risque et accueille des visites et ateliers scolaires, des crèches et le grand public, pour les sensibiliser à l'agriculture durable et à la réutilisation des déchets.

La ferme possède la vision et le désir de déployer ses pratiques pour bénéficier à l'ensemble de la communauté à Antigua, et illustre la manière dont une démarche de sécurité alimentaire axée sur les personnes peut contribuer à réaliser des objectifs mondiaux.

Même s'ils vivent en grand nombre en zones urbaines, les PA et les CL sont souvent exclus de la planification urbaine (Walker, Wilcox et Awatere, 2025). Les villes sont rarement conçues en tenant compte de ces populations (Besen et al., 2025) et la planification urbaine contribue fréquemment à effacer des noms de lieu, des sites culturels et des territoires préexistants. À leur arrivée dans les villes, les PA et les CL sont relégués dans des zones à faible revenu dépourvues de ressources et se voient proposer des logements qui ne répondent pas du tout à leurs besoins culturels de vie commune (Keovorabouth, 2024). Le nombre de sans-abris et les conditions de vie précaires sont également disproportionnellement élevés (Besen et al., 2025).

L'accès à la nature urbaine peut être particulièrement important pour préserver les systèmes de connaissances et les pratiques culturelles. À travers la revitalisation linguistique, le jardinage urbain et les initiatives alimentaires (voir l'étude de cas 40), l'expression artistique, la restauration écologique, l'organisation politique et les réseaux de solidarité et de parenté, les PA et les CL retrouvent une visibilité et façonnent la vie écologique et culturelle des villes (Brablec, 2025). Les organisations urbaines pan-tribal Māori à Aotearoa Nouvelle-Zélande (Kukutai, 2013) et les coopératives de logement de Métis et d'Inuit au Canada (Peters et Andersen, 2013) en sont quelques exemples. L'étude de cas 39 à Bogotá en Colombie montre comment des femmes Autochtones déplacées en raison d'un conflit armé conservent leurs connaissances alimentaires amazoniennes et renforcent ainsi leur autonomie financière et défendent leurs droits dans un contexte urbain.

Étude de cas 39

Territoire : Uitoto mɨnɨ ka nofiko

Langue : Uitoto

Auteur.e.s : Clemencia Herrera, peuple uitoto, Corporación Cultural Ecológica Mujer Tejer y Saberes (MUTESA)

Légende : Des femmes de MUTESA en train de récolter sur le chagra (ferme)

Photo : MUTESA



39 Peuple uitoto, Colombie

L'Amazone, considéré l'un des poumons écologiques du monde, fait face à des menaces constantes dans le contexte de la mondialisation environnementale. Il est soumis à la déforestation, aux industries extractives et aux pratiques agricoles inadaptées à la forêt tropicale. Là, le rôle des femmes comme gardiennes et soignantes de longue date de ces territoires, à l'aide de leur savoir et de leur sagesse en matière de soin, utilisation, gestion et maîtrise de l'environnement, n'a pas été pris en considération.

L'organisation MUTESA, puisant dans sa force politique et entrepreneuriale, crée des espaces de participation politique qui permettent aux femmes Autochtones d'exercer leur autonomie économique et de prendre une part active à la consolidation de leurs droits et de leur plaidoyer.

L'une des initiatives de MUTESA ayant recueilli le plus grand succès est le restaurant Copoazu, qui sert une cuisine amazonienne traditionnelle. Installé à Bogota, en Colombie, il est le reflet des parfums, des couleurs, des saveurs et du savoir de la forêt tropicale, et enseigne aux citadins. Le personnel du restaurant se compose de femmes Autochtones victimes du conflit armé et déplacées, ce qui leur permet de conserver un lien avec la forêt tropicale, la jungle et leur culture.

MUTESA se livre à plusieurs activités qui ont pour but de consolider l'autonomie économique et la participation politique des femmes Autochtones et de leurs familles. La Chagra Soberanía est une ferme communale qui offre aux femmes l'opportunité de gérer leurs propres économies sur la base de leurs systèmes de connaissances ancestrales. En outre, MUTESA gère douze entreprises au niveau national, désormais organisées sous forme de réseau de restaurants Autochtones, pour encourager une économie pour la vie en prévenant la discrimination au travail, comme la discrimination basée sur l'identité et le rejet du simple fait de la différence.

Le programme « Éducation avec dignité » a aussi accordé des bourses à un nombre supérieur à 1 000 femmes Autochtones adultes, leur permettant d'accéder à l'éducation et de consolider leurs connaissances académiques. Pour les femmes, cela vaut la peine de recevoir une éducation car elles apprennent ainsi à plaider en faveur de leurs droits et à les défendre.

La corporation MUTESA, qui opère de manière autonome, va continuer à consolider ses activités dans le but d'élargir son plaidoyer politique, environnemental et territorial. Ce processus et son suivi auront un impact positif sur la conservation de la biodiversité amazonienne et protègeront les plans de vie des peuples amazoniens, assurant leur *buenvivir*, leur bon vivre.

Mettre en œuvre la Cible 12 exige plus que d'accroître parcs, couloirs verts ou espaces bleus. Lorsque des zones urbaines ont été construites ou se sont étendues sur les territoires des PA ou des CL, les États devraient reconnaître ces antécédents et favoriser le maintien de l'accès aux lieux importants sur le plan culturel, la restitution lorsque cela est possible, ainsi qu'une participation significative à la gouvernance de la biodiversité urbaine. Cela implique également que l'urbanisme fasse une place aux savoirs et aux valeurs des PA et des CL, qui ont souvent été mis de côté ou effacés (Walker, Wilcox et Awatere, 2025). Lorsque l'urbanisme ne tient pas compte des noms de lieux Autochtones et locaux, des sites culturels, des territoires et des systèmes de savoirs, cela peut aggraver l'exclusion de la nature urbaine et affaiblir les liens culturels ainsi que les pratiques culturelles (Walker, Wilcox et Awatere, 2025).

En revanche, la restauration urbaine peut être un soutien à la fois pour la diversité biologique et la continuité culturelle si les savoirs et la gouvernance des PA et des CL sont reconnus. Au Chili, par exemple, les guides d'architecture ont été produits en collaboration avec les communautés mapuche et aymara de sorte que leurs besoins soient pris en compte dans la conception de l'espace public (Besen et al., 2025). Ces actions transforment les zones urbaines, les sites délavés par l'empreinte coloniale devenant des espaces de continuité culturelle des PA et des CL. Une manière d'affirmer que leurs modes de vie ne se limitent pas à un passé rural, mais s'inscrivent dans des avenirs qui se veulent dynamiques et adaptatifs. L'étude de cas 40 à Baguio City aux Philippines révèle comment la pratique du jardinage de populations Autochtones en zones urbaines peut contribuer à la sécurité alimentaire, l'agrobiodiversité, l'esprit d'initiative des femmes et la transmission des valeurs Autochtones.

Étude de cas 40

Territoire : Baguio City

Langue : Ilocano, ibaloy, kankanaey

Auteur.e.s : Aisah Mariano, peuple kankana-ey-ibaloi, Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP)

Légende : Joy, membre de l'association des jardiniers amateurs de Baëng, partage cette photo de sa récolte fraîche provenant de son ba-ëng à Happy Hollow, à Baguio City

Photo : Joy Dizon



40 Peuple kankana-ey-ibaloi, Philippines

Ce qui a démarré par une passion pour le jardinage pendant la pandémie est devenu un véritable mouvement d'apprentissage communautaire des systèmes alimentaires Autochtones et d'autonomisation des femmes en matière de souveraineté alimentaire.

À Baguio City, aux Philippines, un nombre croissant de jardinières amatrices font appel à des méthodes créatives et écoresponsables pour produire des aliments dans des espaces réduits ou inutilisés, à l'aide de matériaux recyclables et organiques et de récolte d'eau de pluie. En 2023, Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP, sigle en anglais de Partenaires pour la connaissance autochtone aux Philippines) a commencé à travailler avec ces jardinières amatrices, recueillant leurs expériences et leurs constats par rapport à leur rôle dans la revitalisation des systèmes alimentaires Autochtones de la ville.

Les jardinières amatrices ont commencé par inviter leurs familles, leurs amis et leurs voisins, puis ont constitué l'Association des jardinières amatrices de ba-ëng. *Ba-ëng*, dans la langue ibaloy, signifie jardin particulier pour produire de la nourriture. La communauté ainsi créée a certes amené de quoi manger à table et consolidé la sécurité alimentaire, mais elle a aussi encouragé la continuité des valeurs Autochtones comme la *binnadang*, l'entraide ; la culture du *ayyew*, vivre de manière économe et éviter le gaspillage ; et la *kasiyana*, le fait de conserver un esprit positif en dépit des challenges, entre autres.

Les femmes, en particulier les mères, se sont érigées en force motrice de la sécurité alimentaire du foyer à travers le jardinage particulier, protégeant les récoltes anciennes, partageant des semences et faisant pousser des plantes médicinales. Selon les membres de *ba-ëng*, la plupart des jardinières amatrices ont acquis leur savoir auprès de leurs parents, les figures maternelles ayant joué un rôle central dans la transmission de ces pratiques traditionnelles.

« Nous, grands-mères, nous [cultivons] à la maison et invitons nos petits-enfants à nous aider car ils sont curieux. Jardiner peut être amusant. Rendons le jardinage amusant », déclare Brigit Piok, membre de l'association *Ba-ëng*.

Ces efforts contribuent à protéger l'agrobiodiversité, à réduire la dépendance de la monoculture et les produits chimiques synthétiques, et à assurer la bonne santé du sol, aujourd'hui et pour les générations futures.

L'Association des jardinières amatrices de ba-ëng a également participé à des ateliers dans la ville et à l'étranger. Des foires de durabilité sont organisées par le gouvernement local et donnent aux membres la possibilité de vendre les surplus de production issus de leur *ba-ëng*, transformant leurs efforts en moyen de subsistance.

En prenant soin de l'environnement et des personnes de leur communauté, les femmes de l'Association des jardinières amatrices ba-ëng ont pris la tête de la conservation de la biodiversité, jardin après jardin.

Les savoirs et les valeurs des PA et des CL doivent aussi façonner la restauration écologique urbaine. Cela exige plus qu'une consultation ou la reconnaissance culturelle une fois les plans élaborés. Il serait bon de faire participer les PA et les CL à la planification, la prise de décisions et l'encadrement des opérations dès le départ. Ils donneraient ainsi forme à la conception et à l'administration des espaces urbains bleus et verts. À défaut, même les approches participatives peuvent reproduire l'exclusion (Swara et al., 2025). La restauration urbaine peut amener plus de transformations lorsqu'elle prend racine dans les savoirs, les valeurs et les cultures des PA et des CL (Walker, Wilcox et Awatere, 2025). À Aotearoa, la Nouvelle-Zélande, par exemple, les activités de restauration Māoris en zones urbaines associent restauration écologique et narration, *karakia* (prière) et *waiata* (chanson). Cela contribue à restaurer dans le même temps la nature et les connaissances culturelles (Walker et al., 2024). Une conception participative ancrée dans la culture peut également contribuer à la création de logements et d'espaces publics qui reflètent l'histoire, l'identité, les systèmes de savoir et les modes de vie des Peuples Autochtones et des communautés locales (Walker, Wilcox et Awatere, 2025 ; Besen et al., 2025).

Il s'agit donc d'évaluer différemment les espaces verts et les espaces bleus urbains. Les seuls indicateurs relatifs à la diversité biologique ne s'avèrent pas suffisants (Salvo-Tierra et Ruiz-Valero, 2025). La restauration en milieu urbain devrait également être mesurée selon la fonction écologique, l'accès équitable, l'utilisation culturelle, le bien-être de la communauté et selon qu'elle favorise les droits et les responsabilités en matière de gestion des PA et des CL (Walker et al., 2024). Un parc, un corridor fluvial ou une zone humide réhabilitée peuvent à la fois accroître le couvert végétal ou le nombre d'espèces et exclure les communautés dont l'histoire, les savoirs et les liens sont étroitement liés à ce lieu. À l'inverse, lorsque les systèmes de connaissances des PA et des CL influencent la conception et la gestion des écosystèmes urbains, la restauration peut contribuer à réparer les divisions artificielles entre l'homme et la nature, et à transformer les villes en espaces de continuité culturelle et de justice environnementale (Walker, Wilcox et Awatere, 2025).



Légende : Un homme navigue en canoë sur l'Amazone

Photo : SL_Photography

Partage juste et équitable des avantages

« En associant les ressources génétiques traditionnelles aux méthodes agroécologiques modernes, la réintroduction de variétés de riz indigènes renforce la sécurité alimentaire, la diversité biologique et la résilience dans la région, tout en garantissant un partage équitable des avantages à tous les niveaux ».

Communautés locales en Inde [30]

Cible 13. Renforcer le partage des avantages découlant des ressources génétiques, de l'information de séquençage numérique et des connaissances traditionnelles

Prendre des mesures juridiques, politiques, administratives et de renforcement des capacités efficaces à tous les niveaux, selon qu'il convient, pour assurer le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et de l'information de séquençage numérique sur les ressources génétiques, ainsi que des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et faciliter l'accès approprié aux ressources génétiques, et, d'ici à 2030, favoriser une augmentation significative des avantages partagés, dans le respect des instruments internationaux applicables en matière d'accès et de partage des avantages.

L'accès et le partage des avantages (APA) font référence au partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, de l'information de séquençage numérique (DSI) et des savoirs traditionnels associés. Ces ressources et ces connaissances peuvent contribuer à la mise au point de médicaments, de pesticides naturels, d'aliments, de variétés de cultures et d'autres produits. Les PA et les CL qui protègent, préservent et transmettent la biodiversité et les savoirs traditionnels devraient bénéficier d'avantages équitables lorsque ces ressources et ces savoirs sont utilisés par d'autres.

La Cible 13 du CMBKM vise à renforcer l'APA concernant les ressources génétiques, l'information de séquençage numérique (DSI) et les savoirs traditionnels qui y sont associés. L'accès et le partage des avantages (APA) exigent des mesures juridiques, politiques et administratives qui :

- Respectent le principe de consentement libre, préalable et éclairé
- Veillent à ce que les utilisateurs des savoirs traditionnels et des ressources génétiques respectent les conditions convenues
- Favorisent le renforcement des capacités, de sorte que les PA et les CL puissent élaborer des protocoles communautaires, accéder à un soutien technique et juridique, surveiller les avantages et jouer un rôle plus important dans les accords de partage d'avantages.

Évolution des politiques

La Cible 13 s'appuie sur les règles APA et mécanismes de protection des droits existants, notamment ceux inscrits dans la CDB. Citons le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (2010) (Protocole de Nagoya) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones. Depuis la COP15 (2022), les Parties se sont également employées à traiter la question de l'utilisation des DSI, qui permet parfois de tirer profit d'informations génétiques sans avoir un nouvel accès physique à la ressource d'origine. Le nouveau Programme de travail sur l'article 8(j) de la CDB apporte un soutien supplémentaire en encourageant la mise en place de mesures concrètes telles que des protocoles communautaires, le partage des connaissances, le dialogue entre prestataires et utilisateurs, l'accompagnement technique et juridique, ainsi que les enseignements tirés des expériences des PA et des CL en matière de partage des avantages.

Le « fonds Cali » est une avancée majeure quant au partage des avantages de DSI. Approuvé de principe lors de la COP15 et mis en œuvre en 2024 lors de la COP16, il s'agit d'un mécanisme prévu par la CDB pour le partage des avantages découlant de l'utilisation commerciale de DSI de ressources génétiques. Il est destiné à recevoir les contributions des secteurs qui utilisent les DSI et en tirent profit, notamment l'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, l'industrie cosmétique, l'agriculture et les industries connexes. Même si les contributions sont volontaires, la décision 16/2 propose que les entreprises versent une contribution équivalente à 1 % de leurs bénéfices ou à 0,1 % de leur chiffre d'affaires. Cela représente un important précédent concernant la responsabilité des acteurs industriels dans le financement de la biodiversité (Reitmeier et Makowska-Curran, 2025). Ce fonds est géré par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies, et ses ressources seront distribuées aux pays en développement ainsi qu'aux PA et aux CL. Au moins 50 % des fonds sont affectés au décaissement direct en faveur des PA et des CL, pour soutenir notamment les efforts de conservation auto-déterminés et les priorités communautaires (Reitmeier et Makowska-Curran, 2025).

Le Traité de l'OMPI de 2024 sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés présente également un intérêt, notamment en ce qui concerne la divulgation des brevets. Les protections prévues demeurent toutefois limitées. Le traité fixe un seuil relativement bas et prévoit des sanctions peu contraignantes en cas de non-respect, auquel cas les déséquilibres existants dans le régime des brevets demeurent globalement les mêmes (Samal, 2025).



Légende : Des membres du peuple garo travaillant dans une rizière à Birishiri, au Bangladesh

Photo : Mahmud Mahmud

Les États qui adhèrent au traité de l'OMPI peuvent en renforcer la mise en œuvre en adoptant des obligations de divulgation allant au-delà des normes minimales, en établissant un lien plus clair entre les demandes de brevet et le respect des règles APA, en renforçant la diligence raisonnable au sein des offices des brevets et en aidant les PA et les CL à comprendre et à protéger, s'il y a lieu, leurs savoirs traditionnels.

Limitations des cadres actuels d'accès et de partage des avantages

L'une des principales limites des cadres actuels relatifs à l'APA réside dans le fait que ce partage est souvent envisagé en termes transactionnels et de mécanismes de marché. Dans le cadre de la CDB et du Protocole de Nagoya, l'accès et le partage des avantages (APA) ont souvent été considérés comme un « grand compromis », en vertu duquel les utilisateurs obtiennent l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés, tandis que les fournisseurs reçoivent des avantages financiers ou non financiers destinés à soutenir la conservation et l'utilisation durable (Kreiken et Arts, 2024). Cette approche peut contribuer à remédier aux schémas historiques d'exploitation, mais elle risque également de réduire les ressources génétiques et les savoirs traditionnels à de simples marchandises destinées au commerce (Kreiken et Arts, 2024). Même lorsque des procédures relatives à l'APA sont officiellement en place, elles peuvent se concentrer sur les autorisations d'accès, les obligations de divulgation et les avantages négociés, sans protéger suffisamment les liens profonds qui unissent les PA et les CL à leurs terres, leurs eaux, leurs territoires et leurs ressources (Girard, Hall et Frison, 2022). Il s'agit là d'une préoccupation majeure pour de nombreux PA et CL, car les savoirs traditionnels ne sont pas juste un actif assorti d'une valeur de marché. Ces éléments sont liés à leurs terres, leurs eaux, leurs territoires, leurs cultures, leurs responsabilités et leurs modes de vie, dont bon nombre ne sauraient être réduits à des avantages négociés ou à des échanges commerciaux (Bavikatte et al., 2010).

Cette approche fondée sur le marché occulte également les dimensions inaliénables des savoirs traditionnels et des ressources génétiques (Kreiken et Arts, 2024). Pour de nombreux PA et CL, le matériel génétique n'est pas une ressource inerte pouvant être dissociée des systèmes vivants, des territoires et des relations qui le soutiennent. « Le matériel héréditaire est sacré pour nous », a relevé l'IIFB dans une déclaration de 2021 sur l'information de séquençage numérique (DSI). Dans cette optique, ressources génétiques et DSI s'inscrivent dans les relations réciproques de diligence et bienveillance qui sous-tendent les systèmes de connaissances et de valeurs des PA et des CL (Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité (IIFB), 2021). Les considérer avant tout comme des actifs négociables risque de dissocier les savoirs des relations culturelles, spirituelles et territoriales qui les rendent possibles. Cela peut également entrer en conflit avec des cosmologies dans lesquelles le monde naturel n'est pas perçu comme quelque chose qui peut simplement être possédé, évalué financièrement ou échangé (Kreiken et Arts, 2024). Si le partage des avantages peut s'avérer nécessaire pour lutter contre l'exploitation, il ne saurait se substituer à la protection des droits des PA et des CL sur leurs terres, leurs territoires, leurs cultures et leurs modes de vie autodéterminés, qui constituent les fondements d'une négociation équitable de l'utilisation des savoirs.

Une autre limite réside dans le flou que maintiennent souvent les cadres relatifs à l'APA quant au sens de l'expression « avantage équitable ». Le Protocole de Nagoya recense différentes formes que peuvent prendre ces avantages, notamment les paiements directs, la collaboration en matière de recherche et le renforcement des capacités. Ces catégories peuvent toutefois

être abstraites et il est donc difficile pour les PA, les CL et les usagers de s'accorder sur les avantages qui sont appropriés, suffisants ou véritablement équitables (Beumer et Roskam, 2026). Dans la pratique, les avantages convenus dans le cadre d'accords d'APA peuvent ne pas correspondre à la valeur, aux bénéfices ou aux avantages plus larges que les utilisateurs tirent des ressources génétiques ou des savoirs traditionnels associés. D'où le risque que le partage des avantages devienne un minimum négocié plutôt qu'une contrepartie équitable pour les savoirs, les ressources et la gestion responsable qui ont rendu ces avantages possibles.

Une approche fondée sur les droits humains exige une conception plus large du partage des avantages que celle souvent présente dans les cadres d'APA. Pour les PA et les CL, le partage des avantages doit être appréhendé au regard des droits reconnus dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones, notamment les droits à l'autodétermination, au consentement libre, préalable et éclairé, aux terres, eaux, territoires et ressources, au droit coutumier, au patrimoine culturel et aux savoirs traditionnels. Cela signifie que PA et CL doivent pouvoir décider collectivement si l'accès doit avoir lieu, à quelles conditions et avec qui leurs ressources génétiques, leurs savoirs traditionnels et autres savoir-faire sont partagés (Girard, Hall et Frison, 2022). Le partage des avantages devrait donc contribuer à résorber les déséquilibres de pouvoir systémiques et les injustices historiques et non se contenter d'indemniser les communautés pour l'utilisation de leurs savoirs et de leurs ressources sans leur consentement libre, préalable et éclairé.



Légende : La fresque Kashiri, conçue par Davis Torres en collaboration avec la communauté shipetiari de l'Amazonie péruvienne. La fresque recouvre les murs de la salle communale principale de la communauté et a été peinte par Davis, l'artiste Félix Alejo Gutiérrez et plusieurs membres de la communauté, notamment Rufina, Rani, Verónica, Javier, Germán, Mary Luz, Javier Keimari, Mariela, Martha, Ángel, Jorge, Terri, Roger, Rolando, Driscella et d'autres

Photo : Davis Torres, Xapiri Ground

Mise en œuvre de l'accès et du partage des avantages

Malgré différentes évolutions politiques, les avantages accordés aux PA et aux CL ne se sont pas toujours améliorés dans la pratique. Les premières approches en matière d'APA visaient souvent davantage à encourager les PA et les CL à participer à des projets de conservation et de développement conçus par d'autres qu'à protéger leurs ressources génétiques et leurs savoirs traditionnels contre toute utilisation commerciale non autorisée (Girard, Hall et Frison, 2022). Cela reflétait une tendance plus générale à considérer les savoirs et les pratiques des PA et des CL comme des contributions utiles à la conservation, plutôt que de reconnaître leur autorité intrinsèque, leurs droits et leur pouvoir de décision sur les ressources, les savoirs et les territoires.

Les obstacles réglementaires restent parmi les freins les plus courants à la mise en œuvre de la Cible 13. De nombreuses Parties ne disposent toujours pas, en effet, de cadres spécifiques en matière d'APA ou peinent à matérialiser les mesures existantes (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2026). Certains pays se sont dotés de systèmes plus détaillés. L'Afrique du Sud, par exemple, dispose d'une réglementation en matière d'APA, de clauses contractuelles types et de procédures relatives aux conditions convenues d'un commun accord. Le pays a fait état d'avantages à la fois financiers et non financiers pour les parties prenantes en accordant l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés (Knight et al., 2023). Le Bhoutan a également mis en place des accords d'APA auxquels prennent part les détenteurs de savoirs traditionnels, des chercheurs et des partenaires privés. Sont notamment prévus le partage des avantages sous forme de prix majorés, de participation aux bénéfices et de contributions à un fonds national dédié à l'APA (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2025). D'autres pays s'appuient encore sur des cadres obsolètes, fragmentés ou incomplets. Au Mozambique, par exemple, les politiques et réglementations existantes sont antérieures au Protocole de Nagoya, les autorisations de recherche ne comportent pas encore de clauses claires relatives à l'APA, les responsabilités institutionnelles restent floues et l'accès aux ressources génétiques n'est pas encore systématiquement soumis au consentement préalable et éclairé (Knight et al., 2023).

Même lorsque des cadres relatifs à l'APA existent, leur mise en œuvre peut être compromise par une fragmentation des responsabilités institutionnelles, une coordination limitée entre les ministères et les autorités compétentes, des procédures floues en matière de consentement préalable éclairé et de conditions convenues d'un commun accord, ainsi que par des systèmes poussifs de contrôle du respect des dispositions. En l'absence de points de contrôle clairs, de mécanismes de suivi et de sanctions exécutoires en cas de non-respect, les mesures relatives à l'APA risquent de rester de pures questions de procédure et de ne pas générer d'avantages significatifs pour les PA et les CL (Knight et al., 2023 ; PNUD, 2025).

Protocoles communautaires

Les protocoles communautaires peuvent contribuer à combler certaines de ces lacunes dans la mise en œuvre de l'APA. PA et CL pourraient ainsi définir, selon leurs propres termes, les modalités d'interaction des acteurs extérieurs avec eux (Girard, Hall et Frison, 2022). Au-delà de leur simple rôle de documents techniques régissant l'accès, ces protocoles peuvent définir les procédures décisionnelles communautaires, les droits coutumiers, les valeurs, les instances compétentes et les attentes en matière de consentement libre, préalable et éclairé, ainsi que les conditions convenues d'un commun accord et le partage des avantages. Ils peuvent également contribuer à préciser que l'accès aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels ne relève pas uniquement de négociations avec des chercheurs, des entreprises ou des gouvernements, mais qu'il s'inscrit dans le cadre de relations plus larges avec les terres, les eaux, les territoires, les cultures et les responsabilités. De cette manière, les protocoles communautaires peuvent favoriser des conditions de négociation plus équitables et garantir que les accords d'APA soient façonnés par les droits, les priorités et les systèmes de gouvernance propres aux PA et aux CL.

L'étude de cas 41 en Équateur montre comment un protocole communautaire peut renforcer la gouvernance territoriale, réguler l'accès aux savoirs traditionnels et garantir que les décisions concernant la recherche, le consentement et le partage des avantages restent sous l'autorité de la communauté.



Étude de cas 41

Langue : Kichua

Auteur.e.s : Rodrigo de la Cruz, Pueblo Indígena kichua/kayami, Foro Indígena de Abya Yala - FIAY

Légende : Bassin de soufre, Agua Blanca

Photo : Mathess

41 Peuple kichua/kayami, Équateur

La communauté d'Agua Blanca, située dans la forêt sèche côtière de l'Équateur, a développé des mécanismes de gouvernance communautaire pour protéger la biodiversité, ses droits territoriaux et son savoir traditionnel.

Les organes décisionnels communautaires ont développé ensemble un programme de conservation axé sur la conservation et le reboisement du paysage. Cela a aidé à restaurer des écosystèmes et à attirer des oiseaux migrateurs. La communauté règlemente l'utilisation de la faune et de la flore, répertorie des plantes médicinales et consolide le savoir traditionnel, tout en intégrant les droits fonciers et en veillant à l'inclusion des personnes âgées, des femmes et des jeunes pour encourager un développement durable.

La communauté a aussi développé un protocole communautaire, le « *Territorio de Vida Señorío de Salangome* », qui place la communauté au cœur d'une prise de décisions responsable dans la gestion de son patrimoine bioculturel. Son principal objectif consiste à règlementer l'accès au savoir traditionnel de la part de tiers, comme les chercheurs ou les compagnies, en particulier celui lié aux plantes médicinales, tout en veillant au respect des droits collectifs communautaires et à l'auto-détermination.

Un élément fondamental du protocole est le Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ou FPIC d'après les sigles en anglais. Ce mécanisme exige de toute partie intéressée de fournir des informations claires, précises et compréhensibles concernant les objectifs, les méthodes et les impacts potentiels de ses activités avant d'amorcer tout processus. La décision finale est laissée à l'Assemblée générale, la plus haute autorité de la communauté, qui évalue les propositions avec le soutien d'un comité technique. Sans ce consentement formel, aucune recherche ne peut être engagée sur les ressources biologiques et génétiques associées au savoir traditionnel.

Le protocole règlemente aussi le partage des bénéfices, car il prévoit qu'ils doivent être collectivement et mutuellement convenus. Les bénéfices monétaires sont gérés à travers un fonds communautaire réservé aux projets locaux, tandis que les bénéfices non-monétaires comprennent le transfert de technologie, la formation, le développement de capacités et le déploiement d'initiatives telles que des jardins botaniques ou la transformation des plantes médicinales.

En outre, le protocole inclut des mécanismes de surveillance et de supervision, qui permettent à la communauté d'évaluer la conformité aux accords, y compris les échéances de recherche, le respect du savoir autorisé et la distribution effective des bénéfices. L'Assemblée peut même suspendre des projets ou demander une compensation si les termes convenus sont enfreints.

En résumé, le protocole communautaire d'Agua Blanca représente un outil complet qui regroupe les droits territoriaux, la conservation de la biodiversité et la protection du savoir ancestral, de sorte à renforcer la gouvernance locale et à aller dans la lignée des standards internationaux de justice et de durabilité.



Légende : Des chefs d’équipe chargés de la biodiversité installent un enregistreur audio dans la zone de conservation de Managalas, en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Photo : Russell Wai, Landscape Alliance



Chapitre 6
Outils et solutions pour mettre en œuvre et intégrer le cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal

Cibles 14 à 21

« Le mot “ Satyagraha ” veut dire “ force de la vérité ” : la non-violence est une dimension essentielle de cette méthodologie. L’objectif de Satyagraha est la justice. Ce n’est pas une question de gain ou de perte, de pour ou contre, mais de rassembler tous les camps en vue d’obtenir de meilleurs résultats. »

Communautés tribales bhils, Inde [53]

Légende : Une équipe de surveillance kayapo prépare un bateau pour surveiller la rivière Pixaxa depuis l’une des bases de surveillance territoriales du village de Bau, sur le territoire Autochtone de Bau. Les habitants du village de Bau vivent de la cueillette de produits forestiers tels que les noix du Brésil et le cumaru (graines de tonka) ; ils ont mis en place des postes de surveillance afin de tenter d’empêcher l’exploitation minière, l’exploitation forestière et la pêche illégales sur leurs terres

Photo : Lalo de Almeida, Panos Pictures

Les Cibles 14 à 21 présentent les principaux outils et les conditions favorables à la mise en œuvre du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (CMBKM), notamment les savoirs, le financement, le suivi et la responsabilité. Cet ensemble de cibles vise à définir la manière dont les actions en faveur de la diversité biologique sont encadrées, financées et mises en œuvre dans la pratique.

Ce chapitre examine comment les engagements des Parties se concrétisent dans quatre domaines :

- L'intégration des valeurs des PA et des CL dans toutes les décisions prises en matière de diversité biologique – en lien avec la Cible 14
- Le rôle que ces savoirs traditionnels jouent dans la gouvernance de la diversité biologique – en lien avec la Cible 21
- La contribution des mécanismes de mise en œuvre, tels que le suivi mené au niveau local et le renforcement réciproque des capacités, pour aider les Peuples Autochtones et les communautés locales (PA et CL) à préserver leurs modes de vie traditionnels – en lien avec les Cibles 20 et 21
- Un bilan concernant, d'une part, l'attention suffisante ou non accordée aux causes structurelles de la perte de biodiversité (telles que les subventions nuisibles à l'environnement et la surconsommation) et, d'autre part, les effets d'atténuation ou d'aggravation du problème de certaines des solutions proposées par le CMBKM (comme le financement de la biodiversité fondé sur le marché) – en lien avec les Cibles 15 à 19.



Légende : Karlina Erngsen travaille à la tannerie Great Greenland. Karlina est une couturière qualifiée, formée à la confection de robes nationales traditionnelles groenlandaises (kalaallisuut)

Photo : Jonas Kako, Panos Pictures

Inclure les valeurs des Peuples Autochtones et des communautés locales dans la prise de décisions

Cible 14. Intégrer la biodiversité dans la prise de décision à tous les niveaux

Veiller à la pleine prise en compte de la biodiversité et de ses multiples valeurs dans l'élaboration des politiques, des réglementations, des processus de planification et de développement, des stratégies de lutte contre la pauvreté, des évaluations environnementales stratégiques, des évaluations d'impact environnemental et, le cas échéant, dans la comptabilité nationale, à tous les niveaux de gouvernement et dans tous les secteurs, en particulier dans ceux qui ont d'importantes incidences sur la biodiversité, et aligner progressivement toutes les activités publiques et privées concernées, ainsi que les flux fiscaux et financiers, sur les objectifs et les cibles du présent cadre.

La Cible 14 du CMBKM vise à garantir que les différentes valeurs de la biodiversité soient intégrées dans toutes les lois, politiques, processus et prises de décisions en lien avec la diversité biologique. Cela comprend deux éléments particulièrement importants. Le premier est la prise de conscience que les processus décisionnels en matière de diversité biologique ne doivent pas être interprétés de manière restrictive comme se limitant aux seules lois et politiques environnementales, mais qu'ils consistent en un large éventail, dans tous les secteurs, notamment en lien avec la planification économique, l'allocation des ressources, les décisions d'aménagement du territoire, la politique fiscale et financière, etc. Le deuxième consiste à admettre que la prise de décisions repose sur un grand nombre de valeurs, y compris celles des PA et des CL.

En ce sens, la Cible 14 est étroitement liée aux approches de mise en œuvre décrites à la Section C, notamment la nécessité d'intégrer différents systèmes de valeurs (voir Chapitre 2, l'approche par différents systèmes de valeurs) et l'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, qui reconnaît la nature transversale et sociétale plurielle de l'approche nécessaire (voir Chapitre 2, approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société).

Elle est également étroitement liée à la participation efficace des PA et des CL au processus décisionnel en matière de biodiversité (voir Chapitre 7), car une participation efficace implique la prise en compte de la diversité des valeurs dans ce processus. Les seules consultations ne s'avèrent pas suffisantes si les systèmes d'évaluation dominants restent inchangés (Pereira et Saramago, 2020 ; Coscieme et al., 2020 ; DePuy et al., 2021 ; Moon et Pérez-Hämmerle, 2022 ; Rickard et Ludwig, 2025). Les visions du monde, les systèmes de gouvernance et les responsabilités des PA et des CL envers leur territoire doivent guider, dès le départ, l'élaboration des politiques et la planification en matière de diversité biologique (Goolmeer, Skroblin et Wintle, 2022 ; Zurba et Papadopoulos, 2021 ; Dawson et al., 2024).

Cela implique de modifier la manière dont les décisions sont prises, c'est-à-dire :

- De renforcer l'influence des PA et des CL dans les processus décisionnels locaux, nationaux et mondiaux liés à la biodiversité
- D'accroître la décentralisation des pouvoirs décisionnels locaux en faveur des PA et des CL, en leur accordant une plus grande autonomie et un meilleur contrôle de leurs territoires.

L'intégration des valeurs des PA et des CL dans les processus décisionnels est essentielle à la réalisation du CMBKM et à la garantie du respect des droits humains. Malheureusement, les gouvernements continuent souvent d'ignorer les valeurs des PA et des CL dans leurs processus décisionnels, comme l'a souligné l'évaluation des valeurs réalisée par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) (IPBES, 2022). Face à cette situation, de nombreux PA et CL continuent de développer leurs propres approches, en accord avec leurs valeurs, dans le cadre d'un exercice autonome de leurs droits et de leurs valeurs, et comme moyen d'influencer les décisions gouvernementales. Par exemple, l'étude de cas 42 aux Philippines décrit comment les PA de quatre domaines ancestraux à Besao ont réalisé la cartographie participative de domaines ancestraux (territoires) afin de mettre à jour leur propre Plan de développement durable et de protection du domaine ancestral.

Étude de cas 42

Territoire : Besao

Langue : Kankanaey

Auteur.e.s : Jose Amian Tauli, peuple ibaloi-kankanaey, Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP)

Légende : Les habitants du village de Payeo se rassemblent autour d'une carte de leur village pour identifier les lieux importants

Photo : Ella Cariño



42 Peuple kankanaey, Philippines

Le peuple kankanaey de Besao, dans la cordillère du Luzon septentrional aux Philippines, protège de longue date ses terres à l'appui de systèmes Autochtones de gestion des ressources. Mais le changement climatique et l'expansion agricole ont précipité la perte de ressources foncières et hydriques.

En réponse à cette situation, les représentants de Besao se sont associés avec Partners for Indigenous Knowledge Philippines (PIKP pour Partenaires pour la connaissance autochtone aux Philippines) pour déployer une cartographie de l'utilisation des sols de quatre domaines ancestraux de Besao. Le but était d'utiliser les cartes pour mettre à jour leur plan de protection et de développement durable du domaine ancestral et l'amener à répondre aux menaces à leur territoire.

La cartographie participative constitue un outil précieux qui aide les communautés à mieux comprendre leur environnement local. Les cartes représentent visuellement les utilisations des sols au sein d'une communauté et illustrent la manière dont différentes utilisations des sols interagissent et peuvent potentiellement nuire à l'environnement.

Les représentants communautaires ont soutenu la création de cartes individuelles pour chaque domaine, ensuite partagées dans le cadre d'ateliers communautaires. Là, les membres de la communauté ont identifié et marqué les utilisations des sols, les sites communautaires et les zones d'importance culturelle. Après un tour de table visant à recueillir le retour des communautés, les cartes ont été présentées lors d'un forum municipal où les participants et participantes ont partagé leurs perspectives issues des activités de cartographie et abordé la manière dont les cartes peuvent contribuer à mieux gérer et protéger les territoires et à réduire la perte de biodiversité.

Constats importants issus de la cartographie :

- 51 % des terres sont gérées selon le système *Batangan*, où l'accès et l'utilisation sont règlementés d'après une série de règles traditionnelles.
- 37 % des terres sont des APAC (aires et territoires du patrimoine Autochtone et communautaire), où les activités de subsistance ne sont pas autorisées et dont l'accès est restreint afin de protéger les bassins et les forêts à haute biodiversité.

Le Peuple Autochtone de Besao, qui vit à proximité des terres, a donc une profonde compréhension de la situation de sa communauté et a acquis un savoir pour protéger sa communauté. Le développement de capacités à l'aide de nouveaux outils tels que la cartographie de l'utilisation des sols consolide les pratiques traditionnelles existantes et peut contribuer à mieux planifier les initiatives de protection de la communauté.



Légende : Une femme mentawai récolte des durians sauvages sur l'île de Siberut, à Sumatra occidental, en Indonésie

Photo : Nataliia Milko

Connaissances traditionnelles en matière de gouvernance de la diversité biologique

« Alors que les gouvernements et les acteurs de la protection de la nature cherchent des moyens d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de diversité biologique, le soutien aux systèmes de gouvernance territoriale et de surveillance à l'initiative de Peuples Autochtones constitue une approche efficace et équitable pour préserver la biodiversité tout en garantissant la pérennité des moyens de subsistance et du patrimoine culturel des communautés. »

Peuple dusun, Malaisie [56]

Cible 21. Veiller à ce que les connaissances soient disponibles et accessibles pour étayer l'action en faveur de la biodiversité

Faire en sorte que les décideurs, les praticiens et le public aient accès aux meilleures données, informations et connaissances disponibles afin de favoriser une gouvernance efficace et équitable et une gestion intégrée et participative de la biodiversité, ainsi que de renforcer la communication, la sensibilisation, l'éducation, le suivi, la recherche et la gestion des connaissances ; dans ce contexte également, les connaissances, innovations, pratiques et technologies traditionnelles des Peuples Autochtones et des communautés locales ne devraient être accessibles qu'avec leur consentement préalable, libre et éclairé, conformément à la législation nationale.

La Cible 21 du CMBKM reflète la reconnaissance croissante des savoirs traditionnels dans la gouvernance mondiale, nationale et locale en matière de biodiversité. Elle s'intéresse à l'accès aux connaissances liées à la diversité biologique et fait explicitement référence aux « savoirs traditionnels, innovations, pratiques et technologies » des PA et des CL. La création, lors de la COP16 en 2024, de l'Organe subsidiaire chargé de l'article 8(j) atteste également d'une reconnaissance croissante de l'importance des systèmes de connaissances Autochtones et locaux (Kutubul et Siddiquee, 2020 ; Convention sur la diversité biologique (CDB), 2021).

À l'heure actuelle, cependant, les marges de manœuvre politiques restent dominées par des formes de connaissances plus faciles à normaliser et à transposer à plus grande échelle (Loch et Riechers, 2021 ; Rathakrishnan, Aboo Talib Khalid et Daud, 2025 ; Nelson et Reed, 2025 ; Aguirre-Gutiérrez et al., 2026). Les savoirs traditionnels, en revanche, sont liés au territoire, adaptatifs et ancrés dans des relations à long terme avec les écosystèmes.

L’apport des savoirs traditionnels en matière de gouvernance de la diversité biologique

Les savoirs traditionnels livrent d’importantes perspectives en matière de gouvernance de la biodiversité et peuvent renforcer le processus décisionnel lorsqu’ils sont pris en compte avec respect et sensibilité. Ils peuvent également compléter d’autres systèmes de connaissances (Tengö et al., 2014 ; Malmer et al., 2020 ; Martin et al., 2025). Les systèmes de connaissances des PA et des CL contiennent des observations écologiques de grande ampleur accumulées au fil des générations. Dans les régions côtières, marines et insulaires, par exemple, les savoirs traditionnels contribuent à la conservation et à l’utilisation durable de la biodiversité marine grâce à une compréhension approfondie du comportement des espèces, des courants océaniques, des cycles saisonniers, des écosystèmes sous-marins et des changements écologiques (Oryza et al., 2018 ; Hill et al., 2020 ; Kitolelei et al., 2021 ; Dawson et al., 2024 ; Danial, Amat et Dino, 2024 ; Collectif international d’appui aux travailleurs de la pêche, 2025). En Asie du Sud, certains pêcheurs Autochtones associent la couleur bleu-vert de l’océan à des écosystèmes marins productifs et à l’abondance de poissons. Les savoirs Autochtones relatifs aux remontées d’eau saisonnières liées à la mousson du sud-ouest sont, à leur tour, utilisés pour comprendre les variations de la productivité marine et la répartition de la diversité biologique (Jament, 2026, correspondance personnelle). Ces savoirs peuvent contribuer à la surveillance des écosystèmes, à l’adaptation aux changements climatiques et à la conservation de la diversité biologique, à condition que leur utilisation respecte les droits, les priorités et les systèmes de gouvernance des savoirs des PA et des CL.

L’étude de cas 43 au Guatemala illustre bien comment les PA élaborent leurs propres indicateurs pour surveiller la diversité biologique, les systèmes alimentaires et les impacts du climat selon des méthodes inspirées de leurs propres valeurs, systèmes de gouvernance et connaissances.

Étude de cas 43

Territoire : Balam Juyu et Panab'aj Ya'

Langue : Kaqchikel

Auteur.e.s :

- Ramiro Batzín, peuple maya kaqchikel, Centro de Distinción Saqb'e
- Juan Cusanero, peuple maya kaqchikel, Centro de Distinción Saqb'e

Légende : Balam Juyu

Photo : Ramiro Batzin



43 Peuple maya kaqchikel, Guatemala

Balam Juyu et Panab'aj Ya' constituent un complexe bioculturel d'une importance ancestrale pour les modes de vie traditionnels au cœur de la région volcanique de Kaqchikel au Guatemala. Plusieurs communautés vivent autour de ce complexe bioculturel ; par leur gouvernance, elles préservent le mode de vie traditionnel, centré sur la production alimentaire basée sur la culture du maïs, des haricots et de la courge, ainsi que sur une diversité agricole d'espèces locales. Le tout repose sur une vision cosmogonique riche, des valeurs culturelles, et un système de connaissances et de pratiques de grande importance historique et ancestrale.

Ce système s'est détérioré sous l'effet de l'érosion du tissu social, des impacts du changement climatique et des pressions des politiques nationales. Ces facteurs menacent l'intégrité des ressources naturelles et productives, la gouvernance et les modes de vie traditionnels, ce qui contraint à consolider les systèmes de savoir Autochtone.

Le Centre d'excellence de Saqb'e s'est attaqué à ces défis par le développement d'indicateurs bioculturels qui comprennent des valeurs sacrées, les actuelles normes traditionnelles, des formes d'auto-organisation, des pratiques traditionnelles et l'état des espaces territoriaux.

Les informations réunies grâce à ces indicateurs viennent soutenir la surveillance traditionnelle des systèmes alimentaires Autochtones et consolider la transmission du savoir Autochtone au sein de la communauté. Sur la base des systèmes de croyances et des visions du monde des Maya de Kaqchikel, les indicateurs soutiennent aussi les mesures communautaires de conservation foncière, de protection de la sécurité alimentaire et d'adaptation aux effets du changement climatique.

En kaqchikel

B'alam Juyu' chuqa' Panab'aj Ya' jun nimaläj qak'ayib'al k'aslemal chuqa' qach'akulal ri qati't qamama', k'o ruk'ij pa ri qach'ab'äl Kaqchikel pa nik'aj ruk'u'x ri cadena volcánica richin Ixim Ulew. Chuqaq' re nimaläj qak'ayib'al re', e k'o jalajöj tinamït ri tajin nikichajij chuqa' nikito' ri rub'eyal k'aslemal ri qati't qamama', ri nib'an pa ruk'ux ri tikonem richin qawa', rik'in rujunamil ixim, q'inek', kumatz' chuqa' jalajöj chik taq tico'n ri e k'o pa qatinamït. Ronojel re' xaq pa ruk'ux ri qach'akulal, ri q'ijila' taq tzij, ri qeta'oj, ri qachomanik chuqa' ri qab'anoj ri e k'o ruk'ij pa qak'aslemal richin ojer taq k'ij.

Ri rub'eyal k'aslemal re' tajin nitz'iläx roma ri nisaqär ri ruk'ux k'aslemal pa tinamït, roma ri rujalojil ri kaj chuqa' ri ruwach'ulew (cambio climático), chuqa' roma ri taqonel taq na'oj ri amaq'. Re taq k'ulel nikib'an k'ayewal chi kij ri qachoch'ulew, qawach'ulew richin tikonem, ri qachajinem chuqa' ri qojer taq rub'eyal k'aslemal. Rumal re', k'atzinel niqaq'ët chuqa' niqak'oji' ri qeta'oj, qachomanik chuqa' qab'eyal qayon.

Ri Kachoch Ajk'alb'e Saqb'e xusamajij jun cholb'äl richin ajk'utunel ri qak'ayib'al k'aslemal chuqa' qach'akulal, richin nichajïx chuqa' nito' re taq k'ayewal. Chikixo'l re ajk'utunel re', e k'o ri lok'oläj taq rajawal, ri taqonel rub'eyal k'aslemal ri k'a e k'o na, ri rub'eyal qamolojri'il, ri qojer taq b'anoj chuqa' ri ruk'aslemal taq qachoch'ulew.

Ri etamab'äl ri nimol pa tak re ajk'utunel re', nikito' ri rub'eyal qachajinem richin ri qawa' taq qatinamït Maya, chuqa' nikik'oji' ri qak'exoj etamab'äl pa kikojol ri winaqi' richin ri tinamït. Pa ruk'ux ri qach'akulal chuqa' qachomanik ri Maya Kaqchikel, re ajk'utunel nikito' chuqa' ri taq nuk'uchu'j ri nib'an pa tinamït richin nichajïx ri qachoch'ulew, ninimarisäx ri qawa', chuqa' richin niqab'an qachojmirisaxik chuwäch ri rujalojil ri kaj chuqa' ri ruwach'ulew.

Associer différents systèmes de connaissances

Parmi les approches qui contribuent à instaurer un dialogue constructif et respectueux entre différents systèmes de connaissances, on peut citer l'approche fondée sur des données probantes multiples (Tengö et al., 2014) et les approches issues des sciences relationnelles (voir l'Encadré 10. Une approche scientifique relationnelle de la gouvernance marine). Certains PA et CL sont au premier plan dans l'intégration des savoirs traditionnels et des approches scientifiques occidentales. Par exemple, l'étude de cas 44 au Kenya décrit comment le peuple ogiek surveille la diversité biologique en associant connaissances traditionnelles et nouveaux outils.

Étude de cas 44

Territoire : Chepkitale

Langue : Koony, dialecte ogiek

Auteur.e.s : Phoebe Ndiema, peuple ogiek de Chepkitale, Chepkitale Indigenous Peoples Development Programme (CIPDP)

Légende : Des observateurs de la communauté ogiek surveillent un troupeau d'éléphants lors d'une marche de transect

Photo : Kesis Isaac



44 Peuple ogiek, Kenya

Les ogiek de Chepkitale, chasseurs-cueilleurs Autochtones du Mont Elgon à l'ouest du Kenya, entretiennent une profonde relation avec l'écosystème de haute montagne de leurs ancêtres. Pour les ogiek, il s'agit d'un territoire ancestral qui est passé de génération en génération, où la subsistance dépend directement de la bonne santé de l'écosystème. La communauté gère traditionnellement des ressources telles que le miel, le bambou, les pâturages et les plantes médicinales à l'appui des règles coutumières acquises auprès du Conseil des anciens.

Si les ogiek sont depuis longtemps les gardiens de ce paysage marqué par la biodiversité, ils ont aussi connu des évictions périodiques et été considérés comme une menace pour la forêt. Les mécanismes extérieurs de gestion de la conservation ont été appliqués sans reconnaître la gouvernance des ogiek ; même si ces systèmes permettaient le suivi de la faune sauvage et de l'état des forêts, ils passaient parfois outre certains changements environnementaux subtils que la communauté observait.

En réponse, les ogiek ont développé un système communautaire de suivi de la biodiversité alliant le savoir écologique traditionnel et les outils scientifiques. La surveillance est née d'une nécessité interne, orienter l'utilisation durable des ressources, et d'une nécessité externe, de sorte à prouver l'efficacité des pratiques de conservation Autochtones. Le processus a démarré par des discussions au sein de la communauté, où les anciens ont insisté sur le fait que la surveillance devrait suivre les priorités coutumières telles que la santé du bambou, les corridors biologiques, les salines et les espaces propices aux incendies.

Les rôles au sein de la surveillance reflètent la structure communautaire. Les jeunes doivent se livrer à des observations sur le terrain, marcher de longues distances pour repérer la faune, les conditions de pâturage et les points d'eau. Les femmes se centrent sur le bambou du fait de son importance écologique et culturelle, tandis que les anciens valident et interprètent les constats dans la lignée des cycles saisonniers et du savoir coutumier. Les pratiques traditionnelles, telles que le pistage et les récits oraux, restent essentielles et se complètent d'outils comme les pièges photographiques, les transects, les quadras et l'application mobile Co-Mapeo, qui permet aux communautés de garder le contrôle de leurs données.

La surveillance est directement liée à l'action. Les conclusions sont abordées collectivement, pour conduire à des décisions telles que la restriction du pâturage dans les zones en situation de stress, le report de la récolte du bambou ou encore l'ajustement des routes suivies par le bétail pour protéger les corridors biologiques. Cette approche assure que la surveillance ne soit pas extractive mais s'intègre dans la gestion quotidienne.

Cette initiative a permis de consolider la compréhension écologique, d'améliorer la gouvernance et de dynamiser le partage du savoir intergénérationnel ; ce qui prouve que la conservation est plus efficace lorsque les communautés dirigent, observent et agissent sur la base de leurs propres systèmes de connaissances.

Encadré 10

10 Une approche scientifique relationnelle de la gouvernance marine

La science relationnelle désigne des approches de la connaissance qui considèrent les êtres humains, les espèces marines, les écosystèmes et les mondes spirituels comme des entités interconnectées et interdépendantes, plutôt que comme des entités distinctes (Kineman, 2011 ; David-Chavez et al., 2024 ; Kenter et al., 2025). Dans de nombreux systèmes de savoirs des PA et des CL, l'océan n'est pas considéré simplement comme une ressource ou un espace économique, mais comme une relation vivante qui implique des responsabilités, la réciprocité, le respect et la bienveillance. Dans certaines visions du monde des Peuples Autochtones côtiers, l'océan est considéré comme un proche, un ancêtre ou une mère qui soutient la vie et envers lequel les humains ont des obligations réciproques (Jament et Arockyasamy, 2025 ; Jiang, 2025). Ainsi les baleines sont considérées comme étant des êtres ancestraux et des parents par les communautés Māori à Aotearoa, la Nouvelle Zélande (Elmahdy et al., 2025).

Dans les approches relationnelles, les indicateurs environnementaux sont souvent interprétés de façon collective plutôt qu'isolée. Cela favorise des réponses adaptatives au changement écologique tout en préservant l'équilibre écosystémique. La science relationnelle repose également sur la pratique et se renouvelle sans cesse à travers la pêche, la navigation, la gestion responsable et les interactions quotidiennes avec les écosystèmes marins.



Légende : Un pêcheur vide son filet, à Madagascar

Photo : Elen Marlen

Revitaliser les savoirs traditionnels

Lorsque les écosystèmes sont menacés, la survie culturelle l'est également – et, par suite, les savoirs traditionnels – des PA et des CL qui vivent à cet endroit (Rai et Dhakal, 2024 ; Bruckner et Paia, 2025). Leurs systèmes de connaissances ne sont pas de simples sources d'information à des fins de conservation. Ils sont inséparables de l'identité collective, du droit coutumier, des responsabilités territoriales, des relations spirituelles, des moyens de subsistance, de la langue et de la gouvernance autodéterminée. Reconnaître ces systèmes de connaissances sans reconnaître leurs gardiens – ni leurs territoires, leurs droits et les institutions de gouvernance qui les soutiennent – les rend extrêmement vulnérables et risque de réduire les systèmes vivants de prise en charge à de simples intrants politiques, exploités et dévalorisés.

L'étude de cas 45 montre comment l'érosion des systèmes de connaissances des communautés Autochtones des sámis de la côte a contribué à un déséquilibre écologique.

Étude de cas 45

Territoire : Sápmi

Langue : Sámi du nord

Auteur.e.s : Marit J. Michelsen, peuple sámi, The Saami Council

Légende : Peau de phoque tannée selon la technique Njuorjjonáhkki (sami du Nord)

Photo : Birgejumpi, Árvu AS



45 Peuple sámi, Norvège

Birgejupmi est un mot sámi du nord qui peut se traduire approximativement par « modes de gestion ». Il incarne le principe de ne prendre que ce dont on a besoin, sans exploiter les ressources de la nature et en veillant à la capacité de pouvoir les utiliser à nouveau à l'avenir. Ce mot renvoie à la manière dont les sámi entendent le bien-être, l'autosuffisance et la communauté.

Les régions côtières sámi ont été fortement touchées par les politiques d'assimilation forcée, conduisant beaucoup de sámi de la mer à perdre leur langue, leur culture et leur manière de pratiquer le *birgejupmi*.

Les phoques sont depuis toujours une ressource vitale des régions côtières norvégiennes, et on en trouve le reflet dans le paysage, la culture et les traditions de la chasse au phoque et de l'artisanat. Les communautés sámi de la mer redonnent maintenant un élan à leur savoir de la chasse au phoque et de l'artisanat traditionnels, qui porte le nom de *duodji*. Renouer avec le savoir sámi favorise une utilisation responsable des ressources naturelles et est, en pratique, un *birgejupmi*.

Le projet Birgejupmi a pour but de consolider l'engagement communautaire, le savoir des Peuples Autochtones et la prise de décisions environnementales dans les régions côtières de l'Arctique du Sápmi et de Kalaallit Nunaat (Groenland). Ainsi, les détenteurs du savoir des Peuples Autochtones ont organisé des cours de chasse au phoque et artisanat traditionnels. Dans le cadre d'un de ces cours, deux détenteurs du savoir inuit de Kalaallit Nunaat ont enseigné aux participants sámi comment sacrifier un phoque, préparer la peau et la coudre, ainsi qu'en apprêter la viande et la cuire, selon des techniques encore utilisées au Canada et en Alaska.

Ces 40 ou 50 dernières années, les autorités norvégiennes ont limité l'autogestion des ressources de la part des sámi de la mer, ce qui a déséquilibré les écosystèmes. Dans le fjord de Porsanger, au nord de la Norvège, les habitants locaux ont observé un trop grand nombre de phoques et que leur santé se détériorait. La surpopulation de phoques, alliée à d'autres facteurs, a entraîné des perturbations écologiques et notamment la disparition du poisson des fonds marins.

Il est crucial que les cultures et les savoirs traditionnels des PA et des CL ne se perdent pas et que, là où des impacts négatifs ont déjà été subis, ces peuples et communautés bénéficient d'un soutien pour redynamiser et renforcer leurs systèmes de savoirs sur le terrain. Ces systèmes de savoirs sont essentiels à l'élaboration d'approches efficaces et adaptées au contexte local visant à protéger, restaurer et utiliser de manière durable les écosystèmes.

Diversité biologique et diversité linguistique

Les langues parlées dans le monde diminuent rapidement. Sur les quelque 7 000 langues répertoriées dans le monde, près de 50 % sont considérées comme étant en danger, menacées par les changements sociaux et économiques et par l'incapacité des puissances dominantes à soutenir leur transmission (Bromham et al., 2022). Des estimations récentes suggèrent que, sans intervention, le monde perdrait une langue par mois (Bromham et al., 2022).

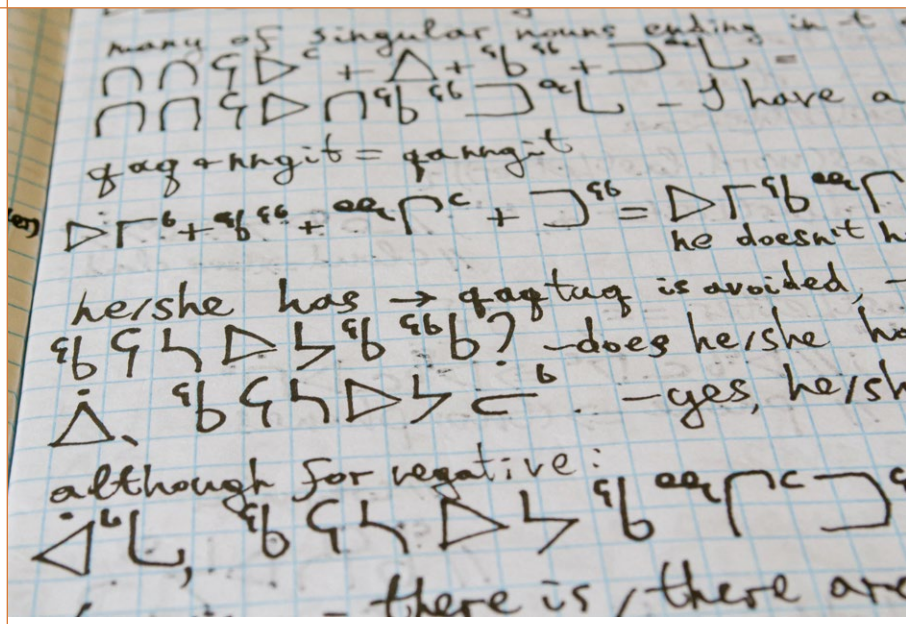
Les langues sont un moyen important de porter, transmettre et renouveler les connaissances traditionnelles et la culture d'une génération à une autre. Les langues des PA et des CL contiennent souvent des valeurs culturelles et des connaissances traditionnelles (Terralingua, 2017). Andrea Lyall, membre de la nation Kwakwa̱ ka̱'wakw et chercheuse, précise que la langue de sa communauté, le Kwak̓wala, « décrit "comment la forêt fonctionne" en expliquant ce à quoi ressemble un lieu ou une plante et ce pour quoi les lieux ou les plantes peuvent être utilisés » (Terralingua, 2017).

La menace qui pèse sur les langues Autochtones revêt une importance cruciale pour les PA et les CL, et ce pour deux raisons : la langue est un réservoir de savoirs traditionnels, et elle a une incidence sur leurs cultures, leur histoire, leur identité et leur avenir autodéterminé. Des recherches menées en Amazonie montrent à quel point la langue, la diversité biologique et les savoirs traditionnels peuvent être étroitement liés. On estime, en effet, que la disparition des langues Autochtones menacées réduirait de 26 % le corpus régional de connaissances sur les utilisations des plantes indigènes (Cámara-Leret, Roehrdanz et Bascompte, 2026).

Des études montrent également que la maîtrise d'une langue Autochtone est liée au sentiment d'appartenance et à l'identité collective (Hill et al., 2025).

Comme l'explique María Virginia Haoa, professeure de langue Rapa Nui : « c'est à travers notre langue que nous montrons qui nous sommes. Si notre langue disparaît, l'ensemble du socle socio-culturel de notre communauté de locuteurs est mis en danger » (Šopova et Rollán Ortega, 2025).

De nombreux PA et CL s'efforcent donc le plus possible de revitaliser leurs langues afin de perpétuer le lien avec leurs cultures et leurs ancêtres. C'est ce que décrit l'étude de cas 46.



Légende : Notes manuscrites pour l'apprentissage de la grammaire inuktitut, au Canada

Photo : Oleh Yatskiv



Étude de cas 46

Territoire : République du Sakha (Yakutia)

Langue : Yukaghir, evenki, even, chuckcee, dolgan, sakha

Auteur.e.s : Viacheslav Shadrin, peuple yugakhir, Conseil des anciens yukagirs

Légende : Une famille evenke en costumes nationaux lors de la célébration du renne. Iengra, district de Neryungri, Yakoutie, Russie

Crédit : ASB63 / iStockPhoto

46 Peuple evenk, Russie

Dans le village de Tyanya, en république de Sakha occidental (Yakoutie), en Russie, un projet de préservation de la langue Autochtone evenk est en cours. L'Evedy Umuk (nid du langage) a vu le jour en 2024 avec pour principale mission de préserver la langue et le patrimoine culturel du Peuple Autochtone evenk pour les futures générations.

Dans le cadre du projet, un enseignement systématique de la langue a été mis en place pour trois groupes cibles : enfants d'âge préscolaire, enfants d'âge scolaire et adultes. Une attention particulière a été accordée aux interactions entre générations, à travers des activités telles que des concours visant à unir la communauté et à consolider les traditions linguistiques.

À l'été 2025, un camp de langues pour les écoliers Autochtones a été organisé dans le village. Dans ce cadre, les enfants ont pu plonger dans la langue et explorer la richesse du monde des traditions Autochtones evenk dans un cadre informel. Le travail du camp a produit des résultats tangibles : tous les enfants ont manifestement amélioré leur evenk parlé et renforcé leur intérêt pour leur culture Autochtone.

Les étudiants et deux enseignants du projet ont aussi assisté au TUREN-2025, un événement international qui se centre sur la protection, l'étude scolaire et la dynamisation des langues Autochtones en péril de l'Asie orientale, en particulier l'evenki (Russie) et l'oroqen (Chine). L'occasion de se présenter et de présenter leur culture sur une scène internationale importante comme celle-ci a motivé les enfants à continuer à étudier l'evenk.

L'une des réussites du projet a été l'établissement d'une interaction étroite entre les jeunes participants et les anciens, gardiens de la langue et de la culture du Peuple Autochtone evenk.

Malgré les défis que pose la mondialisation, le projet Evedy Umuk poursuit sa mission fondamentale de préserver l'unicité de la langue Autochtone et du savoir traditionnel du peuple evenk.

Encadré 11

11 Diversité linguistique

La préservation de la diversité culturelle et des savoirs traditionnels est un élément essentiel du bien-être des PA et des CL à l'échelle mondiale. Cependant, la culture et les savoirs traditionnels peuvent être difficiles à mesurer directement. Les « tendances en matière de diversité linguistique » constituent l'un des quatre indicateurs relatifs aux savoirs traditionnels utilisés pour suivre la mise en œuvre du CMBKM. En raison du lien étroit entre langue, culture et savoirs traditionnels, cet indicateur sert également à évaluer les tendances en matière de diversité culturelle et de savoirs traditionnels des PA et des CL.

Le nombre de locuteurs ne donne toutefois qu'une image partielle de la situation des langues Autochtones. Une évaluation plus globale de la vitalité d'une langue consisterait, par exemple, à examiner si les enfants apprennent cette langue, à déterminer la proportion de locuteurs au sein de la population dans son ensemble, à identifier les lieux où la langue est utilisée, à vérifier si elle est employée dans de nouveaux domaines tels que les médias numériques et à déterminer si des supports pédagogiques destinés à l'enseignement de la langue et à l'alphabétisation existent.

Souveraineté des savoirs

Une plus grande reconnaissance des savoirs traditionnels accroît le risque que ceux-ci soient consignés, partagés et utilisés par des tiers sans consentement libre, préalable et éclairé, ni contrôle de la communauté. Au cours de l'histoire, les savoirs détenus par les PA et les CL ont été exploités, notamment par les administrations coloniales, la communauté scientifique et le secteur privé (Robinson et Jefferson, 2026). L'exploitation demeure un risque. Ainsi les rapports nationaux du Navigateur Autochtone pour la période 2020–2025 montrent que 22 pays participants sur 28 ont fait état d'incidents de détournement ou d'utilisation non autorisée du patrimoine culturel ou des savoirs traditionnels depuis 2008 (Navigateur Autochtone, 2026, non publié).

Fait important, la Cible 21 inclut une garantie : l'accès aux savoirs traditionnels et leur utilisation ne doivent avoir lieu qu'avec le consentement libre, préalable et éclairé des PA et des CL. Cependant, ces garanties se retrouvent rarement dans les systèmes juridiques nationaux, qui ne parviennent souvent pas à protéger les savoirs traditionnels contre les abus ou l'exploitation (Forest Declaration Assessment, 2023). C'est ce qu'a confirmé l'analyse réalisée par le Pacte des Peuples Autochtones d'Asie (AIPP) sur les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité (SPANB) en Asie. Elle a conclu que les PA y sont décrits comme des contributeurs de connaissances plutôt que comme des titulaires de droits (AIPP, 2026). Au sein de certains secteurs de la communauté scientifique, l'importance croissante accordée aux données ouvertes, lorsqu'elle n'est pas conforme aux principes de souveraineté des Peuples Autochtones sur les données, peut susciter des risques pour la gouvernance des savoirs des PA et des CL, le consentement et l'utilisation des données (Carroll et al., 2020 ; Dewan, Mulrennan et Georgekish, 2025 ; Flores et al., 2026).

Intégrer les savoirs traditionnels dans la planification nationale en matière de diversité biologique sans que les PA et les CL aient leur mot à dire sur la manière dont ces savoirs sont utilisés risque de perpétuer les mêmes pratiques d'exploitation qui ont façonné l'approche dominante concernant les savoirs traditionnels.

Renforcer la mise en œuvre par les PA et les CL : surveillance communautaire et renforcement réciproque des capacités

« Soutenir la gouvernance communautaire, faciliter l'apprentissage entre pairs et instaurer des mécanismes juridiques et financiers adaptés à la conservation communautaire sont des éléments essentiels à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de diversité biologique. »

Communautés locales, Espagne 7

Réaliser les objectifs du CMBKM exige que PA et CL puissent accéder à des mécanismes de mise en œuvre. Cette section se concentre sur deux de ces mécanismes susceptibles de renforcer le leadership des PA et des CL, mais uniquement s'ils sont conçus en tenant compte de leurs droits, systèmes de connaissances, institutions et priorités :

- La surveillance communautaire ;
- Le renforcement des capacités.

Autre facteur important : l'accès direct au financement de la biodiversité, traité dans la section ci-dessous consacrée à cet aspect.

Surveillance communautaire

Pour de nombreux PA et CL, la surveillance fait partie intégrante de leur relation de protection envers les terres, les eaux, les territoires et les ressources. Les systèmes communautaires de surveillance et d'information (SCSI) s'appuient sur les savoirs traditionnels, peuvent intégrer d'autres outils et technologies, et sont gérés et dirigés par les PA et les CL. Ils peuvent faciliter la prise de décisions au sein des communautés, étayer les revendications territoriales et de ressources, documenter les changements environnementaux et mettre en lumière les violations des droits. L'étude de cas 47 à Ngaremara au Kenya montre en quoi des systèmes de surveillance communautaire peuvent être un appui en matière de gouvernance de la diversité biologique, tout en apportant davantage de données probantes concernant les droits à la terre et la reconnaissance légale.



Légende : Les responsables de l'équipe chargée de la biodiversité installent un piège photographique dans la zone de conservation de Managalas, en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Photo : Russel Wai, Landscape Alliance

Étude de cas 47

Territoire : Communauté turkana de Ngaremara, comté d'Isiola

Langue : Turkana

Auteur.e.s : Vivian Silole, peuple il laikipiak maasai, IMPACT Kenya

Légende : Les femmes de Ngaremara lors d'un exercice de cartographie bioculturelle

Photo : Nomad Footprints



47 Peuple turkana, Kenya

À travers les parcours africains, les communautés d'éleveurs Autochtones proposent de nouvelles démarches de conservation qui placent les droits, la culture et les relations avec la terre au centre de toutes les actions. Dans le bassin de la rivière Ng'iro dans le moyen Ewaso au Kenya, la communauté turkana de Ngaremara offre un exemple saisissant de la manière dont les systèmes de gouvernance et de données à pilotage Autochtone peuvent consolider la sécurité de la propriété foncière tout en soutenant la conservation de la biodiversité.

Les processus participatifs ont mobilisé les anciens, les femmes et les jeunes pour permettre à la communauté de co-créer des cartes bioculturelles documentant les relations passées et présentes avec la terre, et illustrant les changements survenus au fil du temps au niveau des patrons d'installation, des ressources bioculturelles, des zones de pâturage, des sites sacrés, des mouvements saisonniers et des relations ancestrales avec leurs territoires. Ces cartes ont été complétées par des calendriers saisonniers, des histoires orales et des recherches fondées sur la preuve pour permettre à la communauté de mobiliser son savoir de sorte à consolider son autonomie organisationnelle, sa gestion foncière et sa gouvernance des ressources.

Dans le cadre d'une récente décision de l'organisation Historical Land Injustices (HLI), la communauté de Ngaremara a présenté à titre de preuve ses cartes bioculturelles historiques et contemporaines. Parmi tous les cas de HLI dans le comté d'Isiolo, la communauté de Ngaremara s'est distinguée pour avoir atteint un résultat capital. Les cartes ont donné des preuves crédibles et concrètes de l'occupation de longue date, de la gestion et de l'administration de la biodiversité, tendant des ponts entre le savoir Autochtone et traditionnel et la reconnaissance juridique grâce à des outils dont la communauté ne disposait pas auparavant.

Résultat : Ngaremara a regagné l'accès à des zones culturellement importantes, y compris des sites rituels (*Emunyen Akwan - udongo ya wasichana*) et des lieux de sépulture ancestraux. Cette étude de cas illustre la manière dont les systèmes de données bioculturelles peuvent traduire la mémoire Autochtone en droits invocables tout en renforçant la conservation ancrée dans la continuité culturelle et l'auto-détermination.

Un SCSI peut également contribuer à des évaluations plus larges portant sur la diversité biologique, les droits de propriété intellectuelle et les droits communautaires locaux, les savoirs traditionnels et la mise en

œuvre du CMBKM. Des études montrent que les populations locales sont capables de surveiller leurs territoires avec une précision comparable à celle des scientifiques. Ainsi au Panama, les observateurs Autochtones ont fourni des informations environnementales plus précises que les services gouvernementaux (Voisin, Doviaza et Quintero, 2025). Acquis au fil du temps, les savoirs traditionnels servent également à détecter des changements écologiques à des échelles de temps plus larges. Ils remettent ainsi en question les cycles de surveillance plus courts souvent utilisés dans les systèmes scientifiques officiels (Cure et al., 2024). L'encadré 12 décrit quelques-unes de ces dynamiques sur des territoires côtiers et marins.

Encadré 12

12 Surveillance communautaire des territoires côtiers et marins

Les PA et les CL surveillent les écosystèmes marins et côtiers depuis des générations et ont accumulé un vaste savoir écologique sensible aux moindres particularités spatiales et temporelles. Les programmes scientifiques officiels parviennent rarement à un tel niveau de connaissances. Ces savoirs peuvent compléter la surveillance scientifique, car les différents systèmes opèrent à des échelles différentes, sur des échelons de temps variés et selon des relations différentes avec le territoire. Exclure les savoirs traditionnels des systèmes mondiaux de surveillance des océans est donc à la fois inéquitable et préjudiciable sur le plan scientifique, avec des conséquences pour la gouvernance et la gestion des océans (Proulx et al., 2021).

Dans le contexte marin, les systèmes communautaires de surveillance et d'information peuvent inclure des indicateurs définis localement que les protocoles scientifiques standard ne prennent pas en compte. Des initiatives en cours dans au moins 12 pays génèrent des données sur l'état de la diversité biologique, les impacts des changements climatiques et la mise en œuvre des accords internationaux. Au Mexique, par exemple, deux décennies d'actions de conservation communautaire menées par des coopératives de pêcheurs et l'organisation « Comunidad y Biodiversidad » (COBI) ont permis de créer 26 réserves communautaires couvrant plus de 500 km² répartis sur trois écosystèmes. Des données standardisées générées par les communautés relativement à 268 espèces ont servi de base à près de 100 publications scientifiques, tandis que les réserves communautaires ont surpassé les aires protégées fédérales en termes de biomasse, démontrant ainsi la valeur scientifique et en matière de conservation d'un suivi mené localement (Villaseñor-Derbez et al., 2022).

À Aotearoa, la Nouvelle Zélande, le recours de plus en plus étendu au *rāhui*, les interdictions temporaires de pêche Māori, sert de système de surveillance et d'intervention. Une étude du cadre réglementaire dans ce pays a conclu que moins de la moitié des collectivités territoriales avaient mis en œuvre des mesures obligatoires de protection des habitats marins tandis que la pratique du *rāhui* s'est imposée comme le mécanisme de protection le plus dynamique. Cela montre que les pratiques coutumières peuvent précéder une reconnaissance officielle (Urlich, White et Rennie, 2022).

La CDB a reconnu la valeur des SCSI. La décision 15/5 a invité les Parties et les organisations concernées à encourager les SCSI et leurs contributions au cadre de suivi du CMBKM. La décision 16/31 a reconnu leur importance concernant les connaissances, les données et les informations relatives à la diversité biologique. Cependant, cette reconnaissance ne se reflète pas encore pleinement dans les rapports nationaux et mondiaux. La CDB reste un processus piloté par les États et c'est aux Parties qu'il revient pour l'essentiel de décider si les données générées par les PA, les CL et d'autres acteurs non étatiques sont prises en compte et de quelle manière.

Des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour soutenir les initiatives de suivi menées par les PA et les CL et pour adapter les systèmes de rapport. Ces derniers doivent pouvoir intégrer les données générées par les communautés, plutôt que de faire peser sur ces dernières la charge de produire des données dans des formats facilement transposables à plus grande échelle. Le problème central n'est pas l'absence de données, mais le manque de reconnaissance institutionnelle et de mécanismes permettant d'intégrer les données émanant des communautés dans les systèmes officiels de rapport et de planification (Farhan Ferrari, de Jong et Belohrad, 2015 ; Eicken et al., 2021).

À ce titre, il est impératif de respecter la souveraineté des Peuples Autochtones en matière de données, de consentement libre, préalable et éclairé, ainsi que des principes CARE relatifs à la gouvernance des données Autochtones (intérêt collectif, droit de regard, responsabilité et éthique). De nombreux systèmes de suivi exigent que les données respectent les principes FAIR (pour rendre les données faciles à trouver, accessibles, interopérables et réutilisables). Ces principes peuvent s'avérer utiles, mais lorsqu'ils sont appliqués aux savoirs traditionnels sans discernement, ils risquent de passer sous silence les injustices historiques, les déséquilibres de pouvoir et les questions de contrôle. Les principes CARE contribuent à combler cette lacune en recentrant l'attention non plus sur l'exploitabilité des données, mais sur les droits, les intérêts et l'autodétermination des peuples qui y sont liés (Carroll et al., 2020). Sans ces garanties, la surveillance sur les territoires des PA et des CL risque de devenir une source supplémentaire d'exploitation plutôt qu'un outil au service de la gouvernance communautaire.

Le cadre de suivi du CMBKM contient peu d'indicateurs spécifiques au genre, et les données ventilées par sexe sont limitées (Elias et al., 2024 ; Caucus des femmes de la CDB, 2026). Ces lacunes affaiblissent la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques en matière de diversité biologique et limitent la reconnaissance des actions et des savoirs des femmes. Pourtant, les femmes issues des PA et des CL produisent déjà des données sur la diversité biologique et mènent des efforts de suivi fondés sur leurs propres systèmes de savoirs et leurs liens avec leurs territoires. Comme l'explique Shruti Ajit, du Caucus des femmes de la CDB : « la véritable lacune ne réside pas dans l'absence de données probantes, mais dans la capacité à traduire ces efforts en influence au sein des espaces politiques nationaux et mondiaux ». (Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), 2026 ; Caucus des femmes de la CDB, 2026). L'étude de cas 48 au Chili montre comment une surveillance bioculturelle des femmes Autochtones est favorable à la gouvernance territoriale, à la protection de la diversité biologique et à la défense des espaces côtiers.



Légende : L'artiste kawésqar María Luisa Renchi Navarino (K'en), de Puerto Natales, au Chili, déclare : « Cette œuvre incarne le concept d'Os, notre force vitale. La plante utilisée dans cette création est bien plus qu'une simple matière première : c'est un être vivant qui pousse dans les zones humides du territoire kawésqar, des espaces naturels qui méritent d'être protégés et respectés. Chaque nœud du tissage représente le tissu de notre identité kawésqar »

Photo : María Luisa Renchi Navarino (K'en)



Étude de cas 48

Auteur.e.s : Red de Mujeres Originarias por la Defensa del Mar

Légende : Des femmes Autochtones mènent des exercices de cartographie participative dans le cadre d'un suivi bioculturel communautaire

Photo : Red de Mujeres Originarias por la Defensa del Mar, Graciela Escorza P.

48 Peuple diaguita, peuple chango, peuple mapuche des territoires Lafkenche et Williche, peuple kawésqar et peuple yagán, Chili

Nous, Peuples Autochtones, avons toujours été des observateurs des territoires, attentifs à leurs changements et leurs transformations. Notre savoir dépasse la simple mesure de la nature. La surveillance est une pratique qui consiste à prendre soin de la vie, ancrée dans la mémoire et dans la profonde relation qui nous unit aux territoires, aux mers et aux êtres qui les peuplent.

Lorsque nous parlons de surveillance bioculturelle à base communautaire, nous faisons référence à une forme de participation qui répond aux nécessités des populations locales en termes d'information quant à l'état du territoire, de ses espèces, de ses biens communs, de ses échanges et de ses pratiques. C'est devenu un outil pratique de gouvernance, qui permet aux communautés d'épauler les processus territoriaux, de défendre leurs régions côtières, de protéger la biodiversité et de jouer un rôle actif dans les décisions qui affectent leurs territoires.

De ce point de vue, pour nous, la surveillance n'est pas une simple affaire de mesure ou de registre. C'est une manière d'observer et de comprendre ce qui se passe sur les territoires à travers notre savoir et nos manières de vivre. Au cours de ce processus, la surveillance bioculturelle à base communautaire vient consolider le savoir traditionnel comme fondement de la science Autochtone et de nos propres systèmes de connaissance, encourageant la participation intergénérationnelle et élargissant les modes de compréhension du territoire au-delà des approches traditionnelles. Nous allions le savoir ancestral aux outils techniques de sorte à préserver les mers, protéger la vie communautaire et veiller à des pratiques qui soutiennent notre relation avec l'environnement.

Cette approche s'ancre avant toute chose dans le savoir propre aux Peuples Autochtones, qui oriente notre manière d'observer, de comprendre et d'entretenir nos territoires. Elle puise dans le savoir transmis de génération en génération, qui constitue une partie essentielle de notre identité en tant que peuples. Lors de la surveillance, ce savoir est allié aux outils techniques de manière à consolider notre capacité collective de comprendre et de protéger le territoire.

Ces actions réaffirment la valeur du savoir communautaire qui guide nos pratiques de soin et nos décisions collectives. Elles supposent d'appréhender le territoire comme un espace vivant, tissé au fil de l'histoire, de la mémoire, de la spiritualité et des relations que nous sommes tenus de protéger.

Cible 20. Accroître le renforcement des capacités, le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique pour la biodiversité

Accroître le renforcement et le développement des capacités, l'accès aux technologies et leur transfert, et promouvoir l'innovation et la coopération technique et scientifique et l'accès à celles-ci, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire, afin de favoriser une mise en œuvre efficace, en particulier dans les pays en développement, en encourageant la collaboration dans le développement de technologies et l'élaboration de programmes de recherche scientifique en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité et en renforçant les capacités de recherche scientifique et de suivi connexes, et veiller à ce que ces actions soient à la mesure de l'ambition des objectifs et des cibles du cadre mondial.

La Cible 20 reconnaît que la mise en œuvre du CMBKM exige le renforcement des capacités, une coopération technique et le partage de connaissances. Le renforcement des capacités est souvent perçu comme un processus à sens unique dans lequel États, scientifiques, ONG ou d'autres acteurs disposant de ressources importantes transmettent leur expertise aux communautés. Dans la pratique, la gouvernance et la recherche en matière de diversité biologique s'appuient depuis longtemps sur les connaissances, les valeurs et l'expertise des PA et des CL, comme nous l'avons vu dans la section préalable consacrée aux savoirs traditionnels. Le renforcement des capacités doit donc être compris comme un apprentissage réciproque, fondé sur le respect et la collaboration. Il s'agit de renforcer les capacités techniques des PA et des CL lorsqu'ils le demandent, tout en reconnaissant que ces derniers peuvent eux-mêmes renforcer les capacités des États, des chercheurs et des ONG (Correia, Alexis et Dulic, 2024).

L'étude de cas 49 en Papouasie-Nouvelle-Guinée montre comment le suivi de la diversité biologique peut être un processus d'apprentissage partagé. Les responsables des équipes communautaires chargées de la biodiversité y sont formés aux méthodes scientifiques de suivi, tandis que leurs connaissances enrichissent la recherche sur la biodiversité et contribuent à pallier les limites de l'identification automatisée des espèces.



Légende : Bekroti Mekragnotire plonge dans la rivière Pixaxa pour attraper une tortue destinée à l'alimentation sur le territoire autochtone de Bau, au Brésil

Photo : Lalo de Almeida, Panos Pictures



Étude de cas 49

Territoire : Managalas

Langues : Ese, barai, omie de la branche baraic

Auteur :

- Rhett D. Harrison, Landscape Alliance
- William Unsworth, Landscape Alliance
- Managalas Conservation Foundation

Légende : Des chefs d'équipe chargés de la biodiversité notent le numéro de série d'un enregistreur audio mis en place pour enregistrer les cris d'oiseaux et de mammifères

Photo : Russell Wai, Landscape Alliance

49 Peuples Autochtones, Papouasie-Nouvelle-Guinée

La zone de conservation de Managalas couvre 214 696 hectares de forêt tropicale pour la plupart vierge, et abrite 22 000 personnes de 152 clans et huit groupes langagiers. Les clans de Managalas ont engagé toutes leurs terres dans la zone de conservation. Si c'est une grande victoire pour la conservation, cela signifie qu'il devra y avoir un compromis pour avancer, entre la gestion des activités de subsistance comme la culture de potagers et la chasse traditionnelle, et la réalisation des objectifs de conservation. La communauté porte la vision d'un paysage durable qui répond à leurs nécessités et protège leurs droits traditionnels tout en prenant soin de sa biodiversité à perpétuité.

Les informations actuelles relatives à la biodiversité du Managalas restent très limitées : une poignée de sources publiées, quelques rapports et registres d'espèces non publiés dans le mécanisme d'information sur la biodiversité mondiale. Malgré tout, ces maigres registres indiquent que le Managalas soutient une forêt tropicale de grande diversité. Une étude détaillée de la biodiversité du plateau est nécessaire pour la planification de la conservation et pour établir un système de surveillance, de rapport et vérification des crédits de biodiversité. Ainsi, la Landscape Alliance et la Managalas Conservation Foundation travaillent de concert avec Map of Life pour tracer une ligne de base pour la surveillance de la biodiversité communautaire, qui a impliqué la formation d'un groupe de chefs d'équipe chargés de la biodiversité (BTL, pour Biodiversity Team Leaders en anglais), sélectionnés parmi les huit groupes langagiers. Les protocoles de surveillance couvrent les pièges photographiques, la surveillance audio passive, l'eAND, les lopins d'échantillon de végétation permanente et le savoir écologique local ou LEK. Chacune de ces méthodes fournit des informations largement complémentaires.

Lorsqu'elles sont achevées, le rapport relatif aux pièges photographiques et à la surveillance audio passive deviendra la plus vaste étude en son genre. Malgré tout, le volume de données générées crée ses propres difficultés, de sorte qu'une détection des espèces à l'appui d'une IA est employée. Mais étant donné le manque d'études de biodiversité en provenance de PNG, les modèles ont du mal à identifier de nombreuses espèces. Les BTL et un réseau de biologistes aident à repérer les images et les appels et à améliorer la détection automatique de l'IA. Par exemple, lorsqu'une détection automatique a identifié une seule espèce inconnue de forêt Wallaby, l'équipe a pu les séparer en quatre espèces distinctes.

S’attaquer aux causes structurelles de l’appauvrissement de la biodiversité

« La coexistence paisible des populations avec la nature est durement acquise et elle est mise à l’épreuve à maintes reprises. Le peuple amaMpondo résiste aux tentatives coloniales qui visent à le réinstaller ailleurs. Plus récemment, il continue d’esquiver les intérêts capitalistes d’instances gouvernementales et d’entités privées. »

Peuple amaMpondo, Afrique du Sud 9

Intensifier les efforts de conservation ne suffit pas pour lutter contre la perte de biodiversité. Il faut agir sur les systèmes économiques, technologiques et de consommation qui restent les vecteurs des atteintes à l’environnement. Le CMBKM inclut des cibles qui visent à s’attaquer à ces facteurs, notamment pour :

- Réformer les subventions néfastes (Cible 18)
- Renverser les modes de consommation non viables (Cible 16)
- Renforcer la responsabilité des entreprises (Cible 15)
- Gérer les risques technologiques (Cible 17).

Toutefois, la mise en œuvre repose toujours largement sur des réformes progressives, des mesures volontaires, une responsabilité fondée sur la transparence et des mécanismes de marché, plutôt que sur les changements en profondeur nécessaires à la transformation des structures économiques et politiques à l’origine de la perte de biodiversité (IPBES, 2024 ; Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), 2026).

Subventions néfastes

Cible 18. Réduire les subventions néfastes d’au moins 500 milliards de dollars par an et renforcer les incitations positives en faveur de la biodiversité

D’ici 2025, recenser et éliminer, supprimer progressivement ou réformer les incitations, y compris les subventions, qui nuisent à la biodiversité, d’une manière proportionnée, juste, équitable et efficace, tout en les réduisant de manière substantielle et progressive d’au moins 500 milliards USD par an d’ici 2030, en commençant par les incitations les plus néfastes, et renforcer les incitations positives en faveur de la conservation et de l’utilisation durable de la biodiversité.

L’un des défis les plus urgents à relever pour lutter contre la perte de biodiversité consiste à réformer les mécanismes d’incitation qui continuent d’alimenter la destruction de l’environnement. Les subventions néfastes sur le plan environnemental sont des versements émanant des pouvoirs publics ou des formes d’aide publique accordés à des secteurs d’activité qui nuisent à l’environnement. Il s’agit notamment de versements directs, d’allègements fiscaux et de soutiens aux prix (Nasi, 2025). Une analyse récente estime ces

subventions à 2 400 milliards USD par an, dont 1 100 milliards USD pour les énergies fossiles, 400 milliards USD pour l'agriculture et 400 milliards USD pour l'eau, entre 22 et 35 milliards USD pour la pêche, ainsi qu'un soutien supplémentaire pour les transports et la construction (PNUE, 2026).

La Cible 18 vise à remédier à cette situation, mais les progrès ont été limités. Une analyse récente conclut que les subventions ont augmenté de 900 milliards USD par rapport aux niveaux enregistrés avant la conclusion du CMBKM (BloombergNEF, 2025). Certains pays ont commencé à effectuer ce recensement, mais les efforts visant à les réorienter vers des activités favorables à la diversité biologique sont restés jusqu'à présent limités (Nelgen, Charré et Pacheco, 2024 ; BloombergNEF, 2025). Les Parties étaient tenues de recenser les subventions néfastes pour l'environnement à l'horizon 2025. Or, beaucoup n'ont pas répondu à l'appel.

Ces aides qui nuisent à l'environnement s'inscrivent dans des systèmes économiques plus larges qui privilégient la croissance à court terme, l'exploitation des ressources et l'expansion industrielle au détriment de la durabilité écologique, de la santé et du bien-être collectif. En épargnant aux secteurs néfastes pour l'environnement l'intégralité des coûts sociaux et écologiques dont ils sont à l'origine, ces subventions renforcent des modes de production et de consommation qui favorisent la perte de biodiversité, tout en faisant peser les charges environnementales sur les communautés et les écosystèmes touchés. Bien qu'elles soient estimés à 2,5 % du produit intérieur brut mondial (Nasi, 2025), elles ne représentent qu'une partie des flux financiers plus larges qui continuent de nuire à la diversité biologique, lesquels étaient estimés à 7 300 milliards USD en 2023 (PNUE, 2026).

La Cible 18 appelle également à renforcer les incitations positives en faveur de la diversité biologique, c'est-à-dire les mesures qui visent à encourager les activités qui protègent, restaurent ou exploitent de manière durable la biodiversité. De quoi réorienter le soutien public, en le détournant des activités qui nuisent aux écosystèmes pour le diriger vers des actions qui soutiennent la conservation, la restauration et l'utilisation durable à initiative communautaire.

Néanmoins, les incitations positives ne sont pas automatiquement équitables ou axées sur les droits. De nombreuses mesures incitatives favorables à la diversité biologique et solutions fondées sur la nature restent controversées, en particulier lorsqu'elles sont mises en œuvre sans garanties solides, qu'elles ne respectent pas les droits des PA et des CL, ou qu'elles privilégient des objectifs externes au détriment des priorités locales (Prado, 2025). Les mesures d'incitation à la conservation ont été critiquées pour avoir imposé des approches fondées sur le marché à des communautés dont la gestion repose sur des systèmes de gouvernance coutumiers, pour avoir restreint l'accès aux territoires des PA et des CL, pour avoir réparti les avantages de manière inéquitable et pour ne pas avoir produit les résultats sociaux ou écologiques promis. Dans l'ensemble, les PA et les CL jouent souvent un rôle limité dans la prise de décisions concernant les solutions fondées sur la nature et les mesures d'incitation à la conservation (voir, par exemple, Hendrickson et Corbera, 2015 ; Tran et al., 2016 ; Smith et al. 2019 ; McBurney et al., 2023 ; Bremer et al. 2023 ; Montero-de-Oliveira et al. 2023), ce qui réduit la probabilité que ces programmes reflètent leurs besoins et leurs priorités. Ces exemples mettent en lumière un enjeu plus large : les financements présentés comme favorables à la diversité biologique peuvent tout de même causer des préjudices si les PA et les CL n'en ont pas le contrôle, si la protection de leurs droits n'est pas intégrée dans les conditions et les exigences de ces financements, ou s'ils affaiblissent leur gouvernance au lieu de la renforcer (Bolaños et al., 2025 ; Corson, Hodson et Gray, 2025).

Certains PA et CL ont néanmoins trouvé le moyen de participer à ces programmes d'incitation à leur manière (Forest Peoples Programme, 2020), tandis que d'autres s'éloignent complètement des incitations conditionnelles. Une étude préliminaire menée dans le cadre d'un projet pilote auprès des

communautés Asháninka et Yánesha au Pérou a montré que les transferts monétaires inconditionnels réduisaient la dépendance des populations à l'égard de l'exploitation forestière comme moyen de subsistance (Lama Hyolmo et Abulu, 2025).

Financement de la biodiversité

Cible 19. Mobiliser 200 milliards de dollars par an pour la biodiversité, toutes sources confondues, dont 30 milliards de dollars de ressources financières internationales

Augmenter sensiblement et progressivement les ressources financières provenant de toutes les sources, de manière efficace, opportune et en facilitant leur accès, y compris les ressources nationales, internationales, publiques et privées, conformément à l'article 20 de la Convention, afin de mettre en œuvre les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, en mobilisant d'ici à 2030 au moins 200 milliards USD par an, et notamment en s'employant à :

(a) Augmenter le montant total des ressources financières internationales liées à la biodiversité provenant des pays développés, y compris l'aide publique au développement, et des pays qui remplissent volontairement les engagements des pays développés Parties, en faveur des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que des pays à économie en transition, pour le porter à au moins 20 milliards USD par an d'ici à 2025, et à au moins 30 milliards USD par an d'ici à 2030 ;

(b) Accroître significativement la mobilisation des ressources nationales, grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans nationaux de financement de la biodiversité ou d'instruments similaires en tenant compte des besoins, des priorités et du contexte des pays ;

(c) Tirer parti des financements privés, promouvoir les financements mixtes, mettre en œuvre des stratégies de mobilisation de ressources nouvelles et supplémentaires, et encourager le secteur privé à investir dans la biodiversité, notamment grâce à des fonds à impact et à d'autres instruments ;

(d) Promouvoir des systèmes innovants tels que le paiement des services écosystémiques, les obligations vertes, les crédits et compensations en matière de biodiversité et les mécanismes de partage des avantages, avec des garanties environnementales et sociales ;

(e) Tirer le meilleur parti des avantages connexes et des synergies des financements ciblant les crises liées à la biodiversité et au climat ;

(f) Renforcer les actions collectives, notamment celles des Peuples Autochtones et des communautés locales, les actions en faveur de la Terre nourricière* et les approches non commerciales, y compris les approches communautaires de gestion des ressources naturelles, ainsi que la coopération et la solidarité de la société civile, en vue de préserver la diversité biologique ;

(g) Améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence en matière de fourniture et d'utilisation des ressources.

* Actions en faveur de la Terre nourricière : Une approche écocentrique et fondée sur les droits, qui favorise la mise en œuvre d'actions visant à instaurer des relations harmonieuses et complémentaires entre les peuples et la nature, la pérennité de tous les êtres vivants et de leurs communautés, et garantissant que les fonctions environnementales de la Terre nourricière ne soient pas transformées en marchandises.

Des moyens financiers supplémentaires semblent donc nécessaires pour atteindre les objectifs et cibles du CMBKM. Le déficit de financement actuel en matière de biodiversité a été estimé à 711 milliards USD par an en moyenne (Deutz et al., 2020), et la Cible 19 du CMBKM préconise de mobiliser au moins 200 milliards USD par an d'ici à 2030. BloombergNEF (2025) a estimé à 313 milliards USD en 2024 les flux financiers annuels en faveur de la biodiversité. Ces progrès continuent, pourtant, d'être compromis par des subventions et des flux financiers qui nuisent à la nature. La conservation marine et côtière reste particulièrement sous-financée, malgré l'importance des écosystèmes océaniques pour la diversité biologique, la sécurité alimentaire, la résilience climatique et les territoires et moyens de subsistance de nombreux PA et CL (Deloitte, 2021).

Toutefois, l'attention ne doit pas se porter uniquement sur les montants alloués à la diversité biologique, sinon sur les types de financements actuellement mobilisés, de quelle manière, par qui et pour qui. Le CMBKM a manifestement évolué dans le sens d'une plus grande mobilisation de financements privés. Toutefois, leur contribution aux actions en faveur de la diversité biologique est à ce jour limitée et peu de données indiquent qu'ils pourront atteindre les résultats requis (Carter et al., 2026 ; Kedward et al, 2023 ; Gonon et al., 2024).. La Cible 19 envisage le développement de nouveaux marchés et d'instruments financiers qui serviront à mesurer, évaluer, échanger ou utiliser la diversité biologique pour générer des rendements financiers. Cela inclut des mécanismes tels que les compensations en matière de biodiversité, les crédits de biodiversité, les « obligations bleues » (*blue bonds*) et les échanges de dette contre des mesures de protection de la nature. L'expérience acquise dans le domaine du financement de la lutte contre les changements climatiques suggère que les PA et les CL n'ont pas tiré profit de manière fiable des mécanismes fondés sur le marché (Carter et al., 2026 ; Brunner et Enting, 2014 ; Colenbrander, Dodman et Mitlin, 2017), et des obstacles similaires risquent d'apparaître sur les marchés de la biodiversité (Biodiversity Credit Alliance (BCA), 2023).

Le financement privé est souvent présenté de façon pragmatique comme étant nécessaire, car le déficit de financement ne saurait être comblé par des financements publics restreints (Kedward et al., 2023 ; Gonon et al., 2024). Toutefois, le financement privé comporte aussi des limites substantielles. Il est uniquement injecté là où un retour sur investissement est attendu, tandis que des actions importantes pour la protection de la diversité biologique sont délaissées et demeurent non financées, car jugées non rentables. Cela concerne notamment une grande partie des mesures mises en place par les PA et les CL. Le financement privé reproduit donc des modèles économiques et de financiarisation des actions en faveur de la diversité biologique qui sont de nature extractive (Christiansen et al., 2025 ; Kedward et al., 2023 ; Carter et al., 2026 ; Bigger et al, 2021 ; FPP, 2025). Il est crucial que les efforts visant à résorber le déficit de financement de la biodiversité garantissent également que des financements publics (et pas uniquement privé) adaptés soient alloués à celle-ci. Cela exige des changements à plus grande échelle au niveau des structures incitatives et de la responsabilité des entreprises en lien avec les Cibles 15 et 18, de même que des modifications de l'architecture financière mondiale. Voilà qui s'avère tout aussi crucial pour que la diversité biologique bénéficie de financements publics accrus (Kedward et al, 2023 ; Gonon et al., 2024 ; FPP, 2025).

Un autre aspect critique consiste à examiner si PA et CL reçoivent directement des financements. De plus, compte tenu du risque que les financements en faveur de la diversité biologique – aussi bien publics que privés – soient utilisés pour soutenir des projets préjudiciables aux PA et CL, ils doivent s'accompagner de garanties solides (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2026). Les mécanismes de financement actuels ne remplissent ces critères de manière constante (Survival International, 2025).

Accès direct des PA et des CL au financement de la biodiversité

La Cible 19 (point (f)) reconnaît les actions collectives des PA et des CL. Cela offre une occasion importante d'orienter les financements en faveur de la biodiversité vers les communautés qui s'emploient déjà à préserver, à restaurer et à exploiter de manière durable la diversité biologique. Pourtant, malgré leurs contributions, les PA et les CL ne reçoivent qu'une faible part des financements en faveur de la diversité biologique et n'ont souvent qu'un contrôle limité sur la manière dont ces fonds sont conçus, gérés et utilisés.

Des obstacles structurels limitent toujours l'accès au financement. Les PA, les CL et leurs organisations sont souvent confrontés à des exigences linguistiques et à des processus d'accréditation complexes (Karmushu et Sorsby, 2025), ainsi qu'à des procédures de déclaration fastidieuses, non adaptées aux organisations au niveau local (Monterroso, 2025). En conséquence, le financement de la biodiversité est toujours dominé par des intermédiaires, et l'on estime que moins de 2,5 % parviennent directement aux PA et aux CL (Karmushu et Sorsby, 2025). L'encadré 13 aborde comment, bien souvent, le financement de la biodiversité de l'environnement marin et côtier ne parvient pas aux PA et aux CL qui régissent les écosystèmes marins et côtiers.

Encadré 13

13 Financement et gouvernance des PA et des CL concernant les écosystèmes marins et côtiers

Les financements en faveur des PA et des CL, y compris les organisations de pêche artisanale, peuvent soutenir leurs formes efficaces et équitables de gouvernance marine et côtière (par exemple, voir Radwin, 2022 et Puentes Riaño, 2024). Il s'agit là d'une question de justice environnementale, mais aussi d'une condition pratique pour la conservation : les communautés ont besoin de ressources pour gérer, surveiller, restaurer et défendre les écosystèmes marins et côtiers dont elles dépendent.

Cependant, l'aide financière existante ne parvient souvent pas jusqu'aux communautés de pêcheurs artisanaux, en particulier si celles-ci ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle, d'un droit de propriété maritime garanti ou des capacités administratives requises par les mécanismes de financement. Un financement accru ne suffit donc pas ; il doit répondre aux réalités et aux priorités des PA et des CL vivant dans les zones marines et côtières, y compris les pêcheurs artisanaux.

Ce financement doit être fondé sur les droits, accorder une attention particulière aux groupes historiquement exclus tels que les femmes et les jeunes, et renforcer les droits des titulaires de droits marins et côtiers, y compris leurs droits fonciers. Le régime foncier marin ne saurait être compris uniquement comme des droits de propriété ou d'accès. Cela englobe les relations que les peuples et les communautés entretiennent avec la mer, notamment leurs systèmes de gouvernance, leurs savoirs traditionnels, leurs liens spirituels et culturels, ainsi que les protections juridiques nécessaires pour préserver ces relations. Lorsque les droits des communautés côtières et dont la subsistance dépend de la mer ne sont pas garantis, leur vulnérabilité s'accroît et leur capacité à faire face à la perte de biodiversité s'en trouve réduite. Dans certains contextes, les efforts de conservation du milieu marin peuvent également porter atteinte aux droits fonciers existants (Cour interaméricaine des Droits de l'Homme, 2026)*.

* Citons un exemple d'atteinte éventuelle des politiques de conservation marine aux droits fonciers existants à Cayos Cochinos, au Honduras. La communauté garífuna s'y est vu imposer des restrictions d'accès et de pêche artisanale en raison de la création et la gestion du Monument naturel marin, alors qu'elle occupe ce territoire depuis des temps anciens. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a conclu que ces mesures avaient été adoptées sans consultation préalable et qu'elles violaient les droits de propriété collective ainsi que le droit de participer à la gouvernance de la zone protégée.

Le financement d'initiatives devrait également refléter la nature du territoire en tant qu'ensemble, notamment les liens entre terre et mer. De nombreux mécanismes de financement fonctionnent encore selon des catégories fragmentées qui ne tiennent pas compte des liens écologiques et territoriaux entre les zones intérieures, côtières et marines. Cela engendre des lacunes pour les peuples et les communautés dont la vie, les systèmes de gouvernance et les relations territoriales dépendent à la fois de la terre et de la mer. Les mécanismes de financement devraient donc soutenir des approches intégrées qui reflètent l'interdépendance des écosystèmes et les réalités territoriales des PA et des CL.

Le Fonds du cadre mondial pour la biodiversité (GBFF) « souhaite » allouer 20 % de son budget aux PA et aux CL (Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 2023), mais sa capacité à honorer cet engagement demeure incertaine. L'analyse de projets actuels suggère que cela n'a pas encore été réalisé (Survival International, 2025). De la même manière, l'IIED a constaté que, bien qu'entre 24 % et 30 % des fonds débloqués dans le cadre des 6e et 7e cycles de financement du FEM aient été destinés aux PA et aux CL, il n'y avait que très peu d'éléments attestant d'une participation locale (Karmushu et Sorsby, 2025).

La question est de savoir si, grâce au financement en faveur de la diversité biologique, les PA et les CL peuvent définir les priorités de financement, prendre des décisions de mise en œuvre et gérer les ressources par le biais de leurs propres institutions. Sans ce transfert de pouvoir, les bailleurs de fonds risquent de continuer à considérer les PA et les CL comme de simples parties prenantes ou bénéficiaires, plutôt que comme des détenteurs de droits exerçant une autorité sur leurs territoires, leurs systèmes de connaissances et leur avenir. Lorsque le financement ne s'aligne pas sur les priorités, les systèmes de gouvernance et les plans territoriaux propres aux PA et aux CL, il risque de compromettre leur gestion responsable, plutôt que de la soutenir (Ravikumar et al., 2023 ; Kachali, Dawson et Loos, 2024 ; Kalman et al., 2024). Les PA, les CL et les organisations de la société civile réclament donc de plus en plus la mise en place de mécanismes d'accès direct qui permettraient aux fonds : d'être versés directement à leurs institutions représentatives, d'être gérés conformément aux priorités de celles-ci et de demeurer flexibles, durables et accessibles (Monterroso, 2025). Plusieurs organisations des PA et des CL ont également commencé à mettre en place leurs propres mécanismes de financement, tels que ceux reliés à la plateforme Shandia (Global Alliance of Territorial Communities (GATC), 2024). Ces efforts revêtent une importance particulière pour les personnes confrontées à des obstacles supplémentaires en matière de financement, notamment les personnes appartenant à des minorités de genre, les jeunes et les personnes en situation de handicap.

Certains signes semblent indiquer une amorce de changement des tendances de financement. Le 8e cycle de financement du FEM a octroyé 25 millions USD sous forme de subventions versées directement à des organisations de PA dans le cadre de l'Initiative pour une conservation inclusive, afin de soutenir des activités telles que celles décrites dans l'étude de cas 47 (FEM, 2026). Sur cette base, le 9e cycle de financement du FEM prévoit d'allouer 20 % des fonds aux PA et aux CL (FEM, 2026).

Pour surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les PA et les CL, un seul modèle de financement n'est pas suffisant. Les différentes organisations, communautés et institutions représentatives des PA ont des besoins, des capacités et des préférences qui varient. Il est donc nécessaire de recourir à diverses modalités de financement pour y répondre (Esmail et al., 2023 ; McLaren et al., 2025). Des intermédiaires et des partenaires de confiance et légitimes peuvent encore jouer un rôle utile lorsqu'ils apportent un soutien technique, allègent les charges administratives pesant sur les partenaires des PA et des CL, et restent redevables envers eux (Baracat et al., 2023 ; Godio, 2025). Le financement de la biodiversité ne doit pas se limiter à une dotation aux PA et aux CL ; il doit renforcer leur capacité à agir de manière autonome.

Respect des droits humains dans les flux de financement

Des flux plus importants de financement de la biodiversité, notamment des flux privés soumis à une surveillance moins rigoureuse, peuvent également supposer des risques pour les PA et les CL. Les crédits biodiversité et les actions de compensation de la biodiversité en sont l'une des manifestations les plus visibles à ce jour.

Les partisans des compensations en matière de biodiversité affirment que leur objectif est de préserver ou de restaurer des écosystèmes dans une zone donnée afin de compenser les dommages causés dans une autre. Cependant, l'hypothèse d'une équivalence possible entre impacts négatifs et positifs sur la diversité biologique, ou entre les écosystèmes, est erronée. Les mesures de compensation en matière de biodiversité sont souvent inefficaces. Elles se caractérisent par un faible niveau de responsabilité et une grande vulnérabilité face à des pressions extérieures telles que les incendies de forêt (Wilson, 2025).

Les crédits de biodiversité constituent un mécanisme relativement récent servant à quantifier les résultats en matière de diversité biologique et à les traduire en unités pouvant être achetées et vendues. Ils sont souvent comparés aux crédits carbone, mais la diversité biologique est plus complexe à mesurer et peut être moins facilement réduite à un seul indicateur (Ducros et Steele, 2022 ; Carter et al., 2026).

Les nouvelles orientations relatives au marché des crédits de biodiversité ont souligné l'importance de collaborer avec les PA et les CL, en précisant que les projets doivent respecter le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE), être fondés sur les droits et faire participer les PA et les CL à la gouvernance, y compris aux décisions concernant la poursuite ou non des projets (Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature (TNFD), 2024 ; Forum économique mondial, Alliance pour les crédits de biodiversité et Groupe consultatif international sur les crédits de biodiversité, 2025). Cependant, les PA et les CL sont marginalisés au sein de nombreuses économies et cadres juridiques nationaux. Des efforts soutenus seront nécessaires pour garantir qu'ils disposent d'une influence et d'un pouvoir décisionnel réels (Baker et Smith, 2025). Par exemple, seule la moitié environ des fournisseurs de crédits de biodiversité volontaires a mis en place des protocoles complets de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) (Kim et al., 2025).

Les investisseurs devraient reconnaître que le développement de crédits de biodiversité sans la participation des PA et des CL risque d'être irréalisable. En effet, bon nombre des sites les plus riches en biodiversité de la planète chevauchent leurs terres et leurs territoires (Ducros et Steele, 2022). Concevoir des crédits de biodiversité implique également des appréciations sur la valeur des écosystèmes qui peuvent ne pas refléter la manière dont ces derniers sont compris, gérés ou valorisés par les PA et les CL.

Les approches fondées sur le marché, telles que celles décrites ci-dessus, peuvent constituer une menace directe pour les droits territoriaux des PA et des CL, en particulier lorsque le régime foncier est précaire ou lorsque ces populations sont marginalisées au sein des systèmes juridiques et économiques nationaux. En créant une nouvelle valeur financière liée aux écosystèmes, les marchés de la biodiversité peuvent accroître la pression sur les territoires des PA et des CL, favorisant ainsi l'accaparement des terres, le cloisonnement territorial ou des pratiques de conservation exclusives (Gutierrez, 2026 ; Jurjonas, 2026). Ils peuvent également renforcer les inégalités existantes (Kedward et al., 2023), lorsque les investisseurs ne sont pas familiarisés avec les régimes fonciers coutumiers ou les systèmes de gouvernance partagée, lorsque les institutions communautaires de gouvernance ne bénéficient pas du soutien nécessaire pour gérer les nouveaux flux financiers, ou lorsque les projets privilégient la rentabilité au détriment des besoins et des priorités locales. Un financement accru n'est donc pas en soi positif : en l'absence de

droits garantis, de consentement libre, préalable et éclairé, de garanties solides, de contrôle communautaire et de responsabilité, les approches fondées sur le marché risquent d'aggraver, plutôt que de réduire, les déséquilibres de pouvoir existants (Ducros et Steele, 2022 ; McLaren et al., 2025 ; BES-Net, 2025).

Responsabilité des entreprises et justice environnementale

Cible 15. Inciter les entreprises à évaluer, communiquer et réduire les risques et les effets négatifs sur la biodiversité

Prendre des mesures juridiques, administratives ou de politique générale visant à inciter les entreprises à agir et à leur donner les moyens de le faire, notamment en veillant à ce que les grandes entreprises et les entreprises transnationales, ainsi que les institutions financières :

(a) Contrôlent, évaluent et communiquent régulièrement et de manière transparente leurs risques, dépendances et incidences sur la biodiversité, y compris en prévoyant des dispositions applicables à toutes les grandes entreprises ainsi qu'aux entreprises transnationales et aux institutions financières concernant leurs opérations, leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur, ainsi que leurs portefeuilles ;

(b) Informent les consommateurs en vue de promouvoir des modes de consommation durables ;

(c) Rendent compte du respect des dispositions et mesures relatives à l'accès et au partage des avantages, en tant que de besoin ;

afin de réduire progressivement les incidences négatives sur la biodiversité, d'accroître les incidences positives, de réduire les risques liés à la biodiversité pour les entreprises et les institutions financières, et de promouvoir des mesures propres à garantir des modes de production durables.

Entreprises et établissements financiers participent dans une grande mesure à la perte de biodiversité (IPBES, 2026). La Cible 15 du CMBKM exige des Parties qu'elles prennent des mesures pour encourager toutes les entreprises à surveiller, évaluer et rendre publics leurs impacts sur la biodiversité – et *veiller* à ce que les grandes entreprises, les sociétés transnationales et les institutions financières en fassent de même –, tout en favorisant des pratiques de production plus durables et en respectant les droits des PA et des CL, notamment par leur participation à la prise de décisions et leur accès à l'information.

Cependant, cette Cible 15 traite essentiellement d'entreprises qui communiquent des informations concernant les impacts de leurs activités sur la diversité biologique. La Cible 15 n'oblige pas nécessairement les entreprises à prendre des mesures concrètes pour remédier à ces impacts et réduire la perte de biodiversité liée à leurs activités (Centre de politique internationale de l'Union internationale pour la conservation de la nature, 2023). L'étendue et la rigueur des exigences imposées aux entreprises peuvent donc varier considérablement d'un cadre réglementaire national et d'un système de gouvernance d'entreprise à un autre.

De nombreux PA et CL sont menacés par l'expansion industrielle sur leurs terres, leurs eaux et leurs territoires. En Amazonie, les concessions minières couvrent près de 10 millions d'hectares de terres appartenant à des PA et des CL. Dans le bassin du Congo, les blocs pétroliers et gaziers recouvrent 38 % des forêts communautaires (Global Alliance of Territorial Communities (GATC) et Earth Insight, 2025). Dans 64 pays, les terres de PA exposées à un risque d'expansion industrielle sont estimées à près de 60 % (Kennedy et al., 2023). Les enquêtes nationales du Navigateur Autochtone sur la période 2020–2025 révèlent aussi l'ampleur du problème : 27 pays sur les 28 ayant participé à l'enquête ont fait état d'incidents d'accaparement des terres, d'implantations ou d'extraction de ressources sans CLPE depuis 2008 (Navigateur Autochtone, 2026, non publié).

Des pressions similaires pèsent sur les écosystèmes marins et côtiers, où l'économie bleue et les projets d'infrastructure empiètent de plus en plus sur les zones gérées et utilisées par les PA et les CL, comme il ressort de l'Encadré 14. Impacts de l'économie bleue en croissance.

Encadré 14

14 Impacts de l'économie bleue en croissance

Dans de nombreuses régions, l'expansion rapide de l'économie bleue et des projets d'infrastructures côtières (aménagements portuaires à grande échelle, tourisme, aquaculture industrielle, élevage de crevettes, culture des perles, éolien en mer, extraction de sable et projets d'exploitation minière en eaux profondes) occupent de plus en plus les zones côtières et marines traditionnellement gérées et utilisées par les PA et CL, y compris les pêcheurs artisanaux (Ramli et Waskitho, 2023 ; Louey, 2026 ; Gutzmann et al., 2026). Dans de nombreux cas, ces projets sont menés sans consultation significative, sans consentement libre, préalable et éclairé, ni études d'impact environnemental et social adéquates. Ils privilégient souvent les intérêts des États et du secteur privé au détriment des régimes fonciers marins coutumiers. Les relations de pouvoir inégales sont ainsi renforcées et les instances de gouvernance des PA et des CL se voient affaiblies.

Les pressions exercées sur les territoires marins et côtiers des PA et des CL sont également étroitement liées aux projets extractifs et d'infrastructure menés à l'intérieur des terres, dans les bassins fluviaux et les bassins versants. L'exploitation minière, les méga-barrages, la déforestation et l'agriculture industrielle peuvent modifier les flux sédimentaires, le transport des nutriments, les systèmes hydrologiques et la qualité de l'eau, avec des répercussions en aval sur les estuaires, les mangroves, les pêcheries, les récifs coralliens et la biodiversité côtière (Zhang et al., 2022). Aux Philippines, par exemple, l'exploitation minière dans les zones de haute montagne et les régions montagneuses de Palawan affecte les écosystèmes côtiers en aval en raison de la sédimentation et de la pollution qui pénètrent dans les eaux côtières via les réseaux fluviaux (Jament, 2026, correspondance personnelle). Ces impacts peuvent nuire aux zones marines à gestion communautaire et aux zones de conservation halieutique. Cela montre que les décisions prises à l'intérieur des terres peuvent avoir des répercussions directes sur les droits fonciers marins, les pratiques de pêche traditionnelles et la gouvernance côtière. Les grands barrages peuvent réduire les apports en sédiments et en nutriments, ce qui peut contribuer à la dégradation des mangroves, à l'érosion côtière, au déclin des populations de poissons et à la perturbation des pratiques de pêche traditionnelles.

Les approches de gouvernance « de la crête au récif », qui reconnaissent les liens écologiques et territoriaux entre les zones intérieures et marines, sont donc essentielles (Vierros et al., 2020). Les évaluations environnementales et sociales doivent également aller au-delà des impacts des projets individuels pour prendre en compte les pressions cumulatives, les relations de pouvoir inégales, les régimes fonciers marins et les structures plus larges qui limitent la capacité des PA et des CL à gérer et à protéger leurs territoires.

Les PA et les CL jouent déjà un rôle central dans la reddition de comptes des entreprises. Les initiatives de surveillance communautaire, telles que celles mises en œuvre par les PA dans les réserves naturelles de Prey Lang, Preah Rokar et Sorng Rokha Vorn au Cambodge, illustrent à la fois la valeur et les limites de ces efforts (Argyriou et Theilade, 2025). Les communautés ont documenté une exploitation forestière illégale généralisée, des activités minières illicites et des actes de violence liés à de grandes entreprises (Argyriou et Theilade, 2025). Si ces données fournissent des preuves détaillées et localisées des atteintes à l'environnement, elles se traduisent rarement par des mesures politiques au niveau national et peuvent exposer les membres de la communauté à des risques importants (Argyriou et Theilade, 2025).

Comme l'ont montré les recherches sur la responsabilité sociale, la transparence et la parole des communautés suffisent rarement à elles seules à remettre en cause des acteurs puissants lorsque les systèmes juridiques, politiques et économiques sous-jacents continuent de permettre des activités néfastes (Fox, 2015 ; Larson, Sarmiento Barletti et Heise Vigil, 2022). L'étude de cas 50, qui souligne les efforts des aînés du peuple anishinaabek pour stopper la pulvérisation de glyphosate, illustre cette dynamique.



Étude de cas 50

Territoire : Anishinaabek Aki

Langue : Anishinaabemowin

Auteur.e.s :

- Susan Chiblow, anishinaabe, Garden River First Nation, Université de Guelph
- Caroline Recollet, anishinaabe, Wahnapitae First Nation, Traditional Ecological Elders

Légende : Un membre de la communauté Robinson Huron Waawiindamaagewin tient une pancarte dénonçant la pulvérisation de glyphosate sur leurs terres lors d'une Journée d'action

Photo : Chris Ricker

50 Peuple anishinaabe, Canada

Les anishinaabek de Robinson Huron Waawiindamaagewin dépendent des terres pour leurs médicaments, leur nourriture, les vêtements, le savoir, la langue et la culture. Notre peuple entend que la perte d'une espèce affecte l'ensemble de l'écosystème. La perte affecte l'intégralité du cercle de vie. Chaque morceau des terres est responsable de toute la vie. Nous honorons les terres par une cérémonie pour qu'elles continuent à nous fournir la vie.

Les anciens du savoir écologique traditionnel (TEK) proviennent des premières nations de Robinson Huron Waawiindamaagewin. En 2013, ils se sont réunis pour aborder les inquiétudes des pulvérisations aériennes de glyphosate dans les forêts. Ils ont assisté à la destruction des terres par ces pulvérisations aériennes et demandent un moratoire.

Le glyphosate est un produit chimique utilisé dans les opérations forestières, appliqué par pulvérisation aérienne pour contrôler la re-croissance de la forêt naturelle suite à certaines opérations d'exploitation. Les entreprises forestières plantent alors des monocultures qui affectent la biodiversité, comme les oiseaux, les végétaux, les animaux et les insectes qui ne reviennent plus dans ces endroits.

Les anciens du TEK développent le moratoire de multiples manières : ils ont organisé plusieurs journées d'action pour accroître la sensibilisation, ils ont écrit des courriers aux gouvernements, ils ont rédigé un document de position et ils ont obtenu une résolution de soutien de la part du Robinson Huron Ogimaak (le leadership). En 2019, les anciens du TEK ont présenté une demande au Rapporteur spécial des Nations Unies, Baskut Tuncak, détaillant les implications en termes de droits humains de la gestion et de l'élimination de substances dangereuses et de déchets toxiques liés au glyphosate. Mais ces activités n'ont pas suffi à arrêter les pulvérisations aériennes.

L'expérience des anciens du TEK montre que les communautés peuvent se mobiliser, fournir des preuves et poursuivre de multiples voies politiques, mais continuer à se heurter à des barrières lorsque les systèmes d'approbation sous-jacents ne cessent d'autoriser des pratiques nuisibles. Les pulvérisations d'herbicidesaériens sont donc à la fois une inquiétude environnementale et un problème de justice environnementale lié aux relations de traité, aux droits humains et à la capacité de pratiquer les modes de vie anishinaabek.

Une transparence accrue peut créer des voies pour le dialogue, corriger et améliorer le partage des avantages, sans toutefois automatiquement amener à une plus grande responsabilité. Pour garantir que PA et CL puissent accéder à l'information, influencer la prise de décisions et demander des comptes aux entreprises, il est nécessaire de mettre en place des cadres juridiques et politiques plus solides (Groupe de travail sur les droits humains et la biodiversité, 2022 ; Groupe de travail sur les droits humains et la biodiversité, 2024 ; Indigenous Peoples Rights International (IPRI), 2026), notamment les SPANB qui définissent des attentes claires de sorte que les entreprises respectent les droits de l'homme et mettent en œuvre une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2011).

Surconsommation et responsabilité inégale

Cible 16. Favoriser des choix de consommation durables afin de réduire les déchets et la surconsommation

Encourager les populations à faire des choix de consommation durables et à leur donner les moyens de le faire, notamment en créant des cadres politiques, législatifs ou réglementaires propices, en améliorant l'éducation ainsi que l'accès à des informations pertinentes et précises et à des solutions de substitution, et, d'ici à 2030, réduire l'empreinte mondiale de la consommation de manière équitable, notamment en réduisant de moitié le gaspillage alimentaire mondial, en limitant significativement la surconsommation et en diminuant considérablement la production de déchets, de manière à permettre à tous de vivre agréablement en harmonie avec la Terre nourricière.

La consommation non viable est un facteur majeur d'appauvrissement de la biodiversité. Plus de 90 % de la perte de biodiversité terrestre et du stress

hydrique, ainsi qu'environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre, sont liés à l'extraction et à la transformation de la biomasse, notamment les denrées alimentaires, le bois et les ressources halieutiques (Fondation Ellen MacArthur, 2025). Dans le même temps, les dépenses de consommation continuent d'augmenter à l'échelle mondiale (Atabaki Fard Tehrani, Sarkar et Shetranjiwalla, 2025), dont une grande partie est liée à une consommation non essentielle et à des niveaux élevés de déchets. Pour lutter contre la perte de biodiversité, il faut donc opérer un changement fondamental dans la manière dont les ressources sont produites et consommées.

La Cible 16 aborde cette question en appelant les Parties à veiller à ce que les populations soient « encouragées et mises en mesure de faire des choix de consommation durables », notamment grâce à des cadres réglementaires et politiques favorables, à un meilleur accès à l'information et à l'éducation. Cependant, les modes de consommation à l'échelle mondiale sont très inégaux. Les pays à revenu élevé sont responsables d'une part disproportionnée de la perte de biodiversité, notamment par l'importation de matières premières liées à la déforestation et au changement d'affectation des terres (Cabernard et al., 2024).

Ces disparités soulèvent des questions importantes pour la mise en œuvre équitable de la Cible 16. Si tous les pays partagent la responsabilité de réduire la perte de biodiversité, leurs obligations ne sont pas les mêmes. Les pays dont l'empreinte de consommation est la plus élevée, et dont les modes de consommation entraînent une perte de biodiversité au-delà de leurs propres frontières, ont une responsabilité particulière pour propulser la transformation des systèmes de production et de consommation et pour encourager les actions en faveur de la diversité biologique dans les pays où cette perte se produit. Cependant, la Cible 16 ne précise pas de modalités concrètes, ni comment remédier aux inégalités de consommation à l'échelle mondiale, que ce soit au niveau national ou international (Lehmann et al., 2026).

Dans le même temps, les valeurs et les modes de vie de nombreux PA et CL ouvrent la voie à des approches alternatives en matière de production et de consommation (IPBES, 2024). Si des concepts tels que l'économie circulaire sont relativement récents dans les débats politiques dominants, ils sont profondément ancrés dans les visions du monde des PA et des CL. Comme l'explique Nkwi Flores, chercheuse kara-kichwa : « Pour les communautés autochtones, les principes de circularité et de réciprocité ne sont pas des concepts abstraits, mais des réalités vécues » (Barriga et Sarkar, 2024).

Deux études de cas montrent comment les savoirs traditionnels, l'innovation et les moyens de subsistance locaux peuvent favoriser la mise en place de systèmes de production durables qui préservent la biodiversité tout en renforçant les économies locales. L'étude de cas 51 au Mexique montre comment les femmes de La Carbonera associent savoirs traditionnels, conservation et entrepreneuriat dans des systèmes de production terrestres. L'étude de cas 52 à Tonga illustre comment une exploitation à petite échelle de perles *mabé* par des femmes contribue à leur autonomisation financière, tout en incitant à prendre soin des écosystèmes marins.

Étude de cas 51

Territoire : La Carbonera, Querétaro

Auteur.e.s : María Janet Arteaga Ordaz, Mujeres y Ambiente SPR de RL de CV

Légende : Une femme travaille à la ferme

Photo : Óscar Maskie



51 Communautés locales – Mexique

Comme les Peuples Autochtones, les communautés rurales détiennent aussi un savoir traditionnel associé à leur territoire, comme l'utilisation de plantes médicinales aux vertus pour la santé et la cosmétique, ou les techniques de conservation du sol et de l'eau qui sont passées de génération en génération.

Ces 70 dernières années, sur les terres maintenant utilisées par l'organisation Mujeres y Ambiente pour ses activités, la famille Balderas Moreno cultive ses champs de maïs et fait pousser des légumes et des plantes médicinales. Elle collabore actuellement avec des groupes d'étude et des ONG pour évaluer et améliorer les techniques, en particulier la culture du maïs et de plantes aromatiques et médicinales. Par exemple, l'une des espèces travaillées est l'arnica, qui attire les pollinisateurs et dont les racines aident à stabiliser le sol. Dans le cadre de ce projet, le groupe travaille avec de petits exploitants agricoles, essentiellement des femmes, qui, à titre individuel, mettent en place des mesures dans leur exploitation agricole pour prévenir l'érosion des sols, comme des lignes de coupe-vent faites avec des bouteilles en plastique.

Le travail se déroule suivant une conception conjointe du site à travers une gestion hydrologique du terrain pour améliorer la production du système de *milpa* (fait de cultiver ensemble courge, haricots et maïs) et la culture des plantes aromatiques et médicinales. Cela ne contribue pas uniquement à la conservation du sol, de l'eau et de la biodiversité de l'environnement, mais aussi à la préservation du savoir associé aux plantes. Par exemple, les résultats initiaux de cette conception conjointe montrent que les terrasses érigées il y a plus de 70 ans l'ont été avec une précision presque parfaite par rapport aux contours, ce qui a évité une plus grande érosion de la zone.

Mujeres y Ambiente apporte sa contribution à l'économie locale en vendant ses produits dans le domaine de la cosmétique et a pris part à des ateliers internationaux pour aborder les pratiques de conservation du sol.



Étude de cas 52

Auteur.e.s : Makelesi Kioa, représentante de la communauté locale, Vava'u Pearl Farming

Légende : Une huître mature tout juste récoltée dans un panier suspendu

Photo : Faka'anaua Lākai

52 Communautés locales, Tonga

Dans le Royaume de Tonga, île du Pacifique, les communautés dépendent fortement des écosystèmes côtiers et marins pour leur sécurité alimentaire, leur subsistance et leur identité culturelle. Les principales sources de revenus pour les femmes de Tonga sont fortement concentrées sur l'économie informelle, en particulier la production artisanale, l'agriculture à petite échelle et l'aquaculture marine, dont la culture des perles Mabé.

La culture des perles Mabé distingue Tonga car elle crée des « demi-perles » en forme de dôme où le noyau de la perle est attaché à la coque interne de l'huître pour lui permettre de développer un dos plat. La culture des perles Mabé ne requiert pas vraiment de connaissances techniques, ni de temps ni encore d'investissement initial à la différence d'autres modes de production de perles. C'est donc une forme attractive d'obtention de revenus pour les femmes à Tonga.

Faka'anaua Lākai a commencé à cultiver des perles Mabé comme principale source de revenus pour sa famille après être devenue maman solo de cinq enfants ; elle a rapidement commencé à fabriquer et à vendre des bijoux issus de ces perles. Elle est membre de l'association Vava'u Pearl où elle vend ses bijoux et propose des visites guidées pour apprendre aux visiteurs comment cultiver, récolter et transformer les perles. La culture des perles Mabé ne lui a pas seulement accordé une plus grande stabilité financière, elle l'a également autonomisée en tant que femme et mère, lui octroyant un sentiment de fierté et de sécurité.

La culture des perles Mabé est source d'opportunités économiques et favorise aussi la conservation environnementale et la mobilisation communautaire. Le succès de la culture de ces perles dépend d'écosystèmes marins en bonne santé, et par leur travail quotidien, les femmes veillent à la qualité de l'eau, protègent les habitats des lagunes et appliquent le savoir écologique traditionnel pour assurer que la production des perles ne nuit pas à l'environnement qui les entoure.

Pour les femmes comme Faka'anaua, la culture des perles leur a aussi permis de prendre part à la prise de décisions communautaires, par la défense de la protection des écosystèmes marins qui sous-tendent leurs modes de subsistance.

C'est la preuve que l'autonomisation économique des femmes Autochtones est, grâce à la culture des perles Mabé, directement liée à leur rôle de gardiennes des milieux côtiers et marins de Tonga.

Cible 17. Renforcer la sécurité biotechnologique et répartir les avantages des biotechnologies

Créer et renforcer les capacités aux fins de l'application dans tous les pays des mesures relatives à la sécurité biotechnologique prévues à l'article 8 g), de la Convention sur la diversité biologique, ainsi que des mesures relatives à la gestion des biotechnologies et au partage de leurs avantages prévues à l'article 19 de celle-ci.

Les approches technologiques visant à réduire la perte de biodiversité peuvent présenter de nouveaux risques si elles ne font pas l'objet d'une réglementation rigoureuse. La Cible 17 se concentre spécifiquement sur la sécurité biologique. L'objectif est de prévenir ou de réduire au minimum les impacts négatifs potentiels des biotechnologies, y compris ceux des organismes génétiquement modifiés (OGM), tout en veillant à un partage juste et équitable des avantages.

Les OGM peuvent entraîner des répercussions environnementales et sociales importantes s'ils ne sont pas soumis à une réglementation stricte et à des tests rigoureux lors de leur mise sur le marché. Parmi celles-ci figurent la propagation de gènes modifiés dans les cultures traditionnelles, la réduction de la diversité génétique et une dépendance accrue vis-à-vis des intrants externes. Pour les PA et les CL, ces répercussions peuvent porter atteinte aux systèmes alimentaires traditionnels, aux moyens de subsistance et aux pratiques culturelles. Ainsi en République démocratique du Congo, les OGM introduits dans le cadre de programmes humanitaires ont perturbé les écosystèmes locaux (voir l'étude de cas 22). Une mise en œuvre efficace de la Cible 17 exige donc des cadres de sécurité biologique solides, le respect du CLPE et une participation significative de PA et de CL aux processus décisionnels.



Légende : Une communauté quechua célèbre la Pachamanca dans la Vallée sacrée, au Pérou

Photo : Al Gonzalez

La Cible 17 répond uniquement à une partie du problème plus large des risques technologiques. L'exploitation minière en eaux profondes – c'est-à-dire l'extraction de minéraux des fonds marins – est de plus en plus présentée comme une solution aux crises climatiques et de biodiversité, alors même que ses impacts sur les écosystèmes et les communautés concernées restent incertains. Bien qu'elle ne soit pas couverte par la Cible 17 de la même manière

que la biotechnologie, la menace qu'elle représente souligne la nécessité d'adopter des approches de gouvernance de la diversité biologique fondées sur le principe de précaution et le respect des droits. Ses partisans affirment que l'exploitation minière des grands fonds marins constitue une alternative « respectueuse de l'environnement » à l'exploitation minière terrestre et qu'elle est nécessaire à une transition rapide vers les énergies renouvelables (The Metals Company, 2026). Ces affirmations sont contestées, notamment en ce qui concerne la demande future en minéraux (Amon et al., 2022a), et s'opposent aux inquiétudes scientifiques croissantes selon lesquelles cette pratique présente de graves risques pour les écosystèmes océaniques (Deep Sea Mining Campaign, 2020). L'échec du projet Nautilus Minerals en Papouasie-Nouvelle-Guinée montre comment ces risques peuvent se concrétiser pour les communautés côtières (voir l'Encadré 15. Projet Nautilus Minerals et exploitation minière en eaux profondes en Papouasie-Nouvelle-Guinée).

Encadré 15

15 Projet Nautilus Minerals et exploitation minière en eaux profondes en Papouasie-Nouvelle-Guinée

L'exploitation minière commerciale en eaux profondes dans les eaux côtières de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été proposée pour la première fois par la société canadienne Nautilus Minerals. Cette exploitation expérimentale aurait dû avoir lieu à environ 30 km de New Ireland, menaçant directement les moyens de subsistance des pêcheurs locaux (Rosenbaum, 2011). Le projet s'est vu accorder une licence d'exploitation sans le consentement libre, préalable et éclairé des communautés côtières voisines. Cela a donné lieu à une campagne populaire concertée au niveau local, comprenant notamment des actions en justice, menée par l'Alliance locale des guerriers de Solwara (Deep Sea Mining Campaign, 2017).

Grâce à cette campagne, et sous la pression financière, Nautilus a été mise en redressement judiciaire en 2019, entraînant des pertes de plusieurs centaines de millions de dollars pour ses créanciers, dont le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée (Deep Sea Mining Campaign, London Mining Network et MiningWatch Canada, 2019). Malgré la faillite, d'anciens actionnaires de Nautilus ont repris le bail et continuent de faire pression pour que l'exploitation minière démarre sans le consentement des communautés locales (Marx, 2025).

L'Alliance des guerriers de Solwara mène désormais une campagne pour obtenir l'annulation des licences d'exploitation minière, afin de mettre définitivement fin à la menace d'extraction qui pèse sur eux.

De grandes incertitudes subsistent quant à la manière dont les impacts de l'exploitation minière en eaux profondes pourraient être évités ou atténués, au temps qu'il faudrait aux écosystèmes affectés pour se rétablir, et à la question de savoir si un rétablissement serait même possible (Amon et al., 2022b ; Glover et al., 2026). L'ouverture d'une nouvelle frontière d'extraction compromettrait également les efforts visant à évoluer vers des économies plus circulaires et moins extractives. Pour les PA et les CL des territoires marins et côtiers, l'exploitation minière en eaux profondes menace également les paysages océaniques culturels, spirituels et de subsistance qui ont été préservés grâce à la navigation, à la pêche, au commerce et à la gouvernance coutumière depuis des milliers d'années (Timmer et al., 2026).



Chapitre 7
Participation efficace et égalité des genres

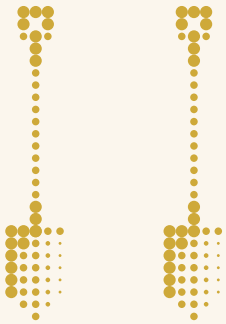
Cibles 22 et 23

« Dans de nombreux territoires Autochtones, les décisions en matière d'environnement restent façonnées par les lois et les politiques coloniales, et les Peuples Autochtones sont trop souvent absents des instances décisionnelles, ou leurs préoccupations ne sont pas suffisamment prises en compte. »

Peuple anishinaabe, Canada [50]

Légende : Juana Mamani, secrétaire d'un réseau de femmes leaders défendant les eaux du lac Titicaca, contemple la baie de Capuchina dans la communauté de Coata, au Pérou, où les femmes mènent des actions de nettoyage et font pression sur les autorités pour qu'elles assainissent le lac pollué

Photo : Musuk Nolte, Panos Pictures



Les Cibles 22 et 23, portant respectivement sur la participation efficace et l'égalité des sexes, revêtent une importance capitale pour les PA et les CL. Incluses dans le CMBKM à la section consacrée aux outils et aux solutions de mise en œuvre, elles sont en réalité transversales et pertinentes pour toutes les cibles du Cadre.

La participation efficace est un élément essentiel de nombreuses questions de la Section C, notamment de l'approche par les droits humains, de l'intégration de différents systèmes de valeurs, de l'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société et de l'approche écosystémique (se reporter au Chapitre 2). Deux indicateurs des connaissances traditionnelles, relatifs à la participation et au régime foncier, sont en lien avec la Cible 22, reconnaissant ainsi son caractère transversal.

L'égalité des sexes et l'égalité des genres sont une question de droits humains transversale pour les PA et les CL, en particulier (mais pas uniquement) pour les femmes Autochtones ou de communautés rurales. En raison de leur caractère transversal, bien qu'elles soient abordées dans ce chapitre, les questions relatives à la participation efficace et à l'égalité des genres sont également commentées dans tous les chapitres du présent rapport.

Ce chapitre examine plus en détail comment les engagements des Parties se concrétisent dans les deux domaines suivants :

- la participation efficace, y compris par rapport à l'accès à la justice des défenseurs des droits humains environnementaux des PA et des CL – en lien avec la Cible 22
- l'égalité des genres et les approches tenant compte du genre pour mettre en œuvre le CMBKM – en lien avec la Cible 23.

Participation

Cible 22. Garantir la participation aux processus décisionnels et l'accès à la justice et aux informations relatives à la biodiversité

Assurer une représentation et une participation pleines et entières, équitables, inclusives, efficaces et tenant compte du genre des Peuples Autochtones et des communautés locales aux processus décisionnels, ainsi que leur accès à la justice et aux informations relatives à la biodiversité, dans le respect de leurs cultures et de leurs droits sur leurs terres, territoires, ressources et connaissances traditionnelles, tout en veillant à inclure les femmes et les filles, les enfants et les jeunes, ainsi que les personnes handicapées, et garantir la pleine protection des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme en matière d'environnement.

La CDB a pendant longtemps été vue comme plus progressive que d'autres accords environnementaux multilatéraux pour ce qui est de la reconnaissance de la participation de PA et de CL (Richardson, 2001 ; Firestone et al., 2005). La Cible 22 est décisive pour encourager la participation et l'accès à la justice pour les PA et les CL, notamment les femmes et les filles, les enfants et les jeunes et les personnes handicapées. Elle exige également des Parties qu'elles garantissent la protection des défenseurs des droits humains environnementaux.

Dans la pratique, bon nombre d'obstacles continuent à limiter la participation pleine et efficace des PA et des CL aux processus de gouvernance en matière de diversité biologique nationaux et internationaux (Marion Suiseeya, Zanotti et Haapala, 2022). Des lieux de réunion difficiles d'accès, des ressources insuffisantes pour encourager la participation, les barrières linguistiques, des attitudes discriminatoires en sont quelques exemples (Zurba and Papadopoulos, 2021 ; Forest Declaration Assessment, 2023 ; Pacte des Peuples Autochtones d'Asie (AIPP), 2026). De même, la participation est un terme vague, souvent interprété différemment selon les États, les PA et les CL (Liboiron et Cotter, 2021).

Même lorsque des acteurs extérieurs reconnaissent la valeur des connaissances traditionnelles et celle des valeurs culturelles des PA et des CL, il existe souvent des décalages entre cette reconnaissance et sa matérialisation en une participation efficace aux processus décisionnels. En Inde, par exemple, les cadres politiques concernant la diversité biologique reconnaissent bel et bien l'importance des connaissances traditionnelles. Ils fournissent, cependant, peu d'orientations quant à la participation souhaitée des PA et des CL à la planification marine, aux évaluations de la biodiversité et à la prise de décisions en matière de conservation (Ganeshan, 2022 ; Commission océanographique intergouvernementale et Systèmes de savoirs locaux et Autochtones de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 2024). De la même manière, la politique nationale sur la diversité biologique du Sri Lanka (2024) reconnaît le rôle des connaissances traditionnelles dans la conservation de la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques, mais offre peu de pistes concrètes de mise en œuvre (Ministère de l'Environnement, 2024).

Nombreux sont également ceux qui ont souligné la participation limitée des PA et des CL aux processus mondiaux de gouvernance relatifs au climat, aux océans et à la pollution, ainsi que la reconnaissance insuffisante de leurs droits, de leurs systèmes de connaissances et de leur pouvoir de décision (Raoul Wallenberg Institute, 2024 ; Jacobs, 2025).

Plus important encore, la participation à elle seule ne se traduit pas nécessairement par un pouvoir décisionnel (Bullock et al., 2023). Si les processus participatifs peuvent ouvrir la voie au dialogue ou au partage d'informations (Fan et Sung, 2020), ils laissent souvent inchangées les structures de pouvoir sous-jacentes qui marginalisent les PA et les CL, créant ainsi une « illusion participative » (Larson, Sarmiento Barletti et Heise Vigil, 2022 ; Rathakrishnan, Aboo Talib Khalid et Daud, 2025). Cet écart est évident, par exemple, dans la manière dont la plupart des SPANB ont été élaborés dans la pratique (voir Chapitre 3 – État des lieux des Parties concernant la mise en œuvre). Or, sans s'attaquer à ces inégalités structurelles, les risques de participation demeurent superficiels (Arney et al., 2023).

Malgré les obstacles qui entravent la participation effective des PA et des CL, ainsi que la prise en compte de leurs valeurs dans les processus décisionnels, ceux-ci continuent de contribuer aux actions en faveur de la biodiversité aux niveaux local, national et mondial, en soutenant ces processus et en cherchant à les influencer. Ainsi aux Philippines, une coalition d'organisations Autochtones a élaboré la première Stratégie et plan d'action national pour la biodiversité des Peuples Autochtones (IPBSAP) du pays (Indigenous Peoples and Biodiversity Coalition, 2024 ; Centres de distinction des savoirs autochtones et locaux, 2024) dans le cadre d'un processus mené par les populations Autochtones et indépendant du SPANB. Cela a été reconnu par la suite comme étant une contribution essentielle à la Cible 22 dans le septième rapport national du pays (République des Philippines, 2026). Des contributions similaires peuvent être observées au Pérou et au Costa Rica, où les PA ont soutenu les processus de planification nationaux en matière de diversité biologique (Brittain et al., 2024).

De même, de nombreux PA et CL cherchent activement à dialoguer avec les pouvoirs publics, même lorsque la marge de manœuvre est restreinte ou que la réponse de ces derniers est limitée. Ils font ainsi valoir leur droit à une participation efficace au processus décisionnel. Par exemple, l'étude de cas 53 portant sur les Amidavas en Inde décrit comment le village Amidava a cherché à obtenir la permission de cultiver des bambous qu'ils avaient eux-mêmes plantés et entretenus sur une terre commune. Pour ce faire, des lettres ont été adressées aux autorités et des actions collectives et non violentes ont été lancées en l'absence de réponse.



Étude de cas 53

Territoire : Shamlaat

Langue : Bhili

Auteur.e.s : Varsha Rathore, peuple ram lal, Seva Mandir, Van Uthan Sansthan

Légende : Des femmes rentrent d'une réunion mensuelle de leur groupe d'entraide, au cours de laquelle les membres contribuent à une cagnotte commune et discutent de préoccupations sociales, en collaborant pour trouver des solutions équitables

Photo : Manish Shukla

53 Communautés tribales bhils, Inde

À Udaipur, dans le nord-ouest de l'Inde, les terres forestières communes représentent 73 % du territoire total. Les terres forestières communes constituent une source primaire de subsistance et un élément crucial de l'identité des communautés tribales bhils locales. La coutume veut que les anciens du village contrôlent les terres pour le compte de la communauté et résolvent les litiges fonciers.

Cela dit, les lois, politiques et processus de réforme de l'état en matière foncière et forestière ont passé outre les pratiques coutumières des peuples tribaux et les coutumes de propriété foncière commune. Par conséquent, les conflits autour des forêts et des terres agricoles sont courants et surviennent principalement pour des questions de délimitations dans les zones boisées partagées et durant le ramassage du *nistar* (usufruit – les droits des communautés locales à ramasser le bois non destiné au chauffage que produit la forêt, et d'autres ressources naturelles) sur les terres communes.

Depuis 2003, le village d'Amivada dans le *tehsil* (sous-district) de Phalasia, protège une portion de terre commune de 16 hectares, sur laquelle une culture de bambou a été mise en place. Autrefois espace dégradé, rocheux et stérile, au bout de 15 ans de dur labeur de la part des villageois, cette portion de terre est devenue une forêt de bambous.

En 2016, le bambou était prêt à être récolté. Mais face à l'absence constante de clarté par rapport à l'appartenance de cette terre commune, les villageois craignaient que la récolte ne soit source de conflit. Ils ont donc demandé l'autorisation à travers le Van Utthan Sansthan (VUS), un réseau de Comités villageois de gestion et protection des forêts (ou VFPMC pour les sigles en anglais). Le VUS a vu le jour en 1997 et est désormais une fédération d'institutions de gestion communautaire des forêts qui protège de manière collective les droits relatifs aux ressources forestières, les terres et les ressources naturelles communautaires.

Le VUS a demandé au gouvernement l'autorisation de récolter le bambou, mais n'a pas reçu de réponse pendant deux ans.

La communauté villageoise d'Amivada, avec le soutien du VUS, a donc décidé de lancer un *Satyagraha* en récoltant le bambou et 14 autres villages ont participé à l'initiative dans un élan de solidarité.

Le mot *Satyagraha* désigne la « force de la vérité » : la non-violence est une partie essentielle de cette méthodologie. Le *Satyagraha* cherche la justice ; il ne s'intéresse ni au gain ni à la perte, ni au pour ni au contre mais tente de rallier toutes les parties pour de meilleurs résultats.

Avant d'amorcer le *Satyagraha*, une conférence de presse a été organisée pour annoncer que les villageois allaient récolter le bambou, que le gouvernement les y autorise ou pas. La mesure a porté ses fruits car le ministère chargé des forêts a délivré l'autorisation requise le soir-même et les 15 villages ont pu récolter le bambou sans craindre de représailles de la part du gouvernement.

Encadré 16

16 Mesurer la participation effective

Bon nombre de Parties admettent désormais que la protection de la diversité biologique encore intacte exige de traiter les Peuples Autochtones et les communautés locales comme des partenaires à parts égales. Leur marginalisation historique dans la gouvernance environnementale doit donc cesser et leur participation pleine et entière aux processus décisionnels liés à la biodiversité doit être garantie.

La participation des PA et des CL est considérée comme étant un indicateur phare du respect des droits et des valeurs de ces PA et CL. Elle devrait inclure la participation à tous les niveaux, y compris la participation aux processus décisionnels locaux et territoriaux, ainsi que la participation à des processus plus larges aux échelons régional, national et mondial. Une participation effective ne se limite pas à une simple inclusion : elle implique une plus grande autonomie des PA et des CL dans la prise de décisions territoriales, notamment en garantissant le consentement libre, préalable et éclairé, ainsi qu'en veillant à ce que ces PA et CL exercent une influence réelle au sein des processus décisionnels plus larges.

La participation a désormais été intégrée comme indicateur dans le cadre de suivi du CMBKM, mais la méthodologie permettant de la mesurer doit encore être affinée. À l'heure actuelle, les Parties rendent compte de cet aspect en répondant à une série de questions visant à déterminer s'il existe des cadres politiques, législatifs et administratifs ainsi que des efforts de suivi en place pour garantir la participation pleine et effective des PA et des CL.

Cette manière de mesurer la participation ne permet pas d'évaluer et de rendre compte de manière adéquate de la qualité de la participation des PA et des CL, ni des obstacles à celle-ci. Elle se concentre également uniquement sur le processus et n'évalue pas de manière adéquate si la participation a été effective et significative.

Encadré 17

17 Mesurer les droits fonciers et le changement d'affectation des terres

L'importance centrale des droits à la terre, aux territoires (y compris les eaux) et aux ressources se traduit par l'intégration du régime foncier et du changement d'affectation des terres parmi les quatre indicateurs relatifs aux savoirs traditionnels du cadre de suivi du CMBKM.

Il s'agit d'un indicateur phare (obligatoire) pour la Cible 22, dès lors que son importance pour les PA et les CL est transversale. Cet indicateur vise à suivre deux volets distincts :

- Les droits fonciers coutumiers des PA et des CL
- Le changement d'affectation des terres des PA et des CL.

Il convient de noter que le texte ne fait aucune mention des droits de gestion des mers et des océans. Ce point, ainsi que la meilleure intégration des données fournies par les communautés elles-mêmes, constituent des axes clés pour la poursuite des négociations et des travaux.

La propriété foncière vise à mesurer l'étendue de terres et de territoires détenus ou régis selon la coutume par des PA et des CL et à évaluer si les populations se sentent en sécurité vis-à-vis de ces droits fonciers.

Les données relatives à cet indicateur peuvent provenir d'ensembles de données mondiaux* et nationaux sur le régime foncier, ainsi que de données issues des communautés. Cependant, comme expliqué dans l'encadré 4 au Chapitre 4, il est difficile d'évaluer le régime foncier coutumier à l'échelle mondiale. Des données sont actuellement disponibles pour plus de 130 pays, mais de nombreux ensembles de données ne reflètent pas correctement les régimes fonciers coutumiers ni les définitions communautaires du territoire. À ce jour, l'intégration des données fournies par les PA et les CL reste limitée.

Le **changement d'affectation des terres** vise à évaluer l'évolution de l'utilisation des terres sur les territoires des PA et des CL. Par exemple, il pourrait permettre de suivre la déforestation sur des terres identifiées comme appartenant à des PA et à des CL. Dans sa version actuelle, il ne vise pas à déterminer la cause d'un changement d'affectation des terres, c'est-à-dire s'il a été provoqué par les PA et les CL ou par des violations de leurs droits.

* Voir, par exemple, LandMark, Global Forest Watch et la liste de l'APAC.

Accès à la justice

L'accès à la justice est un pan essentiel pour garantir une approche fondée sur les droits humains et encourager une participation efficace. Les droits ne peuvent être exercés si les PA et les CL n'ont aucun moyen concret de contester les décisions qui affectent leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, de demander réparation ou de défendre leurs droits en toute sécurité (Parker et Ryan, 2026).

L'étude de cas 54 au Népal décrit les répercussions pour la communauté Bojheni de ne pas avoir pu accéder à la justice après que leur droit au consentement libre, préalable et éclairé n'ait pas été respecté.

Étude de cas 54

Territoire : Mustang, Marpha, Bojheni, Municipalité Shakarapur

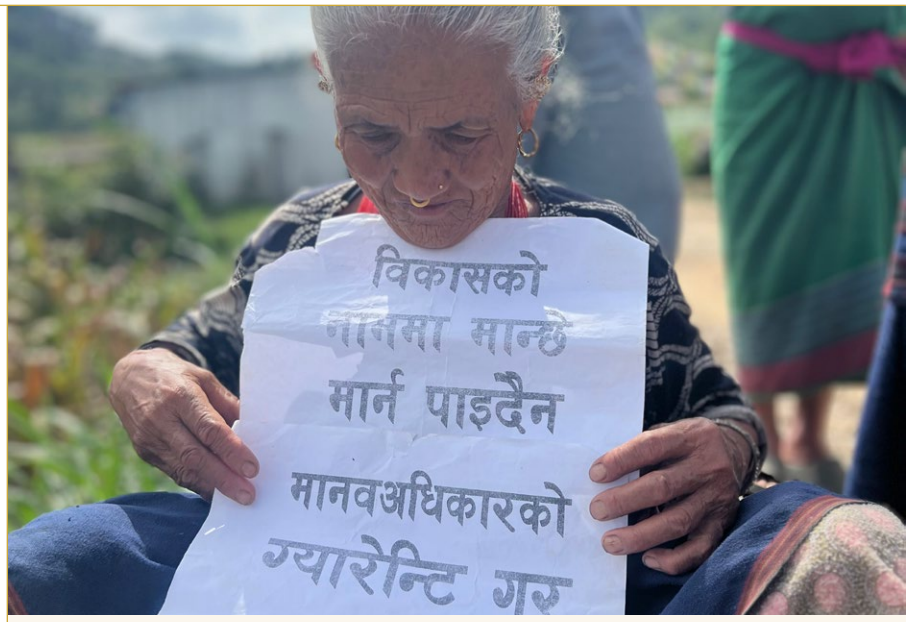
Langue : Thakali, tamang

Auteur.e.s :

- Neha Hirachan, peuple thakali, Jho Media
- Dil Maya Tamang, peuple tamang, Bojheni

Légende : Un membre de la communauté manifeste avec une pancarte sur laquelle on peut lire : « Vous ne pouvez pas nous tuer au nom du développement »

Photo : Neha Hirachan



54 Peuple tamang, Népal

Dans le village de Bojheni (Lapsiphedi), qui appartient à la municipalité de Shankharapur, au nord-est de la vallée de Katmandou au Népal, la communauté tamang s'est opposée au projet d'unité électrique et de ligne de transmission hydroélectrique du gouvernement, construit sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause de la communauté.

À Bhojheni, les forêts, rivières et collines sacrées sont bien plus que des ressources, ce sont des divinités et elles font partie des pratiques religieuses. La zone où le projet est construit était une terre communale des Autochtones tamang, considérée comme espace tiers ancestral pour protéger leurs traditions, leurs coutumes et l'intégralité de leur communauté.

Le projet a commencé sans informer ou consulter la communauté, et ses protestations se sont heurtées à des arrestations de la part de la police, des menaces arme au poing et des blessures à au moins une douzaine de personnes. Malgré tout, le projet a continué. Les inquiétudes des membres de la communauté n'ont rencontré ni médiation efficace ni résolution du conflit ; à la place elles ont trouvé la criminalisation, l'intimidation et des tactiques coercitives qui ont visé à démanteler l'action collective et fragmenter la communauté.

Les négociations à huis clos, les réunions tenues dans les forêts et les « entendements » ou protocoles d'accord signés sans la pleine participation des membres de la communauté ont créé de profonds clivages. Les membres de la communauté, les leaders et les médias ont également subi des pressions pour accepter des compensations, éloignant la conservation des droits collectifs pour aller vers les dédommagements individuels pour le mal causé. La fragmentation de la communauté Bojheni est peut-être la plus grande perte causée par ce « développement ».

Le projet suscite de grandes inquiétudes concernant le manque de reconnaissance et le rejet actif des droits collectifs des Peuples Autochtones. L'hostilité durant sa construction et les protestations marquent à jamais la mémoire de la communauté comme le début de la rupture Bojheni à travers le déplacement, l'intimidation et la reddition forcée.

L'expérience montre que la conservation de la biodiversité ne peut être dissociée de la survie culturelle. Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC) et les systèmes de gouvernance des terres Autochtones doivent trouver leur place dans toutes les décisions politiques liées à la biodiversité, y compris les garde-fous contre le déplacement et les dépossessions.

L'accès à la justice ne se limite pas aux tribunaux : il implique l'accès à l'information, la protection contre l'intimidation et la criminalisation, la reconnaissance des droits collectifs, ainsi que la mise en cause de la responsabilité des acteurs publics ou privés en cas de violation de ces droits (Bille Larsen et al., 2021 ; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 ; Indigenous Peoples Rights International (IPRI), 2026). L'étude de cas 55 décrit comment une cartographie et un suivi communautaires en Malaisie ont fourni des données probantes et des informations qui ont favorisé l'accès à la justice de la communauté.



Étude de cas 55

Territoire : Inigaan Mai, Poilitan, Pogun Kinoyonon

Langue : Murut tahol, dusun, tindal et dusun bundu

Auteur.e.s : Gordon John Thomas, Dusun Tatana people, PACOS Trust

Légende : Un membre de la communauté teste la qualité de l'eau dans le cadre des efforts locaux visant à protéger l'écosystème

Photo : Vailin Binti Abun

55 Communautés kadazandusun, dusun et murut tahol, Malaisie

Dans tout Sabah, les Peuples Autochtones (Orang Asal) gèrent depuis longtemps leurs territoires selon des systèmes coutumiers et le savoir écologique traditionnel. Pourtant beaucoup restent insuffisamment reconnus dans la planification officielle de l'utilisation des sols, ce qui place les communautés en situation de vulnérabilité face à l'exploitation forestière, l'expansion des plantations ou d'autres formes d'usurpation des ressources.

En réponse à ces défis, les communautés de kadazandusun, dusun et murut tahol à Sabah, avec le soutien du PACOS Trust et des organisations partenaires de la communauté, emploient la surveillance à base communautaire et la cartographie afin de documenter leurs territoires, consolider la gouvernance coutumière et contribuer à la conservation de la biodiversité.

Les processus participatifs de cartographie communautaire allient les savoirs Autochtones et locaux aux technologies modernes comme la géolocalisation GPS et les systèmes d'information géographique (GIS pour les sigles en anglais), de sorte à créer des registres spatiaux précis aptes à documenter les valeurs culturelles et écologiques. Cet exercice de cartographie a aidé les communautés à identifier et protéger des zones à haute valeur de conservation, des forêts sacrées et des sites hydrographiques critiques. Dans plusieurs villages, les informations cartographiées ont servi à mettre en lumière les menaces d'exploitation forestière et d'expansion des plantations et à plaider en faveur de mesures de protection plus strictes.

La surveillance communautaire de la biodiversité a fait appel à des outils numériques tels que KoboCollect pour recueillir des informations sur l'état de la flore, de la faune et de l'eau et leurs schémas de répartition, et les a intégrées aux signaux écologiques connus par les anciens. C'est ainsi qu'a été constituée une base probante locale permettant aux communautés de suivre la trace des changements environnementaux au fil du temps et de répondre aux menaces émergentes ; ce qui, à son tour, a renforcé les systèmes de gouvernance coutumière en venant alimenter les protocoles communautaires. Ces protocoles établissent des règles concernant l'utilisation des ressources naturelles, et notamment la pêche, l'utilisation des forêts et la gestion foncière, à l'appui de mécanismes d'application coutumière tels que les *sogit* (amendes coutumières). Toute infraction peut être traitée par la voie des institutions communautaires et des tribunaux locaux, qui renforcent la redevabilité locale.

Ce processus a également accru la confiance de la communauté par rapport à la mobilisation des agences gouvernementales et des acteurs extérieurs.

Plusieurs leçons ont été tirées de cette initiative :

- Il est essentiel que les données appartiennent à la communauté
- Le savoir Autochtone et local est un des piliers fondamentaux de la surveillance de la biodiversité
- La participation inclusive renforce les constats
- Les preuves générées par la communauté peuvent combler d'importantes lacunes en matière de biodiversité.

Alors que les gouvernements et les acteurs de la conservation sont en quête de voies à suivre pour réaliser les objectifs mondiaux en termes de biodiversité, le soutien des systèmes de surveillance et de gouvernance territoriale gérés par les Autochtones constitue une approche efficace et équitable pour la protection de la biodiversité tout en préservant les moyens de subsistance communautaire et le patrimoine culturel.

Garantir l'accès à la justice est un autre volet essentiel de la protection des défenseurs des droits humains environnementaux (DDHE), exposés à d'importants risques de criminalisation, de violence physique et d'assassinat, les PA étant disproportionnellement concernés (Scheidel et al., 2020 ; Bille Larsen et al., 2021). Au moins 146 DDHE ont été tués ou étaient portés disparus en 2024 (Global Witness, 2025a). L'Encadré 18 décrit certaines pressions auxquelles sont confrontés les DDHE des PA et des CL concernant l'environnement marin et côtier.

Encadré 18

18 Défenseurs de l'océan des PA et des CL

Les défenseurs de l'océan sont des individus, des communautés et des organisations qui s'emploient à protéger les écosystèmes côtiers et marins, la biodiversité et les droits des populations qui en dépendent (Bennett et al., 2023 ; The Ocean Defenders Project, 2026). Ils jouent un rôle essentiel dans la préservation de la diversité biologique et la promotion d'une gouvernance durable des océans, notamment en surveillant les espèces et les habitats marins, en soutenant la gestion communautaire des pêches, en préservant les écosystèmes vitaux (tels que les mangroves et les récifs coralliens) et en produisant des connaissances qui éclairent les actions en matière de conservation et de justice environnementale (Bennett et al., 2022). La plupart sont des PA et des CL.

Ils se mobilisent fréquemment face aux pressions croissantes qui pèsent sur les écosystèmes marins, notamment la pêche industrielle et illégale, le développement côtier, la pollution, les industries extractives, le changement climatique et d'autres initiatives à grande échelle liées à l'économie bleue (Bennett et al., 2022 ; Ertör, 2023 ; Blythe et al. 2023 ; Morea, 2026). En s'attaquant aux menaces qui dégradent les habitats marins, sapent les systèmes coutumiers de gouvernance marine ou restreignent l'accès aux zones de pêche coutumières, les défenseurs des océans apportent une contribution importante à la mise en œuvre du CMBKM.

Les pressions exercées sur les écosystèmes marins font souvent naître des risques pour les PA et les CL qui cherchent à défendre leurs territoires marins coutumiers, leurs moyens de subsistance côtiers et les droits humains qui y sont associés contre le développement non durable et l'exploitation des ressources. Ces défenseurs des océans sont fréquemment victimes d'intimidation, de criminalisation, de harcèlement judiciaire, de violence, de surveillance et d'exclusion des processus décisionnels (Alliance pour les défenseurs des terres, des Peuples Autochtones et de l'environnement, 2023 ; Bennett et al., 2023 ; Forst, 2024). Dans de nombreux contextes marins et côtiers, les communautés dépendantes de la mer restent exclues des mécanismes efficaces de protection et de sauvegarde, car les États ne les reconnaissent pas officiellement comme des Peuples Autochtones. Ce manque de reconnaissance peut limiter leur accès aux droits collectifs, à la participation à la prise de décision, à la protection des droits fonciers et aux dispositifs de soutien aux défenseurs de l'environnement (Bennett et al., 2022 ; Barume, 2025). En conséquence, les personnes qui protègent les écosystèmes sont souvent confrontées à des risques importants, tandis que la responsabilité des acteurs publics et privés responsables de la dégradation de l'environnement, de la perte de biodiversité et des atteintes aux droits humains qui en découlent est limitée (Bennett, Morgera et Boyd, 2024).

Les tendances des assassinats de DDHE ont beau être un indicateur de la Cible 22, les Parties ne sont pas tenues de communiquer d'informations à ce sujet. Sur les cinq pays affichant le plus grand nombre d'assassinats et de disparitions en 2024 (Global Witness, 2025b), seuls deux, à savoir le Mexique et le Brésil, ont indiqué dans leur septième rapport national respectif que la protection des DDHE faisait l'objet de suivi. Sans protection et recours effectifs pour ces défenseurs, les engagements en termes de participation et de droits demeurent difficiles à concrétiser (IPRI, 2026).



Légende : Jonas Mura, chef du peuple mura, se tient à côté d'une vanne de puits de gaz naturel sur le territoire autochtone de Gaviao Real, à Silves, dans l'État d'Amazonas, au Brésil, où l'expansion de l'exploitation pétrolière et gazière exerce une pression croissante sur les terres et les communautés autochtones

Photo : Lalo de Almeida, Panos Pictures

Égalité des genres

« En tant qu'éleveuse de rennes et femme sámi, je ne relie pas automatiquement la force naturelle à la masculinité. Mon travail avec le troupeau de rennes repose sur une autre compréhension des individus forts et de la manière dont cette force est au service du collectif. Largement invisibles, ces savoirs préservés sont pourtant essentiels au maintien de la vie en Laponie (Sápmi). »

Peuple sámi, Scandinavie 8

Cible 23. Assurer l'égalité des sexes et une approche tenant compte du genre dans l'action en faveur de la biodiversité

Assurer l'égalité des sexes dans la mise en œuvre du cadre grâce à une approche tenant compte du genre, permettant à toutes les femmes et à toutes les filles de bénéficier des mêmes possibilités et capacités de contribuer à la réalisation des trois objectifs de la Convention, notamment en reconnaissant l'égalité de leurs droits et de leur accès aux terres et aux ressources naturelles, ainsi qu'en favorisant leur participation et leur leadership pleins, équitables, significatifs et éclairés à tous les niveaux de l'action, de la participation, de l'élaboration des politiques et de la prise de décision en matière de biodiversité.

La situation critique de la diversité biologique et les actions pour la déjouer touchent différemment les femmes et les filles que les hommes et les garçons. Parmi les femmes, celles issues des communautés Autochtones et locales subissent également des répercussions différentes, et souvent disproportionnées, en raison de leur dépendance directe à la nature, ainsi que de la discrimination intersectionnelle et des obstacles structurels auxquels elles sont confrontées à la fois en tant que membres des PA et des CL, et en tant que femmes. D'autre part, les femmes Autochtones et issues des CL apportent souvent des contributions différentes et spécifiques à la diversité biologique. De manière générale, les dimensions liées au genre dans la conservation de la biodiversité continuent d'être négligées (Hartmann et Pearson, 2024 ; West et al., 2026).

Un exemple d'impacts liés au genre dans le contexte de la biodiversité est celui des femmes et des filles Autochtones victimes de violences sexuelles de la part des gardes forestiers qui patrouillent dans les zones protégées imposées sur leurs territoires (Bracegirdle et Haworth-Lee, 2024). D'autres inégalités structurelles (par exemple, en matière de participation, d'accès à la terre et aux ressources, ou encore de prise de décision) compromettent également l'égalité des sexes et les droits des femmes (Initiative pour les droits et ressources 2023 ; Wilton Park, 2024 ; Rathakrishnan, Aboo Talib Khalid et Daud, 2025 ; Réseau de femmes autochtones en Asie, 2025). L'encadré 19 illustre des situations dans lesquelles les inégalités des sexes sont visibles dans la gouvernance des écosystèmes côtiers et marins.

Encadré 19

19 Inclusivité dans la gouvernance des écosystèmes marins et côtiers

La participation des PA et des CL à la gouvernance de la biodiversité marine et côtière n'est pas homogène. Le genre, l'âge et la position intergénérationnelle déterminent qui a accès aux territoires marins, qui produit des observations écologiques, qui participe à la prise de décisions et qui est reconnu comme détenteur légitime de savoirs.

Les femmes Autochtones et des CL jouent un rôle central dans la préservation des écosystèmes côtiers, mais leurs contributions restent largement invisibles dans la gouvernance marine et côtière, conçue historiquement autour de catégories masculinisées : pêcheurs, titulaires de permis, armateurs et propriétaires de bateaux. Ce cadre exclut les activités principalement exercées par les femmes (telles que la cueillette intertidale, la transformation du poisson et le ramassage de coquillages) ainsi que les savoirs écologiques spécifiques qui sous-tendent ces activités (Solano et al., 2021).

Cette exclusion n'est pas un fait statistique ; elle est politique et épistémique. Dans 22 communautés côtières réparties dans cinq régions marines du Mexique, il a été constaté que les femmes participent à l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de la pêche ; toutefois, les inégalités de genre limitent systématiquement leur représentation dans les instances décisionnelles, ainsi que leur accès aux technologies et aux réseaux de commercialisation (Pedroza-Gutiérrez et al., 2024).

Malgré ces obstacles, les femmes Autochtones et des CL ainsi que les jeunes défendent et protègent activement la mer (Bennett et al., 2022). Au Chili, les femmes des peuples diaguita, chango, mapuche Lafkenche-Williche, kawésqar et yagán bâtissent, à travers le réseau de femmes Autochtones pour la défense de la mer, une vision reliant les dimensions spirituelles, culturelles et écologiques et, ce faisant, influencent la gestion de la conservation marine Autochtone (Arce, Vargas et Coñuecar, 2023).

De nombreuses femmes Autochtones et issues de communautés locales peuvent aussi subir des préjudices du fait de répercussions sur les droits collectifs de leur communauté. La plupart voient dans les droits de propriété collective garantis un élément fondamental pour pouvoir jouir de nombre de leurs autres droits humains (voir l'encadré 20). La discrimination à laquelle elles sont confrontées en tant que PA ou membres de CL est aussi un enjeu essentiel de l'égalité des sexes (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 2022). L'étude de cas 8 illustre également cet aspect. Elle analyse la perspective d'une femme sámi en matière d'égalité des sexes dans son milieu culturel.

Encadré 20

20 Régime foncier et droits des femmes

Un aspect important à prendre en compte en matière de régime foncier est l'interaction entre l'égalité des sexes et les droits aux terres, aux mers, aux territoires et aux ressources des femmes Autochtones et des autres femmes vivant dans des contextes où les territoires sont en gestion collective.

Une étude participative récente menée par le FPP (Dominguez, 2026) auprès de femmes Autochtones et de femmes de CL a mis en évidence que l'une de leurs principales priorités est de garantir les droits collectifs sur le territoire, tant pour les femmes que pour les hommes. Elles estiment que les droits collectifs vis-à-vis du territoire sont essentiels à leur bien-être. Leurs territoires sont au cœur de leur identité, de la pratique de leur culture et de leur spiritualité, de leur droit à l'alimentation, à l'eau et à la santé, et de bien d'autres droits.

Lorsque les droits territoriaux collectifs sont bafoués – et en particulier lorsque les propriétaires coutumiers sont dépossédés (en tout ou en partie) de leurs territoires ancestraux –, les femmes et les filles subissent des conséquences spécifiques liées à leur genre, qui s'ajoutent à celles ressenties au niveau collectif.

L'accès restreint aux ressources naturelles et aux terres dont dépendent leurs moyens de subsistance traditionnels, associé aux bouleversements sociaux plus larges qu'entraîne la dépossession, peut engendrer une dépendance économique et exposer les femmes et les filles à l'exploitation et aux abus, contribuer à l'effondrement des structures familiales et de parenté et, dans certains cas, exposer les femmes à des violences de genre perpétrées tant par des acteurs extérieurs qu'au sein même de leurs communautés.

Les femmes Autochtones et issues de communautés locales peuvent également être victimes de discrimination fondée sur le genre de la part de leur propre peuple et au sein de leurs propres communautés ; cela peut se traduire, par exemple, par des structures de gouvernance inéquitables. De telles inégalités peuvent avoir des origines culturelles ou provenir d'influences coloniales ou extérieures d'un autre type qui ont intégré des hiérarchies de genres (Desmarais, 2025).

Une approche toute faite et uniforme ne servira pas pour agir sur les causes complexes et fortement liées au contexte des inégalités entre les sexes. Une approche fondée sur les droits renforce l'autonomie des femmes et des filles Autochtones et issues des CL, et exige que les Parties soutiennent les initiatives menées par ces femmes elles-mêmes pour faire progresser l'égalité des sexes et l'égalité des genres au sein de leurs communautés, ainsi qu'aux niveaux local, national et mondial. Cette approche est soutenue par les femmes elles-mêmes (Dominguez, 2026).

Les femmes Autochtones et issues de CL sont à la tête de nombreuses initiatives à l'appui de la mise en œuvre du CMBKM. Ainsi l'étude de cas 56 décrit une initiative menée par des femmes Autochtones en Malaisie pour conserver des semences locales et encourager les femmes à appliquer des pratiques d'agriculture durable et les y former. D'autres études de cas soulignent les rôles des femmes, notamment 55, 11, 40, 52, 8, 22, 56, 39 et 18.



Étude de cas 56

Langue : Dusun

Auteur.e.s :

- Alice Mathew, peuple dusun, Indigenous Women's Biodiversity Network (IWBN)
- Irene Mositol, peuple dusun du Kampung Bundu Tuhan, DumoWongi
- Anjelen Daransun, peuple dusun du Kampung Tiong Karanaan, Kokoriu

Légende : Une femme dusun s'occupe de ses cultures. Grâce à leur gestion quotidienne des terres et des semences, les femmes Autochtones contribuent à préserver la riche diversité biologique et culturelle de leurs communautés

Photo : Alice Mathew

56 Peuple dusun, Malaisie

À Sabah, dans la Bornéo malaisienne, les femmes Autochtones dusun ont mis en place deux initiatives complémentaires visant à protéger la biodiversité, à honorer la tradition de l'honneur et à embrasser l'innovation.

Kokoriu : protéger les variétés de semences

Dans la communauté dusun de Kampung Tiong Karanaan, le soin de la terre, des semences et des forêts reste étroitement lié au bien-être communautaire. *Kokoriu*, qui en langue dusun, signifie « approvisionnement », est une initiative qui travaille avec les petits exploitants agricoles, les femmes et les jeunes pour consolider la résilience communautaire à travers l'agroécologie, la souveraineté des semences, le développement du leadership et l'entreprise locale.

Au cœur de *Kokoriu*, se trouve une pépinière communautaire qui sert aussi d'espace d'apprentissage communautaire et d'installation de conservation. La pépinière ne se contente pas d'identifier, de collecter, régénérer et protéger les variétés de semences traditionnelles qui disparaissent des systèmes agricoles locaux, mais constitue aussi un centre d'échange de semences. L'échange des semences est synonyme de maintien de la diversité et de garantie des variétés traditionnelles pour qu'elles ne se perdent pas entre les mains d'un seul agriculteur ou une seule famille.

Le travail de *Kokoriu* est guidé par le principe dusun de *gompi guno*, soit utiliser et soigner. Cette philosophie reconnaît que le peuple et la nature sont liés entre eux, et que l'utilisation durable des ressources naturelles doit aller de pair avec leur conservation.

DumoWongi : savoir traditionnel et innovation

Créée en 2019, *DumoWongi*, qui signifie ferme au parfum agréable en dusun, est désormais une entreprise menée par des femmes Autochtones, qui combine la production durable et l'innovation dans la communauté des hautes terres de Bunduy Tuhan.

Cette initiative unit les femmes dans la communauté et leur fournit une formation, du matériel de plantation et un soutien permanent dans les pratiques de culture durables. Les femmes font alors pousser les cultures dans leurs propres espaces, ce qui leur permet de générer des recettes tout en équilibrant les responsabilités communautaires et familiales. Après la récolte, le produit est cueilli et transformé en une gamme de produits à valeur ajoutée, dont des herbes fraîches, des sels aux herbes, des herbes séchées, des poudres superaliments et des fleurs comestibles vendues sur les marchés locaux.

DumoWongi a prouvé que les femmes Autochtones adaptent savoir et pratiques pour répondreaux défis contemporains tout en restant attachées aux valeurs qui ont depuis longtemps guidé leurs relations avec la terre.

Ensemble, *Kokoriu* et *DumoWongi* montrent que la conservation de la biodiversité va au-delà de la simple protection de la nature. Elle signifie soutenir le peuple, le savoir et les relations qui rendent possible la conservation.

En dusun

Id Sabah, Borneo Malaysia, pipapaharo o koonduan tulun sandad do duo goos piniamung montok momogompi kopogisuayan mogiigion poimpasi id pomogunan, mamantang koubasanan tinungkusan om popoindalan do inovasi.

Kokoriu: Momogompi mogisuusuai linsou

Id komuniti Dusun Kampung Tiong Karanaan, agirot pionitan do kopomogompian tana, linsou om gouton do koumoligan koposion diolo. Kokoriu i roitan nogi do 'bekalan' nopo nga goos diolo montok mogiuhup do manaananom id kabun, koonduan om sukod wagu do popogirot kasangalan diolo maya agroekologi, kosongonuan kopio di linsou, kopoingkakatan koburuon koluguanan om kopogonuan laba sandad.

Lugu toponsol nopo do kokoriu nga tinimungan linsou i kihontolon sabaagi liwang pambalajaran komuniti om longkod pomogompian. Suai ko mongintutun, monimung, popobibit om momogompi mogisuusuai linsou di tumimpuun tumalup id kooturan pananaman sandad, osiliu nogi do longkod pogialan-alanan do linsou. Mogiolon-olon do linsou nogi nga koponguhup do popotindohoi kopisuayan koubasanan tinungkusan moi amu atagak id nigitan sosongulun toiko paganakan momuumutanom.

Goos do Kokoriu pinotunud do puralan nigitan do Dusun roitan do *gompi guno* i kirati do "gunoon om tamangan". Kotumbayaan diti mangakun do tulun om posorili sandad nopo nga mionit om nuru do mihuyud o kopomogunoon toud sandad do goos kopomogompian potilombus.

Dumowongi: Koilaan koubasanan sandad om goos kawawagu

Pinoharo ontok di toun 2019, Dumowongi kirati do "Dumo owongi" minungkalad sumiliu pogonuan sosial binuruanan do tondu tulun sandad. Pinopiamung do kopoosilan potindohoi miampai goos kawawagu komuniti konuluhon Bundu Tuhan.

Kigoos do popiromut do koonduan komuniti om manahak do tituduk, rooromu tanom om sokodung potilombus id gama pananaman di otindohoi. Mananom nogi i koonduan id dumo diolo moi kaanu asil di lobi ogumu miampai monoguang tonggungan paganakan om komuniti. Asil tonomon diolo maan timungo om siliho do piipiro kosilihon di kigatang miagal ko herba olidas, herba silaon, herba kinoring, bubuk taakanon ogumu kosonongon (**superfood**) om bunga di milo akanon om nogi pataranon. Popokito o Dumowongi do poingkuro woyo koonduan tulun sandad momoguno toilaan om noubasanan diolo do monoguang pogumbalan miampai woyo toluud di tinanud mantad pogulu montok mongulud tana .

Kokoriu om Dumowongi popokito do kopomogompian mogisuusuai mogiigion sandad id pomogunan nopo nga kaanu do moningolig posorili sandad om nogi kopohompit do goos monokodung tulun ginumuan, toilaan om piromutan di kagampot do hontolon kopomogompian.

Les données montrent que l'autonomisation et le leadership des femmes, c'est-à-dire leurs capacités de mobilisation et leur esprit d'initiative, contribuent à des résultats plus efficaces et plus équitables en matière de diversité biologique (Baker-Médard et al., 2023 ; Wilton Park, 2024). Par ailleurs, le leadership des femmes issues des PA et des CL est manifestement encouragé. Ainsi la moitié des pays évalués dans le cadre du Navigateur Autochtone entre 2021 et 2025 étaient dotés de politiques ou de programmes visant à promouvoir le renforcement des capacités et le leadership des femmes Autochtones (Navigateur Autochtone, 2026, non publié).

Toutefois, la Cible 23 est l'une des trois cibles où de moindres progrès ont été accomplis à ce jour, comme le révèle le rapport provisoire du Secrétariat sur les progrès collectifs (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2026, p. 13). Il est donc nécessaire d'accorder plus d'attention à ces questions et de réaliser des progrès dans ce domaine pour atteindre le CMBKM. Garantir l'égalité pour 50 % de la population mondiale est essentiel non seulement pour concrétiser les cibles en matière de genre, mais aussi pour véritablement déployer les approches par les droits humains et de l'ensemble de la société.



Recommandations

« Maintenant que nous disposons d'un guide clair pour tous les pays, nous devons œuvrer rapidement et efficacement à sa mise en œuvre. Du plus profond de nos territoires, nos ancêtres et les autorités nous exhortent à prendre des mesures concrètes pour protéger notre Terre Mère et toute vie qu'elle abrite, avec nous. »

International Indigenous Forum on Biodiversity

Légende : Eli Ristin Skum cueille des fleurs qui poussent près de chez elle à Kvalsund, près de Hammerfest, pour préparer de la limonade. La cueillette et l'utilisation des plantes locales constituent un élément important de la culture et du patrimoine sames

Photo : Andrea Gjestvang, Panos Pictures

Recommandations formulées dans les LBO-3 à l'attention de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société

Les Peuples Autochtones et les communautés locales sont des acteurs essentiels pour la mise en œuvre du CMBKM. Ils ont besoin d'un véritable appui pour déployer leurs savoirs et lutter contre la perte de biodiversité de manière plus globale et efficace.

- Reconnaître, respecter, protéger et appuyer les rôles et les contributions des PA et des CL et leurs droits fonciers coutumiers sur leurs territoires terrestres et marins
- Élaborer des orientations claires qui prévoient la prise en compte des territoires Autochtones et traditionnels dans la mise en œuvre de la Cible 3, le cas échéant
- Réaliser des évaluations concernant les droits humains pour toutes les zones protégées et OECM existantes et remédier aux atteintes, notamment via la restitution de territoires, s'il y a lieu
- Prioriser les initiatives de conservation et de restauration émanant des Peuples Autochtones et des communautés locales dans les politiques et les financements
- Mettre au point des approches de planification spatiale ascendante et respectueuse des droits d'autodétermination des PA et des CL
- Faire participer activement les PA et les CL, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques relatives au changement climatique, notamment en encourageant les solutions fondées sur la culture portées par les PA et les CL
- Reconnaître et respecter le rôle de la gouvernance coutumière des Peuples Autochtones et des communautés locales dans la gestion des espèces sauvages
- Prévenir les dommages provoqués par la pollution et garantir une responsabilité effective y afférente vis-à-vis des Peuples Autochtones et des communautés locales et de leur environnement.

Les pratiques traditionnelles d'utilisation durable sont la base de relations saines avec la nature. Un changement systémique passe par des relations réciproques avec la nature, une démarche qu'incarnent déjà les Peuples Autochtones et les communautés locales.

- Promouvoir et protéger les pratiques traditionnelles d'utilisation durable à travers des lois, des politiques, des plans d'action et des financements
- Prioriser les contributions des systèmes alimentaires et de production des PA et des CL et leur offrir un appui dans l'optique d'une agriculture, d'une aquaculture, d'une pêche et d'une sylviculture durables
- Reconnaître et inclure les PA et les CL qui vivent en milieu urbain et leurs savoirs traditionnels dans la planification urbaine et la revitalisation de la nature et de la culture dans les villes
- Garantir une utilisation de la biotechnologie et d'autres nouvelles technologies qui soit fondée sur le principe de précaution et avec le consentement libre, préalable et éclairé des PA et des CL susceptibles d'être concernés.

Les obstacles structurels qui portent préjudice aux populations et à la planète doivent être démantelés. Un nouvel état d'esprit et des actions courageuses et novatrices sont nécessaires pour rompre avec les mentalités routinières et les actions nuisibles d'acteurs puissants qui bloquent tout changement structurel.

- Augmenter significativement le financement direct en faveur des PA et des CL, y compris les femmes et les jeunes, de sorte que les PA et les CL puissent décider de l'allocation de ce financement
- Garantir que le financement de la biodiversité fondé sur le marché – les crédits de biodiversité en sont un exemple – respecte des conditions strictes sur le plan des droits humains
- Décourager les activités économiques qui nuisent à la biodiversité et aux droits humains, notamment en réduisant les subventions aux industries nuisibles et en mettant en place des cadres efficaces de prévention et de responsabilité pour les préjudices causés par des activités commerciales.

La responsabilité mutuelle de tous les acteurs est la base des progrès collectifs et du succès du CMBKM. Une planification et un suivi rigoureux sont attendus des Parties, tandis que les communautés locales présenteront des données de suivi et des rapports complémentaires.

- Mettre en place des cadres de responsabilité véritablement accessibles et effectifs en réponse aux atteintes à la biodiversité et aux droits humains au niveau local, national et mondial, s'inscrivant notamment dans les processus de la Convention sur la diversité biologique
- Développer et financer des systèmes de protection en faveur des défenseurs des droits humains, notamment les défenseurs Autochtones et de communautés locales, et surveiller les atteintes à leurs droits
- Accroître la reconnaissance, le soutien et le financement accordés aux systèmes communautaires de surveillance et d'information dans le but de renforcer le suivi, la prise de décisions et la responsabilité en lien avec la biodiversité et les droits humains
- Accroître les efforts pour développer, améliorer et accompagner les méthodologies de mise en application des indicateurs des connaissances traditionnelles
- Étendre l'indicateur du régime foncier et du changement d'affectation des terres dans le cadre de suivi du CMBKM afin d'incorporer de façon explicite le régime foncier des eaux, des mers et des océans
- Améliorer les rapports nationaux s'agissant des questions transversales qui sont exposées à la Section C en y incluant les droits humains, l'égalité des sexes et l'égalité entre les générations, l'approche de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société, différents systèmes de valeurs et l'approche écosystémique
- Exiger des Parties que des plans sur les pratiques traditionnelles d'utilisation durable soient inclus dans les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité et les rapports périodiques.

Approches et moyens de mise en œuvre : pas seulement quoi, mais comment. Intégrer différents systèmes de valeurs et consolider les efforts collectifs autodéterminés des Peuples Autochtones et des communautés locales et de l'ensemble de la société, et ne pas s'appuyer uniquement sur les Parties.

- Réaliser des efforts ciblés et actifs, avec l'appui d'un financement adapté, afin de faire davantage participer les PA et les CL, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées aux processus décisionnels en matière de biodiversité, du niveau local au niveau mondial
- Placer les valeurs des PA et des CL au centre des processus décisionnels de manière à garantir des décisions favorables à la biodiversité et aux droits humains
- Instaurer et favoriser des collaborations plus larges en vue d'un renforcement réciproque des capacités entre les PA et les CL et d'autres acteurs, notamment les instances gouvernementales, le milieu universitaire, le secteur privé et la société civile.

La solidarité mondiale est essentielle pour porter un changement transformateur. C'est grâce à l'entraide avec divers alliés du monde entier que nous pourrons atteindre l'objectif de vivre en harmonie avec la nature à l'horizon 2050.


ASRAC
RANGER
ASRAC
RANGER

Références

« Les connaissances, les innovations, les pratiques et les sciences autochtones sont fréquemment négligées ou sous-estimées dans la planification officielle de la conservation, de l'éducation et du développement. »

Peuple kirat, Népal

Légende : Les gardes forestiers Benjamin Campion et Nathanial Maliwanga Wilson vérifient leurs documents administratifs alors qu'ils se rendent sur place pour rechercher des œufs de crocodile près de Ramingining, en Australie

Photo : Matthew Abbott, Panos Pictures

Introduction

International Indigenous Forum on Biodiversity (2022) *Final statement of the International Indigenous Forum on Biodiversity – COP15*. Disponible chez : https://iifb-indigenous.org/wp-content/uploads/2022/12/Final-Statement-of-IIFB-COP15.191222.pdf

Reyes-García, V., Nelson, V., Bonilla-Moheno, M., Hausner, V.H., Leventon, J., Wheeler, H.C., Aksoy, Z., Bates, P., Carino, J., Dabezies, J.M., Frantzeskaki, N., Gordon, E., Gosnell, H., Guibal, C., Gurung, J., Heatta, M.J., Hernandez, Y., Huambachano, M., Ifejika Speranza, C., Magris, R.A., Mannetti, L., Mansur, A.V., Nishi, M., O'Brien, K., Pictou, S., Raab, K., Roskruge, N., Sulyandziga, R. and Villasante, S. (2026) 'Indigenous Peoples and local communities as agents of transformative change for sustainability', *Communications Earth & Environment*, 7(1), article 102. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s43247-025-03098-z

United Nations (no date) *United Nations editorial manual online*. Disponible chez : https://www.un.org/dgacm/en/content/editorial-manual

Messages principaux

Centers of Distinction on Indigenous and Local Knowledge (2026) *Animating Indigenous Food Futures*. Centers of Distinction on Indigenous and Local Knowledge.

Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Land Coalition and Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (2026) *The Status of Land Tenure and Governance*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cd8473en

Indigenous Peoples Major Group (2019) *Global Report on the Situation of Lands, Territories and Resources of Indigenous Peoples*. Compiled by J. Carino and edited by L. Tamayo. Disponible chez : https://www.iccaconsortium.org/wp-content/uploads/2019/04/IPMG-Global-Report-FINAL.pdf

Chapitre 1

Affinito, F., Butchart, S.H.M., Nicholson, E., Hirsch, T., Williams, J.M., Campbell, J.E., Ferrari, M.F., Gabay, M., Gorini, L., Kalamujic Stroil, B., Kohsaka, R., Painter, B., Pinto, J.C., Scholz, A.H., Straza, T.R.A., Tshidada, N., Vallecillo, S., Widdicombe, S. and Gonzalez, A. (2025) 'Assessing coverage of the monitoring framework of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework and opportunities to fill gaps', *Nature Ecology & Evolution*, 9(7), pp. 1280–1294. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41559-025-02718-3

Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity (2022) *Decision 15/5: monitoring framework for the Kunming–Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/COP/DEC/15/5. Convention on Biological Diversity. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-15/cop-15-dec-05-en.pdf

Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity (2025) *Decision 16/31: monitoring framework for the Kunming–Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/COP/DEC/16/31. Convention on Biological Diversity. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-16/cop-16-dec-31-en.pdf

Hébert, K., Jousse, M., Serrano, J., Karger, D.N., Blanchet, F.G. and Pollock, L.J. (2025) 'Five recommendations to fill the blank space in indicators at local and short-term scales', *Biological Conservation*, 302, article 111007. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.biocon.2025.111007

International Indigenous Forum on Biodiversity (2024) *Historic decision at COP16 as indigenous peoples and local communities gain a permanent space in biodiversity policy*. Disponible chez : https://iifb-indigenous.org/historic-decision-at-cop16/

Joseph, J. (2024) 'COP16 adopts agreements to empower indigenous communities and safeguard global biodiversity', *JURIST*, 3 November. Disponible chez : https://www.jurist.org

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2024a) *Scientific and technical review of the traditional knowledge indicators and their suggested links with the headline, component and complementary indicators of the monitoring framework for the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/26/INF/11. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/283e/eb7c/6a953a1e098b6c46e0f3be8d/sbstta-26-inf-11-en.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2024b) *Guidance on using the indicators of the monitoring framework of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/26/INF/14. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/92cf/b458/18519b4c0b487bf9bfc23988/sbstta-26-inf-14-en.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026) *Draft global report on collective progress in the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/28/2/Add.1. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/5ff9/2cb2/4f785eea0cca7f48eb2a8003/sbstta-28-02-add1-en.pdf

Chapitre 2

Abbas, A. and Kaharuddin, K. (2022) 'The maritime lexicon of Indonesian proverbs as a guide in the dynamics of cultural and national life', in Proceedings of the 9th ASBAM International Conference. Atlantis Press, pp. 257–261. Disponible chez: https://doi.org/10.2991/assehr.k.220408.035

Anbleyth-Evans, J., Ñanculef-Huaiquinao, J., Coñuecar-Llancapani, Y., Araos, F., Riquelme, W. and Raymond, C.M. (2023) 'Mapuche Az-Mapu and nature's contributions to people: relational values and biocultural governance in southern Chile', Environmental Values, 32(3), pp. 291–314. Disponible chez: https://doi.org/10.3197/096327122X16569260361

Berg-Schlosser, D. (2026) 'Trust and the borderlines of democratic legitimacy', *Journal of Asian and African Studies*, 61(1), pp. 25–35.

Boxell, L., Gentzkow, M. and Shapiro, J.M. (2024) 'Cross-country trends in affective polarization', *The Review of Economics and Statistics*, 106(2), pp. 557–565. Disponible chez : https://doi.org/10.1162/rest_a_01160

Carmona, R., Wong-Pérez, K. and Nisi, N. (2026) *Engaging meaningfully with Indigenous knowledges to transform IPCC assessments*. Briefing paper. International Institute for Environment and Development. Disponible chez : https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2026-05/22734iied.pdf

Carroll, D., Edwards, D.J., Riley, R. and Redvers, N. (2025) 'Knowledge connects our hearts and lands: a qualitative research study on stewarding Indigenous traditional ecological knowledges for community well-being', *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 22(10), article 1573. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/ijerph22101573

Chancel, L., Dietrich, J., Mohren, C., Moshrif, R., Odersky, M., Piketty, T. and Somanchi, A. (2026) *The Global Justice Report: A Plan for Equality & Prosperity Within Planetary Boundaries*. World Inequality Lab. Disponible chez : https://globaljusticeproject.wid.world/www-site/uploads/2026/06/GlobalJusticeReport_WebsiteVersion.pdf

Clapcott, J., Ataria, J., Hepburn, C., Hikuroa, D., Jackson, A.-M., Kirikiri, R. and Williams, E. (2018) 'Mātauranga Māori: shaping marine and freshwater futures', *New Zealand Journal of Marine and Freshwater Research*, 52(4), pp. 457–466. Disponible chez: https://doi.org/10.1080/00288330.2018.1539404

Convention on Biological Diversity (2000) *Decision V/6: ecosystem approach*. Fifth Conference of the Parties, Nairobi, 15–26 May. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/meetings/esa/ecosys-01/other/ecosys-01-dec-cop-05-06-en.pdf

Convention on Biological Diversity (2004) *Decision VII/11: ecosystem approach*. Seventh Conference of the Parties, Kuala Lumpur, 9–20 February. Disponible chez : https://www.cbd.int/decision/cop/default.shtml?id=7748

Forest Peoples Programme, International Indigenous Forum on Biodiversity, Indigenous Women's Biodiversity Network, Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge and Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2020) *Local Biodiversity Outlooks 2: The contributions of indigenous peoples and local communities to the implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020 and to renewing nature and cultures. A complement to the fifth edition of Global Biodiversity Outlook*. Disponible chez : https://localbiodiversityoutlooks.net/wp-content/uploads/2020/09/Local-Biodiversity-Outlooks-2.pdf

Forest Peoples Programme, the International Indigenous Forum on Biodiversity and the Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2016) *Local Biodiversity Outlooks. Indigenous Peoples' and Local Communities' Contributions to the Implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020. A complement to the fourth edition of the Global Biodiversity Outlook*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/fileadmin/uploads/fpp/migration/publication/2016/12/lbo-english-web.pdf

Hyolmo, S.L. (2025) '"We belong to one ocean": Indigenous leaders push for seat at the table of high seas biodiversity treaty', *Mongabay*, 29 April. Disponible chez : https://news.mongabay.com/2025/04/we-belong-to-one-ocean-indigenous-leaders-demand-seat-at-the-table-of-high-seas-biodiversity-treaty/

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2022) *Methodological guidance for recognizing and working with Indigenous and local knowledge in IPBES*. Disponible chez : https://files.ipbes.net/ipbes-web-prod-public-files/inline-files/IPBES_ILK_MethGuide_MEP-Approved_5MAY2022.pdf

International Indian Treaty Council (2025) *Policy brief on operationalizing Indigenous Peoples' participation in BBNJ governance*. Disponible chez : https://www.iitc.org/policy-brief-on-operationalizing-indigenous-peoples-participation-in-bbnj-governance/

International Institute for Democracy and Electoral Assistance (2025) *The Global State of Democracy 2025: Democracy on the Move*. Disponible chez : https://www.idea.int/sites/default/files/2025-09/global-state-of-democracy-2025-democracy-on-the-move_0.pdf

Knobblock, I. (2022) *Writing-weaving Sámi feminisms: stories and conversations*. PhD thesis. Lund University.

Kuokkanen, R. (2019) *Restructuring relations: Indigenous self-determination, governance, and gender*. Oxford University Press.

Kurien, J. (1998) 'Traditional ecological knowledge and ecosystem sustainability: new meaning to Asian coastal proverbs', *Ecological Applications*, 8(suppl. 1), pp. S2–S5. Disponible chez: https://doi.org/10.1890/1051-0761(1998)8[S2:TEKAES]2.0.CO;2

Lencucha, R., Kulenova, A. and Thow, A.M. (2023) 'Framing policy objectives in the sustainable development goals: hierarchy, balance, or transformation?', *Globalization and Health*, 19, article 5. Disponible chez : https://doi.org/10.1186/s12992-023-00909-w

Maney, C., Guaras, D., Harrison, J., Guizar-Coutiño, A., Harfoot, M.B.J., Hill, S.L.L., Burgess, N.D. and Sutherland, W. (2024) 'National commitments to Aichi Targets and their implications for monitoring the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework', *npj Biodiversity*, 3, article 6. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44185-024-00039-5

Newing, H., Arreguin Prado, A., Brittain, S., Doyle, C., Kenrick, J., Koné, L., Long, C., Lunn, A., Perram, A., Radford, L., Rowley, T. and Tugendhat, H. (2024) *Conservation and Human Rights: An Introduction*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/fileadmin/uploads/fpp/migration/documents/Conservation%20and%20Human%20Rights_0.pdf

Nord, M., Altman, D., Fernandes, T., Good God, A. and Lindberg, S.I. (2026) *Democracy report 2026: unraveling the democratic era?* V-Dem Institute, University of Gothenburg. Disponible chez : https://v-dem.net/documents/75/V-Dem_Institute_Democracy_Report_2026_lowres.pdf

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (2026) *Global analytical study on the implementation of a human-rights based approach into the goals and targets of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. A/HRC/61/36. Disponible chez : https://docs.un.org/A/HRC/61/36

Pacific Small Island Developing States (2025) *Proposal for an advisory mechanism on Indigenous Peoples, local communities, and traditional knowledge: for adoption by the first session of the Conference of the Parties to the BBNJ Agreement*. Disponible chez : https://www.un.org/bbnjagreement/sites/default/files/2025-12/PSIDS_AdvMechIPLCAndTK_13Dec.pdf

Rardon, R.C. (2022) 'The end of a wandering way of life?', *BBC Travel*. Disponible chez : https://www.bbc.com/travel/article/20140902-sea-change-in-the-surin-islands

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2020) *Global Biodiversity Outlook 5*. Disponible chez : https://www.cbd.int/gbo5

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026) *Draft global report on collective progress in the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/28/2/Add.1. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/5ff9/2cb2/4f785eea0cca7f48eb2a8003/sbstta-28-02-add1-en.pdf

Sele, J.P. and Mukundi, B. (2024) 'Community-based approaches to environmental conservation: empowering local initiatives', *Greener Journal of Social Sciences*, 14(2), pp. 289–299. Disponible chez : https://doi.org/10.15580/gjss.2024.2.122024211

Soto, R. (2023) 'The treaty on biodiversity beyond national jurisdiction: challenges and opportunities for Indigenous Peoples and Local Communities (IPLC)', *ECO Law Blog*, University of Edinburgh, 2 October. Disponible chez : https://blogs.ed.ac.uk/ecolaw/2023/10/02/the-treaty-on-biodiversity-beyond-national-jurisdiction-challenges-and-opportunities-for-indigenous-peoples-and-local-communities-iplc/

Thool, V. (2023) 'Biodiversity loss under the lens of multilateralism: an environmental governance and international law perspective', in K. Fontaine-Skronski, V. Thool and N. Eschborn (eds.) *Does the UN model still work? Challenges and prospects for the future of multilateralism*. Brill, pp. 183–197. Disponible chez : https://doi.org/10.1163/9789004516489_013

United Nations (2026) *Agreement on Marine Biological Diversity of Areas beyond National Jurisdiction (BBNJ Agreement)*. Disponible chez : https://www.un.org/bbnjagreement/en

United Nations Environment Programme (2024) *Core human rights principles for private conservation organizations and funders*. Disponible chez : https://www.unep.org/resources/publication/core-human-rights-principles-private-conservation-organizations-and-funders

Urrejola, A. (2026) *The crisis of the United Nations and its universal human rights system*. International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA). Disponible chez : https://www.iwgia.org/en/publications/crisis-united-nations-universal-human-rights-system

World Justice Project (2025) *WJP Rule of Law Index 2025*. World Justice Project. Disponible chez : https://worldjusticeproject.org/rule-of-law-index

Zinngrebe, Y. (2023) 'Planning for implementation: shifting the focus of national biodiversity strategies to local narratives, existing institutional settings and social capital', *Sustainability*, 15(12), article 9774. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su15129774

Chapitre 3

Affinito, F., Butchart, S.H.M., Nicholson, E., Hirsch, T., Williams, J.M., Campbell, J.E., Ferrari, M.F., Gabay, M., Gorini, L., Kalamujic Stroil, B., Kohsaka, R., Painter, B., Pinto, J.C., Scholz, A.H., Straza, T.R.A., Tshidada, N., Vallecillo, S., Widdicombe, S. and Gonzalez, A. (2025) 'Assessing coverage of the monitoring framework of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework and opportunities to fill gaps', *Nature Ecology & Evolution*, 9(7), pp. 1280–1294. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41559-025-02718-3

Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) (2026) *From participation to power: Indigenous Peoples, NBSAPs, and the implementation gap in Asia*. Disponible chez : https://aippnet.org/participation-power-indigenous-peoples-nbsaps-implementation-gap-asia/

Buschman, V.Q. (2022) 'Framing co-productive conservation in partnership with Arctic Indigenous peoples', *Conservation Biology*, 36(6). Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.13972.

Convention on Biological Diversity (2022a) *Decision 15/6: Mechanisms for Planning, Monitoring, Reporting and Review*. CBD/COP/DEC/15/6. Fifteenth Meeting – Part II, Montreal, 7–19 December. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-15/cop-15-dec-06-en.pdf

Convention on Biological Diversity (2022b) *Annex II: Guidance and Draft Template for the Seventh and Eighth National Report*. Decision 15/6. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/nr/Annex%20II%20(decision15-6).pdf

Forest Declaration Assessment (2023) *Protecting Nature, Respecting Rights: Putting Indigenous and Community Rights at the Heart of National Biodiversity Strategies and Action Plans*. Disponible chez : https://forestdeclaration.org/nbsaps-report/

Forest Peoples Programme, International Indigenous Forum on Biodiversity and Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2016) *Local Biodiversity Outlooks: Indigenous Peoples' and Local Communities' Contributions to the Implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020. A Complement to the Fourth Edition of the Global Biodiversity Outlook*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2016/12/lbo-english-web.pdf

Forest Peoples Programme, International Indigenous Forum on Biodiversity, Indigenous Women's Biodiversity Network, Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge and Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2020) *Local Biodiversity Outlooks 2: The Contributions of Indigenous Peoples and Local Communities to the Implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020 and to Renewing Nature and Cultures. A Complement to the Fifth Edition of the Global Biodiversity Outlook*. Disponible chez : https://www.localbiodiversityoutlooks.net

Koh, N.S., Ituarte-Lima, C. and Hahn, T. (2022) 'Mind the compliance gap: how insights from international human rights mechanisms can help to implement the Convention on Biological Diversity', *Transnational Environmental Law*, 11(1), pp. 39–67. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/S2047102521000169

NBSAP Accelerator Partnership (2026) *Analysis of Capacity Gaps and Opportunities to Accelerate Progress in Implementing the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. Disponible chez : https://nbsapaccelerator.org/wp-content/uploads/2026/03/NBSAP-AP-Capacity-needs-assessement.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2024a) *Analysis of targets established by Parties aligned with the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework: Note by the Secretariat*. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/4aa3/ba07/3a75f18c4c1222245b118eb9/sbi-05-02-add2-rev1-en.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2024b) *Review of implementation of the Kunming–Montreal Global Biodiversity Framework* (CBD/SBI/6/4). Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/5521/a3e5/e7afe7c038a87bfb784bb725/sbi-06-04-en.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026a). *Analysis of national biodiversity strategies and action plans and national targets established by Parties aligned with the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework* (CBD/SBI/6/INF/5). Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/4fc4/fb7a/aee60317b2bf743207635649/sbi-06-inf-05-en.pdf

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026b) *Draft global report on collective progress in the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/28/2/Add.1. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/5ff9/2cb2/4f785eea0cca7f48eb2a8003/sbstta-28-02-add1-en.pdf

United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Centre and Forest Peoples Programme (2026) *Second Expert Workshop on Traditional Knowledge Indicators, 29–31 January 2026: Meeting Report*. Disponible chez : https://transformativepathways.net/wp-content/uploads/2026/04/Workshop-Report_2nd-Expert-Workshop-TK-Indicators_January-2026.pdf

Weber, T.C., O'Connor, L., Borowicz, A., Delach, A. and Jennings, D.E. (2026) 'A comparison of national biodiversity strategies: strengths, weaknesses, and implementation issues', *Journal of International Wildlife Law and Policy*. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/13880292.2026.2634551

Chapitre 4

Adhikari, R. (2025) 'Nepal's Indigenous Bote community is caught between conservation and survival', *Global Voices*, 13 July. Disponible chez : https://globalvoices.org/2025/07/13/nepals-indigenous-bote-community-is-caught-between-conservation-and-survival/

Ahammad, R., Sangha, K., Evans, J. and Metcalfe, O. (2026) 'Revisiting the definition and recognition of Indigenous Peoples and local communities for biodiversity conservation', *Ecology and Evolution*, 16(2). Disponible chez : https://doi.org/10.1002/ece3.72958

Alinsug, M.V. and Alinsug, K.I.V. (2026) 'Beyond the blue economy: indigenous knowledge, resilience, and the social ecologies of small-scale fisheries in the Philippines', *Maritime Studies*, 25, article 16. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s40152-026-00485-w

Alves-Pinto, H.N., Cordeiro, C.L., Geldmann, J., Jonas, H.D., Gaiarsa, M.P., Balmford, A., Watson, J.E., Latawiec, A.E. and Strassburg, B. (2022) 'The role of different governance regimes in reducing native vegetation conversion and promoting regrowth in the Brazilian Amazon', *Biological Conservation*, 267, p. 109473. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.biocon.2022.109473

Artelle, K.A., Adams, M.S., Bryan, H.M., Darimont, C.T., Housty, J. ('Cúagilákv), Housty, W.G. (Dúqváísḷa), Moody, J.E., Moody, M.F., Neasloss, D. (Muq'vas Glaw), Service, C.N. and Walkus, J. (2021) 'Decolonial model of environmental management and conservation: Insights from Indigenous-led grizzly bear stewardship in the Great Bear Rainforest', *Ethics, Policy & Environment*, 24(3), pp. 283–323. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/21550085.2021.2002624

Baena, P.A., Brunel, A., Fernández-de-Larrinoa, Y., Martinez-Cruz, T.E., Milbank, C. and Way, M. (2023) 'In brief: The white/Wiphala paper on Indigenous Peoples' food systems', in von Braun, J., Afsana, K., Fresco, L.O. and Hassan, M.H.A. (eds.) *Science and Innovations for Food Systems Transformation*. Cham: Springer Nature, pp. 229–260. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/978-3-031-15703-5

Barnes, P.A., Aninta, S.G., Ariyanto, T., Holle, M.J.M., Ikhawan, M.K. and Jayanto, H. (2023) 'The gap between policy and practice for human rights in conservation: A case study in Papua Province, Indonesia', *Conservation Science and Practice*, 5(3). Disponible chez : https://doi.org/10.1111/csp2.12893

Basurto, X., Siegelman, B., Navarro, M.I. and Mancha-Cisneros, M.M. et al. (2023) 'Global patterns of management and governance of

small-scale fisheries: Contributions towards the implementation of the SSF Guidelines', in *Illuminating Hidden Harvests: The Contributions of Small-Scale Fisheries to Sustainable Development*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cc4576en

Beattie, A.J. et al. (2023) 'Even after armed conflict, the environmental quality of Indigenous Peoples' lands in biodiversity hotspots surpasses that of non-Indigenous lands', *Biological Conservation*, 280, p. 109982. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.biocon.2023.109982

Bennett, N.J., Ban, N.C., Schuhbauer, A., Splichalova, D., Eadie, M., Vandeborne, K., McIsaac, J., Angel, E., Charleson, J., Gavenus, E.R., Harper, S., Satterfield, T., Sutcliffe, T. and Sumaila, R. (2021) 'Access rights, capacities and benefits in small-scale fisheries: Insights from the Pacific Coast of Canada', *Marine Policy*, 130, p. 104581. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2021.104581

Benzeev, R., Zhang, S., Piffer, P.R. and Mills-Novoa, M. (2025) 'Land tenure regimes influenced long-term restoration gains and reversals across Brazil's Atlantic Forest', *Nature Communications*, 16(1). Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41467-025-64732-0

Booker, F., Allison, H., Nash, F. and Green, A. (2022) *Women, Girls and Biodiversity Loss: An Evidence and Policy Review*. London: IIED. Disponible chez : https://www.iied.org/21061x

Burton, J., Kemp, D., Barnes, R. and Parmenter, J. (2024) 'Mapping critical minerals projects and their intersection with Indigenous peoples' land rights in Australia', *Energy Research & Social Science*, 113, article 103556. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.erss.2024.103556

Cade, R., Yu, D., Knoble, C., Whyte, K., Lal, P. and Borgerson, C. (2025) 'Environmental justice in Indigenous communities: The disproportionate effects of environmental contamination', *Sustainable Futures*, 10, article 101348. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.sftr.2025.101348

Cariño, J., Daguitan, F., Guillao, J.A., Hardison, P., Mangili, L., Masardule, O., Mburu, G., Regpala, M.E., Shadrin, V., Shulbaeva, P. and Trakansuphakon, P. (2022) *Indigenous Peoples and Local Communities Perspectives and Experiences on Invasive Alien Species*. Edited by L. Maranan. Baguio City: COD-ILK and PIKP. Disponible chez : https://swed.bio/wp-content/uploads/2023/08/COD-ILK-IAS-Report.pdf

Carrasco-Bahamonde, D., Casellas, A. and Araos, F. (2025) 'Getting our sea back: Indigenous governance and biocultural conservation of coastal and marine commons', *Marine Policy*, 178. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2025.106705

Chong, K. and Basu, N. (2024) 'Contaminated sites and Indigenous peoples in Canada and the United States: A scoping review', *Integrated Environmental Assessment and Management*, 20(5), pp. 1306–1329. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/ieam.4869

Climate Rights International (2024) *Nickel Unearthed: The Human and Climate Costs of Indonesia's Nickel Boom*. Disponible chez : https://cri.org/reports/nickel-unearthed/

Conlu, M.T. (ed.) (2022) *Celebrating territories of life in Southeast Asia*. Disponible chez : https://www.iccaconsortium.org/wp-content/uploads/2023/01/celebrating-territories-of-life-in-southeast-asia.pdf

Cruz-Gispert, A., García-del-Amo, D., Junqueira, A.B., Schunko, C., Álvarez-Fernández, S. and Reyes-García, V. (2026) 'Indigenous peoples and local community reports of climate change impacts on biodiversity', *Conservation Biology*, 40, e70033. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.70033

Cure, K., Barneche, D.R., Depczynski, M., Fisher, R., Warne, D.J., McGree, J., Underwood, J., Weisenberger, F., Evans-Illidge, E., Ford, B. and Oades, D. (2024) 'Incorporating uncertainty in Indigenous sea Country monitoring with Bayesian statistics: Towards more informed decision-making', *Ambio*, 53(5), pp. 746–763. Disponible chez : https://link.springer.com/article/10.1007/s13280-024-01980-2

Danish Institute for Human Rights, International Work Group for Indigenous Affairs, Asia Indigenous Peoples Pact and Forest Peoples Programme (2026) *Analysis of the Indigenous Navigator Framework in Nepal and Bangladesh*. Disponible chez : https://indigenousnavigator.org/sites/indigenousnavigator.org/files/media/document/IN_Nepal_Bangladesh_Analysis.PDF

Dawson, N.M., Coolsaet, B., Bhardwaj, A., Booker, F., Brown, D., Lliso, B., Loos, J., Martin, A., Oliva, M., Pascual, U., Sherpa, P. and Worsdell, T. (2024) 'Is it just conservation? A typology of Indigenous peoples' and local communities' roles in conserving biodiversity', *One Earth*, 7(6), pp. 1007–1021. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2024.05.001

Dewan, K., Mulrennan, M.E. and Georgekish, E. (2025) 'Strengthening community-based fisheries monitoring programs with Indigenous perspectives', *Conservation Biology*. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.70187

Dudley, N., Robinson, J., Andelman, S., Bingham, H., Conzo, L.A., Geldmann, J., Grorud-Colvert, K., Gurney, G., Hickey, V., Hockings, M., Jonas, H., Kettunen, M., Marnewick, D., Masozera, M., Mitchell, B., Parrish, J., Redford, K., Rhodes Espinoza, A., Russi, D., Salafsky, N., Springer, J., Sullivan-Stack, J., Tugendhat, H., Watson, J.E.M., Wilkie, D. and Woodley, S. (2022) 'Developing an outcomes-based approach to achieving Target 3 of the global biodiversity framework', *PARKS*, 28(2), pp. 33–44. Disponible chez : https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2022.PARKS-28-2ND.en

Elias, M., Joshi, D. and Meinzen-Dick, R. (2021) 'Restoration for whom, by whom? A feminist political ecology of restoration', *Ecological Restoration*, 39(1–2), pp. 3–15. Disponible chez : https://doi.org/10.3368/er.39.1-2.3

Elias, M., Kandel, M., Mansourian, S., Meinzen-Dick, R., Crossland, M., Joshi, D., Kariuki, J., Lee, L.C., McElwee, P., Sen, A., Sigman, E., Singh, R., Adamczyk, E.M., Addoah, T., Agaba, G., Alare, R.S., Anderson, W., Arulingam, I., Bellis, S.K.V., Birner, R., De Silva, S., Dubois, M., Duraisámi, M., Featherstone, M., Gallant, B., Hakhu, A., Irvine, R., Kiura, E., Magaju, C., McDougall, C., McNeill, G.D., Nagendra, H., Nghi, T.H., Okamoto, D.K., Paez Valencia, A.M., Pagella, T., Pontier, O., Post, M., Saunders, G.W., Schreckenberg, K., Shelar, K., Sinclair, F., Gautam, R.S., Spindel, N.B., Unnikrishnan, H., Wilson, G.T.G.N.A.N. and Winowiecki, L. (2022) 'Ten people-centered rules for socially sustainable ecosystem restoration', *Restoration Ecology*, 30(6), e13574. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/rec.13574

Emini, T., Clarke, C. and Long, C. (2023) 'Ripples from a single stone: Indigenous mobilization for community tenure-led conservation in Cameroon', *Oryx*, 57(3), pp. 288–297. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/S0030605323000157

Estrada, A., Garber, P.A., Gouveia, S., Fernández-Llamazares, Á., Ascensão, F., Fuentes, A., Garnett, S.T., Shaffer, C., Bicca-Marques, J., Fa, J.E., Hockings, K., Shanee, S., Johnson, S. and Shepard, G.H. (2022) 'Global importance of Indigenous Peoples, their lands, and knowledge systems for saving the world's primates from extinction', *Science Advances*, 8(31), eabn2927. Disponible chez : https://doi.org/10.1126/sciadv.abn2927

Food and Agriculture Organization (2021) *Addressing the Human-Wildlife Conflict to Improve People's Livelihoods*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations. Disponible chez : https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/f14057b7-ebf1-43b7-982c-24d03a6b86ed/content

Food and Agriculture Organization (2026) *Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication*. Disponible chez : https://www.fao.org/voluntary-guidelines-small-scale-fisheries/key-thematic-areas/indigenous-peoples-and-small-scale-fisheries

Food and Agriculture Organization and Fund for the Development of Indigenous Peoples of Latin America and the Caribbean (2021) *Forest Governance by Indigenous and Tribal Peoples: An Opportunity for Climate Action in Latin America and the Caribbean*. Santiago: FAO. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cb2953en

Food and Agriculture Organisation, International Land Coalition and Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (2026) *The Status of Land Tenure and Governance*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cd8473en

Fa, J.E., Watson, J.E.M., Leiper, I., Potapov, P., Evans, T.D., Burgess, N.D., Molnár, Z., Fernández-Llamazares, Á., Duncan, T., Wang, S., Austin, B.J., Jonas, H., Robinson, C.J., Malmer, P., Zander, K.K., Jackson, M.V., Ellis, E., Brondizio, E.S. and Garnett, S.T. (2020) 'Importance of Indigenous Peoples' lands for the conservation of intact forest landscapes', *Frontiers in Ecology and the Environment*, 18(3), pp. 135–140. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/fee.2148

Fajardo, J., Bingham, H.C., Brockington, D., Chaplin-Kramer, R., Fitzsimons, J.A., Fleischman, F., Frechette, A., Garrett, R.D., Hazin, C., Kuemmerle, T., Lessmann, J., Nuvunga, M.O., O'Donnell, B., Onyai, F., Pinto, R., Pfeifer, M., Pritchard, R., Ryan, C.M., Shyamsundar, P., Tauli, J.C., Tumusiime, D.M., Upton, J., Watmough, G.R., Zaehringer, J.G. and Sandbrook, C. (2026) 'Social implications of the 30×30 global conservation target', *Nature Communications*, 17(1), p. 4067. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41467-026-71860-8

Fernández-Llamazares, Á., Garteizgogeascoa, M., Basu, N., Brondizio, E.S., Cabeza, M., Martínez-Alier, J., McElwee, P. and Reyes-García, V. (2020) 'A state-of-the-art review of Indigenous peoples and environmental pollution', *Integrated Environmental Assessment and Management*,

16(3), pp. 324–341. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/ieam.4239

Finn, K.R. and Stanton, C.A.W. (2022) 'The (Un)just use of transition minerals: How efforts to achieve a low-carbon economy continue to violate Indigenous rights', *Colorado Environmental Law Journal*, 33(2), pp. 341–375. Disponible chez : https://scholar.law.colorado.edu/faculty-articles/1574

Fletcher, M.-S., Hamilton, R., Dressler, W. and Palmer, L. (2021) 'Indigenous knowledge and the shackles of wilderness', *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 118(40), e2022218118. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2022218118

Forest Peoples Programme, International Indigenous Forum on Biodiversity, Indigenous Women's Biodiversity Network, Centres of Distinction on Indigenous and Local Knowledge and Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2020) *Local Biodiversity Outlooks 2: The Contributions of Indigenous Peoples and Local Communities to the Implementation of the Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020 and to Renewing Nature and Cultures. A Complement to the Fifth Edition of the Global Biodiversity Outlook*. Moreton-in-Marsh: Forest Peoples Programme. Disponible chez : https://www.localbiodiversityoutlooks.net

Fuller, S., Ngata, T., Borrelle, S.B. and Farrelly, T. (2022) 'Plastics pollution as waste colonialism in Te Moananui', *Journal of Political Ecology*, 29(1), pp. 534–560. Disponible chez : https://doi.org/10.2458/jpe.2401

Galappaththi, K.E., Ford, J.D., Bennett, M.E. and Berkes, F. (2021) 'Adapting to climate change in small-scale fisheries: Insights from Indigenous communities in the global north and south', *Environmental Science & Policy*, 116, pp. 160–170. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.envsci.2020.11.009

Gawde, P. and Ajithraj, R. (2022) 'A responsible line: A community-based, bottom-up regime of fisheries management, rooted in traditional ecological knowledge, is practised in the pole-and-line tuna fishery of India's Lakshadweep Islands', *Samudra Report*, 88, pp. 35–38. Disponible chez : https://www.icsf.net/wp-content/uploads/2022/12/Sam_88_art09_India_A_Responsible_Line-1.pdf

Global Alliance of Territorial Communities and Earth Insight (2025) *Indigenous Territories and Local Communities on the Frontlines: Mapping Threats and Solutions Across the World's Largest Tropical Forests*. Disponible chez : https://assets.takeshape.io/17e2848c-4275-4761-9bf5-62611d9650ae/dev/015c4a23-3810-4c7c-bf84-9b609646d631/WEB-GATC-Full%20Report-English.pdf

Golebie, E.J., Aczel, M., Bukoski, J.J., Chau, S., Ramirez-Bullon, N., Gong, M. and Teller, N. (2021) 'A qualitative systematic review of governance principles for mangrove conservation', *Conservation Biology*. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.13850

Gould, J., Smyth, D., Rassip, W., Rist, P. and Oxenham, K. (2021) 'Recognizing the contribution of Indigenous Protected Areas to marine protected area management in Australia', *Maritime Studies*, 20(1), pp. 1–18. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s40152-020-00202-3

Hill, R., Adem, Ç., Alangui, W.V., Molnár, Z., Aumeeruddy-Thomas, Y., Bridgewater, P., Tengö, M., Thaman, R., Adou Yao, C.Y., Berkes, F., Cariño, J., Carneiro da Cunha, M., Diaw, M.C., Díaz, S., Figueroa, V.E., Fisher, J., Hardison, P., Ichikawa, K., Kariuki, P., Karki, M., Lyver, P.O., Malmer, P., Masardule, O., Oteng Yeboah, A.A., Pacheco, D., Pataridze, T., Perez, E., Roué, M.M., Roba, H., Rubis, J., Saito, O. and Xue, D. (2020) 'Working with Indigenous, local and scientific knowledge in assessments of nature and nature's linkages with people', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 43, pp. 8–20. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.12.006

Holmberg, A. and Musta, I. (2025) *Indigenous Knowledge and the Arctic Forests: From Recognition to Action: Restoring Balance between Peoples and the Land*. Helsinki: Finnish Government. Disponible chez : https://julkaisut.valtioneuvosto.fi/items/47c74ad8-5805-4608-8621-b9e45a270593

Huber, J.M., Newig, J. and Loos, J. (2023) 'Participation in protected area governance: A systematic case survey of the evidence on ecological and social outcomes', *Journal of Environmental Management*, 336, p. 117593. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2023.117593

Human Rights and Biodiversity Working Group (HRBWG) et al. (2024) *Advancing Human Rights-based Approaches to Target 3 Implementation*. Disponible chez : https://www.iccaconsortium.org/wp-content/uploads/2024/10/advancing-human-rights-based-approaches-to-target-3-implementation.pdf

ICCA Consortium (2021) *Territories of Life: 2021 Report, Executive Summary*. Disponible chez : https://www.iccaconsortium.org/2022/11/01/key-findings-territories-of-life-2021-report

Intergovernmental Panel on Climate Change (2022) *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge and New York: Cambridge University Press. Disponible chez : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2019) *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by E.S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz and H.T. Ngo. Bonn: IPBES Secretariat. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.3831673

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2023) *Thematic Assessment Report on Invasive Alien Species and Their Control*. Edited by H.E. Roy, A. Pauchard, P. Stoett and T. Renard Truong. Bonn: IPBES Secretariat. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.7430682

International Collective in Support of Fishworkers (2025) *Zanzibar Impact of Marine Protected Areas (MPAs) and Other Effective Area-Based Conservation Measures (OECMs) on Small-scale Fisheries: A Case Study of the Hatuchoki Tundauwa Community-Based Marine Conservation Initiative on Pemba Island*. Disponible chez : https://icsf.net/wp-content/uploads/2025/06/930.ICSF263_MPA_Tanzania.pdf

International Union for the Conservation of Nature (2023) *IUCN SSC Guidelines on Human-Wildlife Conflict and Coexistence*. First edition. Gland: IUCN. Disponible chez : https://iucn.org/resources/publication/iucn-ssc-guidelines-human-wildlife-conflict-and-coexistence-first-edition

Jacobs, L.K. (2025) 'Indigenous rights, knowledge, and participation in the global plastics treaty', *Cambridge Prisms: Plastics*, 3, e23. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/plc.2025.10012

Jament, J. and Arockyasamy, K. (2025) *Offshore Wind Energy Projects in South India: Indigenous Coastal Communities Left in Dark*. Disponible chez : https://aipnee.org/wp-content/uploads/2025/05/Briefer-Offshore-Wind-Energy-Projects-in-South-India_final.pdf

Janakeeya Padana Samithi (2023) *Our Beaches, Our Sea: Heritage of Fishing Communities, Usufruct of All Citizens*. Disponible chez : https://ruralindiaonline.org/en/library/resource/our-beaches-our-sea-heritage-of-fishing-communities-usufruct-of-all-citizens/

Jentoft, S., Stacey, N., Sunde, J. and González, M. (2019) 'The small-scale fisheries of Indigenous Peoples: a struggle for secure tenure rights', in R. Chuenpagdee and S. Jentoft (eds.) *Transdisciplinarity for Small-Scale Fisheries Governance: Analysis and Practice*. Springer, pp. 263–282. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/978-3-319-94938-3_14

Jolly, H. and Stronza, A. (2025) 'Insights on human–wildlife coexistence from social science and Indigenous and traditional knowledge', *Conservation Biology*, 39(2), e14460. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.14460

Jones, R. (2019) 'Climate change and Indigenous health promotion', *Global Health Promotion*, 26(3 Suppl.), pp. 73–81. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/1757975919829713

Jurjonas, M., May, C.A., Cardinale, B., Kyriakakis, S., Pearsall, D.R. and Doran, P.J. (2024) 'The perceived ecological and human well-being benefits of ecosystem restoration', *People and Nature*, 6(1), pp. 4–19. doi: 10.1002/pan3.10558.

Kennedy, C.M., Fariss, B., Oakleaf, J.R., Garnett, S.T., Fernández-Llamazares, Á., Fa, J.E., Baruch-Mordo, S. and Kiesecker, J. (2023) 'Indigenous Peoples' lands are threatened by industrial development; conversion risk assessment reveals need to support Indigenous stewardship', *One Earth*, 6(8), pp. 1032–1049. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2023.07.006

Knox, J.H. (2025) 'Dismantling the fortress: reforming international conservation', *Harvard Environmental Law Review*, 49, pp. 1–77. Disponible chez : https://journals.law.harvard.edu/elr/wp-content/uploads/sites/79/2025/03/01_HLE_49_1_Knox.pdf

Koundouri, P., Campbell, D., Lancaster, A.M.S., Landis, C., Litina, A., Maliki, S., Mashayek, A., Nanqih, J. and Onofri, L. (2025) 'Human well-being', in *Third World Ocean Assessment*. New York: United Nations. Disponible chez : https://woa.un.org/third-world-ocean-assessment/socioecological-systems/one-health/chapter-3-human-well-being

Leyton-Flor, S.A. and Sangha, K.K. (2026) 'Assessing the impact of mining on Indigenous well-being: A case study from the Northern Territory, Australia', *Ecosystem Services*, 78, 101826. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2026.101826

Lindsay-Latimer, C., Allport, T., Potaka-Osborne, M. and Wilson, D. (2024) 'Belonging to the land: Indigenous Māori narratives of home and place', *Folk, Knowledge, Place*, 1(2), pp. 23–41. Disponible chez : https://doi.org/10.24043/001c.125729

Liboiron, M. (2021) *Pollution is colonialism*. Duke University Press.

Lukawiecki, J. (2024) *Cultural Keystone Species as a Pathway for Indigenous-led, Biocultural Stewardship of Land and Lifeways*. PhD thesis. University of Guelph.

Lynch, M.J. and Genco, L.J. (2022) 'Hunting as a crime? A cautionary note concerning how ecological biodiversity and anti-hunting arguments contribute to harms against indigenous peoples and the rural poor', *Criminological Encounters*, 5(1), pp. 183–194. Disponible chez : https://criminologicalencounters.org/index.php/crimenc/article/view/96

Lyons, P., Mynott, S. and Melbourne-Thomas, J. (2023) 'Enabling Indigenous innovations to re-centre social licence to operate in the Blue Economy', *Marine Policy*, 147, 105384. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2022.105384

Malik, I.H., Borde, R. and Ford, J.D. (2026) 'Political ecology: Past, present, and future', *Discover Sustainability*, 7(1), p. 374. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s43621-026-02707-x

Mangal, L.M. (2026) 'Hydropower development and Indigenous rights in North-East India: a Fourth World Approaches to International Law perspective', *International Journal of Drug Delivery Technology*, 16(43s), pp. 1286–1308. Disponible chez : https://doi.org/10.25258/IJDDT.16.43s.135

Manglou, M., Rocher, L. and Bahers, J.-B. (2022) 'Waste colonialism and metabolic flows in island territories', *Journal of Political Ecology*, 29(1), pp. 1–19. Disponible chez : https://doi.org/10.2458/jpe.2836

Mansuy, N., Staley, D., Alook, S., Parlee, B., Thomson, A., Littlechild, D.B., Munson, M., Didzena, F. and Bennett, E.M. (2023) 'Indigenous protected and conserved areas (IPCAs): Canada's new path forward for biological and cultural conservation and Indigenous well-being', *FACETS*, 8(1), pp. 1–16. Disponible chez : https://doi.org/10.1139/facets-2022-0118

McConnaughey, R.A., Hiddink, J.G., Jennings, S., Pitcher, C.R., Kaiser, M.J., Suuronen, P., Sciberras, M., Rijnsdorp, A.D., Collie, J.S., Mazor, T., Amoroso, R.O., Parma, A.M. and Hilborn, R. (2020) 'Choosing best practices for managing impacts of trawl fishing on seabed habitats and biota', *Fish and Fisheries*, 21(2), pp. 319–337. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/faf.12431

McGregor, D., Latulippe, N., Whitlow, R., Gansworth, K.L., McGregor, L. and Allen, S. (2023) 'Towards meaningful research and engagement: Indigenous knowledge systems and Great Lakes governance', *Journal of Great Lakes Research*, 49, pp. S22–S31. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.jglr.2023.02.009

McLean, M., Warner, B., Markham, R., Fischer, M., Walker, J., Klein, C., Hoeberechts, M. and Dunn, D.C. (2023) 'Connecting conservation and culture: The importance of Indigenous Knowledge in conservation decision-making and resource management of migratory marine species', *Marine Policy*, 155, 105582. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2023.105582

Mercier, O.R., Palmer, S. and King-Hunt, A. (2022) 'Hoha riha: Pest insect control in Māori tradition', *The Journal of the Polynesian Society*, 131(3), pp. 261–287. Disponible chez : https://thepolynesiansociety.org/index.php/JPS/article/view/592/428

Milanese, A.L. and Sibilla, M. (2025) 'Indigenous knowledge in territorial planning: An interdisciplinary conceptual framework', *International Journal of Urban Sustainable Development*, 17(1), pp. 230–251. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/19463138.2025.2569341

Miller, K.M., Berg, G., Indigenous Knowledge Keepers of Churchill (Berg, G., Hamilton, F., Sinclair Kandiurin, P., de Meulles, C. and Oman, G.), Lickers, M., McIvor, N. and Henri, D.A. (2025) 'Coexistence between people and polar bears supports Indigenous knowledge mobilization in wildlife management and research', *Communications Earth & Environment*, 6, p. 74. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s43247-025-02017-6

Morgera, E. (2024) *Fair and equitable benefit-sharing in international law*. Oxford University Press. Disponible chez : https://doi.org/10.1093/oso/9780198862130.001.0001

Natálio, A.I.M., Thein, H.M., Tizifa, T.A., Uchenna, C.O. and Coronado, E.N.H. (2026) 'Community-centred approaches to peatland use and management: Insights from a rapid evidence synthesis review', *Research Square* (Preprint). Disponible chez : https://doi.org/10.21203/rs.3.rs-8496541/v2

Nelson, M.K. and Reed, G. (2025) 'Indigenous critiques and recommendations for reclaiming nature-based solutions', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 122(29), e2315917121. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2315917121

Niko, N. (2025) 'Indigenous women in the food chain system: The marginalization and alienation of Indigenous knowledge on environmental management', *Asian Politics & Policy*, 17(2), e70014. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/aspp.70014

Nikolakis, W., Gay, V., Merkel, G., Sunderland, T. and Morrison, J. (2026) 'The relationship between Indigenous Peoples' lands and conservation: A systematic literature review', *People and Nature*, 8(6), pp. 1676–1691. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.70310

Novellino, D. (2024) '"The myth of integrating local knowledge": Living and ideological landscapes on Palawan Island, the Philippines', *Journal of Political Ecology*, 31, 5968. Disponible chez : https://doi.org/10.2458/jpe.5968

O'Bryan, C.J., Garnett, S.T., Fa, J.E., Leiper, I., Rehbein, J.A., Fernández-Llamazares, Á., Jackson, M.V., Jonas, H.D., Brondizio, E.S., Burgess, N.D. and Robinson, C.J. (2021) 'The importance of Indigenous Peoples' lands for the conservation of terrestrial mammals', *Conservation Biology*, 35(3), pp. 1002–1008. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.13620

O'Faircheallaigh, C. (2023) 'Managing the negative impacts of mining on Indigenous lands and peoples', in *Indigenous Peoples and Mining: A Global Perspective*. Oxford: Oxford University Press, pp. 138–152. Disponible chez : https://doi.org/10.1093/oso/9780192894564.003.0010

Ogra, M.V. (2008) 'Human–wildlife conflict and gender in protected area borderlands: A case study of costs, perceptions, and vulnerabilities from Uttarakhand (Uttaranchal), India', *Geoforum*, 39(3), pp. 1408–1422. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2007.12.004

Ohukani'Ōhi'A, S.M., Winter, K.B. and Demotta, M. (2021) 'KUA-LAKO-MO'O: A methodology for exploring Indigenous conceptualisations of nature and conservation in Hawai'i', *Pacific Conservation Biology*, 27(4), pp. 320–326. Disponible chez : https://doi.org/10.1071/PC20020

Ojeda, J., McNeill, G.D., Guujaaw, N., Yakgujanaas, J., Rhodes, C. and Ban, N.C. (2025) 'Reciprocal contributions in marine Indigenous stewardship: The case of Haida abalone gathering', *People and Nature*, 7, pp. 1111–1128. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10790

Ojeda, J., Salomon, A.K., Rowe, J.K. and Ban, N.C. (2022) 'Reciprocal contributions between people and nature: A conceptual intervention', *BioScience*, 72(10), pp. 952–962. Disponible chez : https://doi.org/10.1093/biosci/biac052

Oliva, M., Porter-Bolland, L. and Chan-Dzul, A. (2025) 'Territories of Life and the new Global Biodiversity Framework: An analysis of contributions, threats and opportunities', *Biological Conservation*, 308, 111185. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.biocon.2025.111185

Orellana, M. (2022) *The Impact of Toxic Substances on the Human Rights of Indigenous Peoples: Report of the Special Rapporteur on the Implications for Human Rights of the Environmentally Sound Management and Disposal of Hazardous Substances and Wastes* (A/77/183). Disponible chez : https://documents.un.org/en/A/77/183

Owen, J.R., Kemp, D., Lechner, A.M., Harris, J., Zhang, R. and Lèbre, É. (2023) 'Energy transition minerals and their intersection with land-connected peoples', *Nature Sustainability*, 6(2), pp. 203–211. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41893-022-00994-6

Parsons, M., Taylor, L. and Crease, R. (2021) 'Indigenous Environmental Justice within Marine Ecosystems: A Systematic Review of the Literature on Indigenous Peoples' Involvement in Marine Governance and Management', *Sustainability*, 13(8), 4217. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su13084217

Perram, A., Koné, L., Aweleka, D., Iloki, S., Nkodia, E. and Gozim, U. (2022) *Conversations about Conservation: Reflections on Conservation, Natural Resources and Territory from 16 Baka and Bakwele Communities in the Vicinity of the Proposed Messok Dja Protected Area, Sangha Department, Republic of Congo*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/fileadmin/uploads/fpp/migration/documents/220407_Conversations%20about%20conservation_v6%20FINAL.pdf

Poelina, A. (2026) 'Martuwarra Fitzroy River Catchment – sustainable lifeways and livelihoods', *Australasian Journal of Water Resources*, 30(1), pp. 1–13. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/13241583.2026.2644027

Puentes Riaño, A. (2024) *The Ocean and Human Rights: Report of the Special Rapporteur on the*

Human Right to a Clean, Healthy and Sustainable Environment (A/HRC/58/59). Disponible chez : https://docs.un.org/en/A/HRC/58/59

Quimby, B., Roque, A.D., Nébié, E.K.I., Levine, A., Amaama, S.A., Wutich, A., Brewis, A. and Samuelu, L.E. (2023) 'Blue food sovereignty benefits social-ecological resilience: A case study of small-scale fisheries co-management and mariculture in Samoa', *Human Ecology*, 51(2), pp. 279–289. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10745-023-00401-4

Rai, I.M. and Dhakal, R.K. (2024) 'Politics of knowledge in conservation: (De)valued traditional ecological knowledge of Bote in Chitwan National Park, Nepal', *Ethnobiology and Conservation*, 13, pp. 1–13. Disponible chez : https://doi.org/10.15451/ec2024-01-13.04-1-13

Rashid, B.M., Sheikh, R.M., Haque, E., Patwary, M., Siddique, M., Habib, A.M. and Sarker, N.M. (2023) 'Consequences of catastrophic cyclone Amphan in the human-induced coastal plain ecosystems of Bangladesh', *Case Studies in Chemical and Environmental Engineering*, 8, 100467. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cscee.2023.100467

Reid, M., Collins, M.L., Hall, S.R.J., Mason, E., McGee, G. and Frid, A. (2022) 'Protecting our coast for everyone's future: Indigenous and scientific knowledge support marine spatial protections proposed by Central Coast First Nations in Pacific Canada', *People and Nature*, 4, pp. 1052–1070. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10380

Reyes-García, V., Álvarez-Fernández, S., Benyei, P., Calvet-Mir, L., García-del-Amo, D., Junqueira, A.B., Li, X., Porcher, V., Porcuna-Ferrer, A., Schlingmann, A. and Soleymani, R. (eds) (2024) *Routledge Handbook of Climate Change Impacts on Indigenous Peoples and Local Communities*. Disponible chez : https://doi.org/10.4324/9781003356837

Reyes-García, V., García-del-Amo, D., Álvarez-Fernández, S., Fernández-Llamazares, Á., Junqueira, A.B., Schlingmann, A. et al. (2024a) 'Indigenous Peoples and local communities report ongoing and widespread climate change impacts on local social-ecological systems', *Communications Earth & Environment*, 5, p. 29. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s43247-023-01164-y

Rights and Resources Initiative (2023) *Who owns the world's land? Global state of Indigenous, Afro-descendant, and local community land rights recognition from 2015–2020*. Rights and Resources Initiative. Available at: https://rightsandresources.org/who-owns-theworlds-land-2nd-ed/

Robin, L., Robin, K., Ettore, C., Ireland, L. and Ryan-Colton, E. (2022) 'How Dreaming and Indigenous ancestral stories are central to nature conservation: Perspectives from Walalkara Indigenous Protected Area, Australia', *Ecological Management & Restoration*, 23(S1), pp. 43–52. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/emr.12528

Rodriguez, J.J.R.B., Schroeder, L., Muallil, R.N., Dino, N., Herrera, M.J.B., Ishmael, A.I., Abrahamsson, E., Stoneking, M. and De Ungria, M.C.A. (2025) 'Sea nomads, sultans, and raiders: History and ethnogenesis in the Sulu Archipelago, Philippines', *Journal of Maritime Archaeology*, 20, pp. 973–1000. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s11457-025-09481-3

Schuster, R., Germain, R.R., Bennett, J.R., Reo, N.J. and Arcese, P. (2019) 'Vertebrate biodiversity on indigenous-managed lands in Australia, Brazil and Canada equals that in protected areas', *Environmental Science & Policy*, 101, pp. 1–6. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.07.002

Seebens, H., Niamir, A., Essl, F., Garnett, S.T., Kumagai, J.A., Molnár, Z., Saeedi, H. and Meyerson, L.A. (2024) 'Biological invasions on Indigenous peoples' lands', *Nature Sustainability*, 7(6), pp. 737–746. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41893-024-01361-3

Severo, D.O., Castro, I.R. de O., Hoefel, M. da G.L. and Dias, I.M. Ávila V. (2025) 'Impacts of Climate Change on Indigenous Peoples Located in the Amazon Biome: Violence and Vulnerabilities', *Revista de Gestão Social e Ambiental*, 19(6), e012727. Disponible chez : https://doi.org/10.24857/rgsa.v19n6-102

Sharma, S.R. and Sharma, M. (2025) 'Environmental justice in the era of green energy: a critical appraisal of hydropower expansion in Indigenous territories of Nepal', *Open Journal of Social Sciences*, 13(11), pp. 264–283. Disponible chez : https://doi.org/10.4236/jss.2025.1311015

Shelton, M.R., Kanowski, P.J., Kleinschmit, D. and Ison, R.L. (2024) 'Critical social perspectives in forest and landscape restoration – a systematic review', *Frontiers in Environmental Science*, 12, 1466758. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fenvs.2024.1466758

Sherpa, P., Chepang, B., Lama, N. and Koirala, A. (2025b) *Indigenous Peoples' Lives in Protected Areas: Community Based Monitoring and Information System (CBMIS) Case Study from Bardiya and Shuklaphanta National Parks and Koshi Tappu Wildlife Reserve in Nepal*. Disponible chez : https://www.cipred.org.np/uploads/pdf/1232008131Indigenous-Peoples-Lives-in-Protected-Areas_CBMIS-_compressed.pdf

Sherpa, P., Khanal, D.R., Lama, N., Thalang, H. and Sendang, B. (2025a) *Indigenous Customary Governance and Livelihood Conservation: A Case Study of Kanchenjunga Conservation Area, Nepal*. Disponible chez : https://www.cipred.org.np/uploads/pdf/825874000Indigenous-Customary-Governance-and-Livelihood-Conservation-A-Case-Study-of-Kanchenjunga-Conservation-Area,-Nepal.pdf

Smallhorn-West, P., Allison, E., Gurney, G., Karnad, D., Kretser, H., Lobo, A.S., Mangubhai, S., Newing, H., Pennell, K., Raj, S., Tilley, A., Williams, H. and Peckham, S.H. (2023) 'Why human rights matter for marine conservation', *Frontiers in Marine Science*, 10. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2023.1089154

Stevens, M., Rawat, S. and Satterfield, T. (2025) 'Care, conflict, and coexistence: Human–wildlife relations in community forests', *People and Nature*, 7, pp. 231–246. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10760

Stevens, S., Hay-Edie, T., Miranda, C., Ramos, A. and Pathak Broome, N. (eds) (2024) *Recognising Territories and Areas Conserved by Indigenous Peoples and Local Communities (ICCAs) Overlapped by Protected Areas*. IUCN WCPA Good Practice Guidelines No. 34. Disponible chez : https://portals.iucn.org/library/node/51567

Sze, J.S., Carrasco, L.R., Childs, D.Z. et al. (2022) 'Reduced deforestation and degradation in Indigenous Lands pan-tropically', *Nature Sustainability*, 5, pp. 123–130. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41893-021-00815-2

Sze, J.S., Childs, D.Z., Carrasco, L.R., Fernández-Llamazares, Á., Garnett, S.T. and Edwards, D.P. (2024) 'Indigenous Peoples' lands are critical for safeguarding vertebrate diversity across the tropics', *Global Change Biology*, 30, e16981. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/gcb.16981

Teixidor-Toneu, I., Fernández-Llamazares, Á., Alvarez Abel, R., Batdelger, G., Bell, E., Caillon, S., Cantor, M., Correia, J.E., Díaz, S., Fisk, J., Greene, A., Greening, S., Hoyte, S., Kalle, R., Loayza, G., Mattalia, G., Montúfar, R., Ojeda, J., Phatthanaphraiwan, S. and Ban, N.C. (2025) 'Human–nature relationships through the lens of reciprocity: Insights from Indigenous and local knowledge systems', *People and Nature*, 7(5), pp. 922–933. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.70036

Tholan, B. et al. (2024) 'Accounting for existing tenure and rights over marine and freshwater systems', *npj Ocean Sustainability*, 3, p. 47. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44183-024-00084-4

Tilot, V., Willaert, K., Guilloux, B., Chen, W., Mulalap, C.Y., Gaulme, F., Bambridge, T., Peters, K. and Dahl, A. (2021) 'Traditional dimensions of seabed resource management in the context of deep sea mining in the Pacific: Learning from the socio-ecological interconnectivity between island communities and the ocean realm', *Frontiers in Marine Science*, 8. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2021.637938

Turner, N.J., Cuerrier, A. and Joseph, L. (2022) 'Well grounded: Indigenous Peoples' knowledge, ethnobiology and sustainability', *People and Nature*, 4, pp. 627–651. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10321

UNEP-WCMC and IUCN (2024) *Protected Planet Report 2024*. Disponible chez : https://digitalreport.protectedplanet.net/

United Nations Environment Assembly (2022) *Nature-based Solutions for Supporting Sustainable Development*. Resolution UNEP/EA.5/Res.5. Disponible chez : https://digitallibrary.un.org/record/3999268?ln=en&v=pdf

United Nations Environment Programme (2021) *Neglected: Environmental Justice Impacts of Marine Litter and Plastic Pollution*. Disponible chez : https://www.unep.org/resources/report/neglected-environmental-justice-impacts-marine-litter-and-plastic-pollution

Vierros, M.K., Harrison, A.L., Sloat, M.R., Ortuño Crespo, G., Moore, J.W., Dunn, D.C., Ota, Y., Cisneros-Montemayor, A.M., Shillinger, G.L., Watson, T.K. and Govan, H. (2020) 'Considering Indigenous Peoples and local communities in governance of the global ocean commons', *Marine Policy*, 119, 104039. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104039

Virtanen, P.K., Gonzaga Roa, A., Fernández-Llamazares, Á. et al. (2025) 'Indigenous governance and relationality have effectively avoided forest loss in the Southwest Amazon', *Communications Earth & Environment*, 6, p. 289. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s43247-025-02174-8

Vizina, Y. and Kobei, D. (2017) 'Indigenous peoples and sustainable wildlife management in the global era', *Unasylva*, 68(249), pp. 27–32.

Walters, R. and Fuentes Loureiro, M.A. (2020) 'Waste crime and the global transference of hazardous substances: A southern green perspective', *Critical Criminology*, 28, pp. 463–480. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10612-020-09522-4

Watts, J. (2025) 'It's death by a thousand cuts: marine ecologist on the collapse of coral reefs', *The Guardian*, 25 June. Disponible chez : https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2025/jun/25/tipping-points-coral-oceans-climate-crisis-marine-ecologist

Wehi, P.M., Kamelamela, K.L., Whyte, K., Watene, K. and Reo, N. (2023) 'Contribution of Indigenous Peoples' understandings and relational frameworks to invasive alien species management', *People and Nature*, 5(5), pp. 1403–1414. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10508

Wosu, A., Roe, D., Shivakumar, S., Sinulingga, F.H. and Pinto, R. (2026) *Applying a Human Rights-based Approach to Human-Wildlife Conflict*. Disponible chez : https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2026-04/22712iied.pdf

World Wide Fund for Nature, United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Centre, Global Environment Facility Small Grants Programme and ICCA Global Support Initiative, LandMark Global Platform of Indigenous and Community Lands, The Nature Conservancy, Conservation International, Wildlife Conservation Society, United Nations Development Programme Equator Prize, International Land Coalition Secretariat, Conservation Matters LLC and International Union for Conservation of Nature (2021) *The state of Indigenous Peoples' and local communities' lands and territories: A technical review of the state of Indigenous Peoples' and local communities' lands, their contributions to global biodiversity conservation and ecosystem services, the pressures they face, and recommendations for actions*. Disponible chez : https://www.wwfca.org/en/the_state_of_indigenous_peoplesand_local_communities_lands_and_territories/

Zhang, Y., West, P., Thakholi, L., Suryawanshi, K., Supuma, M., Straub, D., Sithole, S.S., Sharma, R., Schleicher, J., Ruli, B., Rodríguez-Rodríguez, D., Rasmussen, M.B., Ramenzoni, V.C., Qin, S., Delgado Pugley, D., Palfrey, R., Oldekop, J., Nuesiri, E.O., Nguyen, V.H.T. et al. (2023) 'Governance and conservation effectiveness in protected areas and Indigenous and locally managed areas', *Annual Review of Environment and Resources*, 48(1), pp. 559–588. Disponible chez : https://doi.org/10.1146/annurev-environ-112321-081348

Walls, M.L. and Whitbeck, L.B. (2012) 'The intergenerational effects of relocation policies on Indigenous families', *Journal of Family Issues*, 33(9), pp. 1272–1293. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/0192513X12447178

Watt, M. and McCarthy, M. (2026) 'New Sea Country IPA in the Kimberley region', *Ministers' Media Centre*, 20 March. Disponible chez : https://ministers.pmc.gov.au/mccarthy/new-sea-country-ipa-kimberley-region

Chapitre 5

Abas, A., Aziz, A. and Awang, A. (2022) 'A systematic review on the local wisdom of Indigenous people in nature conservation', *Sustainability*, 14(6), article 3415. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su14063415

Adnyana, I.B.A., Sitawati, A.A.R., Ghafar, Z.N. and Hazaymeh, O.M.A.A. (2025) 'Mother tongue matters: A critical study of indigenous language integration in formal education systems', *Journal of Language, Literature, Social and Cultural Studies*, 3(2), pp. 113–127. Disponible chez : https://doi.org/10.58881/jllscs.v3i2.346

Agudelo Higuita, N.I., LaRocque, R. and McGushin, A. (2023) 'Climate change, industrial animal agriculture, and the role of physicians – time to act', *The Journal of Climate Change and Health*, 13, article 100260. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.joclim.2023.100260

Aini, J., West, P., Amepou, Y., Piskaut, M.L., Gasot, C., James, R.S., Roberts, J.S., Nason, P. and Brachey, A.E. (2023) 'Reimagining conservation practice: Indigenous self-determination and collaboration in Papua New Guinea', *Oryx*, 57(3), pp. 350–359. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/S003060532200103X

Andal, A.G. (2025) 'Nomadic boat-dwelling children of Southeast Asia: discourses on the Sama-Bajau children and implications on decentring child migration studies', *Children & Society*, 39, pp. 652–668. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/chso.12686

Argumedo, A., Song, Y., Khoury, C.K., Hunter, D., Dempewolf, H., Guarino, L. and De Haan, S. (2021) 'Biocultural diversity for food system transformation under global environmental change', *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5, article 685299. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.685299

Arizona, Y., Sari, A.C.F. and Nizar, D.A. (2024) *Coastal indigenous peoples and climate change: a human rights perspective*. Raoul Wallenberg Institute of Human Rights and Humanitarian Law. Disponible chez : https://reliefweb.int/report/indonesia/coastal-indigenous-peoples-and-climate-change-humanrights-perspective-enid

Ayilu, R.K. (2023) *The blue economy in Ghana: industrialisation, contestation and impacts on small-scale fisheries*. PhD thesis. University of Technology Sydney. Disponible chez : https://opus.lib.uts.edu.au/handle/10453/172310

Baberstock, R.K. (2025) 'Re-constituting Indigenous food economies: the promise of plant-based regeneration', *Indigenous Climate Hub*. Disponible chez : https://indigenousclimatehub.ca/2025/10/re-constituting-indigenous-food-economies-the-promise-of-plant-based-regeneration/

Barwant, M.M., Ali, U.M., Fatima, N., Kumar, A., Ali, S. and Jaiswal, S.G. (2025) 'The role of endangered foods in global food security, nutritional resilience, and sustainable food systems: systematic review', *Discover Food*. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s44187-025-00749-0

Bavikatte, K., Jonas, H. and von Braun, J. (2010) 'Traditional knowledge and economic development: the biocultural dimension', in S.M. Subramanian and B. Pisupati (eds.) *Traditional knowledge in policy and practice: approaches to development and human well-being*. United Nations University Press, pp. 294–326.

Bellon, M.R., Dulloo, E., Sardos, J., Thormann, I. and Burdon, J.J. (2017) 'In situ conservation – harnessing natural and human-derived evolutionary forces to ensure future crop adaptation', *Evolutionary Applications*, 10(10), pp. 965–977. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/eva.12521

Bennett, N.J., Morgera, E. and Boyd, D. (2024) 'The human right to a clean, healthy and sustainable ocean', *npj Ocean Sustainability*, 3, article 19. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44183-024-00057-7

Besen, P., Yanes, I.I., Bloomfield, S., Aguayo, C., Brockie, O., Jorquera, C., Mokomoko, C., Varela, C., Grimshaw, M. and Hernandez, C. (2025) 'Lessons from collective housing projects co-designed with Indigenous communities in Aotearoa New Zealand and Chile', *Architecture_MPS*, 31(1), article 4. Disponible chez : https://doi.org/10.14324/111.444.amps.2025v31i1.004

Beumer, K. and Roskam, A. (2026) 'Friends with benefits: what constitutes a "benefit" in Access and Benefit Sharing (ABS) for plant genetic resources?', *Agriculture and Human Values*, 43(1), p. 38. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10460-026-10849-x

Bodwitch, H., Hamelin, K.M., Paul, K., Reid, J. and Bailey, M. (2024) 'Indigenous self-determination in fisheries governance: implications from New Zealand and Atlantic Canada', *Frontiers in Marine Science*, 11, article 1297975. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2024.1297975

Brablec, D. (2025) 'Indigenous urbanisation and the decolonial possibilities of internal diasporas', *The Sociological Review*. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/00380261251366885

Brittain, S., Newing, H., Milner-Gulland, E.J., Rowley, T., Tugendhat, H., Kenrick, J., Carino, J., Ferrari, M., Hargey, A., Bengoa, C. and Faustino, C. (2024) *Ensuring the sustainability of customary use on Indigenous and community-held lands*. Disponible chez : https://transformativepathways.net

Bruckner, H.K. and Paia, M.T. (2025) 'From mangroves to womangroves to feminist foodscapes: (en)gendering research on indigenous food livelihoods in the Solomon Islands', *Agriculture and Human Values*, 42(1), pp. 507–525. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10460-024-10634-8

Burlingame, B., Clapp, J., Elver, H. and Rao, N. (2025) *Transforming food systems, turning wrongs into rights*. United Nations Food Systems Coordination Hub. Disponible chez : https://www.unfoodsystemshub.org/docs/unfoodsystemslibraries/sac/sac_theme-4_policy-brief.pdf?sfvrsn=ee8fca5a_1

Cámara-Leret, R. and Bascompte, J. (2021) 'Language extinction triggers the loss of unique medicinal knowledge', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 118(24), e2103683118. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2103683118

Carlin, D., Arshad, M. and Baker, K. (2023) *Climate risks in the agriculture sector: sectoral risk briefings – insights for financial institutions*. Disponible chez : https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2023/03/Agriculture-Sector-Risks-Briefing.pdf

Chambon, M., Miñarro, S., Fernandez, S.A., Porcher, V., Reyes-Garcia, V., Drouet, H.T. and Ziveri, P. (2023) 'A synthesis of women's participation in small-scale fisheries management: why women's voices matter', *Reviews in Fish Biology and Fisheries*, 34, p. 43. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s11160-023-09806-2

COAST Trust (2021) *Sector-wide human rights impact assessment (SWIA) in small-scale artisanal fishing communities in Barguna and Cox's Bazar district of Bangladesh*. COAST Trust. Disponible chez : https://www.manusherjonno.org/wp-content/uploads/2021/05/SWIA-Report-Final.pdf

Cormier-Salem, M.C. (2017) 'Let the women harvest the mangrove: carbon policy and environmental injustice', *Sustainability*, 9(8), article 1485. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su9081485

Dawson, N.M., Coolsaet, B., Bhardwaj, A., Booker, F., Brown, D., Lliso, B., Loos, J., Martin, A., Oliva, M., Pascual, U., Sherpa, P. and Worsdell, T. (2024) 'Is it just conservation? A typology of Indigenous peoples' and local communities' roles in conserving biodiversity', *One Earth*, 7(6), pp. 1007–1021. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2024.05.001

Environmental Justice Foundation (2023) *At the tipping point: how bottom trawling is precipitating the collapse of Senegal's artisanal fisheries*. Disponible chez : https://ejfoundation.org/reports/at-the-tipping-point-how-bottom-trawling-is-precipitating-the-collapse-of-senegals-artisanal-fisheries

Expert Mechanism on the Rights of Indigenous Peoples (2025) *The right of Indigenous Peoples to data, including data collection and disaggregation*. A/HRC/EMRIP/2025/2. United Nations Human Rights Council. Disponible chez : https://docs.un.org/en/A/HRC/EMRIP/2025/2

Food and Agriculture Organization of the United Nations (2021) *The White/Wiphala paper on Indigenous Peoples' food systems*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cb4932en

Food and Agriculture Organization of the United Nations (2022) *The state of world fisheries and aquaculture 2022: towards blue transformation*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cc0461en

Food and Agriculture Organization of the United Nations, Alliance of Biodiversity International and CIAT (2021) *Indigenous Peoples' food systems: insights on sustainability and resilience in the front line of climate change*. Disponible chez : https://doi.org/10.4060/cb5131en

Forest Peoples Programme (2011) *Customary sustainable use of biodiversity by Indigenous Peoples and local communities: examples, challenges, community initiatives and recommendations relating to CBD Article 10(c)*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/publications-resources/reports/article/customary-sustainable-use-of-biodiversity-by-indigenous-peoples-and-local-communities-examples-challenges-community-initiatives-and-recommendations-relating-to-cbd-article-10c/

Frainer, A., Mustonen, T., Hugu, S., Andreeva, T., Arttijeff, E.M., Arttijeff, I.S., Brizoela, F., Coelho-de-Souza, G., Printes, R.B., Prokhorova, E., Sambou, S., Scherer, A., Shadrin, V. and Pecl, G. (2020) 'Cultural and linguistic diversities are underappreciated pillars of biodiversity', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 117(43), pp. 26539–26543. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2019469117

Girard, F., Hall, I. and Frison, C. (2022) 'Community protocols and biocultural rights: unravelling the biocultural nexus in ABS', in *Biocultural rights, Indigenous Peoples and local communities*. Disponible chez : https://www.taylorfrancis.com/chapters/oa-edit/10.4324/9781003172642-1/community-protocols-biocultural-rights-fabien-girard-ingrid-hall-christine-frison

Gul, S., Mir, S.A., Iqbal, G., Lone, H.Q. and Shafiq, U. (2024) 'The role of women in small-scale fisheries: A comprehensive review', *International Journal on Emerging Technologies*, 15(2), pp. 26–28. Disponible chez : https://www.researchtrend.net/ijet/pdf/The-Role-of-Women-in-Small-Scale-Fisheries-A-Comprehensive-Review-Shahid-Gul-5.pdf

Hien, B., Min, N.E.E., Rattanakrajangsri, K. and Thuy, H.X. (2022) *Nationally determined contributions in Asia: are governments recognizing the rights, roles and contributions of Indigenous Peoples? Country reports from Cambodia, Myanmar, Vietnam, and Thailand*. Disponible chez : https://aippnet.org/2022/06/21/nationally-determined-contribution-asia-governments-recognizing-rights-roles-contributions-indigenous-peoples

Indigenous Navigator (2026) *Data submission: Traditional occupations (Target 9 CBD)*. Disponible chez : https://indigenousnavigator.org/publication/data-submission-traditional-occupations-target-9-cbd

Intergovernmental Panel on Climate Change (2014) *Climate change 2014: synthesis report – summary for policymakers*. Disponible chez : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar5_wgII_spm_en.pdf

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2024a) *Thematic assessment report on the interlinkages among biodiversity, water, food and health of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by P.A. Harrison, P.D. McElwee and T.L. van Huysen. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.14960128

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2024b) *Summary for policymakers of the thematic assessment report on the underlying causes of biodiversity loss and the determinants of transformative change and options for achieving the 2050 vision for biodiversity of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by K. O'Brien, L. Garibaldi, A. Agrawal, E. Bennett, O. Biggs, R. Calderón Contreras, E. Carr, N. Frantzeskaki, H. Gosnell, J. Gurung, S. Lambertucci, J. Leventon, C. Liao, V. Reyes García, L. Shannon, S. Villasante, F. Wickson, Y. Zinngrebe and L. Perianin. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.11382230

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2019) *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by E.S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz and H.T. Ngo. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.3831673

International Collective in Support of Fishworkers (2025) *Zanzibar: impact of Marine Protected Areas (MPAs) and other effective area-based conservation measures (OECMs) on small-scale fisheries: a case study of the Hatuchoki Tundauwa community-based marine conservation initiative on Pemba Island*. Disponible chez : https://icsf.net/wp-content/uploads/2025/06/930.ICSF263_MPA_Tanzania.pdf

International Indigenous Forum on Biodiversity (2021) *Statement on behalf of the International Indigenous Forum on Biodiversity, delivered by María Yolanda Terán Maigua, Andes Chinchasuyu, on the third meeting of the Open-ended Working Group on the Post-2020 Global Biodiversity Framework on Agenda item 5: digital sequence information on genetic resources*. Disponible chez : https://www.facebook.com/iifbindigenous/photos/a.178803806193979/1072397563501261/?type=3

International Labour Organization (2023) *Traditional occupations of Indigenous and Tribal Peoples in labour statistics*. Disponible chez : https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@gender/documents/publication/wcms_862144.pdf

International Labour Organization (ILO) (2019) *Implementing the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention No. 169: towards an inclusive, sustainable and just future*. Disponible chez : https://www.ilo.org/publications/implementing-ilo-indigenous-and-tribal-peoples-convention-no-169-towards

Islam, S. (2022) 'Cultural assimilation and internal changes in diasporic Rakhain peoples of Patuakhali district of Bangladesh', *International Journal of Social Sciences and Humanities*, 7, pp. 10–21. Disponible chez : http://ijssh.ielas.org/index.php/ijssh/article/view/119

Jament, J., Martin, M., Visakh, M.S. and Osella, F. (2023) 'Covid on the coast: pandemic governance and protests in fishing villages in South Kerala, India', *Journal of South Asian Development*, 18(2), pp. 295–320. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/09731741231162446

Keovorabouth, S.T. (2024) *Indigenous queer urban studies: (re)imagining Indigenous urbanisation (re)built by/for queer, trans, and two-spirit peoples*. PhD thesis. Macquarie University. Disponible chez : https://doi.org/10.25949/28259207.v1

Kitolelei, S., Breckwoldt, A., Kitolelei, J. and Makhoul, N. (2022) 'Fisherwomen's Indigenous and local knowledge – the hidden gems for the management of marine and freshwater resources in Fiji', *Frontiers in Marine Science*, 9. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2022.991253

Kitolelei, S., Thaman, R., Veitayaki, J., Breckwoldt, A. and Piovano, S. (2021) 'Na vuku makawa ni

qoli: Indigenous Fishing Knowledge (IFK) in Fiji and the Pacific', *Frontiers in Marine Science*, 8, article 684303. Disponible chez : https://www.frontiersin.org/journals/marine-science/articles/10.3389/fmars.2021.684303/full

Knight, J., Flack-Davison, E., Engelbrecht, S., Visagie, R.G., Beukes, W. and Mwale, M. (2023) 'Compliance with the Nagoya protocol in the Southern African Development Community', *South African Journal of Botany*, 159, pp. 302–318. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.sajb.2023.06.015

Kreiken, B. and Arts, B. (2024) 'Disruptive data: how access and benefit-sharing discourses structured ideas and decisions during the Convention on Biological Diversity negotiations over digital sequence information from 2016 to 2022', *Global Environmental Change*, 87, article 102892. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2024.102892

Kukutai, T. (2013) 'The structure of urban Māori identities', in E. Peters and C. Anderson (eds.) *Indigenous in the city: contemporary identities and cultural innovation*. UBC Press, pp. 311–333.

Lavoie, A., Woods, B., Martin, M.C. and Boyer, J.A. (2025) 'Reckoning with coloniality: trawl fisheries governance and the fight for equity and environmental justice in Alaska', *Fisheries*, 50(9), pp. 416–427. Disponible chez : https://doi.org/10.1093/fshmag/vuaf022

Mackay, M., Hardesty, B.D. and Wilcox, C. (2020) 'The intersection between illegal fishing, crimes at sea, and social well-being', *Frontiers in Marine Science*, 7, article 589000. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2020.589000

Miller, L., Isaksen, K., Burgess, R., Klepp, I.G. and Tobiasson, T.S. (2022) 'Slow and Indigenous approaches to textiles arts', in I.G. Klepp and T.S. Tobiasson (eds.) *Local, slow and sustainable fashion*. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/978-3-030-88300-3_4

Nelson, M.K. and Reed, G. (2025) 'Indigenous critiques and recommendations for reclaiming nature-based solutions', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 122(29), article e2315917121. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2315917121

Okafor-Yarwood, I., Kadagi, N.I., Miranda, N.A., Uku, J., Elegbede, I.O. and Adewumi, I.J. (2020) 'The blue economy–cultural livelihood–ecosystem conservation triangle: the African experience', *Frontiers in Marine Science*, 7, p. 586. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2020.00586

Oryza, D., Samsuddin, S., Sagala, I., Nugroho, A.D., Jamaluddin, J., Malik, A. and Bahri, S. (2018) 'Duano's local wisdom in preserving marine ecosystem at Jambi coastal area', *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science*, 175, article 012227. Disponible chez : https://doi.org/10.1088/1755-1315/175/1/012227

Peters, E. and Andersen, C. (eds.) (2013) *Indigenous in the city: contemporary identities and cultural innovation*. UBC Press.

Quimby, B., Roque, A.D., Nébié, E.K.I., Levine, A., Amaama, S.A., Wutich, A., Brewis, A. and Samuelu, L.E. (2023) 'Blue food sovereignty benefits social-ecological resilience: a case study of small-scale fisheries co-management and mariculture in Samoa', *Human Ecology*, 51(2), pp. 279–289. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10745-023-00401-4

Rardon, R.C. (2022) 'The end of a wandering way of life?', *BBC Travel*. Disponible chez : https://www.bbc.com/travel/article/20140902-sea-change-in-the-surin-islands

Regenerosity (2025) *Agriculture is about the culture of the land: the Indigenous view of the Tingui Botó*. Disponible chez : https://www.regenerosity.world/agriculture-is-about-the-culture-of-the-land/

Reitmeier, L. and Makowska-Curran, A. (2025) *The Cali Fund: unlocking industry contributions to finance biodiversity conservation*. Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, London School of Economics and Political Science. Disponible chez : https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/news/the-cali-fund-unlocking-industry-contributions-to-finance-biodiversity-conservation/

Roe, D. (2021) *Nature-based solutions or the ecosystem approach?* IIED. Disponible chez : https://www.iied.org/20201iied

Rotz, S. and Rück, D. (2024) *Agriculture in the North: A New Strategy of Indigenous Land Dispossession*. Yellowhead Brief #152. Yellowhead Institute. Disponible chez : https://yellowheadinstitute.org/wp-content/uploads/2024/05/Rotz-Ruck-Agriculture-North-May-2024.pdf

Said, A. and Macmillan, D. (2020) '"Re-grabbing" marine resources: a blue degrowth agenda for the resurgence of small-scale fisheries in Malta', *Sustainability Science*, 15(1), pp. 91–102. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s11625-019-00769-7

Salvo-Tierra, Á.E. and Ruiz-Valero, Á. (2025) 'Why urban greening requires more than just species biodiversity', *Academia Environmental Sciences and Sustainability*, 2(4). Disponible chez : https://doi.org/10.20935/acadenvsci7981

Samal, A. (2025) 'New WIPO treaty to protect Indigenous rights: reform without sanction', *Oxford Human Rights Hub*. Disponible chez : https://ohrh.law.ox.ac.uk/new-wipo-treaty-to-protect-indigenous-rights-reform-without-sanction/

Sánchez Cruz, J. and Triana Solórzano, A.E. (2023) 'Food sovereignty and Indigenous world-building: Cultivando Comunidad', *ReVista: Harvard Review of Latin America*, 18 April. Disponible chez : https://revista.drclas.harvard.edu/food-sovereignty-and-indigenous-world-building-cultivando-comunidad/

Schuhbauer, A. and Sumaila, U.R. (2026) *The impact of bottom trawling on food security*. Transform Bottom Trawling. Disponible chez : https://transformbottomtrawling.org

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026) *Draft global report on collective progress in the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework: first draft*. Peer review draft, 2–29 June 2026. Disponible chez : https://s3.amazonaws.com/cbddocumentspublic-imagebucket-15w2zyxk3prl8/a61b896636c945199136ea9bef08b78b-3

Swara, V.Y., Otsuki, K., Van Noorloos, F. and Kooy, M. (2025) 'River's end: the violence of Indigenous riverine urbanization in the making of Indonesia's new capital', *Habitat International*, 165, article 103555. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2025.103555

Swiderska, K., Argumedo, A., Wekesa, C., Ndalilo, L., Song, Y., Rastogi, A. and Ryan, P. (2022) 'Indigenous Peoples' food systems and biocultural heritage: addressing Indigenous priorities using decolonial and interdisciplinary research approaches', *Sustainability*, 14(18), article 11311. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su141811311

Thomas, A., Mangubhai, S., Fox, M., Meo, S., Miller, K., Naisilisili, W., Veitayaki, J. and Waqairatu, S. (2021) 'Why they must be counted: significant contributions of Fijian women fishers to food security and livelihoods', *Ocean and Coastal Management*, 205. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2021.105571

United Nations Development Programme (UNDP) (2025) *Advancing inclusive and effective access and benefit-sharing implementation in Asia-Pacific: regional priorities and pathways for action*. Disponible chez : https://www.undp.org/asia-pacific/publications/advancing-inclusive-and-effective-access-and-benefit-sharing-implementation-asia-pacific

Ureta Cifuentes, S.X., Zamora Mejía, F.M., Pineda Cotzojay, P.A. and Ngo Bieng, M.A. (2025) 'Thirty years of community forest management in the Maya Biosphere Reserve: A review of its successes and challenges for conservation and governance of tropical forest socio-ecological systems', *Trees, Forests and People*, 21, 100949. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.tfp.2025.100949

Walker, E., Jowett, T., Whaanga, H. and Wehi, P.M. (2024) 'Cultural stewardship in urban spaces: reviving Indigenous knowledge for the restoration of nature', *People and Nature*, 6(4), pp. 1696–1712. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.10683

Walker, E., Wilcox, M. and Awatere, S. (2025) 'Reimagining, reclaiming, and reconnecting Indigenous voices in urbanism: a review of Indigenous approaches for urban ecological restoration', *Humanities and Social Sciences Communications*, 12(1), article 729. Disponible chez : https://doi.org/10.1057/s41599-025-05065-7

Wittman, H. (2023) 'Food sovereignty: an inclusive model for feeding the world and cooling the planet', *One Earth*, 6(5), pp. 474–478. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2023.04.011

Wluka, G. (2023) 'Growing stronger: the sustainable roots of Indigenous agriculture', *Environmental and Energy Study Institute*, 14 November. Disponible chez : https://www.eesi.org/articles/view/the-sustainable-roots-of-indigenous-agriculture

Yáñez Rojas, R. (ed.) (2025) *Indigenous food culture: territory, tradition and transformation of food systems in the Americas*. Rimisp – Latin American Center for Rural Development. Disponible chez : https://rimisp.org/wp-content/uploads/2025/10/Book-Indigenous-Food-Culture.pdf

Yáñez, R., Bayres, K. and Migueletto, C. (2025) 'Elements for understanding the transformation of Indigenous food systems', in R. Yáñez Rojas (ed.) *Indigenous food culture: territory, tradition and transformation of food systems in the Americas*. Rimisp – Latin American Center for Rural Development, pp. 12–35. Disponible chez : https://rimisp.org/wp-content/uploads/2025/10/Book-Indigenous-Food-Culture.pdf

Zsögön, M.C. (2025) 'Between assimilation and recognition of Indigenous Peoples', *International Journal of Self-Determination in Education*, 14(2). Disponible chez : https://doi.org/10.14324/111.444.ijsp.2025.v14.x.002

Aguirre-Gutiérrez, J., Cortes, I., Nunes, M.H., Cho, M.A., Takeshige, R. and Malhi, Y. (2026) 'Remote sensing delivers tropical forest resilience monitoring for the Global Biodiversity Framework', *Nature Reviews Biodiversity*, pp. 1–14. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44358-026-00178-6

Amon, D.J., Gollner, S., Morato, T., Smith, C.R., Chen, C., Christiansen, S., Currie, B., Drazen, J.C., Fukushima, T., Gianni, M., Gjerde, K.M., Gooday, A.J., Grillo, G.G., Haeckel, M., Joyini, T., Ju, S.-J., Levin, L.A., Metaxas, A., Mianowicz, K., Molodtsova, T.N., Narberhaus, I., Orcutt, B.N., Swaddling, A., Tuhumwire, J., Palacio, P.U., Walker, M., Weaver, P., Xu, X.-W., Mulalap, C.Y., Edwards, P.E.T. and Pickens, C. (2022a) 'Assessment of scientific gaps related to the effective environmental management of deep-seabed mining', *Marine Policy*, 138, article 105006. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2022.105006

Amon, D.J., Levin, L.A., Metaxas, A., Mudd, G.M. and Smith, C.V. (2022b) 'Heading to the deep end without knowing how to swim: do we need deep-seabed mining?', *One Earth*, 5(3), pp. 220–223. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2022.02.013

Argyriou, D. and Theilade, I. (2025) *Forest monitoring in Prey Lang, Preah Rokar and Sorng Rokha Vorn Wildlife Sanctuaries: 4th monitoring report*. Citizens Engaged in Environmental Justice for All. Disponible chez : https://preylang.net/wp-content/uploads/2025/09/CEEJA-Monitoring-Report-No.-4-in-English.pdf

Asia Indigenous Peoples Pact (2026) *From participation to power: Indigenous Peoples, NBSAPs, and the implementation gap in Asia*. Disponible chez : https://aippnet.org/participation-power-indigenous-peoples-nbsaps-implementation-gap-asia/

Atabaki Fard Tehrani, Y., Sarkar, A. and Shetranjiwalla, S. (2025) 'Integrating traditional ecological knowledge into a circular economy framework using the example of consumer durable goods for northern rural communities', *RSC Sustainability*, 3(5), pp. 2048–2063. Disponible chez : https://doi.org/10.1039/D4SU00623B

Baker, K. and Smith, J. (2025) *Nature-related finance and Indigenous Peoples: advancing equity to halt and reverse nature loss*. Disponible chez : https://www.unepfi.org/wordpress/wp-content/uploads/2025/04/43-Nature-Finance-and-Indigenous-Peoples-2.pdf

Baracat, L., Tugendhat, H., Almas, O. and Kidd, C. (2023) *Climate and biodiversity finance: exploring the vital role of direct funding to Indigenous Peoples*. Forest Peoples Programme. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/publications-resources/news/article/climate-and-biodiversity-finance-exploring-the-vital-role-of-direct-funding-to-indigenous-peoples/

Barriga, I. and Sarkar, J. (2024) 'Indigenous wisdom and circular economy: when Indigenous relational economy theory meets western sustainability and circular economies', *Kogod School of Business News*, American University, 17 December. Disponible chez : https://kogod.american.edu/news/indigenous-wisdom-and-circular-economy-when-indigenous-relational-economy-theory-meets-western-sustainability-and-circular-economies

BES-Net (2025) *Inclusive conversations: exploring the role of a human rights-based approach to biodiversity and climate action – final report of the dialogue process*. BES-Net. Disponible chez : https://www.besnet.world/library/inclusive-conversations-a-human-rights-based-approach-to-biodiversity/

Bigger, P., Dempsey, J., Rojas-Marchini, F., Christiansen, J., Irvine-Broque, A., Nelson, S.H., DiSilvestro, A., Schuldt, A. and Shapiro-Garza, E. (2021) *Beyond the gap: placing biodiversity finance in the global economy*. Third World Network and University of British Columbia. Disponible chez : https://eprints.lancs.ac.uk/id/eprint/155366/

Biodiversity Credit Alliance (2023) *Communities and nature markets: building just partnerships in biodiversity credits*. Discussion paper. Biodiversity Credit Alliance. Disponible chez : https://www.biodiversitycreditalliance.org/wp-content/uploads/2024/05/BCA-Discussion-Paper_Building-just-partnerships-in-Biodiversity-Credits.pdf

BloombergNEF (2025) *Biodiversity finance factbook: COP30 edition*. BloombergNEF. Disponible chez : https://assets.bbhub.io/professional/sites/44/Biodiversity-Finance-Factbook-COP30-Edition.pdf

Bolaños, O., Moran-Valenzuela, L., Delgado, D., Sinandei, N., Lama, S., Anggraini, D., Pope Kai, L.A. and Odgen, B. (2025) *Tracking funding reaching Indigenous, Afro-descendant and local communities*. Disponible chez : https://ourpledge.earth/wp-content/uploads/2025/09/WiGSA-Report-EN_Final.pdf

Bremer, L.L., Nelson, S., Jackson, S., Izquierdo-Tort, S., Lansing, D., Shapiro-Garza, E., Echavarría, M., Upton, C., Asquith, N., Isyaku, U., Asiyanbi, A., He, J. and Pascual, U. (2023) 'Embedding local values in Payments for Ecosystem Services for transformative change', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 64, article 101354. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cosust.2023.101354

Bromham, L., Dinnage, R., Skirgård, H., Ritchie, A., Cardillo, M., Meakins, F., Greenhill, S.J. and Hua, X. (2022) 'Global predictors of language endangerment and the future of linguistic diversity', *Nature Ecology & Evolution*, 6(2), pp. 163–173. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41559-021-01604-y

Bruckner, H.K. and Paia, M.T. (2025) 'From mangroves to womangroves to feminist foodscapes: (en)gendering research on indigenous food livelihoods in the Solomon Islands', *Agriculture and Human Values*, 42(1), pp. 507–525. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10460-024-10634-8

Brunner, S. and Enting, K. (2014) 'Climate finance: a transaction cost perspective on the structure of state-to-state transfers', *Global Environmental Change*, 27, pp. 138–143. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2014.05.005

Cabernard, L., Pfister, S. and Hellweg, S. (2024) 'Biodiversity impacts of recent land-use change driven by increases in agri-food imports', *Nature Sustainability*, 7(11), pp. 1512–1524. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41893-024-01433-4

Cámara-Leret, R., Roehrdanz, P.R. and Bascompte, J. (2026) 'The forest of knowledge under global change', *Nature*, pp. 1–5. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41586-026-10741-y

Carroll, S.R., Garba, I., Figueroa-Rodríguez, O.L., Holbrook, J., Lovett, R., Materechera, S., Parsons, M., Raseroka, K., Rodriguez-Lonebear, D., Rowe, R., Sara, R., Walker, J.D., Anderson, J. and Hudson, M. (2020) 'The CARE principles for Indigenous data governance', *Data Science Journal*, 19(1), article 43. Disponible chez : https://doi.org/10.5334/dsj-2020-043

Carter, H., Thompson, B.S., Bull, J.W., Dickman, A., Jones, J.P.G., Shrikanth, S. and zu Ermgassen, S.O.S.E. (2026) 'Demystifying biodiversity finance', *Nature Reviews Biodiversity*, 2, pp. 388–401. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44358-026-00155-z

CBD Women's Caucus (2026) *Making space for women's leadership in biodiversity data and evidence: advancing gender justice in biodiversity data and policy*. Disponible chez : https://cbdwomenscaucus.org/wp-content/uploads/2026/02/CBDWC_IIED_GenderDataReport_Final-1.pdf

Christiansen, J., Irvine-Broque, A., Dempsey, J., Nelson, S., Shapiro-Garza, E., Bigger, P. and Islar, M. (2025) 'Off the charts? Reasons to be skeptical of the growth in biodiversity finance', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 75, article 101544. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cosust.2025.101544

Colenbrander, S., Dodman, D. and Mitlin, D. (2017) 'Using climate finance to advance climate justice: the politics and practice of channelling resources to the local level', *Climate Policy*, 18(7), pp. 1–14. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/14693062.2017.1388212

Convention on Biological Diversity (2021) *Article 8(j) – traditional knowledge, innovations and practices: introduction*. Disponible chez : https://www.cbd.int/traditional/intro.shtml

Correia, M., Alexis, S. and Dulic, A. (2024) 'Bringing the salmon home: a study of cross-cultural collaboration in the Syilx Okanagan Territory of British Columbia', *Ecology and Society*, 29(1). Disponible chez : https://doi.org/10.5751/ES-14831-290115

Corson, C., Hodson, V. and Gray, N. (2025) 'Indigenous territorial rights in the Global Biodiversity Framework: creating a third pathway to 30×30', *Journal of Political Ecology*, 32(1), article 7334. Disponible chez : https://journals.librarypublishing.arizona.edu/jpe/article/id/7334/

Coscieme, L., Da Silva Hyldmo, H., Fernández-Llamazares, Á., Palomo, I., Mwampamba, T.H., Selomane, O., Sitas, N., Jaureguiberry, P., Takahashi, Y., Lim, M., Barral, M.P., Farinaci, J.S., Diaz-José, J., Ghosh, S., Ojino, J., Alassaf, A., Baatuuwie, B.N., Balint, L., Basher, Z. et al. (2020) 'Multiple conceptualizations of nature are key to

inclusivity and legitimacy in global environmental governance', *Environmental Science & Policy*, 104, pp. 36–42. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.envsci.2019.10.018

Cure, K., Barneche, D.R., Depczynski, M., Fisher, R., Warne, D.J., McGree, J., Underwood, J., Weisenberger, F., Evans-Illidge, E., Ford, B. and Oades, D. (2024) 'Incorporating uncertainty in Indigenous sea Country monitoring with Bayesian statistics: towards more informed decision-making', *Ambio*, 53(5), pp. 746–763. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s13280-024-01980-2

Danial, N., Amat, A. and Dino, N. (2024) 'Whispers of wisdom: exploring the essence of Partandaan in the Suluk indigenous mediation', *Southeastern Philippines Journal of Research and Development*, 29(1), pp. 95–111. Disponible chez : https://journal.usep.edu.ph/index.php/Southeastern_Philippines_Journal/article/view/299

David-Chavez, D.M., Gavin, M.C., Ortiz, N., Valdez, S. and Russo Carroll, S. (2024) 'A values-centered relational science model: supporting Indigenous rights and reconciliation in research', *Ecology and Society*, 29(2), article 11. Disponible chez : https://doi.org/10.5751/ES-14768-290211

Dawson, N.M., Coolsaet, B., Bhardwaj, A., Booker, F., Brown, D., Lliso, B., Loos, J., Martin, A., Oliva, M., Pascual, U. and Sherpa, P. (2024) 'Is it just conservation? A typology of Indigenous peoples' and local communities' roles in conserving biodiversity', *One Earth*, 7(6), pp. 1007–1021. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2024.05.001

Deep Sea Mining Campaign (2017) *Legal action launched over the Nautilus Solwara 1 experimental seabed mine*. Disponible chez : https://dsm-campaign.org/legal-action-launched-over-nautilus-solwara-1/

Deep Sea Mining Campaign (2020) *Predicting the impacts of mining deep sea polymetallic nodules in the Pacific Ocean*. Disponible chez : http://www.deepseaminingoutofourdepth.org/wp-content/uploads/Nodule-Mining-in-the-Pacific-Ocean-2.pdf

Deep Sea Mining Campaign, London Mining Network and MiningWatch Canada (2019) *Why the rush? Seabed mining in the Pacific Ocean*. Disponible chez : https://dsm-campaign.org/wp-content/uploads/2023/04/Why-the-Rush_PRINT.pdf

Deloitte (2021) *A drop in the ocean: closing the gap in ocean climate finance*. Disponible chez : https://oceanium.world/wp-content/uploads/2022/11/ocean-financing.pdf

DePuy, W., Weger, J., Foster, K., Bonanno, A.M., Kumar, S., Lear, K., Basilio, R. and German, L. (2021) 'Environmental governance: broadening ontological spaces for a more livable world', *Environment and Planning E: Nature and Space*, 5(2), pp. 947–975. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/25148486211018565

Deutz, A., Heal, G.M., Niu, R., Swanson, E., Townshend, T., Zhu, L., Delmar, A., Meghji, A., Sethi, S.A. and Tobinde la Puente, J. (2020) *Financing nature: closing the global biodiversity financing gap*. Disponible chez : https://www.paulsoninstitute.org/wp-content/uploads/2020/10/FINANCING-NATURE_Full-Report_Final-with-endorsements_101420.pdf

Dewan, K., Mulrennan, M.E. and Georgekish, E. (2025) 'Strengthening community-based fisheries monitoring programs with Indigenous perspectives', *Conservation Biology*. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.70187

Ducros, A. and Steele, P. (2022) *Biocredits to finance nature and people: emerging lessons*. Disponible chez : https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2022-11/21216IIED.pdf

Eicken, H., Danielsen, F., Sam, J.M., Fidel, M., Johnson, N., Poulsen, M.K., Lee, O.A., Spellman, K.V., Iversen, L., Pulsifer, P. and Enghoff, M. (2021) 'Connecting top-down and bottom-up approaches in environmental observing', *BioScience*, 71(5), pp. 467–483. Disponible chez : https://doi.org/10.1093/biosci/biab018

Elias, M., Morgan, M., Despot-Belmonte, K., Ancheta Collantes-Lebale, V., Arreguin Prado, A., Blaquier, D., Casado-Asensio, J., Cesca, C., Daniels, C., Kraushaar, M. and McGregor, T. (2024) *Placing gender equality at the heart of the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. Disponible chez : https://hdl.handle.net/10568/155413

Ellen MacArthur Foundation (2025) *Scaling action for nature: how the circular economy can help deliver the Global Biodiversity Framework*. Disponible chez : https://www.ellenmacarthurfoundation.org/scaling-action-for-nature

Elmahdy, Y.M., Orams, M., Lück, M. and Schänzel, H. (2025) 'Indigenous communities and marine mammal tourism management: incorporating the perspectives of the indigenous Māori people of Aotearoa/New Zealand', *Frontiers in Sustainable Tourism*, 4, article 1510025. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/frsut.2025.1510025

Esmail, N., McPherson, J.M., Abulu, L., Amend, T., Amit, R., Bhatia, S., Bikaba, D., Brichieri-Colombi, T.A., Brown, J., Buschman, V., Fabinyi, M., Farhadinia, M., Ghayoumi, R., Hay-Edie, T., Horigue, V., Jungblut, V., Jupiter, S., Keane, A. et al. (2023) 'What's on the horizon for community-based conservation? Emerging threats and opportunities', *Trends in Ecology and Evolution*, 38(7), pp. 666–680. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.tree.2023.02.008

Farhan Ferrari, M., de Jong, C. and Belohrad, V.S. (2015) 'Community-based monitoring and information systems (CBMIS) in the context of the Convention on Biological Diversity (CBD)', *Biodiversity*, 16(2–3), pp. 57–67. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/14888386.2015.1074111

Flores, W.K., Flores, K., Panama, R.M. and Alta, K. (2026) *Kara-Kichwa data sovereignty framework: reference point for indigenous data authority renaissances in LAC* [Preprint]. Disponible chez : https://doi.org/10.48550/arXiv.2601.06634

Forest Declaration Assessment (2023) *Protecting nature, respecting rights: putting Indigenous and community rights at the heart of national biodiversity strategies and action plans*. Disponible chez : https://forestdeclaration.org/nbsaps-report/

Forest Peoples Programme (2020) *Getting REDD+ to work for IPLCs in Vietnam*. Local Biodiversity Outlooks. Disponible chez : https://localbiodiversityoutlooks.net/getting-redd-to-work-for-iplcs-in-vietnam/

Fox, J. (2015) 'Social accountability: what does the evidence really say?', *World Development*, 72, pp. 346–361. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.03.011

Global Alliance of Territorial Communities (2024) *Shandia annual report 2024*. Disponible chez : https://globalalliance.me/shandia/

Global Alliance of Territorial Communities and Earth Insight (2025) *Indigenous territories and local communities on the frontlines: mapping threats and solutions across the world's largest tropical forests*. Disponible chez : https://assets.takeshape.io/17e2848c-4275-4761-9bf5-62611d9650ae/dev/015c4a23-3810-4c7c-bf84-9b609646d631/WEB-GATC-Full%20Report-English.pdf

Global Environment Facility (2023) *GBF Fund programming directions*. GEF Council document GEF/C.64/06/Rev.02. Disponible chez : https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/2023-09/EN_GEF.C.64.06.Rev_.02_GBF_Fund_Programming_Directions.pdf

Global Environment Facility (2026) *From partners to leaders: the GEF's commitment to Indigenous Peoples*. Disponible chez : https://www.thegef.org/newsroom/feature-stories/partners-leaders-gefs-commitment-indigenous-peoples

Glover, A.G., Arias, M.B., Bribiesca-Contreras, G., Copley, J.T., Dahlgren, T.G., Drazen, J.C., Drennan, R., Ingels, J., Jones, D.O.B., O'Malley, B.J., Rabone, M. and Stewart, E.C.D. (2026) 'The environmental impacts of deep-sea mining', *Current Biology*, 36(9). Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cub.2026.03.014

Godio, J. (2025) *Valuing allyship: the case for pairing direct and unrestricted funding with solidarity-based allyship for grassroots Indigenous Peoples and forest peoples*. Forest Peoples Programme. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/fileadmin/uploads/fpp/Photos/Reports/2025_Valuing_Allyship/Valuing_Allyship..pdf

Gonon, M., Svartzman, R. and Althouse, J. (2024) *Bridging the gap in biodiversity financing: a review of assessments of existing and needed financial flows for biodiversity, and some considerations regarding their limitations and potential ways forward*. UCL Institute for Innovation and Public Purpose Working Paper Series, IIPP WP 2024-14. Disponible chez : https://www.ucl.ac.uk/bartlett/public-purpose/WP2024-14

Goolmeer, T., Skroblin, A. and Wintle, B.A. (2022) 'Getting our Act together to improve Indigenous leadership and recognition in biodiversity management', *Ecological Management and Restoration*, 23(S1), pp. 33–42. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/emr.12523

Gutierrez, C.J. (2026) *Between rights and markets: the structural limits of Indigenous participation in the emerging biodiversity credit market*. Honours thesis. University of Toronto Scarborough. Disponible chez : https://hdl.handle.net/1807/153005

Gutzmann, S.B., Humchitt, C., Kowalchuk, K., Hunt, D., Allchurch, A., Cisneros-Montemayor, A. and Salomon, A.K. (2026) 'Indigenous resurgence in the Blue Economy: relational values to guide kelp mariculture', *People and Nature*, 8, pp. 427–444. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/pan3.70214

Hendrickson, C.Y. and Corbera, E. (2015) 'Participation dynamics and institutional change in the Scolel Té carbon forestry project, Chiapas, Mexico', *Geoforum*, 59, pp. 63–72. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2014.11.022

Hill, R., Adem, Ç., Alangui, W.V., Molnár, Z., Aumeeruddy-Thomas, Y., Bridgewater, P., Tengö, M., Thaman, R., Yao, C.Y.A., Berkes, F. and Carino, J. (2020) 'Working with indigenous, local and scientific knowledge in assessments of nature and nature's linkages with people', *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 43, pp. 8–20. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.cosust.2019.12.006

Hill, R., Adem, Ç., Alangui, W.V., Molnár, Z., Aumeeruddy-Thomas, Y., Bridgewater, P., Tengö, M., Thaman, R., Adou Yao, C.Y., Berkes, F., Carino, J., Daigneault, A., Díaz, S., Fache, E., Fernández-Llamazares, Á., Filer, C., Golden, C.D., Johnson, D., Karki, M., Lyver, P.O'B., Mathez-Stiefel, S.-L., McElwee, P., Xue, D. and Zakri, A.H. (2025) 'Indigenous and local knowledge in transformative biodiversity governance', *One Earth*, 8(6), article 101248. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2025.101248

Human Rights and Biodiversity Working Group (2022) *A rights-based path for people and planet: realising human rights in the post-2020 Global Biodiversity Framework (CBD OEWG-5 & COP15)*. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/publications-resources/briefing-papers/article/a-rights-based-path-for-people-and-planet-proposals-for-realising-human-rights-in-the-post-2020-global-biodiversity-framework-paper-4/

Human Rights and Biodiversity Working Group (2022) *Implementing a human rights-based approach*. Human Rights and Biodiversity Working Group. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org/fr/publications-resources/reports/article/implementing-a-human-rights-based-approach-to-biodiversity-conservation-paper-3/

Human Rights and Biodiversity Working Group (2024) *Advancing human rights-based approaches to Target 3 implementation*. International Expert Workshop on Advancing Rights and Equity in Conservation. Disponible chez : https://www.iccaconsortium.org/wp-content/uploads/2024/10/advancing-human-rights-based-approaches-to-target-3-implementation.pdf

Indigenous Navigator (2026) *National survey data* (unpublished dataset). Available through: https://indigenousnavigator.org/indigenous-data

Indigenous Peoples Rights International (2026) *From criminalization to genuine partnership: transforming conservation laws to rights-based framework*. Indigenous Peoples Rights International. Disponible chez : https://www.iprights.org

Inter-American Court of Human Rights (2026) *Case of the Garífuna Community of Cayos Cochinos and its Members v. Honduras*. Judgment of 4 March.

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2022) *Methodological Assessment Report on the Diverse Values and Valuation of Nature of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by P. Balvanera, U. Pascual, M. Christie, B. Baptiste and D. González-Jiménez. Bonn: IPBES Secretariat. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.6522522

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2024) *Summary for policymakers of the thematic assessment report on the underlying causes of biodiversity loss and the determinants of transformative change and options for achieving the 2050 vision for biodiversity of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Edited by K. O'Brien, L. Garibaldi, A. Agrawal, E. Bennett, R. Biggs, R. Calderón Contreras, E. Carr, N. Frantzeskaki, H. Gosnell, J. Gurung, S. Lambertucci, J. Leventon, C. Liao, V. Reyes García, L. Shannon, S. Villasante, F. Wickson, Y. Zinngrebe and L. Perianin. IPBES Secretariat. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.11382230

Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2026) *Summary for policymakers of the methodological assessment report on the impact and dependence of business on biodiversity and nature's contributions to people*. Edited by M. Jones, S. Polasky, X. Rueda, S. Brooks, J. Carter Ingram, B.N. Egoh, A. von Hase, R. Kohsaka, M. Kulak, K. Leach, R. Loyola, L. Mandle, V. Rodriguez-Osuna, M. Schaafsma and L.J. Sonter. IPBES Secretariat. Disponible chez : https://doi.org/10.5281/zenodo.15369060

International Collective in Support of Fishworkers (2025) *Zanzibar: impact of Marine Protected Areas (MPAs) and other effective area-based conservation measures (OECMs) on small-scale fisheries: a case study of the Hatuchoki Tundauwa community-based marine conservation initiative on Pemba Island*. Disponible chez : https://icsf.net/wp-content/uploads/2025/06/930.ICSF263_MPA_Tanzania.pdf

International Institute for Environment and Development (2026) *New report: recognition of women-led biodiversity data vital to advance gender justice*. Disponible chez : https://www.iied.org/new-report-recognition-women-led-biodiversity-data-vital-advance-gender-justice

International Union for the Conservation of Nature International Policy Centre (2023) *Contributing to the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework: Nature 2030 and IUCN resolutions*. Information note. International Union for Conservation of Nature. Disponible chez : https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/resrecrepattach/Translating%20the%20KMGBF%20-%20Mapping%2004.23.pdf

Jament, J. and Arockyasamy, K. (2025) *Offshore wind energy projects in South India: Indigenous coastal communities left in dark*. Disponible chez : https://www.bluegreencoast.org

Jiang, J. (2025) 'Place attachment of the A'atsika Tribe in People of the Whale', *International Journal of Linguistics, Literature and Translation*, 8(4), pp. 29–34. Disponible chez : https://doi.org/10.32996/ijllt.2025.8.4.4

Jurjonas, M. (2026) 'Toward a more inclusive conservation actions classification: lessons from restoration practice and conservation social science', *Conservation Science and Practice*. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/csp2.70248

Kachali, R.N., Dawson, N.M. and Loos, J. (2024) 'Institutional rearrangements in the north Luangwa ecosystem: implications of a shift to community based natural resource management for equity in protected area governance', *Heliyon*, 10(13). Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2024.e33549

Kalman, R.B., Cooper, L.T., Miranda Beas, C., Delgado Pugley, D., Castro Pacheco, C.A. and Larson, A.M. (2024) *Making conservation incentives work for Indigenous Peoples and local communities*. Disponible chez : https://www.landscapealliance.org/publications/pdf_files/infobrief/9136-Infobrief.pdf

Karmushu, R. and Sorsby, N. (2025) *More GEF nature finance must reach Indigenous Peoples and local communities*. Disponible chez : https://www.iied.org/more-gef-nature-finance-must-reach-indigenous-peoples-local-communities

Kedward, K., Zu Ermgassen, S., Ryan-Collins, J. and Wunder, S. (2023) 'Heavy reliance on private finance alone will not deliver conservation goals', *Nature Ecology & Evolution*, 7(9), pp. 1339–1342. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41559-023-02098-6

Kennedy, C.M., Fariss, B., Oakleaf, J.R., Garnett, S.T., Fernández-Llamazares, Á., Fa, J.E., Baruch-Mordo, S. and Kiesecker, J. (2023) 'Indigenous Peoples' lands are threatened by industrial development; conversion risk assessment reveals need to support Indigenous stewardship', *One Earth*, 6(8), pp. 1032–1049. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2023.07.006

Kenter, J.O., Carmenta, R., Christie, M., Griffiths, H., Ihemezie, E., Martin, A., Gomez-Osorio, M.T., Pascual, U., Raymond, C.M., Remoundou, K. and Waters, R. (2025) 'Toward a relational biodiversity economics: embedding plural values for sustainability transformation', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 122(40), article e2314586122. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2314586122

Kim, E.H., Dellecker, A., Field, R., Stephenson, P.J. and Schrodt, F. (2025) 'Towards high-integrity biodiversity credits: balancing commensurability, ecological complexity and governance', *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences*, 292(2053). Disponible chez : https://doi.org/10.1098/rspb.2025.0990

Kineman, J.J. (2011) 'Relational science: a synthesis', *Axiomathes*, 21, pp. 393–437. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s10516-011-9154-z

Kitolelei, S., Thaman, R., Veitayaki, J., Breckwoldt, A. and Piovano, S. (2021) 'Na Vuku Makawa ni Qoli: Indigenous Fishing Knowledge (IFK) in Fiji and the Pacific', *Frontiers in Marine Science*, 8, article 684303. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2021.684303

Kutubul, N. and Siddiquee, A. (2020) 'Impact of conservation measures over mangrove forest-dependent community: a qualitative study using human rights lens', *Preprints* [Preprint]. Disponible chez : https://doi.org/10.20944/preprints202004.0141.v1

Lama Hyolmo, S. and Abulu, L. (2025) 'Early results suggest communities stop logging during basic income pilot project', *Mongabay*, 27 January. Disponible chez : https://news.mongabay.com/2025/01/early-results-suggest-communities-stop-logging-during-basic-income-pilot-project/

Larson, A.M., Sarmiento Barletti, J.P. and Heise Vigil, N. (2022) 'A place at the table is not enough: accountability for Indigenous Peoples and local communities in multi-stakeholder platforms', *World Development*, 155, article 105844. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105844

Lehmann, I., Kok, M., Immerzeel, R. and Marques, A. (2026) 'Implications of global distributive justice principles for implementation

of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework', *Conservation Biology*, 40(1), e70167. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cobi.70167

Loch, T.K. and Riechers, M. (2021) 'Integrating indigenous and local knowledge in management and research on coastal ecosystems in the Global South: a literature review', *Ocean and Coastal Management*, 212. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2021.105821

Louey, P. (2026) 'Shared seabed stewardship principles of Oceania', *The Round Table*, 115(4), pp. 685–706. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/00358533.2026.2641025

Malmer, P., Vanessa, M., Austin, B., Tengö, M., Sutherland, W.J., Brotherton, P.N.M., Davies, Z.G., Ockendon, N., Pettorelli, N. and Vickery, J.A. (2020) 'Mobilisation of indigenous and local knowledge as a source of useable evidence for conservation partnerships', in *Conservation research, policy and practice*. Cambridge University Press, pp. 82–113. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/9781108638210.006

Martin, A., Dawson, N., Rodríguez, I., Bose, R. and Cotton, I. (2025) 'Towards just and transformative social–ecological restoration', *Nature Sustainability*. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s41893-025-01702-w

Marx, W. (2025) 'Suddenly miners are tearing up the seafloor for critical metals', *Scientific American*, 15 April. Disponible chez : https://www.scientificamerican.com/article/miners-are-pulling-valuable-metals-from-the-seafloor-and-almost-no-one-knows/

McBurney, M., Tuaza, L.A. and Johnson, C. (2023) 'Paying for ecological services in Ecuador: the political economy of structural inequality', *Journal of Agrarian Change*, 23(2), pp. 385–403. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/joac.12523

McLaren, C.N., Salcedo-La Viña, C., Ding, H. and Cervera, M. (2025) *Enhancing climate finance access for Indigenous Peoples and local communities: insights from Payments for Ecosystem Services*. World Resources Institute. Disponible chez : https://doi.org/10.46830/wrirpt.23.00115

Montero-de-Oliveira, F.-E., Blundo-Canto, G. and Ezzine-de-Blas, D. (2023) 'Under what conditions do Payments for Environmental Services enable forest conservation in the Amazon? A realist synthesis', *Ecological Economics*, 205, article 107697. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2022.107697

Monterroso, I. (2025) 'Exploring the potential of territorial funds to achieve equitable and inclusive direct climate and biodiversity finance', *Gender & Development*, 33(1), pp. 225–235. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/13552074.2025.2473816

Moon, K. and Pérez-Hämmerle, K.-V. (2022) 'Inclusivity via ontological accountability', *Conservation Letters*, 15(5), article e12888. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/conl.12888

Nasi, R. (2025) 'Why repurposing harmful subsidies is our main lever for biodiversity funding', *CIFOR-ICRAF*. Disponible chez : https://www.cifor-icraf.org/knowledge/news/92539

Nelgen, S., Charré, S. and Pacheco, P. (2024) *Turning harm into opportunity: repurposing agricultural subsidies that destroy forests and non-forest natural ecosystems*. World Wildlife Fund. Disponible chez : https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/wwf-turning-harm-into-opportunity---full-final.pdf

Nelson, M.K. and Reed, G. (2025) 'Indigenous critiques and recommendations for reclaiming nature-based solutions', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 122(29), article e2315917121. Disponible chez : https://doi.org/10.1073/pnas.2315917121

Oryza, D., Samsuddin, S., Sagala, I., Nugroho, A.D., Jamaluddin, J., Malik, A. and Bahri, S. (2018) 'Duano's local wisdom in preserving marine ecosystem at Jambi Coastal Area', *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science*, 175(1), article 012227. Disponible chez : https://doi.org/10.1088/1755-1315/175/1/012227

Pereira, J.C. and Saramago, A. (eds.) (2020) *Non-human nature in world politics: theory and practice*. Frontiers in International Relations. Springer International Publishing.

Pereira, L.M., Gibson, M.F., Abrams, J.F., Brutschin, E., Cardenas, J.C., Cheung, W.W., Claudet, J., Cornell, S.E., Daioglou, V., Durán, A.P., Gomez-Baggethun, E., Harrison, P.A., Hebden, S., Johnson, J.A., Jouffray, J., Karlsson-Vinkhuyzen, S., Keys, P.W., Kim, H. et al. (2026) 'Solving science conundrums in the climate-nature-equity polycrisis with integrated transformative scenarios', *One Earth*, 9(5), article 101710. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.oneear.2026.101710

Prado, A.A. (2025) '(Eco)feminist economics and biodiversity finance: a critical reflection', *IUCN*. Disponible chez : https://iucn.org/blog/202505/ecofeminist-economics-and-biodiversity-finance-critical-reflection

Proulx, M., Ross, L., Macdonald, C., Fitzsimmons, S. and Smit, M. (2021) 'Indigenous traditional ecological knowledge and ocean observing: a review of successful partnerships', *Frontiers in Marine Science*, 8, article 703938. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2021.703938

Puentes Riaño, A. (2024) *The ocean and human rights: report of the Special Rapporteur on the human right to a clean, healthy and sustainable environment*. A/HRC/58/59. United Nations Human Rights Council. Disponible chez : https://docs.un.org/en/A/HRC/58/59

Radwin, M. (2022) 'Afro-Colombian community preserves biodiversity in the Pacific with a new marine protected area', *Mongabay*. Disponible chez : https://es.mongabay.com/2022/03/comunidad-afrocolombiana-conserva-la-biodiversidad-del-pacifico-con-una-nueva-area-marina-protegida/

Rai, I.M. and Dhakal, R.K. (2024) 'Politics of knowledge in conservation: (de)valued traditional ecological knowledge of Bote in Chitwan National Park, Nepal', *Ethnobiology and Conservation*, 13, article 04. Disponible chez : https://ethnobioconservation.com/ebc/article/view/723

Ramli, I.M. and Waskitho, T. (2023) *Blue economy initiatives in South-East Asia: challenges and opportunities*. Economic Research Institute for ASEAN and East Asia. Disponible chez : https://www.eria.org/research/blue-economy-initiatives-in-south-east-asia-challenges-and-opportunities

Rathakrishnan, B., Aboo Talib Khalid, K. and Daud, S. (2025) 'A systematic literature review on the international trends of indigenous peoples' political participation', *Frontiers in Political Science*, 7, article 1601300. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fpos.2025.1601300

Ravikumar, A., Chairez Uriarte, E., Lizano, D., Muñoz Ledo Farré, A. and Montero, M. (2023) 'How payments for ecosystem services can undermine Indigenous institutions: the case of Peru's Ampiyacu-Apayacu watershed', *Ecological Economics*, 205, article 107723. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2022.107723

Rickard, T. and Ludwig, D. (2025) 'Rivers across worlds: a conceptual framework for ontological inclusion and exclusion in participatory water governance', *Environment and Planning E: Nature and Space*, 8(1), pp. 251–277. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/25148486241280157

Robinson, D. and Jefferson, D. (2026) 'When biopiracy takes root', *The UNESCO Courier*, January–March. Disponible chez : https://courier.unesco.org/en/articles/when-biopiracy-takes-root

Rosenbaum, H. (2011) *Out of our depth: mining the ocean floor in Papua New Guinea*. MiningWatch Canada, CELCoR, Oxfam Australia and The Packard Foundation. Disponible chez : https://dsm-campaign.org/wp-content/uploads/2024/08/Out-Of-Our-Depth-low-res.pdf

Smith, T., Bulkan, J., Zerriffi, H. and Tansey, J. (2019) 'Indigenous peoples, local communities, and Payments for Ecosystem Services', *The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, 63(4), pp. 616–630. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/cag.12553

Šopova, J. and Rollán Ortega, C. (2025) *Rapa Nui: back from the brink*. UNESCO. Disponible chez : https://www.unesco.org/en/articles/rapa-nui-back-brink-0

Survival International (2025) *Grievous Biodiversity Failure Fund: how the new GBF Fund is failing to protect Indigenous People or to uphold the Global Biodiversity Framework*. Disponible chez : https://assets.survivalinternational.org/documents/2673/original-54b1d89df8931704423ecfe0661cf423.pdf

Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (2024) *Guidance on engagement with Indigenous Peoples, local communities, and affected stakeholders*. Disponible chez : https://tnfd.global/

Tengö, M., Brondizio, E.S., Elmqvist, T., Malmer, P. and Spierenburg, M. (2014) 'Connecting diverse knowledge systems for enhanced ecosystem governance: the multiple evidence base approach', *Ambio*, 43(5), pp. 579–591. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s13280-014-0501-3

Terralingua (2017) *Linking language and the land: how words, stories, and ceremonies can inform discussion around decision making for the Kwakwaka'wakw Peoples and environmental sustainability*. Disponible chez : https://terralingua.org/stories/linking-language-and-the-land/

The Metals Company (2026) *Frequently asked questions*. Disponible chez : https://metals.co/frequently-asked-questions/

Timmer, J., Skrzypek, E. and Bainton, N. (2026) 'When the ocean is sacred: Pacific theology and the governance of deep-sea mining', *Devpolicy Blog*, 11 May. Disponible chez : https://devpolicy.org/when-the-ocean-is-sacred-pacific-theology-and-the-governance-of-deep-sea-mining-20260511/

Tran, T.T.H., Zeller, M. and Suhardiman, D. (2016) 'Payments for ecosystem services in Hoa

Binh province, Vietnam: an institutional analysis', *Ecosystem Services*, 22, pp. 83–93.

United Nations Environment Programme (2026) *State of finance for nature 2026: nature in the red: powering the trillion dollar nature transition economy*. United Nations Environment Programme. Disponible chez : https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/49119

United Nations High Commissioner for Human Rights (2026) *Global analytical study on the implementation of a human rights-based approach to environment*. A/HRC/61/36. 61st session of the Human Rights Council. Disponible chez : https://docs.un.org/en/A/HRC/61/36

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (2011) *Guiding Principles on Business and Human Rights: implementing the United Nations "Protect, Respect and Remedy" Framework*. United Nations. Disponible chez : https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf

Urlich, S.C., White, F.R. and Rennie, H.G. (2022) 'Characterising the regulatory seascape in Aotearoa New Zealand: bridging local, regional and national scales for marine ecosystem-based management', *Ocean & Coastal Management*, 224, article 106193. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2022.106193

Vierros, M.K., Harrison, A.-L., Sloat, M.R., Ortuño Crespo, G., Moore, J.W., Dunn, D.C., Ota, Y., Cisneros-Montemayor, A.M., Shillinger, G.L., Watson, T.K. and Govan, H. (2020) 'Considering Indigenous Peoples and local communities in governance of the global ocean commons', *Marine Policy*, 119, article 104039. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104039

Villaseñor-Derbez, J.C., Amador-Castro, I.G., Hernández-Velasco, A., Torre, J. and Fulton, S. (2022) 'Two decades of community-based marine conservation provide the foundations for future action', *Frontiers in Marine Science*, 9, article 893104. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2022.893104

Voisin, Y., Doviaza, C. and Quintero, E. (2025) 'Community-based monitoring in tropical environments: establishing indigenous participation without direct western involvement', *Socio-Environmental Systems Modelling*, 7, article 18700. Disponible chez : https://doi.org/10.18174/sesmo.18700

Wilson, P.J. (2025) 'Biodiversity offsetting destroys wildlife', *Wildlife Biology*, 2025(2), e01177. Disponible chez : https://doi.org/10.1002/wlb3.01177

World Economic Forum, Biodiversity Credit Alliance and International Advisory Panel on Biodiversity Credits (2025) *High-Level Principles to Guide the Biodiversity Credit Market*. White paper. Disponible chez : https://www3.weforum.org/docs/WEF_High_Level_Principles_to_Guide_the_Biodiversity_Credit_Market_2025.pdf

Zhang, X., Fang, C., Wang, Y., Lou, X., Su, Y. and Huang, D. (2022) 'Review of effects of dam construction on the ecosystems of river estuary and nearby marine areas', *Sustainability*, 14(10), article 5974. Disponible chez : https://doi.org/10.3390/su14105974

Zurba, M. and Papadopoulos, A. (2021) 'Indigenous participation and the incorporation of Indigenous knowledge and perspectives in global environmental governance forums: a systematic review', *Environmental Management*, 72, pp. 84–99. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s00267-021-01566-8

Chapitre 7

Alliance for Land, Indigenous Environment and Environmental Defenders (2023) *Uncovering the hidden iceberg 2023: new data shows alarming patterns of attacks against Indigenous Peoples, land and environmental defenders*. Disponible chez : https://learn.landcoalition.org/en/resources/uncovering-the-hidden-iceberg-2023/

Arce, L., Vargas, K. and Coñuecar, Y. (eds.) (2023) *Women of the sea: approaches to the marine and coastal areas of Indigenous peoples*. Disponible chez : https://observatorio.cl/wp-content/uploads/2025/10/Women-of-the-Sea-WEB.pdf

Arney, R.N., Henderson, M.B., DeLoach, H.R., Lichtenstein, G. and German, L.A. (2023) 'Connecting across difference in environmental governance: beyond rights, recognition, and participation', *Environment and Planning E: Nature and Space*, 6(2), pp. 1164–1190. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/25148486221108892

Asia Indigenous Peoples Pact (2026) *From participation to power: Indigenous Peoples, NBSAPs, and the implementation gap in Asia*. Summary brief. Disponible chez : https://aippnet.org/wp-content/uploads/2026/02/Summary-Brief-Indigenous-Peoples-NBSAPs-and-the-Implementation-Gap-in-Asia.pdf

Baker-Médard, M., Rakotondrazafy, V., Randriamihaja, M.H., Ratsimbazafy, P. and Juarez-Serna, I. (2023) 'Gender equity and collaborative care in Madagascar's locally managed marine areas: reflections on the launch of a fisherwomen's network', *Ecology and Society*, 28(2). Disponible chez : https://doi.org/10.5751/ES-13959-280226

Barume, A.K. (2025) *Recognition of Indigenous Peoples: report of the Special Rapporteur on the rights of Indigenous Peoples*. A/HRC/60/29. Disponible chez : https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc6029-recognition-indigenous-peoples-report-special-rapporteur-rights

Bennett, N.J., Le Billon, P., Belhabib, D. and Satizábal, P. (2022) 'Local marine stewardship and ocean defenders', *npj Ocean Sustainability*, 1(1), article 3. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44183-022-00002-6

Bennett, N.J., López de la Lama, R., Le Billon, P., Ertör, I. and Morgera, E. (2023) 'Ocean defenders and human rights', *Frontiers in Marine Science*, 9, article 1089049. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2022.1089049

Bennett, N.J., Morgera, E. and Boyd, D. (2024) 'The human right to a clean, healthy and sustainable ocean', *npj Ocean Sustainability*, 3, article 19. Disponible chez : https://doi.org/10.1038/s44183-024-00057-7

Bille Larsen, P., le Billon, P., Menton, M., Aylwin, J., Balsiger, J., Boyd, D., Forst, M., Lambrick, F., Santos, C., Storey, H. and Wilding, S. (2021) 'Understanding and responding to the environmental human rights defenders crisis: the case for conservation action', *Conservation Letters*, 14(3). Disponible chez : https://doi.org/10.1111/conl.12777

Blythe, J.L., Gill, D.A., Claudet, J., Bennett, N.J., Gurney, G.G., Baggio, J.A., Ban, N.C., Bernard, M.L., Brun, V., Darling, E.S., Di Franco, A., Epstein, G., Franks, P., Horan, R., Jupiter, S.D., Lau, J., Lazzari, N., Mahajan, S.L., Mangubhai, S., Naggea, J., Turner, R.A. and Zafra-Calvo, N. (2023) 'Blue justice: a review of emerging scholarship and resistance movements', *Cambridge Prisms: Coastal Futures*, 1, article e15. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/cft.2023.4

Bracegirdle, C. and Haworth-Lee, J. (2024) *Understanding gender-based violence in the context of conservation*. Transforming Conservation: From Conflict to Justice, briefing paper 04. Forest Peoples Programme. Disponible chez : https://www.forestpeoples.org

Brittain, S., Newing, H., Milner-Gulland, E.J., Rowley, T., Tugendhat, H., Kenrick, J., Carino, J., Ferrari, M., Hargey, A., Bengoa, C., Faustino, C. and Radford, L. (2024) *Ensuring the sustainability of customary use on Indigenous and community-held lands*. Disponible chez : https://iccs.org.uk/wp-content/uploads/2024/10/Ensuring-the-sustainability-of-customary-use-on-Indigenous-and-community-held-lands.pdf

Bullock, R., Zurba, M., Reed, M.G. and McCarthy, D. (2023) 'Strategic options for more effective Indigenous participation in collaborative environmental governance', *Journal of Planning Education and Research*, 43(4), pp. 841–856. Disponible chez : https://doi.org/10.1177/0739456X20920913

Centers of Distinction on Indigenous and Local Knowledge (2024) 'Institutionalizing Indigenous Peoples and local communities' role in biodiversity conservation', *Indigenous Options*, 5(1). Disponible chez : https://codilk.org/images/publications/indigenous-options/vol5-issue1/indigenous-options-vol-5-issue-1.pdf

Committee on the Elimination of Discrimination against Women (2022) *General recommendation No. 39 (2022) on the rights of Indigenous women and girls*. Disponible chez : https://www.ohchr.org/en/documents/general-comments-and-recommendations/general-recommendation-no39-2022-rights-indigeneous

Desmarais, C. (2025) 'Impacts of colonization: the shift from matriarchal to patriarchal societies', *Tulips: The Gender, Sexuality, and Women's Studies Undergraduate Journal*. Disponible chez : https://ojs.lib.uwo.ca/index.php/tulips/article/view/22724

Dominguez, L. (2026) *Collective Land Rights Are Women's Land Rights: A Study on Gender Justice in Collective Land Rights Settings*. Moreton-in-Marsh: Forest Peoples Programme.

Ertör, I. (2023) '"We are the oceans, we are the people!": fisher people's struggles for blue justice', *The Journal of Peasant Studies*, 50(3), pp. 1157–1186. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/03066150.2021.1999932

Fan, M.-F. and Sung, S.C. (2020) 'Indigenous political participation in the deliberative systems: the long-term care service controversy in Taiwan', *Policy Studies*, 43, pp. 1–19. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/01442872.2020.1760233

Firestone, J., Lilley, J. and de Noronha, I.T. (2005) 'Cultural diversity, human rights, and the emergence of indigenous peoples in international and comparative environmental law', *American University International Law Review*, 20(2), pp. 219–292. Disponible chez : https://digitalcommons.wcl.american.edu/auilr/vol20/iss2/1/

Forest Declaration Assessment (2023) *Protecting nature, respecting rights: putting Indigenous and community rights at the heart of national biodiversity strategies and action plans*. Disponible chez : https://forestdeclaration.org/nbsaps-report/

Forst, M. (2024) *State repression of environmental protest and civil disobedience: a major threat to human rights and democracy*. Disponible chez : https://unece.org/climate-change/press/un-special-rapporteur-environmental-defenders-under-aarhus-convention-releases

Ganeshan, S. (ed.) (2022) *Blue economy: India's pathway to sustainable, secure, and resilient economy*. Disponible chez : https://www.teriin.org/sites/default/files/2022-07/Blue_Economy_Publication.pdf

Global Witness (2025a) *Documenting killings and disappearances of land and environmental defenders*. Disponible chez : https://globalwitness.org/en/campaigns/land-and-environmental-defenders/documenting-killings-and-disappearances-of-land-and-environmental-defenders/

Global Witness (2025b) *Roots of resistance: documenting the global struggles of defenders protecting land and environmental rights*. Disponible chez : https://globalwitness.org/en/campaigns/land-and-environmental-defenders/roots-of-resistance/

Hartmann, J.Z. and Pearson, J. (2024) 'Indigenous and local values of nature through a gender lens: a literature review', *Ecosystem Services*, 69. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2024.101654

Indigenous Navigator (2026) *National survey data* (unpublished dataset). Available through: https://indigenousnavigator.org/indigenous-data

Indigenous Peoples and Biodiversity Coalition (2024) *Philippine Indigenous Peoples Biodiversity Strategy and Action Plan*. Disponible chez : https://transformativepathways.net/wp-content/uploads/2024/12/Philippines-IPBSAP-October-2024.pdf

Indigenous Peoples Rights International (2026) *From criminalization to genuine partnership: transforming conservation laws to rights-based framework*. Disponible chez : https://iprights.org/2026/04/19/from-criminalization-to-genuine-partnership-transforming-conservation-laws-to-rights-based-framework/

Jacobs, L.K. (2025) 'Indigenous rights, knowledge, and participation in the global plastics treaty', *Cambridge Prisms: Plastics*, 3, article e23, pp. 1–3. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/plc.2025.10012

Larson, A.M., Sarmiento Barletti, J.P. and Heise Vigil, N. (2022) 'A place at the table is not enough: accountability for Indigenous Peoples and local communities in multi-stakeholder platforms', *World Development*, 155, article 105844. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105844

Liboiron, M. and Cotter, R. (2023) 'Review of participation of Indigenous peoples in plastics pollution governance', *Cambridge Prisms: Plastics*, 1, article e16. Disponible chez : https://doi.org/10.1017/plc.2023.16

Marion Suiseeya, K.R., Zanotti, L. and Haapala, K. (2022) 'Navigating the spaces between human rights and justice: cultivating Indigenous representation in global environmental governance', *Journal of Peasant Studies*, 49(3), pp. 604–628. Disponible chez : https://doi.org/10.1080/03066150.2020.1835869

Ministry of Environment (2024) *National policy on biodiversity of Sri Lanka*. Ministry of Environment. Disponible chez : https://env.gov.lk/web/images/downloads/policies/2024/BDS_Draft_Policy/NPB_English_FInal_Draft.pdf

Morea, J.P. (2026) 'The social productivity of marine conflicts: lessons from Ocean Defenders and offshore resistance in Argentina', *Marine Policy*, 186, article 107018. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2025.107018

Network of Indigenous Women in Asia (2025) *A position paper by the Network of Indigenous Women in Asia*. Disponible chez : https://aippnet.org/a-position-paper-network-indigenous-women-asia-niwa/

Parker, B. and Ryan, A. (2026) *Mapping for legal impact: how Indigenous and local communities use maps to assert rights and defend territory*. Disponible chez : https://awana.digital/legal-impact-report

Pedroza-Gutiérrez, C., Solano, N., Fernández-Rivera-Melo, F. and Hernández-Herrera, I. (2024) 'What are the factors that enable or hinder gender equality? Lessons and experiences on gender dynamics in Mexican small-scale fisheries', *Marine Policy*, 159, article 105944. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.marpol.2023.105944

Raoul Wallenberg Institute (2024) *Coastal Indigenous Peoples and Climate Change: A Human Rights Perspective*. Disponible chez : https://reliefweb.int/report/indonesia/coastal-indigenous-peoples-and-climate-change-human-rights-perspective-enid

Rathakrishnan, B., Aboo Talib Khalid, K. and Daud, S. (2025) 'A systematic literature review on the international trends of indigenous peoples' political participation', *Frontiers in Political Science*, 7, article 1601300. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fpos.2025.1601300

Republic of the Philippines (2026) *Seventh national report to the Convention on Biological Diversity*. Disponible chez : https://ort.cbd.int/national-reports/nr7/4535BF38-001E-9897-BA92-1C719F1A7AF0

Richardson, B.J. (2001) 'Indigenous peoples, international law and sustainability', *Review of European Community & International Environmental Law*, 10(1), pp. 1–12. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/1467-9388.00256

Rights and Resources Initiative (2023) *Strengthening and promoting the involvement of Indigenous and local community women of Central Africa and the Congo Basin in biodiversity conservation and climate resilience: the first subregional forum of Indigenous and local community women in Central Africa and the Congo Basin*. Disponible chez : https://rightsandresources.org/publication/the-first-subregional-forum-of-indigenous-and-local-community-women-in-central-africa-and-the-congo-basin/

Scheidel, A., Del Bene, D., Liu, J., Navas, G., Mingorría, S., Demaria, F., Avila, S., Roy, B., Ertör, I., Temper, L. and Martínez-Alier, J. (2020) 'Environmental conflicts and defenders: a global overview', *Global Environmental Change*, 63, article 102104. Disponible chez : https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102104

Secretariat of the Convention on Biological Diversity (2026) *Draft global report on collective progress in the implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework*. CBD/SBSTTA/28/2/Add.1. Disponible chez : https://www.cbd.int/doc/c/5ff9/2cb2/4f785eea0cca7f48eb2a8003/sbstta-28-02-add1-en.pdf

Solano, N., Lopez-Ercilla, I., Fernandez-Rivera Melo, F.J. and Torre, J. (2021) 'Unveiling women's roles and inclusion in Mexican small-scale fisheries (SSF)', *Frontiers in Marine Science*, 7, article 617965. Disponible chez : https://doi.org/10.3389/fmars.2020.617965

The Ocean Defenders Project (2026) *Ocean Defenders: protectors of our ocean environment and human rights*. Disponible chez : https://oceandefendersproject.org/

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization Intergovernmental Oceanographic Commission and United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization Local and Indigenous Knowledge Systems (2024) *Engaging Indigenous Peoples and Local Communities, and Embracing Indigenous and Local Knowledge in Marine Spatial Planning. Volume 2 – good practices*. Disponible chez : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390615

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (2022) *Integrating human rights in national biodiversity strategies and action plans*. Disponible chez : https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/climatechange/information-materials/integrating-hr-in-national-biodiversity-strategies-action-plans.pdf

West, S., Lilford, O., Masterson, V., Ambjörnsson, E.L., Austin, B., Büscher, B., Campbell, L.B., Graham, M., Lahiri-Dutt, K., Schultz, L., Spierenburg, M., Wong, G. and Wyborn, C. (2026) 'Masculinities in conservation science, policy and practice: a qualitative systematic review', *Conservation Letters*, 19(1), article e70007. Disponible chez : https://doi.org/10.1111/conl.70007

Wilton Park (2024) *Transformative change for global biodiversity: the role of gender equality and social inclusion*. Disponible chez : https://www.wiltonpark.org.uk/reports/transformative-change-for-global-biodiversity-the-role-of-gender-equality-and-social-inclusion/

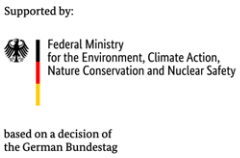
Zurba, M. and Papadopoulos, A. (2021) 'Indigenous participation and the incorporation of Indigenous knowledge and perspectives in global environmental governance forums: a systematic review', *Environmental Management*, 72, pp. 84–99. Disponible chez : https://doi.org/10.1007/s00267-021-01566-

Le projet LBO-3 a pu voir le jour grâce au soutien généreux de plusieurs donateurs, notamment Arcadia – un fonds caritatif créé par Lisbet Rausing et Peter Baldwin –, la Fondation David et Lucile Packard, le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Lutte contre le changement climatique, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire, par l'intermédiaire de l'Initiative internationale pour le climat (BMUKN/IKI), la Fondation Nia Tero et SwedBio.













Le succès du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal dépend des contributions des Peuples Autochtones et des communautés locales. « Perspectives locales de la diversité biologique » met en avant leur rôle central et examine si leurs droits sont respectés dans la mise en œuvre du Cadre.